

UNE INTERVIEW DU CHAH

- Le plan de développement ne sera pas révisé
- L'Iran va essayer de vendre lui-même son pétrole

LIBRE PAGE 19
NOTRE SUPPLÉMENT EUBOPA

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,20 DA ; Tunisie, 100 M. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
11 fr. ; Canada, 60 c. ; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 10 p. ; Grèce,
10 drs ; Irlande, 200 L. ; Italie, 120 L. ; Japon,
110 y. ; Norvège, 270 kr. ; Pays-Bas,
0,30 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 250 kr. ;
Suisse, 1 fr. S.S. ; Tchécoslovaquie, 10 s. ;
Tunisie, 1 DA ; Turquie, 100 L. ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 32

5, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4297-23 Paris

Tél. Paris 20 60672

Tél. : 770-91-29

Le congrès de Moscou

M. BREJNEV REÇOIT M. BERLINGUER

Le fantôme de M. Dubcek

Le débat de politique générale est achevé au congrès de Moscou. La plupart des orateurs ont, comme on pouvait le prévoir, paraphrasé le rapport de M. Brejnev. Le seul débat véritable, mais il est de taille, a mis aux prises communistes de l'Est et communistes de l'Ouest. Brejnev s'est-il dévoué de manière feutrée. Sans jamais nommer personne, M. Brejnev a signalé aux Espagnols, aux Français et aux Italiens que leur politique était inacceptable du point de vue marxiste-léniniste. Les délégués des partis mis en cause ont réagi en présentant l'équivalent d'un socialisme différent de celui qui est appliqué en U.R.S.S.

Crise sérieuse ou simple malaise ? M. Pleschauer assure que « l'existence de divergences entre partis communistes ne doit en aucun cas faire obstacle à l'action commune ». M. Berlinguer va plus loin : « Nous sommes favorables à une confrontation ouverte et franche des différentes expériences et positions ». Il est normal que des partis militants dans des sociétés très dissimilaires ne fassent pas tous la même analyse, ne se proposent pas les mêmes objectifs. C'est la thèse constante des Italiens.

Les dirigeants du Kremlin ne l'entendent pas ainsi. Pour eux, un marxiste-léniniste s'en tient à l'internationalisme prolétarien et ne cède pas à l'opportuniste. Qu'importe l'internationalisme prolétarien tel qu'on le conçoit à Moscou ? Que, face à l'ennemi de classe, les travailleurs de tous les pays défendent avec acharnement les réalisations des États socialistes. « Malheureusement », disait M. Brejnev dans son rapport, il est des gens qui commencent à interpréter l'internationalisme de telle manière qu'il en reste pratiquement peu de chose. Il se trouve également des dirigeants qui proposent ouvertement d'en finir avec l'internationalisme. La dernière partie du jugement s'applique à M. Santiago Carrillo, qui, à la fin de 1975, estimait dépassée la notion classique de l'internationalisme. La première partie vise M. Marchais, et, naturellement, les Italiens.

Les dirigeants soviétiques en ont gros sur le cœur lorsqu'ils constatent que les communistes étrangers admettent publiquement que tout ne va pas toujours pour le mieux dans le premier État socialiste du monde, que la démocratie y laisse à désirer et que les droits de l'homme y sont insuffisamment respectés. Le temps n'est plus où le P.C.F. faisait de la fidélité inconditionnelle à l'U.R.S.S. « la pierre de touche de l'internationalisme prolétarien ».

Les communistes orthodoxes ont toujours condamné l'opportuniste. Pourquoi les alliances que nouent les Italiens et les Français sont-elles inadmissibles ? Et pourquoi cette défense soudaine passionnée de l'internationalisme prolétarien ? Quand les États d'Europe orientale en étaient encore au stade de la démocratie populaire, il était de bon ton de mettre sous le boisseau la dictature du prolétariat. Pendant que les communistes se fortifiaient à l'abri d'un front national, les idéologues soviétiques ne trouvaient rien à redire à cette forme d'opportuniste.

D'où vient qu'ils soient excédés par les tendances actuelles ? Fasse encore que des partis frères en quête d'électeurs accèdent dans leurs pays l'idée qu'ils s'accommodent d'une démocratie pluraliste garantissant les libertés. Mais si ne leur est pas permis de croire que c'est là un des avatars possibles du socialisme et de souffler ainsi de mauvaises idées à quelques dirigeants de l'Europe orientale, l'U.R.S.S. a eu suffisamment de mal à « normaliser » la Tchécoslovaquie. Il était essentiel que les chefs des pays fidèles à Moscou s'associent à la condamnation de l'opportuniste. Les dirigeants soviétiques ont tenté une fois encore d'exercer le fantôme de M. Dubcek.

Le vingt-cinquième congrès du parti communiste soviétique a repris lundi matin 1^{er} mars ses travaux pour une brève séance au cours de laquelle il a approuvé le rapport d'activité présenté le 24 février par M. Brejnev. Le congrès s'est ajourné ensuite à 15 heures locales (13 heures de Paris) : il lui reste encore à entendre quelques délégués étrangers.

Après l'interruption des travaux du matin, M. Brejnev a reçu M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du parti communiste italien. Un communiqué devrait être publié dans l'après-midi sur cette rencontre.

M. Kossyguine devrait présenter mardi son rapport sur le dixième plan quinquennal. Le débat sur l'économie se prolongera jusqu'à jeudi où, dans la soirée, le congrès réuni à huis clos doit élire un nouveau comité central. Celui-ci se réunira à son tour pour désigner le nouveau bureau politique et le secrétaire. La composition du bureau sera annoncée, en principe, vendredi en fin de matinée.

Soljenitsyne, Georges Marchais et le général Haig

par ALFRED GROSSER

Barbelés et déportations. La répression sanglante de la grève. Les tribunaux au service de l'arbitraire. Bref, le « stalinisme » bien après Staline, bien après la « déstalinisation ».

Voilà ce que dénoncent avec force les terribles derniers chapitres : « Les gouvernements passent, l'archipel reste » et « La loi aujourd'hui ». Le tome III de l'Archipel du Goulag (1) ne permet même pas de s'en tenir au frison rétrospectif. Les modalités ont pu changer, l'horreur a pu s'atténuer. L'essence du système est inchangée. Elle tient, au fond, en une

phrase sortie par un auteur officiel soviétique :

« En résumé, si la restriction à la liberté en vue de renforcer le régime social n'a pas de fondement moral sous le capitalisme, en revanche dans une société socialiste c'est un fait moralement fondé » (2).

Ce n'est pas ce socialisme-là que veulent les partis communistes de France et d'Italie. Pourquoi ne pas les croire ? Parce qu'ils ont si souvent varié dans le passé ? Mais, précédemment, dans le passé, ils se soumettaient avec empressement aux exigences de l'« internationalisme prolétarien », c'est-à-dire aux attitudes changeantes des dirigeants soviétiques.

(1) M. du Seuil, 477 pages.
(2) M. du Seuil, 477 pages.
M. du Seuil, 477 pages.
M. du Seuil, 477 pages.

(Lire la suite page 3.)

L'émir de Bahreïn en visite officielle à Paris

Le cheikh Issa Ben Salman Al Khalifa, émir de Bahreïn, était attendu, ce lundi après-midi 1^{er} mars, à Paris, pour une visite officielle de trois jours. Au cours de son séjour, le cheikh Issa aura deux entretiens avec M. Giscard d'Estaing.

Lundi, en fin de matinée, on apprendait qu'une alerte à la bombe avait contraint l'avion à bord duquel se trouvait l'émir de Bahreïn à faire escale à Beyrouth.

(Lire, pages 9 et 10, « Bahreïn, la plume tourmentée du Golfe ».)

L'Amérique désenchantée

I. — Un nouveau climat idéologique

par PAUL FABRA

New-York. — « Alors que les Américains ont dominé la scène internationale pendant au moins cent cinquante ans, et peut-être davantage, que le siècle français aura, comme son nom l'indique, duré un siècle ou à peu près, l'ère américaine aura été la plus courte de l'histoire : elle aura duré trente ans... » On entend souvent cette opinion sous une forme ou sous une autre, dans les cercles intellectuels de New-York.

La presse, et notamment les

revues d'idées, qui sont ici nombreuses et lues (sans doute parce qu'elles sont d'excellente qualité), publient des articles où le « système » américain ne cesse d'être remis en question. Le doute envahissant sur sa capacité à faire face aux problèmes du présent, et encore plus de l'avenir, n'habite pas seulement les « têtes d'œuf ». C'est comme si un certain découragement avait saisi sinon tous les Américains du moins une bonne partie d'entre eux.

Plusieurs études, dont l'une toute récente, qui circule actuellement au sein de l'administration, rendent compte du nouvel état d'esprit. Quel contraste du tout au tout avec l'image traditionnelle qu'on se faisait de ce peuple ! A présent on le s'apprête à célébrer le « bicentenaire » de la déclaration d'indépendance, il semble abandonner son indéfectible optimisme, sa

croissance dans le progrès indéfini, sa conviction que demain sera, pour la société en général et pour les individus qui la composent en particulier un jour meilleur qu'aujourd'hui. Le sentiment d'incertitude qu'a sans doute contribué à répandre la récession, et plus encore peut-être le fait qu'elle n'a été prévue par aucun des économistes de l'établissement, a introduit dans tout le corps social une sorte de peur latente.

S'ils sont encore un peuple « dominant », les Américains, dix-huit mois après l'épilogue du scandale du Watergate, dix mois après la consécration de leur totale défaite au Vietnam, ne dominent plus décidément l'impression d'être « sans doute dominés ». Ils s'interrogent sérieusement — ce qui laisse pas de surprendre même visiteurs étrangers — sur leurs chances de rester la « première puissance du monde ».

(Lire la suite page 6.)

COUPS BAS

L'OFFENSIVE tous azimuts déclenchée par le gouvernement contre le premier secrétaire du parti socialiste justifie-t-elle tout et n'importe quoi ?

M. Mitterrand va en Algérie : il s'entreliera des rapports franco-algériens avec M. Boumedienne. C'est son droit. Si le régime était démocratique, non seulement on droit mais en esprit, son devoir eût été de s'en entretenir, à son retour, avec le président de la République. Mais la façon dont l'opposition est traitée ne l'a jamais incitée à répondre aux avances qui lui ont été faites.

Alors qu'il était encore en Algérie, M. Mitterrand s'est fait d'ailleurs admettre par M. Chirac. Faisant de croire que le premier secrétaire du parti socialiste est allé s'informer de la politique algérienne du gouvernement auprès de M. Boumedienne, il l'a invité à s'en enquérir dès son retour auprès du président de la République.

Le reproche que plaissent lorsqu'on soit la difficulté, sinon l'impossibilité, de se trouver non seulement l'opposition mais la majorité d'être exactement informés de la politique étrangère, même en commission parlementaire.

Encore faudrait-il savoir qui est responsable des affaires étrangères, qui en traite ou n'en traite pas : M. Jean François-Poncet ou M. Sauvageat, M. Chirac ou M. Giscard d'Estaing ? Sans oublier bien entendu M. Pompidou.

La-dessus s'enchaînent une série de répliques qui dépassent en coups bas dès lors que le ministre de l'Intérieur s'en mêle. M. Pompidou lance que « ce n'est pas la première affaire de fuites à laquelle aurait été mêlé » M. Mitterrand. Ou le ministre est frappé d'amnésie ou, sachant la vérité, il est de mauvaise foi. Personnel, en dehors de lui, n'ignore pas victime d'une machination. M. Mitterrand est totalement étranger à l'affaire de 1954. Il y a osé : d'après du passé du premier secrétaire pour ne pas s'abaisser à en rajouter.

J. F.

(Lire la suite page 18.)

M. GISCARD D'ESTAING INTERVIENDRA A LA TÉLÉVISION LE 24 MARS

Le président de la République prononcera une allocution télévisée le mercredi 24 mars sur les objectifs de la politique économique en 1976 et sur les significations de la politique de réforme. Il réunira une conférence de presse sur les problèmes de politique intérieure en avril.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 30.)

SEUIL

tome 1 l'arrestation

tome 2 la vie quotidienne

DERNIER VOLUME tome 3 la résistance



TOME 1 : 33 F / TOME 2 : 36 F

AU JOUR LE JOUR

Poche restante

Voulez bien la preuve que le papier n'est pas sur le point d'être détruit par l'électronique dans la communication humaine : le service postal des États-Unis est tellement surchargé qu'il envisage de limiter la distribution à deux ou trois jours par semaine. Pourquoi ne pas aller plus loin et ne pas la limiter à un jour par an pour chaque usager ? Combien de lettres seraient ainsi évitées ! La poche restante est la solution de bien des problèmes. Quant à la publicité personnelle, elle sera tellement commode de la recevoir une fois en un seul paquet qu'on n'aurait même pas besoin de défaire pour l'envoyer à l'usine de récupération !

ROBERT ESCARPI.

BOULEZ A METZ

Tant l'on crie IRCAM...

En attendant de pouvoir s'entourer, en 1977, dans ses laboratoires souterrains du Petit-Seubourg qui va ces temps-ci recevoir un toit, l'IRCAM (Institut de recherche et de coordination acoustique-musique), en préfiguration, se promène. Parti du Théâtre d'Orsay en octobre 1974, il est allé successivement à Angers, à Bruxelles, à Grenoble et, la semaine dernière, à Metz, pour des contacts avec le public, expliciter ses objectifs et remplir des tâches d'animation fort nécessaires. Nulle ville n'était mieux préparée à le recevoir que Metz, où, depuis quatre ans avec les Rencontres internationales de musique contemporaine, Claude Léfebvre et Fernand Quattrochi mènent une action exemplaire qui atteint quelque cinquante mille jeunes de la région.

Pour qui suit ces sessions de l'IRCAM (et la présence de Pierre Boulez attire les fanatiques de la

musique d'aujourd'hui comme un aimant, il s'en dégage cependant une certaine impression de malaise, voire quelque inquiétude. On comprend certes que l'IRCAM veuille se faire connaître et se rendre utile avant de pouvoir travailler sur ses objectifs propres, mais une certaine équivoque plane sur ces manifestations.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 30.)

Le Monde de l'éducation

LE NUMERO DE MARS EST PARU

(Voir page 39.)

مكتبة الجامعة

EUROPE

Espagne

La vague d'agitation sociale est la plus importante de ces dernières années

Le capitaine du génie M. Antonio Her-
reros Robles a été arrêté à Barcelone le
25 février. Il est soupçonné d'appartenir
à l'Union démocratique militaire, dont
neuf membres doivent être jugés le
8 mars. Père de sept enfants, le capitaine
est le fils du premier officier qui, lors

de la guerre civile espagnole, avait trouvé
la mort dans les rangs des troupes fran-
quistes.
Il est actuellement aux arrêts
de rigueur et au secret à la forteresse
de Figueras, entre Barcelone et la fron-
tière française. D'après certaines infor-

mations, nous indique notre correspon-
dant à Madrid, José Antonio Novais, on
aurait trouvé à son domicile un fichier
contenant les noms d'un millier d'offi-
ciers supérieurs et subalternes qui
seraient membres de l'Union militaire
démocratique.

De notre envoyé spécial

Madrid. — La cohésion et
l'autorité du premier gouverne-
ment du roi Juan Carlos semblent
sérieusement mises en cause par
la crise économique, la relance des
mouvements de grève et des mani-
festations de rues, qui tendent
à prendre un tour violent. Le
samedi 28 février, à Vitoria, de
nouveaux affrontements ont
éclaté entre grévistes et policiers.
Plusieurs centaines d'ouvriers ont
dressé des barricades dans le
centre de la ville. Les unités
d'élite des brigades anti-émeutes
sont intervenues avec énergie pour
occuper les points stratégiques.

Plusieurs cités industrielles
proches de Barcelone sont en état
de rébellion. La population
et les commerçants sont menacés
parfois les grévistes, comme à
Sabadell, pour mener à bien des
opérations « ville morte ». A Bar-
celone même, l'insécurité grandit
après les violents heurts de la
semaine dernière entre ouvriers du
bâtiment en grève et forces de
l'ordre. Le conflit des fonction-
naires municipaux n'est pas réglé,
bien que le maire, M. Viola —
dont la démission est réclamée
par toutes les formations démocra-
tiques — ait finalement
accepté de négocier. Le comité de
grève, qui comprend des pompiers
et des policiers, est disposé à
relancer l'action s'il n'obtient
pas satisfaction à leur tour, les
mille deux cents ouvriers de Pirelli
ont amorcé le 28 février un mou-
vement de débrayage. En Biscaye,
la garde civile est intervenue pour
délivrer par la force des travail-
leurs qui occupent les hauts
fourneaux de Sestao.

En fait, c'est aux quatre coins
de la péninsule que des incidents
plus ou moins sérieux éclatent
chaque jour : en Galice, dans les
Asturies — où plusieurs centaines
de mineurs ont été mis à pied —
au Pays basque, à Pamplonne
où trente mille personnes ont
défilé la semaine dernière, — à
Séville — où les employés des
transports municipaux ont
débrayé. Dans cette dernière ville,
dix-huit personnes, dont six mem-
bres du parti socialiste populaire,
accusées d'avoir organisé la grève,
ont été appréhendées.

L'agitation s'étend aussi des
secteurs nouveaux. Un million
d'élèves sont touchés, ce lundi
1^{er} mars, par une grève d'ensem-
blants. Les professeurs assistants
de l'université de Madrid ont
décidé de ne pas faire cours les
2 et 3 mars. Ils envisagent de
s'enfermer dans une faculté, imi-
tant ainsi une action engagée par
cinq cents professeurs de l'univer-
sité de Saragosse. En même
temps, la police, qui avait été
retraitée des facultés en janvier,
menace d'intervenir de nouveau
dans les locaux universitaires
tant pour faire respecter les
interdictions de conférences que
pour arracher pancartes, affiches
et proclamations, qui ont reflé-
té, depuis deux mois, sur les murs
des universités espagnoles.

Une situation économique préoccupante

Des signes d'agitation sociale
se développent dans la banque,
l'hôtellerie, les transports. Les
boulangers paient de grève tra-
zèle. Les footballers eux-mêmes
n'échappent pas à cette vague de
protestations. Le Hollandais
Cruyff, vedette du Football-Club
de Barcelone, et d'autres doctes
réclament publiquement la liberté
syndicale. Cette démarche prend
un sens politique évident dans un
pays où le football passionne les
foies.

Préoccupés par cette efferve-
scente, les autorités ont annoncé
le 29 février que trois conflits
particulièrement « chauds » se
raient en voie de règlement :
la construction, à Barcelone ; les
camionneurs, dont le mouvement
généralisé menaçait les approvi-
sionnements des grandes villes ;
les transports privés de la pro-
vince de Madrid. Dans le secteur
névralgique du bâtiment, les di-
recteurs des syndicats démocra-
tiques devaient, à Barcelone et
dans la capitale, discuter l'oppor-
tunité d'un mot d'ordre de grève
général au plan national.

Les salaires sont bloqués depuis
l'année dernière. Le gouvernement
tolère, cependant, depuis le début
de cette année, des augmentations
intérieures de 17 %. Le taux offi-
ciel d'inflation pour 1975 a été
de 16,5 %. Mais, dans bien des
cas, sous la très forte pression
des grévistes, des augmentations
de salaires atteignant ces der-
nières semaines de 20 à 30 % ont
été accordées. Elles sont d'ailleurs
encore loin, tout le monde en
convient, de permettre le réajus-
tement du niveau de vie.

Jamais l'agitation sociale n'a
été aussi importante en Espagne
qu'en ce début 1976. En un seul
mois, on a compté autant de
journées de travail perdues qu'en
cinq années précédentes. Les ouvriers
ne se contentent pas de demander
des augmentations de salaires ou
l'amélioration de leurs conditions
de travail. Des milliers de per-
sonnes ont été licenciées pour fait
de grève depuis le début de l'an-

née. Dans de nombreux secteurs
c'est pour obtenir leur réintégra-
tion que la lutte continue ou s'amplifie.
En outre, la tolérance relative
dont certains partis politiques de
gauche ont bénéficié depuis trois
mois a favorisé une vie syndicale
moins souterraine, et donc plus
active. Les commissions ouvrières,
largement dominées par le parti
communiste, et les autres organi-
sations syndicales de gauche, de
tendances socialistes, communistes
révolutionnaires, gauchistes ou
indépendantes, réclament avec
ensemble l'amnistie, les libertés
syndicales et la liberté de négo-
ciation. Mais, en coulisse, la lutte
est déjà vive entre les commis-
sions ouvrières, implantées depuis
longtemps, et d'autres organisa-
tions soudées, des maintenant,
de limiter l'influence de ces com-
missions. Cette concurrence syn-
dicale, reflet de luttes de partis
encore clandestins, n'est pas le
moindre paradoxe de l'Espagne
d'après Franco.

M. Villar Mir, ministre des

finances, est contesté au sein
même du cabinet, où certains lui
reprochent d'avoir imposé une
dévaluation sans l'accompagner
de mesures permettant de l'ex-
ploiter. Accusé par le monde du
travail d'être l'homme des grandes
banques et des multinationales,
M. Villar Mir est aussi critiqué
par les patrons des petites et
moyennes entreprises, qui assu-
rent en Espagne le plus grand
nombre d'emplois et par les
porte-parole des classes moyennes,
dont le soutien serait pourtant
essentiel au gouvernement pour
réussir une politique de réformes.
Les caisses d'épargne, dont les
directions représentent assez bien
les notables de province, sont par-
ties en guerre contre le ministre,
dont le plan ne satisfait apparem-
ment personne. Laborieusement
mis au point par le gouvernement
après plusieurs réunions excep-
tionnelles, ce plan, malgré l'ur-
gence des mesures à prendre, a
été, pour partie, adressé aux Cor-
tès. Pour leur « faire prendre
conscience de leurs responsabi-
lités », confient certains ministres.

MARCEL NIEDERGAANG.

Grande-Bretagne

Les conservateurs tendent un rameau d'olivier aux syndicats

De notre correspondant

Londres. — Mme Thatcher
vient de tendre une branche
d'olivier aux syndicats britan-
niques. Samedi 28 février, devant
une assemblée de trade unionistes
conservateurs à Manchester, le
leader tory a catégoriquement
condamné la politique de
confrontation avec les organisa-
tions ouvrières dans laquelle le
gouvernement Heath s'était
malencontreusement engagé.

La nouvelle stratégie sociale
des conservateurs a été annoncée
deux ans très exactement après
le jour où le prédécesseur de
Mme Thatcher a perdu les élec-
tions générales à la suite de sa
malheureuse épreuve de force
avec les mineurs.

Les Tories reconnaissent que,
depuis leur échec de février 1974,
leur parti a gardé dans l'esprit
du public la réputation d'être
hostile aux syndicats. A Man-
chester, Mme Thatcher a fait de
son mieux pour dissiper ce qu'elle
appelle un « mythe obscur », en
donnant l'assurance qu'un futur
gouvernement conservateur serait
prêt à coopérer avec les trade
unions aussi étroitement que le
Labour.

Il faut reconnaître que depuis
la guerre les gouvernements
conservateurs n'ont jamais été
systématiquement « anti-
ouvriers ». Comment le pour-

raient-ils, alors qu'un tiers au
moins de leurs électeurs sont des
travailleurs manuels et syndi-
qués ? Mme Thatcher vient
néanmoins de prendre quelques
engagements précis. Elle a no-
amment promis qu'il ne sera
plus question de contrôler les
pouvoirs des syndicats par des
mesures législatives. La loi sur
les « relations industrielles », qui
limitait le droit de grève, avait
valu au gouvernement Heath
l'hostilité des trade unions, et
qui a été abolie sous M. Wilson,
est donc définitivement enterrée.

Le leader tory n'entend pas
revenir sur l'extension des pou-
voirs syndicaux qui a été con-
cédée par les travaillistes et contre
laquelle l'opposition conservatrice
aux Communes s'était pourtant
élevée, durant ces derniers mois,
avec vigueur. Une réserve à cet
égard est formulée par Mme Tha-
cher en ce qui concerne la gé-
néralisation du monopole syndical
dans les entreprises. Selon elle, il
convient de garantir leur emploi
à ceux des travailleurs qui ont
de sérieuses « objections de
conscience » contre l'insparta-
nance à un syndicat. Tel serait
spécialement le cas de la
presse. Même dans ce domaine,
Mme Thatcher semble compter
aujourd'hui sur des accords volon-
taires avec les trade unions plu-
tôt que sur des garanties légales.

Le programme présenté à Man-
chester prévoit, d'autre part, une
aide de l'Etat en vue de faciliter
les fusions entre syndicats.

Certains silences sont signifi-
catifs. Personne, à l'assemblée de
Manchester, n'a parlé de mettre
fin au paiement des indemnités
et des prestations sociales de tou-
tes sortes dont bénéficient les
grévistes et leurs familles. Dans
ces conditions, il n'est pas sur-
prenant qu'aux yeux de l'extrême
droite conservatrice la nouvelle
stratégie de Mme Thatcher appa-
raisse comme une véritable tra-
hison. Il est vrai que cette initia-
tive sème aussi la confusion dans
les rangs de l'extrême gauche, où
l'on fait état de contacts secrets
entre les conservateurs et cer-
tains dirigeants du TUC.

JEAN WETZ.

Irlande du Nord

LONDRES MET FIN AU STATUT DES PRISONNIERS POLITIQUES

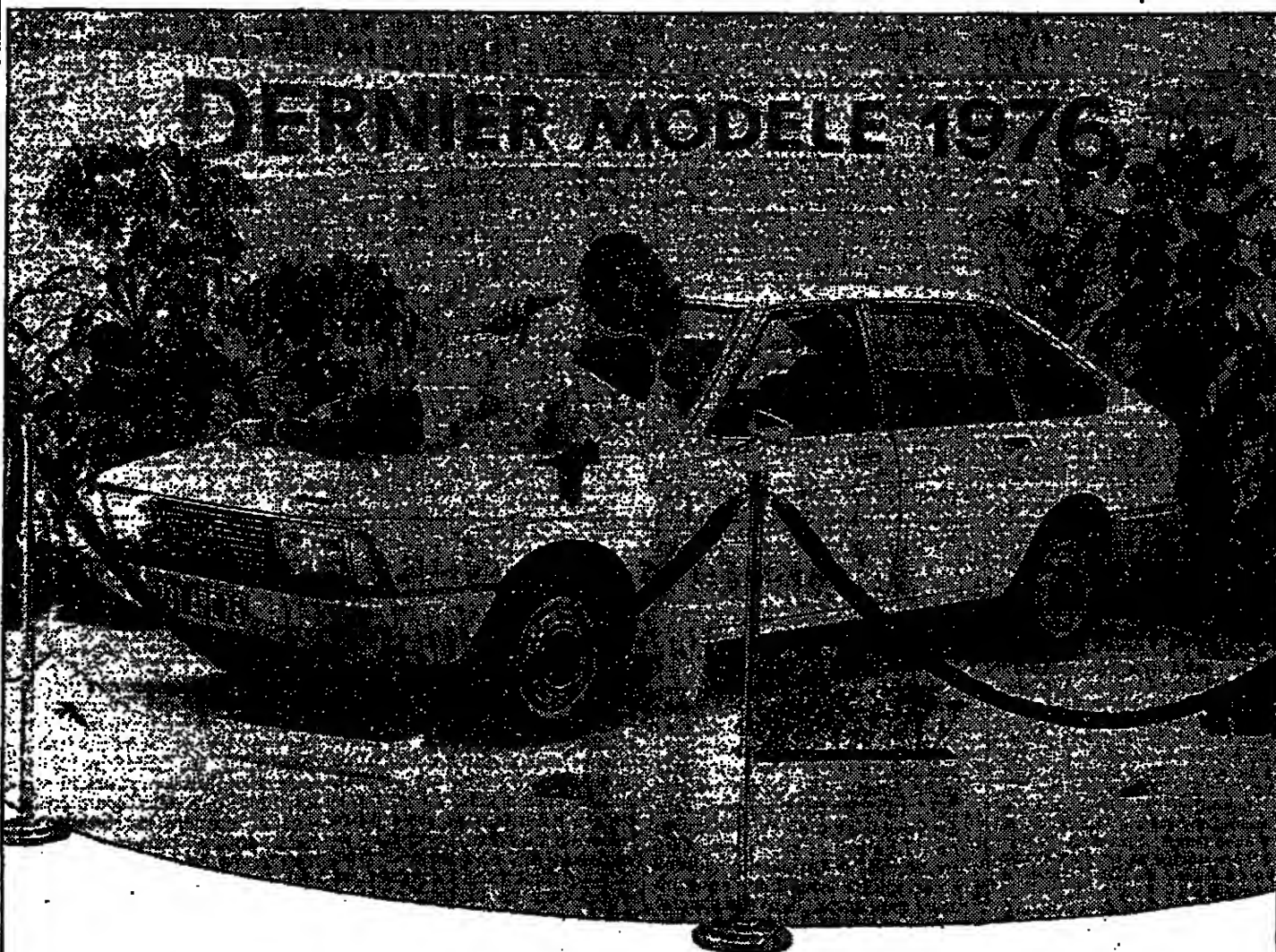
(Correspondance.)

Belfast. — De violents incidents
ont éclaté au cours du week-end
en Irlande du Nord, particuliè-
rement à Belfast. Dimanche
29 février, plusieurs personnes ont
été blessées par des engins explo-
sifs devant deux églises catho-
liques du comté de Tyrone. Ven-
dredi soir, un homme avait été
tué devant un pub de la capi-
tale, tandis que plusieurs dizaines
de véhicules, dont cinq autobus,
étaient incendiés et servaient de
barricades dans les quartiers pro-
testants.

Ces actes de violence n'ont pas
surpris les autorités. Depuis plu-
sieurs jours des rumeurs circu-
laient concernant une réaction
des organisations paramilitaires
protestantes ODA et UVF. A
l'application, le 1^{er} mars, d'une
réforme du système pénal en
Irlande du Nord. A compter de
ce jour, le statut de prisonnier
politique, jamais reconnu comme
tel mais admis depuis 1972 sous
l'euphémisme de « catégories spé-
ciales », ne sera plus accordé aux
nouveaux condamnés. Actuelle-
ment, et cinq cent quatre-vingt-
quinze « républicains » (catho-
liques et cinq cent quatre-vingt-
onze « loyalistes » (protestants)
en bénéficient. Pour compenser
ce changement radical et vider
des prisons surpeuplées, de nou-
velles remissions de peine, allant
jusqu'à une réduction de moitié,
seront concédées à quelque cinq
cents détenus au cours des quatre
prochains mois.

Cependant, les organisations
paramilitaires catholiques et pro-
testantes n'acceptent pas que
leurs militants deviennent des
criminels de droit commun. Leur
action, insistent-elles, est politi-
que. Elles polent d'un mauvais
œil la perte de privilèges qui
rendaient l'emprisonnement sup-
portable à leurs membres : pas
de travail obligatoire, pas d'uni-
forme, visites et colis autorisés.
Les républicains et les loyalistes
se seraient rencontrés secrète-
ment, il y a quelques jours, afin
de coordonner leurs protestations,
mais il ne semble pas qu'ils soient
parvenus à un accord. L'IRA veut
développer l'agitation à l'intérieur
des pénitenciers et a menacé
d'incendier l'ancien camp d'internement
de Long-Kesh. L'ODA
(Ulster Defence Association) et
l'UVF (Ulster Volunteer Force)
penchent plutôt pour les mani-
festations de rue. Les extrémistes
de l'UVF (Ulster Freedom
Fighters) ont enlevé pendant
plusieurs heures, samedi soir, le
frère du directeur de la prison
de Belfast.

Cette agitation survient après
une semaine relativement calme,
et précède la clôture, mardi
2 mars, de la deuxième session
de la Convention constitution-
nelle. — R. D.



Le premier client de la voiture de l'année, c'est nous.

Cela fait combien de temps que vous
rêvez d'essayer la Simca 1307 ou la 604 automatique ?
A votre prochain voyage, passez chez nous.
Et partez avec elle. Tout seul. Sans vendeur
astucieux à vos côtés.

Voyez-vous, chez Avis, nous nous sommes
dit que louer un véhicule en bon état, c'était bien
la moindre des choses. Que proposer 11 modèles
différents, c'était déjà aller un peu plus loin
que la plupart de nos concurrents. Que limiter à
moins de huit mois l'âge moyen de nos voitures,
c'était le contraire d'une solution de facilité.

Mais qu'en plus, pouvoir vous offrir
le plaisir de prendre, où que vous soyez en Europe,
le volant d'un tout nouveau modèle, cela illustre
parfaitement notre philosophie.

Car sans doute l'avez-vous remarqué
vous-même dans vos propres affaires : de nos jours,
pour qu'un client soit vraiment content, il faut lui
donner beaucoup plus que ce qu'il attend.

Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres
grandes marques.

Avis.
Profitez de nous.

LE XXV^e CONGRÈS DU P.C. DE L'UNION SOVIÉTIQUE

Tous les délégués ont célébré M. Brejnev

De notre correspondant

Moscou. — Assisté-t-on à un renouveau du culte de la personnalité ? Beaucoup d'observateurs étrangers, non communistes, mais aussi communistes (1) — se posent la question. Tous les orateurs soviétiques qui sont intervenus à la tribune se sont en effet livrés à un hommage parfois démesuré des « mérites personnels » de M. Leonid Brejnev. L'hommage qui ne va pas sans rappeler certaines pratiques que l'on croyait appartenir au passé. Comme le secrétaire général l'avait fait dans son rapport, la plupart de ses zélés mentionnent certes le principe de la direction collective. Mais ce n'est pas le point de vue dans l'ensemble par rapport aux éloges dithyrambiques qui suivent. C'est pourtant M. Brejnev qui avait affirmé dans son rapport d'activité, qu'il n'y a pas de place, dans le parti communiste soviétique, pour ceux qui s'attachent de façonner et de flatter.

Le sommet de la « flatternerie » a sans doute été atteint par M. Chevardnadze, premier secrétaire de Géorgie. Est-il en difficulté comme les autres ? A-t-il seulement osé à une caractéristique nationale, que l'on retrouve dans la pratique des soviets incommensurables et ininterminables, comme l'affirmation d'autres ? Il est trop tôt pour trancher. Ses déclarations n'en méritent pas moins de figurer dans toute anthologie du culte de la personnalité.

Qu'en juge : « En nous efforçant d'évoquer, ne serait-ce que les principes, les idées, les qualités politiques, intellectuelles, humaines, d'homme d'action, nous voulons, comme disent les poètes, exhaler par le langage le leader de notre parti et de notre peuple, l'un des plus grands hommes politiques de l'époque moderne dont nous devons suivre l'exemple et éduquer nous-mêmes et éduquer

les autres, un exemple que nous devons suivre en tout... »

« L'une des plus grandes qualités de Leonid Brejnev, c'est qu'il ne se drape pas dans la toge du pouvoir, qu'il ne se pose et n'a pas la place des autres, mais (...) qu'il sait créer des conditions dans lesquelles tous peuvent penser en créateurs. (...) Une haute compétence de l'homme, l'expérience, l'humanité, l'impérabilité de classe, la loyauté, la fermeté de principe, l'art de pénétrer au fond des choses, la capacité d'instaurer un climat de confiance, de respect et d'indépendance entre les hommes, c'est ce qui excite la peur aveugle, l'égotisme, l'envie et la suspicion, telles sont les qualités, parmi bien d'autres, que nous devons emprunter et que nous empruntons à Leonid Brejnev ».

« Autrement, on disait que plus le ciel est fort, plus on peut voler haut, plus les ailes ont de la force. Leonid Brejnev, dit-il, glorieux compagnon, crée un ciel pur et sans nuages. Il crée un climat qui permet aux hommes de s'élever vers les hauteurs, vers le ciel pur, vers les sommets impalpables et clairs du communisme ».

Une immense « modestie »

Bien que plus bref, M. Rachidov, premier secrétaire d'Ouzbékistan, et membre suppléant du bureau politique, n'en fut pas moins enthousiaste. Pour lui, M. Brejnev « est l'homme politique, non seulement le plus éminent, mais aussi le plus influent de notre époque ». Il se distingue par une immense modestie, un brillant talent, l'optimisme révolutionnaire, une fermeté de classe, la bonté d'un homme et le charme personnel. M. Rachidov d'appeler les

penseurs d'Orient et la ressource : « Quand un Etat est gouverné par un homme sage, aimant son peuple, s'attachant à améliorer les destins de son pays, c'est un grand bonheur et pour cet Etat, et pour ce peuple ».

M. Rachidov n'est pas la seule personnalité d'Asie centrale à avoir vanté les « mérites personnels » du secrétaire général. Il faut encore citer tout particulièrement M. Aliev, premier secrétaire d'Azerbaïdjan (pour qui « Leonid Brejnev est l'exemple de l'attachement et la recon-

80 PRISONNIERS POLITIQUES FONT LA GRÈVE DE LA FAIM

Moscou (A.F.P., Reuters). — Plus de quatre-vingts prisonniers politiques font la grève de la faim dans des prisons et camps de travail d'U.R.S.S. pour protester, à l'occasion du (futur) congrès du parti communiste soviétique, contre les conditions de détention et la répression des dissidents.

Les signataires de documents en provenance de Vladimir et de camps de travail d'U.R.S.S. de la Moravie, remis à des journalistes occidentaux par des dissidents, sont notamment Gabriel Suprun, collaborateur de Soljenitsyne, et l'historien ukrainien Valentin Moroz. L'un des déclarations donne les noms d'une dizaine de prisonniers politiques - de Vladimir qui ont été soumis ou menacés de « répressions psychologiques ».

Les prisonniers réclament une meilleure alimentation (la norme de 1 700 calories au régime sévère est réduite, par exemple, à 700 ou 900 calories).

naissance de tout le peuple soviétique pour se joindre et se joindre de principe, son énergie inépuisable et son talent d'organisateur, sa modestie et sa simplicité, sa haute plume d'homme d'Etat et de parti, doué d'un immense talent d'organisateur, d'une énergie

M. Kounaliev, premier secrétaire du Kazakhstan et membre du bureau politique (« Grâce à ses efforts de titan et à son rôle éminent, le nom, la parole et les actes de Leonid Brejnev sont indissolublement liés dans la conscience des travailleurs du monde à ceux d'un homme dont le prestige est toujours renforcé par l'unité de toute l'U.R.S.S. »). M. Oussoubaïev, premier secrétaire de Kirghizie (« Le camarade Brejnev est un ardent combattant pour le communisme et le bonheur des peuples »). M. Rassolov, premier secrétaire du Tadjikistan (« Grand homme d'Etat et de parti, doué d'un immense talent d'organisateur, d'une énergie

CORRESPONDANCE

Le salut des dockers de Hambourg

M. Alouf, de Marseille, nous écrit :

Dans les années 30, avant la venue d'Hitler au pouvoir, le P.C. allemand était une force, un de mes amis, navigateur, a été saisi par les dockers de Hambourg le pont levé et par ces mots : « Hole front » (Front rouge). Pour saluer ainsi ils tenaient d'abord la main levée bien ouverte les doigts écartés, puis joignant les doigts, fermaient la main. Le premier mouvement symbolisait la désunion, le deuxième l'union.

C'est ainsi que le mouvement mon ami communiste et, d'après lui, les dockers de Hambourg.

Se compaillent-ils ? On sait que le P.C. n'a pas fait l'union avec les communistes longtemps n'ont eu en vue que l'unité à la base, par-dessus la tête des chefs sociaux-démocrates.

ALFRED GROSSER.

M. Plissonnier a tenu une conférence de presse

De notre correspondant

Moscou. — Même à Moscou, les représentants du parti communiste français se soucient maintenant d'informer l'opinion publique. A preuve la venue de toute la délégation du P.C.F., samedi après-midi 28 février, après que M. Gaston Plissonnier, son président, ait prononcé son allocution, au centre de presse du congrès, à l'hôtel Intourist : c'est la seule délégation étrangère à s'être rendue au centre de presse et à y avoir tenu une conférence qui, pour avoir été improvisée, n'en était pas moins prévisible.

Il y avait peu de chances, en effet, pour que ce qui devait être une simple conversation entre M. Plissonnier et Kanapa et les journalistes français présents à Moscou en reste à ce stade. On ne s'avait pas impunément à proximité de quelques centaines de journalistes frustrés d'informations de première main, lasses de comptes rendus aussi succincts que partiels. Très vite donc, M. Plissonnier et Kanapa ont commencé à échanger des impressions sur la situation internationale, les problèmes de la presse, les problèmes de la culture, les problèmes de la vie sociale. Les responsables du centre de presse ont commencé par M. Solinski, directeur des services de presse du ministère soviétique des affaires étrangères — d'ailleurs à un tel événement, ils eurent d'ailleurs besoin de quelques minutes pour « revenir » de leur état d'égotisme. Certains dirent : de leur mécontentement et offrir finalement à la délégation du P.C.F. l'usage de la salle de conférences. Ce qui déclina après un bon moment de confusion.

Le fait d'être venu au centre de presse est sans doute plus important que ce que s'y est dit. Cette « audace » constituait, en effet, une rupture avec la tradition de discrétion qu'observent toutes les délégations communistes dans la capitale soviétique. Le fond des déclarations de M. Plissonnier et Kanapa n'est pas en revanche, très nouveau, même s'il avait de quoi choquer les Soviétiques présents.

« L'abandon de la notion de dictature du prolétariat n'est pas négociable ; le congrès de notre parti était seul souverain dans cette affaire... et il a tranché... Nous ne sommes pas venus à

Moscou pour négocier (...). Quant à l'internationalisme prolétarien, si on le réduit à la seule identité de vues entre partis communistes, il faudrait se dépecher d'en finir avec cette forme rudimentaire (...). Le P.C.F. ne porte pas la même appréciation que Leonid Brejnev sur la politique étrangère française. Cette politique rompt avec les aspects positifs que pouvait avoir celle de de Gaulle ».

Seul élément nouveau : l'extrême prudence dont M. Kanapa a fait preuve à l'égard du projet de conférence des partis communistes européens : « Il est prématuré de préjuger de ce que sera notre attitude finale dans cette affaire », a-t-il dit notamment. Nous remercions d'être si précis d'un homme avant-projet ».

Les Soviétiques n'ont pas encore réagi aux « incartades » des communistes français, ni non plus aux récentes déclarations de M. Georges Marchais à l'Europe n° 1. L'exemple de l'Humanité continuant ces déclarations circule cependant parmi les délégués communistes étrangers et suscite le plus vif intérêt. Nombreux sont ceux qui pensent que Moscou ne pourra pas en rester là. Alors que les Soviétiques n'ont jamais renoncé à leur position officielle, les communistes français, M. Marchais, ajoutent-ils, s'est aussi montré extrêmement « cavalier » à l'égard de M. Brejnev en affirmant qu'il n'y avait pas question pour le moment d'une rencontre avec le secrétaire général soviétique pour discuter des divergences qui existent entre les deux partis.

Jusqu'où M. Marchais va-t-il aller ? N'est-il pas prisonnier de sa tactique qui privilégie les gestes spectaculaires au détriment des analyses de fond ? A attaquer trop durement l'U.R.S.S., ne risque-t-il pas de renforcer à Moscou les tendances les plus conservatrices ? Telles sont les questions que se posent certains représentants de P.C. occidentaux qui ont pu leurs distances à l'égard de Moscou depuis bien des années, mais qui ont pour règle cardinal de toujours permettre aux dirigeants soviétiques de « sauver la face ». — J. A.

Soljenitsyne, Georges Marchais et le général Haig

(Suite de la première page.)

En 1947, Jacques Duclos et Luigi Longo battent leur couple à la réunion constitutive du Komintern. Mais, aujourd'hui, Enrico Berlinguer et Gaston Plissonnier maintiennent leur position à Moscou même, devant le congrès du P.C.U.S. Ils peuvent tenir ce langage sans courir de risque. Parce qu'ils viennent d'Italie et de France, deux pays qui ne sont pas sous l'emprise soviétique, deux pays qui connaissent le pluralisme et non la dictature de quelques-uns appuyés sur l'appareil d'un parti supposé représenter et connaître, seul les intérêts de tous et de chacun.

Or l'Italie et la France vivent le pluralisme parce qu'il y a bel et bien un monde occidental auquel elles appartiennent et une Europe occidentale où des libertés existent, où le combat politique pour plus de liberté est institutionnalisé, à cause du simple fait que l'énorme puissance de l'Union soviétique est contrebalancée par la puissance américaine.

Sans les Etats-Unis, pas de communisme à la Berlinguer, pas de socialisme à visage humain à la Georges Marchais. Si l'U.R.S.S. était le seul Grand présent en Europe, le pluralisme et les libertés disparaîtraient. Le problème de la dépendance face aux Etats-Unis est, pour les pays d'Europe, y compris pour les partis communistes, d'un autre ordre et d'une autre nature.

Le général de Gaulle avait fondé sa politique sur ces évidences. Il voulait donner à la France un rang maximal de puissance occidentale. Occidentale, c'est-à-dire solidaire des Etats-Unis face à toute menace soviétique. L'U.R.S.S. n'était un partenaire à utiliser pour donner du poids à la France face aux Etats-Unis que lorsque ceux-ci dominaient l'Union soviétique. Dans les années 60, après l'apparente victoire de Kennedy sur Khrushchev dans la crise de Cuba, les Etats-Unis paraissent les maîtres du monde. On pouvait et devait donc chercher

à s'affirmer contre eux. Mais qu'en est-il à la fin des années 70 ? Il ne faut pas s'attendre à ce que M. Marchais se réclame d'une telle ligne. Pourtant, s'il le faisait, la réponse au général Haig, et par-là le commandant des forces de l'OTAN, la réponse à M. Kissinger, serait plus aisée.

Les dirigeants américains sont convaincus (sans doute plus pleinement et plus sincèrement que bien des dirigeants français) de la même conviction que tout gouvernement français ou italien comprend des ministres communistes mettrait en péril le monde occidental dans son ensemble. Ils en viennent alors à nier l'usage des valeurs qui servent de fondement au refus collectif du système soviétique, à savoir le droit à l'alternance au pouvoir, par le libre choix majoritaire des citoyens, de forces politiques antagonistes.

Protester contre l'ingérence ? Sans doute. Mais cela ne dispense pas la crainte et ne désarme pas l'hostilité, ni à Washington, ni dans les autres capitales européennes. Le meilleur argument, ce sont les partis communistes français et italien qui le détiennent : ils n'ont aucun intérêt à voir leur pays privé de la protection américaine. A l'Ouest, Georges Marchais a du poids et de l'avenir. Peut-il sérieusement vouloir se battre le sort d'un Dubcek ?

Les communistes italiens semblent assez disposés à l'admettre et le P.C.I. trait sans doute expliquer aux Etats-Unis le contexte mondial dans lequel il aimerait devenir force de gouvernement et le gouvernement américain ne lui refusait tout visa de crainte d'être accusé de favoriser le « compromis historique » en dédaignant les communistes.

Le parti de Georges Marchais a encore un bien plus long chemin à faire avant de se dégager des liens sentimentaux et des mythes qui l'empêchent de tirer les conséquences de sa récente découverte : le critère du pluralisme et du pouvoir total est plus important pour distinguer les régimes politiques que la propriété des moyens de production.

ALFRED GROSSER.

« Seul l'avenir nous dira si les communistes sont sincères »

déclare M. Olaf Palme

De notre correspondant

Stockholm. — Jusqu'ici assez hésitant sur l'opportunité d'un rapprochement entre sociaux-démocrates et communistes en Europe, M. Olaf Palme, premier ministre suédois, estime aujourd'hui qu'il ne faut pas tomber dans le jeu de la droite et « soupçonner » les communistes. Les partis communistes d'Europe du Sud de vouloir jeter des ponts entre Moscou et les démocraties occidentales. La crise politique et idéologique qui connaît actuellement ces partis, le renoncement à la dictature du prolétariat et au centralisme, peu attrayant de nos jours, démontrent en réalité la force du réformisme comme instrument de la transformation de la société.

« La dépression économique », ajoute M. Palme, parlant, le 30 février devant une conférence de femmes sociales-démocrates, la plus grave depuis les années 30, devrait normalement les réjouir et renforcer la réconciliation. Or que font-ils ? Ils affirment leurs principes, affirment leur adhésion à la démocratie parlementaire, mais ils refusent de renforcer en France dans le cadre de l'union de la gauche, en Italie par le compromis historique. Ce réformisme de leur part, sans inquiéter les deux super-puissances, qui voient le jeu de dominos menacé et contrarié.

En fait, M. Palme pense que les socialistes doivent décider guidant les conditions particulières de chaque pays de la ligne à suivre dans les rapports avec les communistes, et qu'il n'y a pas

de stratégie globale : « Seul l'avenir nous dira si les communistes sont sincères ».

En Europe du Sud, un dialogue paraît motivé. En Europe du Nord, en revanche, il est inenvisageable. M. Palme l'a bien marqué en attaquant violemment le parti communiste suédois, pourtant le plus indépendant des pays nordiques : « Le parti communiste suédois se livre en permanence à un débat interne de secte. Il tente d'élaborer un programme correspondant à la réalité suédoise tout en voulant conserver l'héritage légitime. Un travailleur ne peut se reconnaître dans le tableau noir qu'il brosse de la société suédoise ».

Ces déclarations n'ont pas plus, on s'en doute, aux leaders communistes suédois. M. Werner y a répondu avec une pointe d'ironie deux jours plus tard en faisant remarquer que « si M. Olaf Palme est aujourd'hui premier ministre, c'est un peu grâce à nous ». Ce qui est vrai dans un sens puisque le gouvernement social-démocrate minoritaire mis en place en 1976 sur le soutien ou l'abstention des communistes au Parlement. Il est vrai aussi que les communistes suédois traversent une crise très grave, la direction du parti se trouvant en opposition constante avec la tendance orthodoxe fidèle à Moscou. Ces discussions se reflètent directement dans l'opinion. Les derniers sondages d'opinion accordent que 3,5 % des intentions de vote au communisme.

ALAIN DEBOVE.

M. WILLY BRANDT : socialistes et communistes doivent prendre des contacts sans constituer de front commun.

De notre correspondant

Cologne (A.F.P.). — Il n'est pas question pour le parti social-démocrate ouest-allemand de « constituer un bloc commun social-communiste » en Europe et en particulier au Parlement européen, a déclaré le président du S.P.D., M. Willy Brandt, dans une interview à la radio de Cologne, Deutschlandfunk, le 29 février.

L'ancien chancelier s'est toutefois prononcé pour les contacts d'information avec les partis communistes de l'Europe occidentale. « Il ne s'agit pas de fraterniser avec les communistes ou de constituer un front commun », a-t-il affirmé, mais bien de prendre conscience de la direction que prend tel ou tel pays de la Communauté européenne. Pour cela, il est nécessaire de parler avec les partis communistes, qui rassemblent derrière eux une grande partie de la classe ouvrière, de la classe moyenne et de nombreux intellectuels ».

« Alexandre Soljenitsyne est arrivé à Paris, dimanche soir 28 février, venant de Londres. Cette visite coïncide avec la sortie, le 3 mars, du troisième et dernier tome de l'« Archipel du Goulag », aux éditions du Seuil, dans la traduction de M. et Mme Johanneau (Le Monde du 27 février). L'écrivain, qui est accompagné de sa femme, compte séjourner au moins une dizaine de jours dans la capitale française.

Avec Jaltour, découvrez la Corée des Coréens.



Et si vous connaissez déjà la Corée, partez en Népal, à Bali, à Hong-Kong, aux Philippines, au Japon, en Birmanie, en Inde,

en Thaïlande, au Vietnam, en Malaisie, en Indonésie... Jaltour vous a préparé plusieurs séjours étonnants sur tout

l'Extrême-Orient. Et à des prix particulièrement intéressants : Bangkok à partir de 3.050 Francs, Hong-Kong à partir de

4.100 Francs et le Japon à partir de 5.100 Francs. Pour en savoir plus sur tous ces séjours, rendez visite à votre

agent de voyages ou retournez ce bon à Jaltour, 75, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Nom _____ Adresse _____ Tel. _____

Jaltour

AFRIQUE

La rencontre de MM. Mobutu et Neto à Brazzaville

Le Zaïre et l'Angola ont décidé de «normaliser leurs relations»

De notre envoyé spécial

Brazzaville. — Le Zaïre et la République populaire d'Angola ont décidé, samedi 28 février, de «normaliser leurs relations fraternelles dans l'intérêt de leurs peuples respectifs». Arrivé vendredi à Brazzaville pour y rencontrer le président Neto, qui y rendait sa première visite de chef d'Etat hors des frontières, le président Mobutu a passé par les fourches caudines d'une réconciliation spectaculaire. Cette rencontre s'est engagée sur une froide poignée de main, et achevée sur une accolade. Elle régit globalement le jour de la rencontre entre les deux pays. Le communiqué final assure en effet : «Les deux parties faciliteront le retour, dans un délai raisonnable, des réfugiés, en faisant appel au haut commissariat des Nations unies afin qu'il coopère à cette opération.» En outre, le Zaïre et l'Angola s'engagent à ce qu'«aucune activité militaire ne soit organisée à partir de leur territoire contre le pays voisin». A propos du problème crucial de l'utilisation du chemin de fer de Benguela, Kinshasa et Luanda affirment leur «volonté de coopérer pour l'utilisation des voies de communication communes ainsi que sur leur longue frontière». Une commission mixte sera mise en place pour appliquer ces décisions de principe. Le président congolais Marien Ngouabi a naturellement droit, dans le communiqué, de chaleureux remerciements de ses hôtes.

La reconnaissance ajournée

Le président Mobutu avait, dès le 2 février, saisi la perche tendue par M. Neto. Depuis les ouvertures de Luanda, il affirmait presque chaque jour n'être pas «systématiquement hostile au M.P.L.A.». Cette fois, il tire avec un réalisme total les conclusions de la victoire de son vétéran adverse. La rencontre de Brazzaville, qui avait été sérieusement préparée, révèle un certain nombre de reculs. Le nom de l'enclos de Cabinda n'est pas prononcé, ce qui vaut reconnaissance implicite de son appartenance à l'Angola. Or Kinshasa n'était pas de cet avis il y a peu. L'exigence du départ des Cubains, condition posée par le Zaïre à plusieurs reprises avant toute normalisation, est totalement abandonnée.

Il y a plus : le président Neto, que Kinshasa avait longtemps accusé de s'être servi des mercenaires de La Havane, se donne les gants, dans le communiqué, de féliciter le chef d'Etat zaïrois pour son attitude à l'égard des «mercenaires», entendus occidentaux. La seule satisfaction d'amour-propre, bien mince, laissée au président Mobutu, réside dans le fait qu'il n'y a pas officiellement reconnaissance. Celle-ci interviendra après l'apurement affectif du contenu par la commission mixte, mais elle est bien évidemment impliquée par la réconciliation. «M. Neto laissera-t-il échapper la chance qui s'offre à lui ?», demandait à la veille de la rencontre l'Agence zaïroise de presse ? Il suffisait de voir samedi la contenance crispée du président Mobutu à la lecture du communiqué pour comprendre que la question ne se posait pas précisément en ces termes. En fait, les deux pays voisins ont besoin d'un répit et doivent se ménager. Le Zaïre était trop atteint par l'interdiction de l'écoulement de ses productions par le chemin de fer de Benguela. Il redoutait aussi le reflux de son territoire des anciens gardes katangais qui aidèrent à la victoire de M. Neto. L'Angola, aux prises avec une reconstruction très difficile, n'avait aucune envie de voir son grand voisin offrir asile à des quérillers, et le combatte de toutes les façons. Le régime de Luanda peut aussi retourner vers l'Afrique du Sud les forces actuellement immobilisées sur sa frontière nord. Le président Neto s'apprête, avant de venir à Brazzaville, déclaré à ce propos que «l'harmonie avec les autres pays africains était permise d'affronter nos ennemis d'Afrique».

Déjà, le président Mobutu a fait remettre dimanche un message à la Zambie pour l'informer de ses nouvelles options. Bien que les oppositions idéologiques demeurent évidentes, et qu'à long terme Zaïre et Angola semblent difficilement destinés à vivre dans une totale harmonie, la rencontre de Brazzaville marque une date importante et semble préfigurer à un alignement général des adversaires de M. Neto. L'Afrique du Sud, cette fois irrémédiablement seule, n'a plus qu'à en tirer les conclusions.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

Sahara occidental

La candidature du Front Polisario suscite d'après débats à l'O.U.A.

La République sahraouie, proclamée vendredi 27 février par le Front Polisario, n'avait été reconnue lundi matin que par deux Etats, la République malgache et le Burundi. A Addis-Abeba, où se poursuivent les travaux du conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, la candidature du Front Polisario en tant que mouvement de libération reconnu par l'O.U.A. fait l'objet d'après débats. Dix-sept pays membres de l'Organisation se sont prononcés en faveur de la reconnaissance du Front (1), treize autres se déclarant résolument hostiles à cette décision (2). Les dix-sept membres restants hésitent encore sur l'attitude à prendre. A Moscou, l'agence Tass a annoncé, dimanche soir, sans la

commenter, la proclamation de la République sahraouie. L'initiative du Front Polisario n'a pas suscité de commentaires officiels à Paris, à Washington, à Madrid, non plus qu'aux Nations unies.

● A RABAT, le roi Hassan II a adressé samedi soir un message aux forces armées royales qualifiant d'«inoctie» la création de la nouvelle république.

● A NOUAKCHOTT, le gouvernement mauritanien considère que la proclamation d'un Etat sahraoui ne constitue qu'un aspect de la campagne orchestrée par l'Algérie pour accréditer l'existence d'une opposition sahraouie à l'accord de Madrid.

● A ALGER, sont arrivés samedi deux sous-secrétaires d'Etat américains, MM. Charles Robinson (affaires économiques) et Alfred Atherton (affaires étrangères). Le premier a été reçu par le ministre de l'Industrie et de l'Energie, M. Belaid Abdesselam. La visite du second s'inscrit dans le cadre d'une mission d'inspection dans les trois pays du Maghreb.

● A TUNIS, le président Bourguiba a reçu, samedi, M. Mahmoud Riad, secrétaire général de la Ligue arabe, qui lui a fait part des résultats de sa visite en Algérie, au Maroc et en Mauritanie.

RABAT : la proclamation de la République sahraouie a eu lieu en territoire algérien

De notre correspondant

Rabat. — Le roi Hassan II et le porte-parole du gouvernement, M. Tahib Benhima, ministre de l'Information, ont affirmé successivement, au cours du week-end, qu'aucun moment les couleurs de cet «Etat néo-royaliste démocratique» n'avaient été hissées en territoire marocain. C'est-à-dire dans la Sagoula-Et-Bahra, — contrairement aux indications en provenance de l'Algérie.

Que le souverain ait engagé personnellement son nom pour réfuter des affirmations d'organes officiels d'information d'un pays étranger est déjà inhabituel. L'intervention du roi a pris un relief accru en révélant la forme d'un message aux forces armées royales. Ce texte, qui omet toute référence au Front Polisario, met en cause expressément le gouvernement algérien. La conclusion du message ressemble fort à un ordre du jour adressé à une armée à la veille d'une bataille : «Soyez nous cachés la grandeur de la situation, et sans vous alarmer outre mesure quant à son évolution. Nous sommes déterminés

à défendre par tous les moyens possibles l'intégrité du royaume, la sécurité et la quiétude de Notre peuple.»

Après la mise en demeure, voici quinze jours, du roi au président Soummiène à la suite du second affrontement d'Alkala, ce texte confirme la détermination du souverain.

Commentant l'initiative prise par le Front Polisario, M. Tahib Benhima a affirmé que le lieu de la proclamation de la République sahraouie ne pouvait être situé «à Bir-Lahlou ou aux environs, en territoire marocain ou bien au Sahara en territoire mauritanien. Nos missions aériennes n'ont observé aucun rassemblement. La proclamation a eu lieu en Algérie, au sud de Tindouf, vraisemblablement à Hassi-Robinet ou aux environs, car dans cette région vivent des Sahraouis qui sont devenus Algériens après l'accord maroco-algérien sur les frontières.»

Cette population sahraouie que le Polisario, en accord avec Alger, peut utiliser pour les besoins de sa cause et pour justifier l'option internationale.

Bir-Lahlou «n'existe plus»

est tenue par environ six cents combattants, sur lesquels l'armée marocaine exerce sa pression, et qui tentent des sorties.

Les dernières en date leur ont coûté une trentaine de camions et une quinzaine de véhicules légers. Ces combattants ont tendance maintenant, affirme-t-on à Rabat, à chercher refuge dans des campements de nomades, ce qui limite les possibilités d'action des forces royales.

Sur le plan diplomatique, les dirigeants marocains considèrent que la tentative algérienne de faire reconnaître le Front Polisario par l'O.U.A. à Addis-Abeba a échoué puisque le nombre des pays favorables à cette proposition est resté inférieur à la majorité nécessaire.

Tous ces aspects de la situation donnent un regain d'intérêt au discours du trône que le roi Hassan II doit prononcer le 3 mars pour le quinzième anniversaire de son règne, qui coïncidera — à un

jour près — avec le vingtième anniversaire de l'abrogation du traité de protectorat, le 2 mars 1956, à Paris.

LOUIS GRAVIER.

(1) Algérie, Angola, Bénin (ex-Dahomey), Burundi, Cap Vert, Cameroun, Congo, Ghana, Guinée, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, République centrafricaine, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal, Tunisie, Zaïre, Zambie.

(2) Les Palmes-de-Grande-Canarie, les forces de l'ordre ont dispersé sans ménagement, le 28 février, plusieurs centaines de personnes qui manifestaient pacifiquement en faveur de la jeune République sahraouie. Les manifestants protestèrent aussi contre l'abandon du Sahara par le gouvernement de Madrid, et portèrent des pancartes où l'on pouvait lire : «Le peuple canarien avec le peuple sahraoui», «Nous repoussons toute forme d'impérialisme». Six personnes ont été arrêtées.

Des manifestations semblables ont eu lieu, mais sans incident, à Barcelone. La Société espagnole des amis du peuple sahraoui a adressé une lettre au ministre des affaires étrangères, M. de Arellano, lui demandant que l'Espagne reconnaisse la République sahraouie. — (Corresp.)

● Une Association des amis du peuple sahraoui, dont le président est M. Georges Montaron, directeur de Hebdo T.C., vient de se constituer à Paris.

● Association des amis du peuple sahraoui, B.P. 118, 75232 Paris, Cedex 02.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

et ventes par adjudication

Vente sur saisie au Palais de Justice à Paris, le jeudi 18 mars 1976, à 14 h. 30. UN SEUL LOT.

APPELLEMENT au rez-de-chaussée, 2 pièces, cuisine, douche, chauffage électrique. A PARIS 20^e.

MISE A PRIX : 30.000 F. S'adresser à M. André VALENTI, avocat à Paris, 45, rue Gay-Lussac et à tous avocats près les Tribunaux de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre.

VENTE au Palais de Justice à Paris, le jeudi 18 mars 1976, à 14 heures. EN UN SEUL LOT.

UN LOCAL à USAGE DE BUREAUX 4 LOCAUX à AMÉNAGER LOCAL comp. 2 ATELIERS, 9 LOGEMENTS, 3 STUDIOS et 14 CAVES, dépendant de l'immeuble à PARIS (18^e).

46, rue du Faubourg-St-Denis et 96-97, passage Brady M. à Px : 200.000 F. - S'adr. M. MARGANNE, avocat à Paris (18^e), tous avoc. pr Trib. de Cr. Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 18 mars 1976, à 14 heures. APPARTEMENT à PARIS (6^e), 95, bd du Montparnasse et 7, rue Pégy - 6 pièces, cuisine, entrée, salle de bains, cabinet de toilette, w.c., 2 chambres - 2 caves - Droit copropriété.

Mise à Prix : 200.000 F. S'adresser à M. JALLES, avocat à Paris, 24, rue des Pelletiers-Champs, tél. 072-62-33.

Vente aux enchères publiques à la requête de la commune de Vitry-sur-Seine, le jeudi 18 mars 1976, à 15 h., par le ministère de M. BARDE et en l'étude de M. BARDE, notaire à Vitry-sur-Seine, 1, boulevard de Cordonroux, notaires associés à ROY, Charente-Maritime, 1, boulevard de Cordonroux.

PROPRIÉTÉ appelée «MIRAMAR» à USAGE DE COLONIE DE VACANCES à SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE (17).

Compren. MAISON comp. d'un rez-de-chaussée, hall d'accueil, salles à manger, cuisine équipée pour 10 enfants, économet, réserves, chambres : 1^{re} et 2^e ét., un dortoir de 60 lits, infirmerie : 2^e et 3^e ét., un dortoir de 60 lits, salle de jour : 3^e et 4^e ét., un dortoir de 60 lits, lingerie : 4^e et 5^e ét., 4 BAINS.

LIBRE DE LOCATION - Jouissance au 15 avril 1976. Mise à Prix : 750.000 F. S'adresser à M. BARDE, notaire à Vitry-sur-Seine, 1, boulevard de Cordonroux, notaires associés à ROY, Charente-Maritime, 1, boulevard de Cordonroux. Mairie de VITRY-SUR-SEINE, Service de l'Aménagement, tél. 880-85-20.

rue des Mâchures, le mardi 16 mars 1976, à 14 heures
 rue des Mâchures, le mardi 16 mars 1976, à 14 heures

D'UN TERRAIN à BATIR sis à YERRES

(Essonne)
3 à 21, rue des Pins
D'une contenance de 5.533 m²
Mise à Prix : 400.000 F
Consignation obligatoire pour enchérir. S'adresser au Greffe du Tribunal de Grande Instance d'EVRY (Essonne), ou écrire à M. A.-F. BASSER et V. DAMOISIAUX, avocats associés à CORREIL-ESSONNES, 20, rue du Général-Lectier, et sur place pour visiter.

Vente sur licitation au Palais de Justice à Paris, lundi 15 mars 1976, 14 h.

1^{er} lot : TERRAIN - Conten. 288 m² - La Perrière-s.-Marne (94)
106 ter, av. des Héros-de-la-Maltonnée, et la moitié indivise du passage dit «Village» le 106 ter de même voie, comp. : MAISON d'habitation d'un étage en mauvais état et inhabitable - Garage

2^o lot : PROPRIÉTÉ - LE PERREUX-SUR-MARNE (94)
108, av. des Héros-de-la-Maltonnée, s'écoulant par le passage dit «Village» le 108, av. des Héros-de-la-Maltonnée, rez-de-chaussée, 2 étages sur sous-sol - Terrain en nature de jardin de 843 m²

3^o lot : TERRAIN - Conten. 871 m² - Le Perreux-s.-Marne (94)
173-175, rue du Maréchal-Joffre - 1^{er} lot, 63.000 F - 2^e lot, 230.000 F

LIBRES LOCATION - M. à Px
S'adr. S.C.P.A. J. DELEAU, Y. NEVEU, Ph. DELEAU, G. JOHANET, R. BATTON, P. SUBARA, L. DUBOIS, 2, rue Danton, Paris (6^e), 033-24-14 ; M. HESICOURT, avocat, 2, rue Grétry, Paris (2^e), 742-26-26, et à tous avoc. pr les Tribunaux Grande Instance Paris, Bobigny, Créteil, Nanterre.

SERVICE DES DOMAINES
VENTE SUR APPEL D'OFFRES
A MARSEILLE LE 24 MARS 1976
A 16 H., 11, RUE MÉRÉ

DOCK FLOTTANT DE RÉPARATION NAVALE

de 40.000 t. de force de levage

CARACTÉRISTIQUES :
— Longueur hors tout 153 m
— Longueur (radier) 249 m (8 caissons de 30 m)
— Largeur hors tout 46,40 avec défenses
— Largeur radier 45,40 (1 caisson = 30 m x 45,40)
— Largeur radier 57,20
— Hauteur totale 20,075
— Hauteur muraille 12,700 (coques latérales)
— Largeur pied de muraille 3,75 (coques latérales)
— Largeur pont de muraille 2,75 (haut)
— Tonnage (équipé) environ 15.000 tonnes
— Tirant d'eau maximum 18,57 m
— Dock immergé : 18,57 m
— Dock immergé sous charge maxi 6,27 m

Certains équipements appartenant au Port Autonome de Marseille ne sont pas compris dans la vente.

RENSEIGNEMENTS :
Direction des Services «Placaux» (Domaines)
11, rue Méré, 13224 MARSEILLE CEDEX 1 (Tél. : 91-90-80)

Rhodésie

NOUVEL ACCROCHAGE MEURTRIER ENTRE GUERRILLEROS ET FORCES DE SÉCURITÉ

Dix-sept nationalistes africains et quatre membres des forces de sécurité rhodésiennes ont été tués, samedi 28 février, au cours d'un accrochage dans le nord-est de la Rhodésie, annonce un communiqué militaire publié à Salisbury. Les combattants ont lancé une offensive contre la Rhodésie à partir du territoire du Mozambique. Quarante-neuf personnes sont mortes lors d'engagements dans cette région ces quatre derniers jours.

D'autre part, le gouvernement de Salisbury tente d'obtenir des autorités du Mozambique des nouvelles de seize employés - huit Noirs et huit Blancs - des chemins de fer rhodésiens, qui ont été arrêtés vendredi 27 février à Malvern, à quelques centaines de mètres à l'intérieur du territoire mozambicain. Depuis ces arrestations - au sujet desquelles le Mozambique n'a donné aucune explication - le trafic ferroviaire entre la Rhodésie et le port de Maputo (anciennement Lourenço-Marques) a été arrêté. — (Reuter, A.F.P.)

EXCLUSIF ALGÉRIE

Pour la première fois une étude complète des CONTRATS D'ÉQUIPEMENT INDUSTRIEL (1962 - juillet 1975)

● Les étapes de l'équipement et les principaux contrats.
● L'analyse des contrats par branche d'activité.
● Les partenaires et les pays fournisseurs.

Zone franc 50 F. Étranger 55 F. INDUSTRIES ET TRAVAUX D'OUTRE-MER
190, bd Haussmann, 75008 Paris, Tél. : 924-83-89.

Le prochain conflit d'Afrique :

LES NAMIBIENS

par Peter FRAENKEL



VIENT DE PARAÎTRE

Collection « Minorités »

éditions entente

Diffusion DIFFEDIT

148 P. 29 F. T.T.C.

L'EMPRISE DU CAPITAL EN GUINÉE

Le champion de l'indépendance totale en Afrique, la Guinée, serait-il plus lié aux intérêts étrangers que bien des pays dont les dirigeants guinéens démentent la dépendance à l'égard des mêmes intérêts ? Dans le No 78 d'Africa la seule revue économique et sociale africaine, entièrement faite en Afrique noire (est-on mieux pour en bien parler), Abon. 10 Nos an : 100 FF, par ch. au CCP 98.22 Africa, Dakar, B.P. 1826.

La Presse Economique

LES HOMMES. LES EVENEMENTS. LES AFFAIRES DANS LA PRESSE ECONOMIQUE MONDIALE

numéro

1

Pour la première fois en France vous pourrez lire chaque semaine l'essentiel des articles des plus grands journalistes et spécialistes de l'économie, américains, allemands, anglais, russes, japonais, italiens, français.

SOMMAIRE DU NUMERO 1

L'événement : le chômage diminue aux Etats-Unis mais résiste à la reprise dans les autres pays occidentaux

Ils ont dit : Jacques Chirac, François Ceyrac, Edmond Malinvaud, le Shah d'Iran, Otto Graf Lambsdorff, Margaret Thatcher, Luigi Sparenta, Orlando Saenz, Yossif Roismann, Alexander M. Schmidt, David F. Linowes, M. Kouralev, Pierre S...

Sept jours en France : la semaine par Philippe Sassier

Conjoncture France : Le coût de la main d'œuvre, Le commerce extérieur, le redressement boursier, l'activité économique, la hausse des prix, le marché du travail, les finances

Les leaders : Patrice Leroy-Jay, Michel Froix, Jean Neidinger, Robert Pelletier, Aimé Aubert

Les entreprises : Dunlop, Air Liquide

A savoir : le guide de l'actualité économique indispensable

Livres : L'Argent par Galbraith

Le Commerce International : économie allemande : reprise, mais attention...

production mondiale de sucre : excédent probable, boom de l'économie mondiale en 1977

Affaires Monde : l'OPEP ralentit ses investissements aux Etats-Unis. Briquets français contre briquets japonais.

Des Zeppelin pour la forêt vierge

Vie Nouvelle : cette semaine : l'actionnariat des salariés se développe aux Etats-Unis.

Un Allemand sur deux aime travailler.

L'esturgeon soviétique menacé par la pollution

Et toutes les informations de dernière heure

La Presse Economique :

ce qu'il faut savoir de l'actualité économique française replacée enfin dans le contexte des événements économiques du monde entier.

numéro 1 en vente chez les marchands de journaux : 6 F

Comment profiter du service exceptionnel que vous rendra la Presse Economique ?

Vous avez le choix entre trois solutions :

1/ Acheter la Presse Economique chez les marchands de journaux.

2/ Vous abonner dès aujourd'hui pour un an au prix de 165 francs seulement.

3/ Demander à recevoir la Presse Economique à l'essai pendant trois mois avant de prendre une décision définitive.

Cet essai sans engagement ultérieur vous coûtera seulement 50 francs pour 13 numéros.

Retournez très rapidement le bulletin ci-dessous accompagné de votre règlement à la Presse Economique 9, rue d'Aboukir - 75002 Paris.

NOM

Ne

RUE

VILLE

☐ Je souhaite m'abonner pour un an ☐ Je souhaite m'abonner pour 3 mois

cocher la case correspondante

ÉTATS-UNIS

L'Amérique désenchantée

(Suite de la première page.)

Les conditions dans lesquelles s'engage la bataille politique pour l'élection présidentielle de novembre prochain, tout en jouant, sans doute, un rôle important dans le désenchantement quasi général, ne suffisent pas à expliquer la profondeur de la crise qui affecte plus gravement encore les esprits qu'elle n'a touché l'économie. On n'a guère de peine, pourtant, à comprendre que la « confiance », la « démobilité », caractérisent actuellement, selon les mots qui reviennent le plus souvent dans les rapports des analystes spécialisés, l'électorat américain.

« Ce qui me préoccupe, ce n'est pas les chances de durée de la reprise, c'est la politique de M. Kissinger », nous dit un opérateur de Wall Street parmi d'autres.

Contrairement à une idée trop bien reçue, la politique étrangère joue un grand rôle dans l'esprit des gens, dans quelque pays que ce soit, et encore davantage dans

un pays qui se voit constamment regardé de l'extérieur. Aucun peuple, comme aucun individu, ne se désintéresse vraiment de l'idée que les autres leur paraissent se faire de lui. Alors qu'il est aujourd'hui de mise de se poser des questions sur la solidité de la civilisation occidentale, on fait grief au chef de la diplomatie américaine de n'avoir de contacts, hormis le Proche-Orient, qu'avec le Pérou (à peine avec la Chine), « Visite-t-il jamais nos alliés européens ou japonais, station en passant, à son voyage de retour de Moscou ou de Pékin ? » C'est là une réflexion que nous avons entendue plusieurs fois. Jamais les Américains n'ont paru plus désireux d'engager un dialogue avec les Européens et jamais leur gouvernement n'a si peu ou si mal répondu à leur désir. Mais, encore une fois, la vague de démobilisation qui déferle actuellement sur l'Amérique ne se réduit pas aux péripéties et peu reluisantes soient-elles, de la vie politique, interne ou externe, du moment.

derrière, mais à force d'être l'objet de la suspicion et de la haine générale.

Ce qui devrait rassurer un peu notre interlocuteur, c'est que, au moment même où le courant hostile à l'économie de marché montre un acharnement (et, le plus souvent, une incompréhension des mécanismes de ladite économie...) inégalé depuis l'époque de la grande dépression, un autre courant d'opinion s'en prend à l'ingénierie de la puissance publique, à l'illusionnisme de l'État-Providence (le *Welfare State*), à sa démagogie, au danger qu'il fait courir aux valeurs traditionnelles de l'Amérique, qui paient leur source dans la responsabilité individuelle.

Il arrive que les deux courants,

à travers lesquels l'Européen se plait quelquefois un peu vite à reconnaître le combat entre le socialiste et l'homme de droite, entre le dirigiste et le libéral, mêlent leurs eaux. La tradition de Thomas Jefferson est restée vivace (et, Jefferson, celui des Pères fondateurs de la République qui appelait de ses vœux une « petite révolte populaire » tous les cinq ou dix ans pour entretenir l'esprit de résistance) aux empiétements du pouvoir. L'ami de la Révolution française, mais aussi le maître de la pensée libertaire (Libertarian) et d'une certaine façon conservatrice (dans la mesure où l'on qualifie de telle idée que l'individu prime la collectivité considérée a priori comme oppressive).

Ce sont les fondements mêmes de l'économie de marché qu'il faudrait réviser et redresser pour préserver le « libre » marché. Une économie « concurrentielle » n'est-elle pas définie comme celle où aucun des producteurs qui la composent n'a le pouvoir d'influer sur les règles du jeu ? Aucune économie n'a autant que l'américaine, depuis trente ans, démenté le principe, en faisant passer le comportement agressif des monopoles pour la norme de la compétition. En cette fin du vingtième siècle, comme depuis le début du dix-neuvième siècle, le libéralisme est d'abord une utopie (comme le socialisme). Quel peuple ne se trouve dépassé quand ses dirigeants sont incapables de lui tracer un avenir qui ressemble à son projet imaginaire ?

L'extraordinaire affaire de la ville de New-York montre bien, s'il en était besoin, qu'un programme d'austérité financière — dans son état actuel, applicable — ne répond qu'à une petite partie des besoins.

« Autrement, ce sera la catastrophe », dit M. Felix Rohatyn, car un Péricle ne s'installera jamais à Beverly Hills. »

Mais le temps est compté. Au train où vont les choses, la ville de New-York aura cessé d'être dix ou quinze ans d'être l'extraordinaire centre des affaires, de la culture, de l'art, qu'elle est actuellement. Pour la sauver, il faut autre chose que remettre un budget sur pied ; il faut changer les structures administratives, politiques, etc.

« Autrement, ce sera la catastrophe », dit M. Felix Rohatyn, car un Péricle ne s'installera jamais à Beverly Hills. »

PAUL FABRA.

Un vilain mot

Sur l'hypothèse que le deuxième courant est majoritairement suivi par le président Ford dans le dessein d'obtenir l'investiture (nomination) du parti républicain et, au-delà, les suffrages des électeurs. A en croire les sondages, c'est depuis plusieurs années déjà que se développe dans l'opinion publique la critique du *Welfare*. Inconsciemment ou consciemment, les Américains se demandent, non sans raison, si l'expulsion n'a pas les mêmes résultats qu'au dix-huitième siècle les « lois sur les pauvres » en Grande-Bretagne. Ces *Poor Laws* faisaient obligation à chaque paroisse d'assurer un revenu minimum aux familles nécessiteuses, même si aucun de ses membres ne travaillait. Augmenter le nombre des bénéficiaires, plutôt que réduire la pauvreté ! Détourner du travail au point que des emplois utiles n'attirent plus de candidats !

Le Royaume-Uni a, depuis la fin de la guerre, retrouvé le chemin d'une tradition plus soucieuse de justice distributive que d'encouragement à la production. C'est la hantise permanente de bon nombre d'Américains de voir les États-Unis se ramener à leur tour dans la « maladie de la langue » anglaise, l'*English Disease*, prendre le chemin de la décadence, pavé, comme celui de l'enfer, d'excellentes intentions.

« Le mot de dépense est désormais un vilain mot » (*Spending has become a dirty word*), nous dit un économiste pourtant connu pour ses idées keynésiennes. Les sociétés doivent d'abord se rendre compte d'esprit qu'il ne fait du reste que traduire la prise de conscience d'une nécessité, celle de combler un déficit des finances publi-

ques qui, à tous les échelons de la vie nationale, menace la solidité des institutions. Une des phrases qui reviennent le plus fréquemment dans les conversations et les articles de journaux est : « Il n'existe pas de moyen d'obtenir un repas pour rien » (*No way to get a free lunch*). Façon de dire que, quels que soient les subterfuges employés, dont l'inflation est inévitablement le résultat final, quelqu'un aura dû payer le déjeuner, même si celui qui l'a mangé en a été dispensé.

M. Irving Kristol, qui publie la revue *Public Interest*, très influente dans les milieux de l'intelligence, écrit : « Il y a peu de doute que le climat idéologique a changé, et dans un sens qu'il n'est pas possible de qualifier autrement que de conservateur. Devenir plus réaliste à propos de l'argent est comme devenir plus réaliste à propos du sexe : un tel réalisme, presque automatiquement, se répand dans les autres domaines de la vie. Il devient moins possible de parler de façon spéculative de la « révolution des désirs sans cesse renouvelés » (the revolution of rising expectations), comme si rêver perpétuellement à la réalisation de ses souhaits était naturel et sain. Des désirs qui ne correspondent pas à la réalité suscitent l'instabilité des individus et de la société. Aujourd'hui le peuple américain semble penser que l'heure de la sobriété et de l'autodiscipline a sonné. »

A travers le pays, les politiciens qui jouissent de la meilleure réputation sont ceux qui ont su « mettre de l'ordre » dans la maison. On trouve parmi eux au moins autant de démocrates que de républicains. Tel le gouverneur Brown de Californie : « Nous avons besoin de moins de programmes, de moins de plans de la puissance publique, et de plus d'espace pour nos propres vies ».

Plus réactionnaire que « jeffersonien »

Quand M. Gerald Ford déclare que la continuation du mouvement qui a conduit depuis dix ans à multiplier par trois ou quatre le volume des transferts sociaux risque d'annuler la capacité des États-Unis à produire les richesses nécessaires pour faire face aux immenses besoins de l'avenir, il dénonce inconsciemment un vrai danger. Quand il plaide en faveur de la suppression en trois ans de l'énorme déficit budgétaire, il indique, incontestablement, n'en déplaise aux sophistes de l'économie, la bonne direction à suivre. Même quand il dit : « Je pense que les individus, non les groupes, seront les véritables piliers de la lutte pour la préservation d'une économie libre, je veux dire les hommes d'affaires, les travailleurs, les professionnels de tout métier, pris chacun en tant qu'individu », on peut trouver une certaine fraîcheur dans ces paroles.

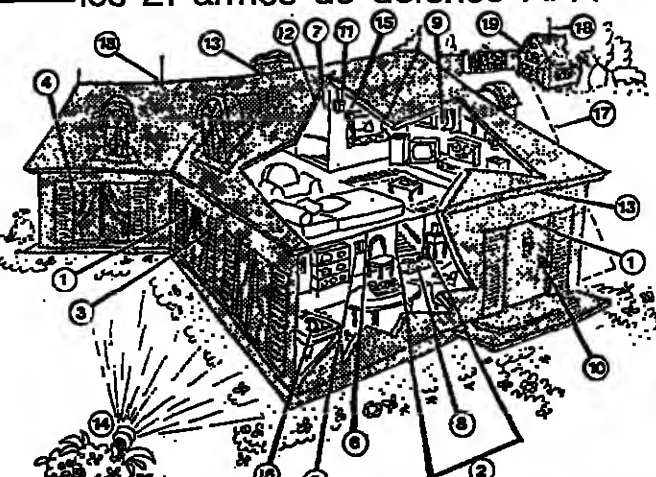
Cependant, pour qu'un tel programme soit plus « jeffersonien » que purement et simplement réactionnaire, il lui manque sans doute l'essentiel. Il faudrait aujourd'hui presque un esprit inspiré pour sauver ce que M. Ford affirme vouloir préserver. La montée vertigineuse des charges publiques, la formidable tâche de plus en plus exigée de l'État d'assurer non seulement l'égalité des chances, jugée aujourd'hui abstraite, voire fallacieuse (la fameuse *equality of opportunities* qui d'un enfant vendeur de journaux, fait un futur magnat de la presse), mais l'égalité tangible des conditions.

Ce ne sont pas là, malgré les mutations qu'ils appellent, les éléments les plus perméables qui menacent la « libre » économie dont se réclame le président. Encore moins les aspirations du *consumerism*, qui veulent au contraire rétablir la souveraineté

protégez vos biens!... et vous-mêmes

142.800 cambriolages en 1973 et 10 % d'augmentation par an. Statistiquement : cela doit vous arriver 3 fois dans votre vie.

les 21 armes de défense APA



- | | | | |
|--|--|-------------------------------|-----------------------|
| 1 Servire inviolable de mise en marche | 4 Contact de coupure électromagnétique | 7 Tapis détecteur d'intrusion | 10 Serrure extérieure |
| 2 Centrale électronique | 5 Détecteur de choc | 8 Serrure infrarouge | 11 Serrure commandée |
| 3 Batterie tampon | 6 Ruban échelonné (sonne de secours) | 9 Ultra son | 12 Alarme téléphone |
| 13 Détecteur incendie | 14 Alarme radio | 15 Alarme incendie | 16 Alarme incendie |
| 17 Alarme incendie | 18 Alarme incendie | 19 Alarme incendie | 20 Alarme incendie |
| 21 Alarme incendie | 22 Alarme incendie | 23 Alarme incendie | 24 Alarme incendie |

...pour appartement, maison de campagne isolée...
...comme pour magasins, bureaux, usines, stockages...
importantes économies sur réalisations d'ensembles

Antivol Protection Automation

10, rue du Dôme - PARIS 16e Tél. : KLE 90-78 ou 66-87
fabricant, importateur, installateur agréé assurances
documentation, études, déplacements même le week-end sans engagement.
Appelez aujourd'hui KLE 90-78 demain, cela sera peut-être trop tard
ET... DORMEZ TRANQUILLE...

C'EST EN PARLANT BEAUCOUP QU'ON APPREND VITE A PARLER.

Pendant deux semaines vous passez 7 h 30 par jour avec des Anglais, des Allemands, des Espagnols ou des Italiens, si vous voulez apprendre leur langue. Vous pouvez également passer la moitié de ce temps pendant quatre semaines si cela vous convient mieux. C'est très simple. Et c'est très efficace. Le prix : 2673 F TTC. Opéra : 31 bd des Italiens 742.13.39. Nation : 346.12.65 - Panthéon : 633.98.77 - Puteaux : 772.18.16. St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70.

SPECIAL CRASH

C'est en parlant qu'on apprend à parler **BERLITZ®**

Liberté du consommateur

La vente par correspondance vous permet de conclure un acte d'achat chez vous, dans votre propre environnement, donc sans contrainte.

Syndicat des entreprises de vente par correspondance.

« Cette collection s'est imposée comme une des premières réalisations de l'édition française. »
« LE MONDE. »

COLLECTION ENCYCLOPÉDIQUE
ARTHAUD

Art - Diffusion

vous présente en souscription dans une présentation de luxe en balacron noir

LES GRANDES CIVILISATIONS

Collection dirigée par Raymond BLOCH
Directeur d'Etudes à l'École Pratique des Hautes Etudes



Volumes déjà parus :
La Civilisation romaine — La Civilisation grecque — La Civilisation de l'Occident médiéval — La Civilisation de l'Égypte pharaonique — La Civilisation de l'Europe classique — La Civilisation de l'Europe moderne — La Civilisation de la Renaissance — La Civilisation islamique — Les Civilisations de l'Orient ancien — La Civilisation de la Révolution française, tome I : la crise de l'Ancien Régime — La Civilisation de l'Europe des lumières — La Civilisation de l'Antiquité et le christianisme — La Civilisation japonaise — La Civilisation byzantine.

Volumes à paraître :
La Civilisation hellénistique — La Civilisation chinoise — La Civilisation et la Révolution industrielle du XIXe siècle — La Révolution française, tome II : Vers une société nouvelle. — Les Civilisations précolombiennes.

CHACUN VOLUME 700 à 800 PAGES — FORMAT 15 x 25 cm — RELIÉ 300 HELIOGRAVURES, CARTES ET PLANS.

Souscrire à l'ensemble de la collection, c'est acquiescer sans peine, par de modestes mensualités, une bibliothèque incomparable. Pour tous renseignements, renvoyer le bon ci-joint :

ARTHAUD ART-DIFFUSION - 7, rue Pape-Carpentier, 75006 PARIS

M.
Mme
Commune
Desire être documenté sur les conditions de souscription à l'ensemble de la collection « Les Grandes Civilisations ».

AMÉRIQUES

La Havane entend concrétiser la « solidarité de combat » dans le tiers-monde

M. Ford traite M. Fidel Castro de « hors-la-loi international »

S'adressant le 28 février à Miami à des émigrés cubains, M. Gerald Ford a très violemment attaqué La Havane, déclarant notamment que Cuba avait commis « une agression flagrantement interventionniste militairement en Angola », et désignant M. Fidel Castro comme un « hors-la-loi international ». Le président américain a, de nouveau, indiqué que son administration ne voulait avoir aucune relation avec

un tel régime « agressif ». Il a déclaré : « Je mets en garde solennellement Fidel Castro contre toute tentative d'intervention armée dans l'hémisphère occidental. » Pour l'empêcher, a-t-il précisé, les États-Unis prendront les « mesures appropriées ».

D'autre part, le gouvernement de Bonn a annoncé son intention d'exclure du bénéfice de l'aide fédérale allemande « tous les pays qui

interviennent dans les affaires d'autres États ». M. Egon Bahr, ministre de la coopération économique, a précisé que Cuba était explicitement visée.

De son côté, l'agence de presse officielle cubaine Prensa Latina a dénoncé l'accord de consultations récemment signé entre Brasília et Washington (« le Monde » du 28 février).

En reconnaissant le Brésil comme la seule puissance mondiale du sous-continent, M. Kissinger a « offensé la sensibilité des autres pays d'Amérique latine » et ruiné son dialogue avec eux, ajoute l'agence. Les États-Unis veulent faire du Brésil « le gendarme du continent, rôle que jouent Israël au Proche-Orient et l'Afrique du Sud à la pointe méridionale de l'Afrique », conclut Prensa Latina.

La présence de plusieurs milliers de soldats cubains en Angola a ravivé des images que l'on croyait liées à un passé révolu : celui des guerriers en hautes-dress, la mitraillette à la hanche, dans la sierra Maestra. La visite de M. Leonid Brejnev à La Havane, en janvier 1974, avait paru achever un long processus de rapprochement entre Cuba et l'Union soviétique. Désormais, Cuba pouvait passer pour une république socialiste parmi d'autres, ce qui revenait à dire qu'on l'assimilait inconsciemment à certains pays communistes et disciplinés d'Europe, dans la « division socialiste du travail », l'Union soviétique laisse rarement les premiers rôles.

L'intervention spectaculaire des Cubains sur un théâtre d'opérations si lointain a d'autant plus surpris. On s'est aussitôt demandé s'il s'agissait d'une initiative cubaine ou d'une « mission commandée » par Moscou. En tout cas, il ne s'agit pas, côté cubain, comme on l'a cru parfois, d'un retour inopiné à quelque « activisme » révolutionnaire et batailleur. Le slogan « Le devoir de tout révolutionnaire est de faire la

révolution » est un drapeau de la lutte armée, pour s'être montrés trop entreprenants. En même temps paraissent des écrits théoriques, tels ceux d'Ernesto « Che » Guevara (ou, un peu plus tard, ceux de Régis Debray), qui tentent de tirer les leçons de l'expérience cubaine et de concevoir une révolution « échelonnée » sur le continent en privilégiant la lutte armée au détriment de l'électoralisme. Les « écoles de pensée révolutionnaires » constituées au début des années 1960, pour expulser et éliminer de l'Amérique latine les « forces impérialistes », participent d'une ambiance générale. Ils ne sont pas « orthodoxes » par La Havane.

Pour « assurer un minimum de coordination et d'unité » à « cette gerbe d'initiatives nationales », selon le mot de Régis Debray (1), une conférence tricontinentale a lieu à La Havane en 1968, suivie, en 1969, par la première conférence de l'Organisation latino-américaine de solidarité (OLAS).

Pourtant, l'OLAS ne répond pas aux espoirs qu'on avait mis en elle. Les relations entre La Havane et certains groupes révolutionnaires deviennent franchement mauvaises. En avril 1967, le « Che », quelque part en Amérique latine, appelle à la création « d'un, de deux, de nombreux Vietnams ». Il organise un mouvement de guérilla en Bolivie, où il est tué. On découvre après sa mort qu'il avait été, dans cette entreprise, en désaccord profond avec le parti communiste bolivien.

Cette mort est un démenti dramatique des faits à une théorie révolutionnaire. En même temps, les relations entre La Havane et Moscou sont extrêmement tendues. Les divergences ne portent pas seulement sur l'exportation de la révolution (Moscou, pratiquant en Amérique latine une diplomatie traditionnelle, ne rejette pas l'électoralisme), mais aussi sur de nombreux problèmes intérieurs. Selon certaines sources, Moscou aurait alors exercé une pression considérable sur Cuba, menaçant de supprimer son aide économique. La Havane, qui préparait déjà pour 1970 « la grande » récolte de sucre de 10 millions de tonnes — alors considérée comme la solution à tous les problèmes économiques, handicapés de manque de « schéma politique » du « guérillisme » — devait composer. Fin 1968, M. Fidel Castro avait, non sans d'expresses réserves, approuvé l'invocation de la Tchèque, et signé avec l'U.R.S.S. des accords commerciaux d'un montant global de 380 millions de dollars.

En 1970, la récolte « miracle » fut inférieure aux prévisions. Mais elle déséquilibrait de façon catastrophique, à cause des efforts qu'elle avait exigés, l'économie. À partir de cette époque, La Havane réduit sa présence révolutionnaire sur le continent sud-américain, nous des relations normales avec des différents partis communistes de la région, recherche de nouvelles amitiés dans la zone caribbe, par les moyens traditionnels de la diplomatie d'État : on a pu en conclure aisément, à l'époque, que Cuba, avait définitivement renoncé à exporter sa révolution. En fait, ce qui est abandonné, ce sont les initiatives « spontanées » et unilatérales. Ceci laisse toute leur place aux actions décidées par la « famille socialiste ».

Le communiqué publié à l'issue de la visite de M. Brejnev en 1974 insistait sur la nécessité de jouer le jeu des élections, laissant dans le vague le problème de la « lutte armée ». Avec la conférence des partis latino-américains à La Havane, en juin 1975, la « ligne » a été clairement définie. « L'utilisation de toutes les possibilités légales est une obligation inéluctable », affirmait la résolution finale de cette conférence, avant de reconnaître aux « forces anti-impérialistes » « le droit et le devoir d'être prêtes (...) à ouvrir la voie par les moyens les plus divers de l'action populaire, même l'action armée ».

Au premier congrès du parti communiste cubain, en décembre 1975, l'importance de la lutte armée a été réaffirmée, dans la résolution de politique internationale, par une longue citation de tous les pays où Cuba s'est

trouvée engagée militairement, et par la mention — voulue — de « l'exemple internationaliste de « Che » Guevara ». Le cercle s'est refermé : le procès-verbal s'est refermé ; le procès-verbal lyrique des premières années est devenu, au premier congrès, une « solidarité internationale », définie comme une « solidarité de combat ».

L'idée que Cuba se fait de son rôle international paraît donc assez claire. En revanche, il n'est pas possible d'évaluer quel est, en ce domaine, le poids des soviétiques. Dans une opération de l'envergure de l'Angola, ils ont sans aucun doute participé à

un honneur. Il est significatif qu'un officier cubain, Rodriguez Miralta, capturé en 1969 en Guinée-Bissau et relâché en 1974 à Lisbonne, ait été nommé, au cours du récent congrès, membre du comité central.

Ce qui est sans doute plus nouveau, c'est que l'armée cubaine a apporté la preuve qu'elle était non seulement spécialisée dans la guérilla, mais également efficace dans l'emploi d'armements lourds. Les possibilités du camp socialiste en sont changées. Tout comme, à l'évidence, la place qu'y occupe ce petit pays, qui se trouve avoir des « représentants » en

Guinée-Equatoriale, en Somalie, en Tanzanie, au Congo-Brazzaville, en Guinée-Bissau, au Soudan, au Yémen et en Syrie (2).

ALAIN-MARIE CARRON.

(1) La Critique des armes, tome 1. Ed. du Seuil.

(2) Concernant ce dernier pays, un correspondant militaire de la radio israélienne a estimé l'importance de l'information publiée par le magazine américain Time selon lequel des forces cubaines importantes se trouvaient en Syrie (le Monde du 18 février). Il a estimé que celles-ci, activement présentes au moment de la guerre d'octobre, avaient été depuis lors retirées.

LA PANLE ET LA POUTRE

C'est entendu, M. Castro est un « hors-la-loi international ». — dit M. Gerald Ford, président des États-Unis et, quand il siègeait au Congrès, soutien indéfectible de l'intervention américaine au Vietnam. A l'époque, il s'intéressait également à Cuba. Le 21 juillet 1965, s'adressant aux journalistes au cours d'un déjeuner-débat au Club de la presse de Washington, il déclarait : « La leçon que nous avons apprise à Cuba doit nous guider face à la tristesse crue de cette déroute à la Vietnam. A Cuba, nos velléités initiales ont encouragé les communistes à se montrer de plus en plus agressifs. »

Au Vietnam, le gouvernement américain n'a pas « vacillé » : de grimpette en escalade, il en est venu à entreprendre dans l'après-midi du Sud-Est asiatique un corps expéditionnaire dépassant le demi-million d'hommes — avec le brillant résultat que l'on sait. Intrépide, il aurait bien aimé recommencer, semble-t-il, dans cette Indochine africaine. Pas de chance ! Les Cubains les avaient pris de vitesse. Douze mille hommes ! Une honte ! — A. C.

révolution », lancé à La Havane en 1960, demeure valable. Il s'applique et s'applique à l'exportation de la révolution. Il n'y a pas, sur ce point, de rupture entre les débuts de la révolution cubaine et les positions officielles défendues aujourd'hui. En fait, « l'interventionnisme » cubain ne date pas d'hier.

Dès les premiers mois, le régime révolutionnaire cubain, soutenu d'exporter ses idées, s'est montré accueillant aux émissaires des différents mouvements extrémistes d'Amérique latine. Dès 1960, de petits groupes armés tentent, sans succès, de créer des fronts révolutionnaires au Panama, au Nicaragua, en République dominicaine, en Haïti. Dans les premières années de la révolution, des diplomates cubains se font

Bakker
pour le jardin
Demandez notre catalogue gratuit !
Graines, légumes, fleurs, plantes, arbustes et rosiers.
P. Bakker - Hollande
Hillegom 3041
tel. 19 - 31 25 20 29 016

Où qu'il aille l'homme N°1 a une voiture qui l'attend.

Vérifiez-le en adhérant au Hertz N°1 Club.



TELEPHONEZ AVANT DE PARTIR. SIGNEZ ET PRENEZ LE VOLANT.

Quand vous êtes membre du Hertz N°1 Club* il y a toujours une voiture à votre disposition, quand vous le voulez, à votre arrivée à n'importe quel comptoir Hertz d'Europe ou d'Amérique du Nord.

Tout ce que vous avez à faire, c'est d'appeler avant de partir le numéro qui se trouve en bas de cette page, votre Agence Hertz la plus proche ou votre Agent de Voyages. Arrivé à destination, vous n'avez qu'à montrer votre permis de conduire, votre carte de crédit, signer... et prendre le volant.

Pas d'attente. Pas de contrat de location à remplir. Nous l'avons déjà établi pour vous d'après votre fiche d'inscription au Club.

La voiture qui vous attend est une Ford Granada ou tout autre grande marque. Fin prête, entièrement contrôlée, nettoyée et vidangée, elle fera en douceur autant de kilomètres que vous voudrez.

Si cela paraît simple, c'est parce que c'est simple. C'est pourquoi depuis les trois dernières années, dans le monde entier, plus d'un million et demi d'hommes d'affaires ont adhéré au Hertz N°1 Club.

Pas de recommandation spéciale. Pas de cotisation. Et le plus important de tout, pas d'attente. Alors n'attendez pas plus longtemps.

Demandez dès maintenant votre formulaire d'inscription à n'importe quel comptoir Hertz.

Ou, la prochaine fois que vous louerez une voiture Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera ensuite automatiquement. * en Allemagne, Hertz VIP Club.



Hertz N°1 Club.
788.73.00

TELEPHONEZ. SIGNEZ ET PRENEZ LE VOLANT.

Le 19...c'est une affaire d'hommes



UNIC
tables à dessiner
spécialiste
des bureaux d'études
tient à votre disposition
les nouveaux
CALCULATEURS
scientifiques
HEWLETT PACKARD
108, boul. Richard-Lenoir
Paris (11^e) 803-63-80
164, av. Charles-de-Gaulle
92 Neuilly - 747-46-00

(Publité)
COLLOQUE
DE JÉRUSALEM
22 au 31 mai 1976
SOCIALISME
NATIONALISME
ET LIBERTÉ
avec Sico MANSOLT,
J. NANTET, Akiba EBAN
et Saïl FRIEDLANDER
Rencontres :
PRÉSENCE ET RENCONTRES
Service Lit
20, bd Poissonnière
75009 PARIS - 70-23-09

PROCHE-ORIENT

A l'issue de son voyage dans le Golfe

M. SADATE MET EN GARDE LA SYRIE CONTRE LE DÉCLENCHEMENT D'UNE GUERRE AVEC ISRAËL

Le président Sadate est rentré, dimanche 22 février, au Caire « satisfait à 100 % », au terme d'un voyage de neuf jours qui l'a mené en Arabie saoudite, à Oman, à Abou-Dhabi, à Bahrein, à Qatar et au Koweït.

Dans une conférence de presse tenue à Koweït, dernière étape de son voyage, le président Sadate a déclaré : « Si, par leur hérosisme ou leur sagesse, la Syrie ouvrait les hostilités contre Israël, elle en porterait seule la responsabilité. » Le chef de l'Etat égyptien a cependant

ajouté que, si Israël attaquerait la Syrie, l'Egypte n'hésiterait pas à intervenir aux côtés de ce pays. Le président Sadate a précisé que « les Etats-Unis ont promis d'empêcher toute attaque israélienne contre la Syrie, de tenter d'obtenir un dégelage sur le Golan et de ne négliger aucun effort pour que les Palestiniens puissent participer aux discussions sur le règlement de la crise du Proche-Orient ». La chef de l'Etat égyptien a ajouté : « Si les négociations de Genève échouent, la guerre sera la seule solution ». Evoquant les efforts de la Jordanie et de la Syrie en vue de conclure une alliance, le président Sadate a estimé que Damas et Amman « étaient en train de mijoter quelque chose. La cohésion des troupes jordaniennes et syriennes contre Israël est vitale, et il poursuit. Mais nous rejetons toute mesure qui peut être « manigancée » aux dépens des autres ».

D'autre part, de sources gouvernementales koweïtienes, on affirme que le Koweït accordera immédiatement à l'Egypte une aide de 300 millions de dollars pour l'aider à faire face à une situation économique désastreuse. — (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.)

M. Rabin affirme qu'il n'a jamais donné son accord aux Etats-Unis sur une formule de non-belligérance

L'agence palestinienne d'information Wafa a publié, dimanche soir 29 février, un démenti aux informations du « Washington Post » selon lesquelles M. Yasser Arafat aurait suggéré la création de deux Etats tampons, sous la surveillance de l'ONU, en Cisjordanie et à Gaza.

Selon le « Washington Post », cette proposition aurait été faite par le président de

l'O.I.P. à M. Adlai Stevenson Jr. lors d'une récente rencontre à Beyrouth. Le journal indique que M. Arafat aurait, à cette occasion, proposé la création, à Gaza et sur une partie de la Cisjordanie, de zones tampons qui seraient provisoirement placées sous administration conjointe d'Israël et des Nations unies. Ce projet, aurait estimé M. Arafat, devrait permettre de mettre fin à l'impasse actuelle, et ouvrirait la voie à une conférence générale.

Tel-Aviv. — Sous l'effet conjugué des réactions négatives, et parfois violentes, aussi bien de sa propre opinion que de celle des pays arabes, le gouvernement israélien a cru devoir expliquer, dimanche 29 février, que, « par la faute de la presse, une interprétation erronée avait été donnée au communiqué publié à l'issue du conseil des ministres précédent, celui du 22 février ».

Ce jour-là, le pays apprenait avec stupéfaction que le gouvernement avait autorisé le premier ministre à donner son accord aux Américains pour la recherche d'un règlement avec les Arabes, à qui il serait demandé, en échange d'un important repli des forces israéliennes dans les territoires occupés, y compris la Cisjordanie, de souscrire à un état de non-belligérance. La surprise devant cette décision

De notre correspondant

a rapidement fait place à une vive indignation. De toutes parts, le gouvernement — et particulièrement son chef, M. Rabin — était accusé d'avoir renoncé au principe qui a inspiré la politique étrangère d'Israël depuis son existence : parvenir à une paix véritable avec les Arabes.

« Qu'a-t-on fait du mot paix ? », s'est demandé l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Abba Eban, dans un article acerbe publié dans le « Maariv ».

Il était en effet admis, par ce que l'on appelle un consensus national, que les territoires occupés constituaient un gage qui ne serait restitué qu'en échange de la paix. Et voilà que le gouvernement de M. Rabin estimait, inopinément, que, contre un

simple engagement arabe de non-belligérance, il était possible d'abandonner une part substantielle des gages en la possession d'Israël.

Du côté arabe, la réponse ne s'est pas fait attendre. Le rejet a été unanime. A Damas, à Amman et au Caire, on a clairement et publiquement indiqué que l'état de non-belligérance ne pouvait être envisagé qu'après un retour aux lignes de juin 1967 et la reconnaissance par Israël, des droits du peuple palestinien.

Il aura fallu huit jours de bouillonnements intérieurs, de mises au point hâtives des Arabes et de perplexités dans les chancelleries internationales pour amener le gouvernement israélien à affirmer qu'« il y a eu malentendu » et que « M. Rabin a déclaré, au conseil des ministres du 29 février, qu'il ne s'était jamais considéré comme autorisé à donner aux Américains l'accord d'Israël sur une formule de non-belligérance ». Les Américains, qui avaient demandé à M. Rabin, lors de son voyage aux Etats-Unis, d'obtenir l'accord de son gouvernement pour cette formule — dont il n'existe pas, paraît-il, de définition juridique internationale, — étaient-ils prévenus du malentendu ? Il est vraisemblable que si M. Kissinger a prié, dans la soirée de dimanche, M. Ygal Alon, en visite en Amérique latine, de faire un crochet par Washington, jeudi prochain, avant de regagner Jérusalem, c'est que certains éclaircissements lui paraissent nécessaires. ANDRÉ SCHEMAMA.

Dans les 8 BHV, les Arts Ménagers ça se fête!
Voici comment: 9 mois de crédit gratuit sur tout le magasin.*
A partir de 500F seulement!
Une bonne occasion pour s'équiper, se décorer, entre le 1^{er} et le 20 Mars!



Dans les 8 BHV, nous avons décidé que les Arts Ménagers 1976 seraient la fête de votre maison, toute entière. Et de votre jardin. Et du sport. Et de tout ce que le BHV peut vous offrir.

Credit gratuit 9 mois sur tout le magasin (services exceptés) et à partir de 500-F d'achats seulement. Ainsi vous pourrez à la fois penser à l'équipement de votre cuisine et de votre salle de bains, et réaliser dans les mêmes conditions un rêve de table de ferme, de tondeuse à gazon, de chaîne hi-fi, ou plus simplement de coin-salon ou de chambre d'enfants.

Une bonne raison pour ne pas manquer les Arts Ménagers 1976 des 8 BHV, avec leur choix écarné, leurs innovations, leurs bons conseils, et bien sûr, leur service après-vente!

2 exemples :
machines à laver le linge
Nogamat 4 kg 1665 F
avec le Crédit Gratuit
1^{er} versement comptant 333 F
et 9 mensualités de 148 F 1332 F
toujours 1665 F

Panoramique convertible
Sigma recouvrement relevés
acrylique (exclusivité BHV)
couchage 140, matelas
polyester 4930 F

avec le Crédit Gratuit
1^{er} versement comptant 988 F
et 9 mensualités de 438 F 3942 F
toujours 4930 F

Jusqu'à épuisement des stocks.

LE COMITÉ DE SOLIDARITÉ FRANÇAISE AVEC ISRAËL PROTESTE CONTRE LE VOTE DU 26 JANVIER AU CONSEIL DE SÉCURITÉ.

Le Comité de solidarité française avec Israël (1) vient de publier le manifeste suivant, qui a été contresigné par plus de soixante personnalités :
« Le vote de la France au Conseil de sécurité, le lundi 26 janvier, en faveur des revendications « palestiniennes », est considéré par une hostilité débridée à l'égard d'Israël, malgré certaines précautions oratoires. En adoptant cette attitude, contraire à celle des autres membres de la Communauté européenne, la délégation de notre pays s'est, une fois encore, alignée sur les positions des ennemis de l'Etat hébreu, qu'inspirent les manœuvres d'hégémonie soviétique. »

« Les soussignés protestent avec force contre cette action qui associe la France à des entreprises nuisibles à la sécurité d'Israël, aux intérêts de la France dans le cadre de la solidarité occidentale et aux chances d'un règlement pacifique du conflit du Proche-Orient. »

ONT SIGNÉ CE MANIFESTE :
Députés : MM. Ahaïe, radical gauche ; de Brouville, app. U.D.R. ; Boudon, non insc. ; Chauvel, non insc. ; Delaune, U.D.R. ; Duhaut, U.D.R. ; Dupont, non insc. ; Drouot, ré. ; Dugoujon, ré. ; Gantier, R.I. ; Hénaut, G.D.P. (app. R.I.) ; Kaasparek, U.D.R. ; Keding, U.D.R. ; Kring, U.D.R. ; Lejeune, ré. ; Joffe, U.D.R. ; Marcus, U.D.R. ; Nottelbart, P.S. ; Pujol, app. U.D.R. ; Schabelien, R.I. ; Schwarz, U.D.R. ; Soustelle, ré. ; Vivian, U.D.R. ; Weber, app. R.I.

Sénateurs : MM. Bourneau, ind. soc. soc. (pay.) ; Raymond Bruc, ind. soc. (pay.) ; Carat, P.S. ; de la Forest, ind. ; Giraud, P.S. ; Grunier, gauche dém. ; Juge, Un. centr. ; Kleffer, Un. centr. ; Labé-guerie, Un. centr. ; Lacoste, P.S. ; Laplace, ind. gauche ; Marré, ind. ; Robert Martin, ind. ; Louis Martin, app. ind. ; Pascaud, gauche dém. ; Pissard, gauche dém. ; Polignat, app. P.S. ; Rauch, Un. centr. ; Repin, ind. ; Robini, gauche dém. ; Schlé, Un. centr. ; Turé, ind. ; Pinant, Un. centr. ; Vivier, P.S. ; De Waziers, gauche dém.

Personnalités diverses : le R.P. Roger Braun, MM. Léon Bouthlen, Jean Casson, Alfred Coste-Floret, Pierre-Eugène Gilbert, Ionesco, le général Lecomte, MM. André Montéil, J. Pierre-Bloch, Robert Pirié, Ferrandi, Michel de Saint-Pierre, Michel Soullé, Raymond Triboulet.

(1) 35, rue de la Lune, 75002 Paris.

Pour être sûr de bien choisir:

• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

BHV
BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

L'EXPERT COMPTABLE
PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT
Aucun diplôme exigé
Demandez le nouveau guide
gratuit numéro 993
ÉCOLE PRÉPARATOIRE
D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1873
soumise au contrôle
de l'Etat
4, rue des Petits-Champs,
75002 PARIS - CEDEX 02

صلى الله عليه وسلم

BAHREIN PLAQUE TOURNANTE DU GOLFE

UNE SORTE DE « HONGKONG DU PROCHE-ORIENT » ?

Manama. — La capitale de Bahrein apparaît au voyageur venant d'Abou-Dhabi ou de Koweït comme une ville provinciale à l'aspect vieillot. Le boom de la construction en 1975 n'a pas réussi encore à dissiper le charme discret de ses sous-hauts en couleur qui coexistent — sans être écrasés — avec les bâtiments modernes du quartier voisin des affaires. Ici et là, cependant, commencent à s'élever les carcasses métalliques de tours qui abriteront

bientôt quelques-unes des trente banques « off-shore » récemment autorisées à opérer à Bahrein. Premier pays arabe du Golfe à avoir commercialisé le pétrole, Bahrein a été également le premier à affronter le problème de la diversification des sources de revenus suscité par l'épuisement des réserves pétrolières. Disposant d'une élite intellectuelle et de cadres administratifs formés par un système d'éducation mis en place dès 1919, grâce

De notre envoyé spécial

à sa situation géographique privilégiée, Bahrein s'est imposé comme un carrefour commercial majeur dans la région. Il se destine maintenant à devenir un centre monétaire international, une sorte de « Hongkong du Proche-Orient ». Les dirigeants espèrent qu'une partie des pétrodollars recueillis dans le Golfe par la trentaine de banques off-shore, qui commenceront à fonctionner à Bahrein à partir du mois d'avril, seront utilisés à financer des projets de développement régional.

« C'est un nouveau pari sur l'avenir que nous venons d'engager », répètent les responsables de l'économie, en ajoutant que toutes les précautions ont été prises pour assurer le succès de l'entreprise. Il comptent d'ailleurs beaucoup pour cela sur la coopération entre les pays du Golfe. « Il est vrai qu'il n'est plus question de créer une monnaie unique, on parle de plus en plus d'un marché commun qui serait l'aboutissement d'accords bilatéraux entre les pays riverains du Golfe. A cet effet, Bahrein a déjà normalisé ses rapports avec ses voisins, notamment l'Irak, qui a renoncé définitivement à ses « revendications historiques » sur l'archipel. Le chah est d'ailleurs attendu avant la fin de l'année à Manama, et il se pourrait qu'à cette occasion Téhéran mette fin à son opposition au projet de construction d'un pont reliant l'Arabie Saoudite à Bahrein.

La crainte de perdre la « spécificité » nationale

L'entreprise ne pose pas de problèmes techniques : une firme danoise d'ingénieurs conseils vient de remettre aux gouvernements intéressés son rapport définitif, et les deux parties espèrent pouvoir commencer les travaux dans le courant de l'année 1977. Il est vrai qu'une partie non négligeable de l'opinion publique bahreïnise n'est pas enthousiasmée par le projet : elle craint la perte de la « spécificité nationale » de l'archipel face à la mer saoudite qui risque de déferler vers Manama une fois le pont achevé. Certains appréhendent également l'intensification des pressions exercées par Ryad. L'économie de Bahrein est déjà lourdement tributaire de l'assistance de l'Arabie Saoudite, dont le pétrole brut alimente les raffineries de l'archipel à des conditions particulièrement avantageuses.

Un autre projet de construction de pont — cette fois-ci entre Bahrein et Qatar — est bloqué depuis des années par le litige qui oppose les deux pays au sujet du port des îles Hwar. Situées à proximité immédiate de la presqu'île de Qatar, ces îles font partie de l'Etat de Bahrein qui y entretient une petite garnison de police dans un fort qui domine la baie. Bien que les îles Hwar soient quasi désertiques et ne recèlent aucune richesse naturelle, tous les efforts déployés depuis près de dix ans pour régler le litige n'ont pas abouti. L'Arabie Saoudite s'est efforcée à plusieurs reprises de rapprocher les deux capitales vraisemblablement avec le secret espoir de détacher Bahrein du Koweït, dont le régime est considéré à Ryad comme étant dangereusement démocratique.

La Constitution s'est inspirée de celle du Koweït

La Constitution bahreïnise de 1973, en effet, s'est inspirée largement de celle du Koweït, dont le système parlementaire a contribué largement à la stabilité de l'émirat. Cependant, l'expérience à Bahrein s'est soldée, en août 1975, par un échec flagrant. Le chahin Issa décida la dissolution de l'Assemblée nationale, après avoir ordonné l'arrestation d'une cinquantaine de militants de gauche accusés de comploter contre le régime. En annonçant la dissolution de l'Assemblée, le premier ministre, le chahin Khalifa, avait laissé entendre que des facteurs étrangers, entre autres, avaient incité le gouvernement à prendre cette décision.

La mesure n'était pas pour déplaire aux dirigeants de Ryad qui n'ont jamais dissimulé leur opposition à la voie parlementaire dans laquelle s'était engagé Bahrein. Officiellement, cependant, les dirigeants de Manama justifient leur décision en soutenant que la Chambre pratiquait une politique d'obstruction systématique en s'opposant à tous les projets de loi présentés par le gouvernement. En fait, il semble que la décision de dissolution a été prise lorsque les diri-

geants bahreïnises estimèrent que l'Assemblée nationale avait outrepassé les limites qui lui avaient été tacitement assignées. Les députés de gauche, parfois qualifiés abusivement de communistes, prisonniers, en effet, d'un programme de réformes radicales prévoyant une participation graduelle mais effective des élus au pouvoir et la consolidation des libertés publiques.

La cassure intervint quand le Parlement refusa catégoriquement de ratifier la loi « sur la sécurité de l'Etat ». Cette loi, particulièrement sévère, autorisait notamment le ministre de l'Intérieur à maintenir les suspects en détention préventive pendant une période qui pourrait s'étendre à trois ans. Depuis 1968, Bahrein a connu de brèves mais violentes périodes d'agitation ouvrière, et il est probable que les autorités redoutent de nouveaux accès de fièvre au moment même où elles tentent d'attirer des investissements étrangers.

A en croire les milieux proches du palais, le chahin Issa n'a pas renoncé à l'expérience parlementaire. Une nouvelle tentative serait faite après la réforme de la loi électorale. On envisagerait, à cet égard, un scrutin à deux tours qui devrait permettre la représentation des « forces saines de la nation », ainsi que la désignation d'un certain nombre d'experts réputés « intégrés » et « neutres », lesquels viendraient s'ajouter aux seize membres du gouvernement nommés d'office conformément aux dispositions de la Constitution. Bref, on ferait en sorte que les députés nommés par le souverain soient à égalité avec ceux élus par la population.

Pour le moment, cependant, le gouvernement tente de résoudre les problèmes économiques et sociaux que pose un taux d'inflation évalué à 25 % l'an. Certains produits ont dou-

blé de prix en l'espace de quelques mois. Le gouvernement a consacré l'année dernière plus de 6 millions de dinars pour contenir la hausse des prix de produits alimentaires de base. Un vaste programme de construction de logements populaires a été lancé, et il est prévu que mille cinq cents habitations à loyer modéré seront construites cette année.

Résorber la crise du logement

La crise du logement est de loin le problème le plus grave qu'affrontent actuellement les Bahreïnites. Selon les estimations d'un expert du ministère de l'Habitat, les deux tiers des habitations sont insalubres ; la crise ne peut, en tout cas, être résolue sans la construction de seize mille logements nouveaux.

A Manama, le loyer d'un appartement de deux pièces se situe entre 200 et 250 dinars, alors que le salaire moyen d'un diplômé, employé par l'administration ou par des sociétés privées, varie entre 150 et 170 dinars et qu'un chef de service dans un ministère gagne environ 280 dinars par mois. Les jeunes en souffrent tout particulièrement, puisqu'ils sont contraints le plus souvent à différer leur mariage, faute de moyens.

Attentif au mécontentement croissant, le gouvernement a consacré dans le budget de cette année des crédits s'élevant à 191 millions de dinars — contre 137 millions l'année dernière — aux domaines sociaux. En raison de cet effort exceptionnel, le budget accusera cette année un déficit de 10 millions de dinars. Il est probable que de plus grandes sacrifices devront être consentis pour maintenir l'ordre qui règne actuellement dans l'archipel.

JEAN GUEYRAS.

UNE ÉCONOMIE DE SERVICES

PAR sa situation insulaire au centre du Golfe, sa tradition maritime et marchande et la vivacité d'esprit de ses habitants, Bahrein est prédisposé à une économie de services. Cette disposition est accentuée par le fait que cet émirat se trouve, parmi ses voisins, dans une position singulière en ce sens qu'il est le premier d'entre eux déjà touché par la raréfaction de ses ressources pétrolières.

Premier pays du Golfe (après l'Irak), où le pétrole a été découvert en 1925 et exploité depuis 1932, Bahrein ne produit plus actuellement que 3,5 millions de tonnes de brut par an. A ce rythme, les réserves seront épuisées dans une quinzaine d'années.

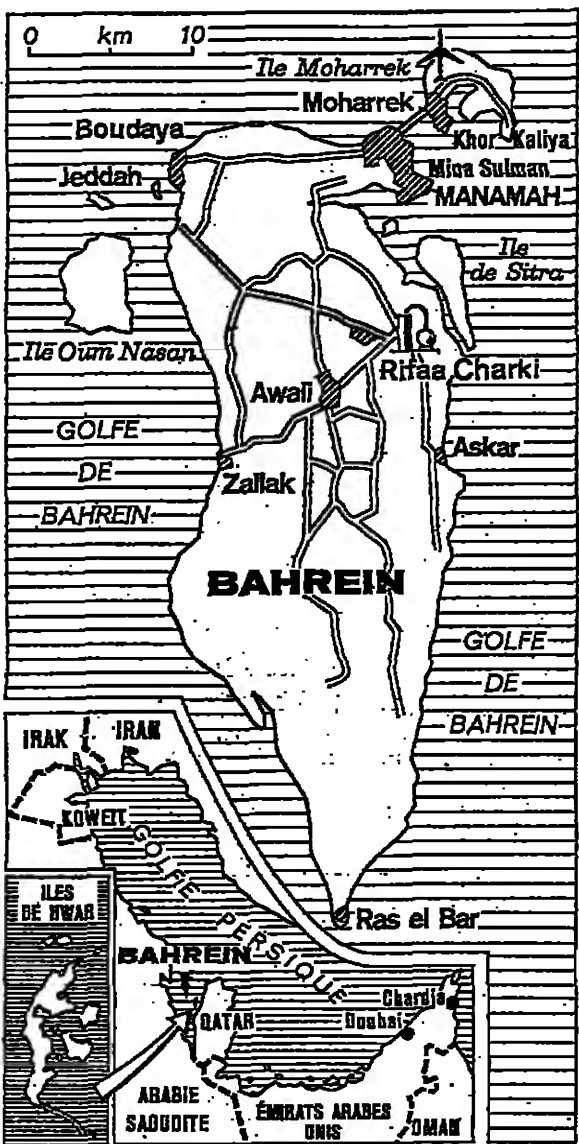
Il dispose de très importantes réserves de gaz naturel évaluées à 120 milliards de mètres cubes, ce qui correspond au rythme actuel d'utilisation, à quatre-vingts ans de consommation. Forts de leur expérience pétrolière, les dirigeants de l'émirat refusent d'exporter ce gaz, qu'ils préfèrent conserver pour l'industrialisation actuelle et à venir du pays.

Les ressources énergétiques sont exploitées par la Bapco. Il y a quelques années encore, le capital de cette compagnie était détenu entièrement par la Caltex. Il est maintenant réparti entre la Caltex (40 %) et le gouvernement de Bahrein (60 %). En 1975, le gouvernement a décidé le principe d'une nationalisation entière de la Bapco. Il restait toutefois prévu que celle-ci continuerait à fonctionner selon l'accord 40 %-60 % aussi longtemps qu'un nouveau protocole sur le transfert des actifs de la société ne serait pas conclu.

NOEL JEANDET.

(Lire la suite page 10)

DEUX ARCHIPELS, TRENTE-TROIS ÎLES



L'Etat de Bahrein est composé de trente-trois îles, regroupées en deux archipels : celui de Bahrein proprement dit, qui comprend quinze îles (Manama, Moharraq, Sitra, Nubi-Salih, Ou-N-Nasab, Jeda, Abou-Mahar, Abou-Chahia, Oumma-Al-Sobhan, Nouyana, Souleita, Oumma-El-Chajar, El-Saghira...), et celui de Hawar, qui comprend de nombreux îlots.

SUPERFICIE. — 598 kilomètres carrés.

POPULATION. — 255 000 habitants, dont 30 % d'étrangers.

DENSITÉ. — 408 habitants au kilomètre carré.

VILLES. — Manama (capitale), Moharraq (capitale jusqu'en 1926), Al-Hadd, Sitra, Awail, Madinat-Issa.

CLIMAT. — Très chaud. Température moyenne : 25° 5 ; maximum : 42° 75 ; minimum : 5°.

Moyenne annuelle des pluies : 150 mm. Le taux d'humidité atteint parfois 90 %.

GROUPE NATIONAL. — Les Arabes sont en majorité. Il existe aussi des minorités persane, pakistanaise et indienne.

RELIGIONS. — Les Bahreïnites sont presque tous (94,5 %) musulmans, répartis presque à égalité entre sunnites (le plus souvent chiites, de rite wahabite ou surtout malikite) et chiites (presque exclusivement rauxis jusqu'en 1932). Les sunnites comprennent des tribus des « hawala » (Arabes autrefois établis en Iran), des « baydar » (méth) et des Noirs.

SOURCES D'ÉNERGIE. — Le gaz naturel : réserves de 180 milliards de mètres cubes ; le pétrole, découvert en 1925, exploité depuis 1932. Production : 3,5 millions de tonnes de brut par an. La Bahrein Petroleum Company (Bapco), fondée en décembre 1932, exploite les ressources énergétiques. Son capital est réparti entre Caltex (40 %) et le gouvernement (60 %).

INDUSTRIES. — Raffinage du pétrole : environ 15 millions de tonnes par an ; fondrière d'aluminium (Alba), production : 125 000 tonnes d'aluminium en lingots ; pêche de perles (considérablement réduite depuis la crise de 1939).

MONNAIE. — Le dinar bahreïn vaut 2,88 dollars.

COMMUNICATIONS. — Il existe un important réseau de télécommunications par satellites. Projet de construction d'une cale sèche géante pour les pétroliers de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPEAP) et projet de pont reliant Bahrein à l'Arabie Saoudite.

AGRICULTURE - PÊCHE. — Élevage de volailles et de bovins, cultures fourragères et maraichères ; dattes, tabac, céréales, fruits, agrumes.

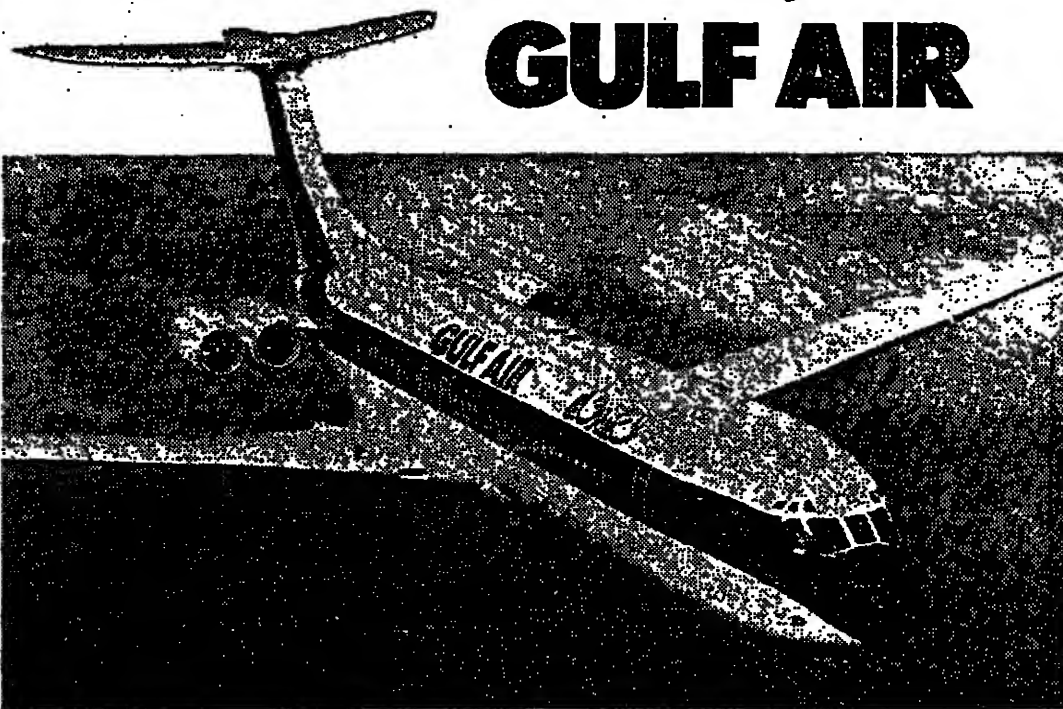
SANTÉ. — Les soins médicaux, gratuits pour la population bahreïnise, sont assurés par une douzaine d'hôpitaux.

SYSTÈME JUDICIAIRE. — Les tribunaux « chahis », appliquant la loi islamique, sont compétents pour les questions relevant du statut personnel : mariages, divorces, successions, etc.

RÉGIME POLITIQUE. — Bahrein est un émirat gouverné depuis le 2 septembre 1961 par le chahin Issa Ben Sulman, de la dynastie des Al Khalifa. Sunnite, il fait partie de la tribu des Otouba.

Soumis au contrôle britannique, depuis 1862, Bahrein a accédé à l'indépendance en 1971, refusant de s'associer à la fédération des émirats arabes unis. En 1975, l'Irak a abandonné sa revendication séculaire sur Bahrein. La base navale de Al-Jufair, autrefois britannique, a été mise à la disposition des États-Unis en 1973.

A partir du 1^{er} avril
vous pourrez voler sans escale
de Paris au Golfe avec
GULF AIR



A partir du 1^{er} avril, Gulf Air — la ligne aérienne nationale des Etats du Golfe — introduira des services réguliers directs de Paris aux villes principales du Golfe, Bahrein, Doha, Abu Dhabi, Dubaï et Muscat. Les mercredi, jeudi, samedi et dimanche de chaque semaine, vous pourrez voler, dans un VC10 de tout confort, entraîné par les moteurs de renommée mondiale Rolls-Royce, sans escale au Golfe, pour y arriver le jour même.

Egalement, à partir du 1^{er} avril, Gulf Air introduira l'avion de ligne le plus luxueux que le monde ait jamais connu — le FiveStar TriStar — effectuant des vols sans escale de Londres jusqu'au Golfe. Somme toute, Gulf Air vous offrira un plus grand nombre de vols sans escale vers le Golfe que n'importe quelle autre ligne aérienne — un choix de 15 départs par semaine depuis Paris ou Londres.



GULF AIR

Suite 1528/30, Le Grand Hôtel, 12 Boulevard des Capucines,
75442 Paris Cedex 09 Tel: 260 3350 Site: PARSZGF
Adressez-vous à votre agent de voyages pour de plus amples
renseignements, ou à nos agents généraux pour la France:
UTA, 3 Boulevard Malesherbes, Paris (Tel: 776 4152)

Le cheikh Issa Ben Salmane Al Khalifa

Un souverain paternaliste

DEUX fois par semaine, le cheikh Issa, souverain de Bahrein, reçoit ses sujets dans le modeste salon d'apparat du palais de Rifas — au sud de Manama — où il a installé ses bureaux. En habit traditionnel, un poignard doré sur la ceinture, il écoute avec patience les doléances de ses visiteurs, reçoit leurs suppliques, tandis que des serviteurs discrets servent le café à la cardamome. Petit, rondouillard, le visage plein, les yeux pétillants de malice, un éternel sourire aux lèvres, le cheikh Issa se veut un souverain paternaliste soucieux de maintenir, parallèlement aux institutions modernes de l'Etat de Bahrein, les traditions du « majlis », qui, autrefois, réunissait les bédouins autour du chef tribal.

Les portraits en couleur du souverain ornent tous les établissements gouvernementaux et publics. Cependant, aucune publicité n'est faite autour de la vie privée du souverain. On sait qu'il est marié à la cheikha Hassa, qui lui a donné sept enfants, dont quatre garçons. Malgré les lourdes charges de l'Etat, il aime se détendre à l'occasion en invitant ses amis sur sa plage privée. Très sportif, il chasse souvent le

gibier au faucon, dans l'archipel ou en Arabie Saoudite. Ses entretiens avec ses hôtes étrangers sont marqués par la simplicité et la bonne humeur, qualités qu'il partage avec la plupart de ses sujets.

Né en juillet 1933 à Jassra, un petit village côtier situé à quelques kilomètres du point où l'océan venant d'Arabie Saoudite pénètre à Bahrein, le jeune Issa, qui, comme la plupart des intellectuels de l'archipel, parle et écrit l'anglais à la perfection, a fait ses études primaires et secondaires dans une institution privée. Dès son jeune âge, il s'intéresse aux affaires de l'Etat et, en 1953, il est nommé membre du Conseil de régence, en l'absence de son père, invité à assister aux cérémonies du couronnement de la reine Elisabeth II d'Angleterre. Il devient par la suite président du conseil municipal de Manama, avant d'être désigné, en 1958, prince héritier, à l'âge de vingt-cinq ans. A partir de 1958, il est appelé à prendre une part de plus en plus active aux affaires publiques, à la suite de la maladie de son père, le cheikh Salmane. Après la mort de ce dernier, il monte sur le trône le 16 décembre 1961.

Dans le sens de la modération

Au cours des premières années du règne du cheikh Issa, l'archipel connaît un calme relatif attribué partiellement à la sévère répression des manifestations populaires des années 1956-1957, lesquelles avaient provoqué le rappel de Sir Charles Belgrave, le représentant de Londres dans l'émirat. Au début de 1965, la situation se détériore de nouveau à la suite de mouvements de protestations et de grèves contre des licenciements abusifs. Face à la rue, le cheikh Issa se montre aussi intraitable et énergique que l'avait été son père et refuse d'engager le dialogue avec le Front des forces progressistes qui s'était constitué sur la base d'un programme minimum de « démocratisation » des institutions.

Le refus du cheikh Issa n'est cependant pas définitif et le 16 décembre 1970, à l'occasion du neuvième anniversaire de son accession au trône, il annonce son intention de doter le pays d'une constitution « qui ouvrirait la voie à la participation de tous les citoyens à la noble mission de servir notre pays ». Le souverain bahreïnien tient ses engagements : la Constitution, qui est promulguée en décembre 1972, délègue une partie non négligeable du pouvoir à une Assemblée nationale comprenant trente membres élus au suffrage universel ainsi que les seize ministres du cabinet, tous désignés par le cheikh.

Après la fin brutale de l'expérience parlementaire en août 1975, le pouvoir revient entièrement aux membres de la famille des Khalifa et aux grands brasseurs d'affaires de l'émirat. Les prérogatives du cheikh Issa restent cependant limitées par la Constitution de 1973 dont les principales clauses demeurent toujours en vigueur. Naturellement enclin à la consultation, le souverain de Bahrein partage en fait le pouvoir avec plusieurs de ses proches, dont son frère, le premier ministre le cheikh Khalifa, connu pour son caractère énergique, son fils le cheikh Hamad, prince héritier et ministre de la défense, et son cousin cheikh Mohamed Ben Mubarrak, qui, depuis l'indépendance de l'archipel en 1971, occupe le poste-clé des affaires étrangères. Au sein de ce « cabinet restreint », les interventions du cheikh Issa vont généralement dans le sens de la modération et du compromis et on assure à Manama que le souverain a tout fait pour éviter la confrontation avec l'opposition parlementaire et la dissolution de l'Assemblée nationale. En tout cas, il est persuadé, dit-on, que les mesures exceptionnelles prises en août dernier ne sont que provisoires et que tôt ou tard la vie parlementaire renaitra à Bahrein, sous une forme ou une autre.

J. G.

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE A BAHREIN. POUR VOUS.

Présente sur les plus grandes places financières du monde, la Société Générale œuvre au mois de mars une nouvelle succursale à Bahrein.

Pearl of Bahrain Building
Government Road, Manama

La Société Générale connaît bien le Moyen-Orient. Le pays. Mais aussi les hommes, les entreprises et leur manière d'agir.

Autres implantations de la Société Générale et affiliations spécialisées dans les affaires au Moyen-Orient :

BUREAU DE REPRÉSENTATION A BEYROUTH Centre Saint-Charles, Beyrouth (Liban)	BANQUE EUROPÉENNE ARABE S.A. 19, rue de la Loi, Bruxelles 1050 (Belgique)
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE LIBANO-EUROPEENNE DE BANQUE Rue Riyach el Solh, Beyrouth (Liban)	EUROPAÏSCH ARABISCHE BANK G.m.b.H. 49, Kaiserstrasse, Francfort (R.F.A.)
BANQUE FRANCO-ARABE D'INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX (FRAB-BANK) 55, avenue Kléber, 75016 Paris (France)	UNITED ARAB BANK Sharjah (Emirate Arabes Unis)

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Siège Social et Direction de l'Étranger
29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, tél. 266.54.00

UN MILIEU FAVORABLE A L'ÉMANCIPATION DE LA FEMME

L'ÉMANCIPATION de la femme bahreïnienne a été plus tardive que celle de bien d'autres femmes arabes. Mais, elle s'est déroulée à un rythme plus rapide, car les conditions générales favorisent l'épanouissement d'un mouvement de réforme de la condition féminine : par sa position géographique, Bahrein est en effet au confluent de nombreux courants de civilisation. De plus, la population de Bahrein est sédentaire (ce qui n'est pas le cas dans de nombreux autres emirats du Golfe), et la superficie réduite du pays favorise la diffusion de la culture urbaine en milieu rural. D'autre part, une classe moyenne de commerçants plus ou moins cultivés s'est formée depuis des siècles grâce aux revenus provenant de la pêche des perles. Enfin l'apparition des médias a permis aux Bahreïnaises — hommes et femmes — de s'imprégner des idées modernes. Des séances cinématographiques spéciales étaient d'ailleurs spécialement prévues pour les femmes dès 1937.

En 1928, la première école

taille de jeunes filles ouvrait ses portes, malgré les protestations des milieux traditionnalistes. Cette mesure devait provoquer des effets cumulatifs : l'enseignement dispensé aux écoles (20 493 en 1970-1971, réparties entre toutes les branches d'études à l'exception de la théologie et de la technologie) nécessitait la formation de professeurs de sexe féminin (704 en 1970-1971), donc l'accès de la femme à l'enseignement supérieur. Comme il n'existait pas d'université à Bahrein, de nombreuses jeunes filles ont poursuivi, à partir de 1950, leurs études supérieures au Liban. De retour à Bahrein, les nouvelles diplômées ont été habilitées à avoir le visage découvert ont refusé de porter la voile à nouveau. Ce mouvement a gagné de l'ampleur, et, vers 1960, on pouvait dénombrer des centaines de jeunes filles (surtout parmi les étudiantes et dans le monde du travail) qui se promenaient dans les rues de Manama le visage découvert et étaient habillées à la dernière mode occidentale.

A partir des années 60, l'ex-

tension des masses médias a atteint des proportions considérables : Bahrein a été inondé de livres et de journaux en provenance du monde entier. L'acquisition de postes de radio et de télévision est devenue courante. D'autre part, le gouvernement a encouragé depuis 1955 l'industrialisation du pays, de développer l'appareil administratif et de « bahreïniser » les emplois. C'est pourquoi les autorités ont ouvert une école d'infirmières, favorisé l'accès des Bahreïnaises à la fonction publique et reconnu aux femmes le droit de conduire des voitures. De son côté, la compagnie pétrolière Bapco a organisé des cours de secrétariat auxquels se sont inscrites de nombreuses Bahreïnaises. L'enseignement, le secteur médical, les travaux de secrétariat et l'administration étaient largement ouverts au recrutement féminin. Des associations (Alumni Club, Awall Club, British Club, Club de l'Alliance française), ont été fondées. Des écoles mixtes ont apparu.

La stagnation de la produc-

tion pétrolière a amené le gouvernement à pratiquer, surtout après 1970, une politique de diversification des activités économiques. La femme bahreïnienne a profité pour étendre son champ d'emplois : entre 1965 et 1971, le nombre des femmes exerçant des activités professionnelles a pratiquement doublé. En 1971, on dénombrait 6 chefs d'entreprises, 1 712 employés et fonctionnaires.

Parallèlement, l'âge du mariage de la jeune fille a reculé (à cause des études de plus en plus longues qu'elle poursuit et à cause de l'augmentation du coût de la vie qui empêche la constitution de très jeunes foyers), les divorces tendent à diminuer (1 276 divorces en 1965 et 1 225 en 1971), et la polygamie a presque disparu.

Sur le plan politique cependant, l'inégalité subsiste : les Bahreïnaises ont bien le droit de voter pour la désignation des conseillers municipaux, mais les décisions de l'Assemblée constituante (décembre 1972) se sont déroulées sans leur participation.

Une économie de services

(Suite de la page 9.)

Pour des raisons de politique intérieure (à cause de son opinion publique) et de politique étrangère (afin de ne pas paraître en retard sur ses voisins), le gouvernement de Manama a pris cette décision de nationalisation, qu'il ne semble pas décidé à mettre à exécution dans un avenir proche. Le tarissement progressif des puits de pétrole a contraint Bahrein à diversifier son économie et à se lancer de bonne heure dans une politique d'industrialisation, ce qui lui donne dans ce domaine une très large avance sur ses voisins.

Le raffinage du pétrole a commencé dès 1935. Actuellement, la raffinerie est, par sa production (15 millions de tonnes par an), la deuxième du Golfe (après Abadan). Elle raffine tout le brut local qui constitue environ le tiers de son approvisionnement, le reste lui étant fourni directement par l'Arabie. Mise à part la consommation locale, qui est faible, tous les produits raffinés sont exportés, pour un total d'environ 75 millions de dinars bahreïnais (1) en 1974. La Bapco (extraction et raffinage) emploie quatre mille cinq cents personnes.

De création récente, la fonderie d'aluminium (Alba) est, après la raffinerie, l'entreprise industrielle la plus importante de l'émirat. Sa production, 125 000 tonnes d'aluminium en lingots, la place parmi les cinq premières du monde. L'alumine est importée d'Australie et traitée sur place grâce à l'électricité produite à bon marché à partir du gaz local. Sa production est exportée pour la plus grande partie vers le Japon, mais aussi vers la Chine, le Brésil et l'Argentine. Alba emploie près de quatre mille ouvriers. L'Etat de Bahrein détient 52 % de son capital, le reste étant réparti entre diverses sociétés occidentales dont Kaiser Aluminium.

Il convient de rappeler que c'est à Bahrein que l'OPAPK a choisi de construire sa grande cale sèche pouvant accueillir les pétroliers de 500 000 tonnes. Celle-ci est en cours de construction ; l'entrée en service d'un premier bassin permettant de recevoir des pétroliers de 300 000 tonnes est prévue pour 1977.

La vocation commerciale de Bahrein est affirmée par la présence de familles marchandes qui ont réussi à constituer des maisons d'importance internationale dont le réseau commercial s'étend en général dans les pays du Golfe : autres emirats, Arabie Saoudite, Iran, Inde, Pakistan, parfois jusqu'à Singapour, Taïpeh, Londres et New-York. Certaines d'entre elles envisagent d'ouvrir des bureaux en Europe occidentale. Elles assurent le plus souvent un rôle de redistribution des marchandises dans la région. A titre d'exemple, la plus importante de ces familles marchandes, la famille Kanoo, emploie, uniquement à Bahrein, près de deux mille personnes, dont cinquante Britanniques, cinq d'entre eux étant directeurs de services (navigation, transit, fret, assurances, services aériens, vente de véhicules, activités financières).

Le commerce est en progression constante ; les importations ont été en 1972 de 100 millions de dinars ; en 1973 de 127 millions de dinars ; en 1974 de 175 millions de dinars et en 1975 de 210 millions de dinars. D'une manière générale, le tiers des marchandises importées est réexporté. Environ la moitié des réexportations est destinée à la province orientale de

l'Arabie Saoudite, le reste étant distribué vers les autres pays riverains du Golfe.

On peut donc penser que cette vocation de redistribution qui est celle de Bahrein se trouvera renforcée lorsque sera construit le pont reliant l'émirat à la côte saoudienne. Cet ouvrage d'art, financé entièrement par l'Arabie, en est au stade des études techniques.

Depuis un an environ, Bahrein s'efforce de jouer le rôle de relais financier dans la région, rôle qui se trouve facilité par les événements qui ont déchiré le Liban.

Une position géographique privilégiée

Sa position géographique et sa vocation à une économie de services renforcent le rôle de « plaque tournante du Golfe » que cet émirat considère comme étant spécifiquement le sien. Les statistiques de l'aéroport sont à cet égard révélatrices : le nombre des passagers en transit, avec arrêt à Bahrein de soixante-douze heures au moins, a été en 1974 de 562 312, alors qu'il était de 392 000 en 1972 et 491 000 en 1973 (les chiffres de 1975 ne sont pas encore connus). Ces statistiques justifient que la British Airways ait choisi Bahrein comme première escale d'exploitation commerciale du Concorde vers le Sud-Est asiatique.

Un réseau de télécommunications par satellites est installé depuis plusieurs années. Jusqu'à la fin de 1974, il assurait à lui seul toutes les télécommunications du Golfe. L'émirat prévoit en outre de se doter de nouvelles installations : doublement de la capacité de l'aéroport (en cours), triplement de la capacité du port (les adjudications devraient avoir lieu bientôt), projet de construction d'un pont reliant l'émirat à l'Arabie Saoudite.

Si l'on tient compte du fait que, à cause de ses sources d'eau potable (dont les experts considèrent qu'elles pourraient être épuisées dans une vingtaine d'années), le tiers de l'île environ constitue une véritable oasis permettant une activité agricole qui, bien qu'en déclin, n'est pas négligeable (élevage de volailles, troupeaux de bovins, cultures fourragères et maraîchères), l'économie de Bahrein apparaît comme bien équilibrée. Son développement, moins spectaculaire évidemment que celui des émirats voisins, mais néanmoins très sensible, progresse avec une grande régularité et sans à-coup. L'ouverture d'esprit de ses habitants, son régime libéral, la facilité des communications, celle des liaisons aériennes et des télécommunications, font que beaucoup de sociétés étrangères, notamment anglaises et américaines, ont choisi Bahrein comme siège de leur représentation régionale. Cette tendance se trouve accentuée par la nécessité dans laquelle beaucoup d'entre elles se sont trouvées de quitter Beyrouth après le déclenchement de la guerre civile.

Quant aux exportations françaises vers Bahrein, elles se sont développées de façon sensible tout de suite après l'indépendance qui a marqué la fin du monopole de fait britannique : 1973, 2,4 millions de dinars ; 1974, 3,18 millions de dinars ; 1975, 6,4 millions de dinars. Elles restent faibles par rapport à l'ensemble des importations de l'île (4 %), mais pourraient s'accroître si la visite officielle à Paris du cheikh Issa débouchait sur un renforcement

UNE LITTÉRATURE ENGAGÉE

UN trait fondamental caractérise l'intelligentsia bahreïnienne : elle est demeurée depuis son avènement en 1930, très proche des aspirations populaires et a favorisé l'apparition d'un courant démocratique et réformiste, contribuant ainsi à la liquidation du sectarisme et au rapprochement des deux communautés arabes de Bahrein (sunnites et chiites).

Parmi les poètes et écrivains bahreïnais les plus célèbres, dont la renommée s'est étendue à l'ensemble du monde arabe, on peut citer :

● IBRAHIM AL OURAÏYOD : le plus grand poète de Bahrein. Ses publications comprennent plusieurs ouvrages poétiques et œuvres critiques ainsi qu'un poème épique sur la tragédie de la Palestine.

● ABDEL RAHMAN AL BAKIR : écrivain politique. Il a publié à Beyrouth ses Mémoires qui retracent sa vie et l'histoire du mouvement politique et social à Bahrein. Dans ce livre intitulé « Min al Bahrein ilal Manfa » (De Bahrein à l'Exil) il utilise un style narratif.

● ABDEL RAHMAN AL MAWADA : poète classique. Progressivement, les thèmes réformistes ont pris le pas dans ses écrits sur les préoccupations purement littéraires.

● AHMED MOHAMED AL KHALIFA : l'un des plus célèbres poètes bahreïnais. Il a publié plusieurs recueils de poèmes à Bahrein et à Beyrouth.

NOËL JEANDET.

Banque de Paris et des Pays-Bas

3, rue d'Antin - PARIS 75002



La Banque Française des Emirats du Golfe

Le 22 Octobre 1975
La Banque de Paris et des Pays-Bas,
déjà implantée
à Abu Dhabi, Dubai, Oman,
Qatar et Sharjah (Bank of Sharjah),
a ouvert une nouvelle succursale
à Bahrein

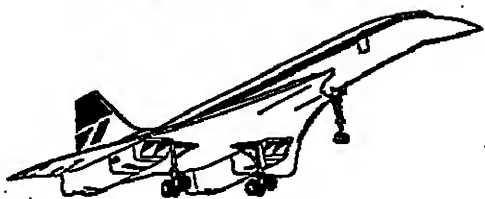
Banque de Paris et des Pays-Bas
succursale de Manama
P.O. Box 5241-Telex 8458 Pariba GJ

SEULE BANQUE FRANÇAISE
AUTORISÉE À EXERCER SUR CETTE PLACE
TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

مصرف باريس



BAHREIN — TOUJOURS A L'AVANT DE L'HISTOIRE



Depuis près de 5.000 ans Bahrein a figuré dans les annales de l'histoire du commerce mondial. Maintenant l'état de Bahrein est devenu une des destinations pour les vols supersoniques de Concorde reliant ainsi le Golfe avec L'Europe et 5.000 ans de commerce international.

Autrefois Bahrein s'appelait Dilmun. Même alors c'était déjà un important centre commercial, comme le prouvent les manuscrits qui ont survécus — peut-être les plus vieux documents d'affaires du monde —. Les hommes d'affaires de l'Antiquité avaient déjà choisi Bahrein comme leur base pour les mêmes raisons que leurs successeurs de nos jours — un environnement agréable, des communications rapides et faciles, un peuple courtois et aidant et l'accès aux plus importants marchés mondiaux, alors comme de nos jours.

Il y a 5.000 ans de cela — Bahrein était un paradis terrestre

Le croassement du corbeau ne s'entend pas, l'oiseau de mort n'arbitre pas son cri, le lion ne dévore pas, le loup ne déchire pas l'agneau, la colombe ne se lament pas, il n'y a ni veuve, ni malade, ni vieillesse, ni larmes.

(D'une légende sumérienne, vers le III^e millénaire av. J.-C.)



Bahrein est un pays stable et tranquille; bien que l'île ne puisse pas donner une garantie d'immortalité elle peut à présent donner un autre bienfait: l'absence d'impôts pour tous ses heureux habitants.

Il y a 4.000 ans de cela — Les hommes d'affaires s'écritaient de la même manière que de nos jours

Transmettez ceci à Es-Nasir, le marchand de Dilmun:

Quand vous êtes venu me voir vous m'avez promis de donner de bons lingots à Gilm-Sin mais vous ne l'avez pas fait et vous lui avez donné du cuivre de mauvaise qualité. Lorsque mon message est venu vous lui avez dit: "Si vous allez prendre le cuivre, prenez-le, sinon allez-vous en". Pour qui me prenez-vous pour me traiter avec un tel mépris et entré hommes du monde comme nous le sommes? Qui d'autre parmi les marchands de Dilmun se serait permis d'agir ainsi?

(Transcription d'une tablette d'écriture cunéiforme, des archives d'un marchand de Mésopotamie faisant du commerce avec Bahrein aux environs du 19^e Siècle av. J.-C.)



Bahrein est toujours dans le commerce des métaux, mais il s'agit d'aluminium maintenant et non pas de cuivre. Les contrôles quant à sa qualité ont fait de nombreux progrès et l'usage commercial se conforme aux degrés internationaux actuels.



"Sceaux de Dilmun", excavés à Bahrein, les "marques de fabrique" de l'ancienne communauté de marchands de Bahrein.

Il y a 2.400 ans de cela —

Alexandre le Grand jeta un regard plein de convoitise sur Bahrein — qui s'appelait alors Tylos — car il pensait que la maîtrise de l'île lui ouvrirait l'accès à un marché comparable aux plus riches de la Méditerranée ainsi qu'à un des produits les plus prisés de l'Antiquité: l'encens de l'Arabie.



Les rêves de conquêtes d'Alexandre quant à Bahrein ne restèrent qu'à l'état de chimères mais ses successeurs trouvèrent que l'Etat de Bahrein accordait une bienvenue aux hommes d'affaires d'aujourd'hui qu'il n'aurait peut-être pas accordée à un conquérant.

En 554 Apr. J.-C. — Un poète de Bahrein décrivait un navire comme "le chameau des mers"

Les empreintes des chameaux de Malik, apparaissent, à l'aube, dans la large vallée du Dhad comme des navires en mer... que le marin un moment tourne et l'autre moment gouverne de l'avant: leurs proues fendent les rides de la mer comme un garçon divise le sable avec sa main.

(Tarafu, le premier poète connu de Bahrein, transformant le métaphore habituelle du chameau étant le navire du désert.)



Les navires et la mer sont encore un soutien de l'économie de Bahrein. L'OPAEP est en train d'y construire un bassin de radoub de 500.000 tonnes parce que "L'OPAEP a employé divers experts pour choisir l'endroit le plus approprié... Bahrein a été recommandé".

En 1679 Apr. J.-C. — Il y a moins de deux siècles de cela, un voyageur français

rapporta le système par lequel l'eau fraîche était obtenue par des plongeurs qui descendaient jusqu'au fond de la mer afin de remplir des récipients faits de peaux, en provenance de sources sous-marines d'eau fraîche qui existent autour des côtes de Bahrein.

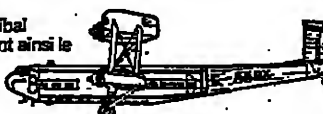
(Jean-Baptiste Tavernier décrivant sa visite à Bahrein.)



L'hospitalité bien connue des Arabes ainsi que leur courtoisie persistent de nos jours à Bahrein, les affaires n'ont, toujours, nullement besoin d'être plus exigeantes que nécessaires mais elles peuvent être aussi exigeantes que le visiteur le désire.

En 1932 Apr. J.-C.

Un Handley Page H.P. 42 Hannibal atterrissait à Bahrein, inaugurant ainsi le premier service de ligne pour l'Etat de Bahrein.



En 1976 Apr. J.-C.

Le Concorde a inauguré l'un des deux premiers vols supersoniques de ligne pour le Moyen-Orient, sa destination: Bahrein.

Autrefois les marchands de Bahrein avaient chacun leurs propres "marques de fabrique", mais les successeurs trouvèrent que l'Etat de Bahrein accordait une bienvenue aux hommes d'affaires d'aujourd'hui qu'il n'aurait peut-être pas accordée à un conquérant.



Aujourd'hui le commerce international de Bahrein, comprenant ALBA (Aluminium de Bahrein), ASIV (la Compagnie Arabe de Construction et de Chantiers Navals), BAPCO (la Compagnie Pétrolière de Bahrein) et Gulf Air, continue son ancienne tradition bien que ses produits et ses services ne soient plus scellés par de la cire.

Bahrein — Plaque Tournante du Golfe

L'attrait de Bahrein pour les hommes d'affaires est aussi puissant de nos jours qu'il y a 5.000 ans. Un des nombreux exemples de ces relations commerciales existait déjà au début du 20^{ème} Siècle lorsque des bijoutiers bien connus de Paris se rendaient chaque automne à Bahrein pour y acquérir des perles.

En tant que centre naturel du monde des affaires dans le Golfe Bahrein offre des facilités, des ouvriers spécialisés, de la détente, d'excellents hôtels et des communications promptes avec le monde entier.

Les pays en bordure du Golfe à eux seuls représentent 38% de la production mondiale de pétrole et 56% de ses réserves. Au cœur même du Golfe se trouve l'île de l'Etat de Bahrein, non seulement riche en légende et en histoire, mais aussi de nos jours un centre commercial et financier prospère, ainsi qu'un atelier et un manufacturier pour le Golfe.

Pour en savoir d'avantage sur l'Etat de Bahrein, veuillez écrire à l'une des adresses suivantes:



Le Ministère du Développement et de l'Industrie, PO Box 235 Manama, Bahrein.

Ministère de l'Information, PO Box 253 Manama, Bahrein.

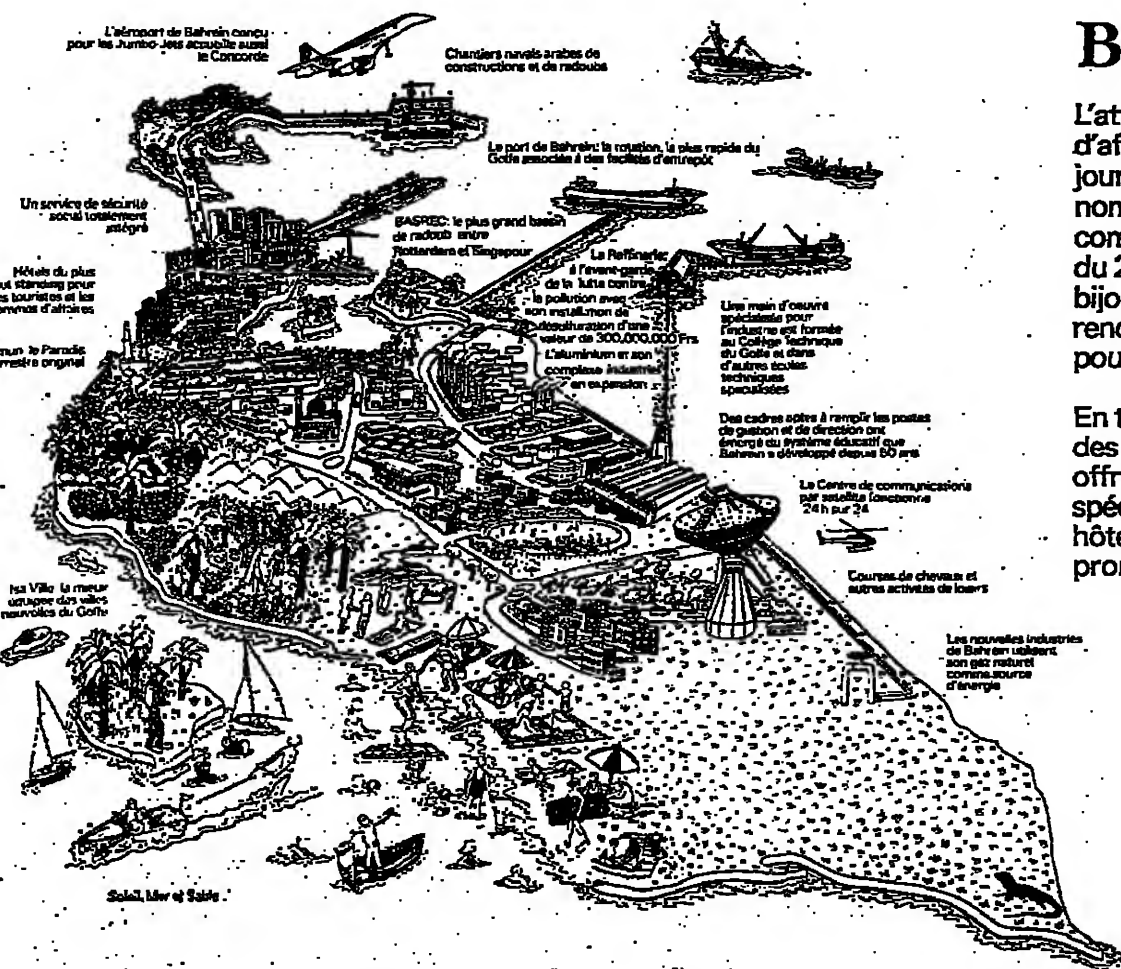
L'Ambassade de l'Etat de Bahrein, 15 Avenue Raymond Poincaré, Paris 16^e.



Croisières pour Tokyo, l'Europe et New York



Les îles de Hengay



LA SEMAINE FANTASTIQUE

JUSQU'AU 6 MARS

DES PRIX FANTASTIQUES
DANS TOUS LES RAYONS

LA SEMAINE FANTASTIQUE

JUSQU'AU 6 MARS

DES PRIX FANTASTIQUES
A TOUS LES ETAGES

LA SEMAINE FANTASTIQUE

JUSQU'AU 6 MARS

DES PRIX FANTASTIQUES
SUR DES MILLIERS D'ARTICLES

Galerias Lafayette

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE

ASIE

SRI-LANKA

ou le réformisme à pas comptés

II. — De la révolte des jeunes au « problème tamoul »

De notre envoyé spécial
GÉRARD VIRATTE

Après l'éviction, au début de septembre, des ministres « trotskistes » du gouvernement de Front uni, la coalition de gauche au pouvoir à Sri-Lanka depuis 1970 a fait long feu. Les modérés ont renforcé leur emprise sur un régime qui est, avant tout, celui de la famille du premier ministre, Mme Bandaranaike (« le Monde » daté 29 février-1^{er} mars).

Colombo. — « Il existe aujourd'hui une révolte de la pensée qui aura des effets dans quelques années. Les causes de l'insurrection de 1971 n'ont pas été éliminées. » Cette remarque est d'un observateur ceylanais qui prend régulièrement le pouls de la jeunesse et des campagnes. Certes, quatre ans après le soulèvement qui embrasa l'île, il n'y a plus de poche de résistance. La guérilla a fait long feu. Beaucoup de jeunes admettent que 1971 fut une aventure insuffisamment préparée et très meurtrière (1). Mais le réformisme répond à la censure gouvernementale. « Le gouvernement n'a toujours pas de politique de la jeunesse », affirme M. Kumar Rapsinghe, le gendre de Mme Bandaranaike, bien placé pour en parler puisqu'il dirige le Conseil national de la jeunesse. Mais, après avoir fait libérer la majorité des personnes arrêtées lors du soulèvement, le régime se donne bonne conscience. Il invite même les journalistes à visiter les derniers camps de réhabilitation de jeunes, hier « fourvoyés », se familiarisant maintenant avec l'agriculture. La Cour spéciale qui les a jugés estime qu'elle a fait du bon travail. Elle n'a pas le pouvoir de prononcer des peines capitales (treize jeunes ont cependant été condamnés à mort par un tribunal ordinaire, la sentence n'a pas été exécutée). Aussi, le chef du Janatha Vimukthi Peramuna, le Front de libération du peuple, Rohan Wijewardene, est-il condamné à la prison à vie. Derrière le calme apparent et la beauté de l'île vantée aux tou-

ristes, la violence est de part et d'autre, latente. Mais la politisation des étudiants n'est pas forte et semble plutôt confuse : elle ne s'est guère accentuée depuis que le Front uni de gauche est au pouvoir. La majorité des étudiants se proclament volontiers « marxistes », et, de fait, le P.C. pro-soviétique contrôle indirectement cinq ou six collèges universitaires. Mais Marx n'a pas encore été traduit en cinghalais à Sri-Lanka.

Les éléments les plus politisés ont été formés à l'étranger. Wilfred avait étudié à l'université Lounumba de Moscou, au point que le responsable du P.C. pro-chinois à Colombo se demande singulièrement s'il n'a pas été l'animateur d'un obscur complot soviétique. (Il ne s'en montre pas moins surpris par l'attitude de la Chine en 1971, à laquelle il n'a « pas d'explication franche » à donner, puisque aussi bien il fut alors arrêté, tandis que Wilfred apportait un soutien remarqué au régime de Mme Bandaranaike.) Ces événements ont pourtant clairement montré que les jeunes qui se sont soulevés contre le pouvoir étaient loin d'être tous « endoctrinés » ou « manipulés ». La pression contenue de la jeunesse ressort encore de quelques chiffres. La population ceylanaise, pour 75 %, a moins de trente ans. Les incontestables efforts, payés de résultats, en vue de maîtriser la croissance démographique — 2,3 % actuellement — n'empêchent pas l'arrivée chaque année de plus de cent mille jeunes sur le marché du travail. À la vérité, dans la catégorie des moins de trente ans, parmi eux, une forte proportion sont des diplômés. Sri-Lanka a multiplié le nombre d'enfants scolarisés : 1,4 million en 1950 ; 2,2 millions en 1960 ; 2,7 millions en 1970. Le taux de l'analphabète (25 %) est le plus élevé de l'Asie pauvre (non compris le Japon). Pour quoi faire par la suite ?

Des conseillers municipaux à vie

Face à ce défi, le gouvernement maintient deux fers au feu : d'une part il tente, grâce à l'action des coopératives rurales et de comités locaux de développement, d'insérer autant que possible les jeunes dans les circuits de production en milieu rural ; d'autre part, il s'est armé d'un appareil répressif dans un réflexe tout compte fait, défensif. La révolte de 1971 les ayant prises de court, l'armée et surtout la police ont été renforcées. L'état d'urgence reste en vigueur. Il a été de nombreuses fois invoqué pour des raisons sans rapport avec celles qui ont été données (telles que la répression : pour empêcher le renouvellement de conseils municipaux (ceux qui étaient favorables au gouvernement ont été en revanches interdits à vie) ; pour maintenir en prison des misérables venus s'installer en squatters sur des terrains publics, des trafiquants de devises, etc.). Bien entendu, l'état d'urgence permet aussi, lorsqu'il en est besoin, de mater l'opposition de droite. En avril 1974, lorsque celle-ci demanda la démission du cabinet pour protester contre la hausse des prix, Mme Bandaranaike imposa pendant vingt-huit

heures le couvre-feu dans tout le pays. L'état d'urgence a aussi servi à décourager toute velléité de protestation de la part des « trotskistes », alors qu'ils étaient au pouvoir (2). La censure a officiellement été levée en 1972. Mais des directives gouvernementales continuent d'imposer des restrictions à la liberté de publication. Faute de papier, la pagination des journaux est réduite, et leur prix a augmenté, ce qui leur a enlevé près de la moitié de leurs lecteurs. De diverses manières, le gouvernement de gauche a brisé les groupes de presse, accusés d'être réactionnaires. Les meilleurs journalistes sont contraints à l'exil. Les journaux n'ont pas le droit de faire état des activités d'organisations interdites telles que la J.V.P. « Ceci rend plus périlleuse la recherche sociologique et politique sur le phénomène de l'insurrection », note un universitaire. Les dispositions législatives permettant à Mme Bandaranaike d'invoquer des raisons de sécurité publique pour gouverner le pays de la manière qu'elle l'entend peuvent d'ailleurs être élargies à frapper à n'importe quel moment la minorité tamoule.

Un classique problème de minorité

La question tamoule est un « classique problème de minorité » (3). On craint qu'elle ne prenne l'ampleur des drames de l'Irlande du Nord ou de Chypre : un parallèle audacieux est fait par certains Tamouls avec la situation qui était celle du Bangladesh avant son indépendance. Problème tamoul ou excès de chauvinisme cinghalais ? S'il n'y a plus de planteurs britanniques — en dehors d'une poignée d'experts salariés, — si la colonie britannique compte à peine une centaine de personnes, l'influence morale et politique anglaise y reste très sensible. Qui veut-ils s'aligner, si ce n'est les Britanniques, ces Ceylannais portant veste de tweed ou blazer à croquer sur les hauteurs de Kandy, ou se livrant à des promenades pédestres matinales sur le front de mer de Colombo ? Paradoxalement, ce sont les Cinghalais, nationalistes et bouddhistes, qui exaltent d'ordinaire les vertus d'une civilisation typiquement insulaire, que ce minimalisme d'ex-colonisés affecte le plus. C'est pourtant à la suite de leur action — en particulier celle de M. Bandaranaike, qui avait fait farouchement campagne sur ce thème — qu'en 1956 l'anglais fut relégué au rang de langue étrangère. La langue officielle aujourd'hui est l'idiome de la majorité, le cinghalais. Originairement de l'Inde, formant 70 % de la population, les Cinghalais occupent une place prépondérante dans les diverses activités économiques et sociales. Vus également de la péninsule indienne, mais du pays dravidiens et à une époque plus récente, les Tamouls, qui sont hin-

doïs, la société ceylanaise est très hiérarchisée, encore que le « système des castes » y soit beaucoup moins élaboré qu'en Inde. La caste dominante est celle des Gollams, et c'est bien entendu à celle-ci qu'appartiennent les deux familles qui ont jusqu'à maintenant régné sur l'île. Qu'existe-t-il de commun entre les Bandaranaike et les ouvriers « tamouls indiens » des plantations de thé, dont la situation a peu évolué depuis la colonisation ?

Sous-alimentés, souffrant de malnutrition, endettés, ils n'ont pour horizon que les pentes rocées et vides des champs de thé et la cabane du boutiquier-usurier. Ne possédant aucun lopin de terre, ils consacrent la majeure partie de leur revenu inférieur de moitié à celui des ouvriers des zones urbaines à l'achat de nourriture et d'alcool. L'un d'eux, âgé de quarante ans mais en paraissant cinquante, nous explique qu'il travaille depuis vingt-neuf ans sur la plantation. Sa femme est décédée de maladie avant trente ans ; elle a laissé cinq enfants. Il ne gagne que 90 roupies par mois (5) pour dix-huit jours de travail en moyenne. Sa nourriture : du riz, des galettes, mais pas de lait ni de viande.

Déportation de masse

Les heurts entre communautés ont donné lieu à plusieurs reprises dans le proche sous-continent à de massifs mouvements de population. Estimant sans doute qu'il valait mieux prévenir qu'guérir, Colombo, d'un commun accord avec l'Inde, a décidé en 1964 de renvoyer en quinze ans dans leur pays d'origine six cent mille apatrides « tamouls indiens ». Trois cent soixante-quinze mille autres devraient simultanément recevoir la nationalité ceylanaise. Cet accord fut signé par Mme Bandaranaike et l'ancien premier ministre Shastri sans d'ailleurs que les intéressés aient été consultés à son élaboration. Or il n'est guère appliqué. En onze ans, cent soixante-dix mille Tamouls seulement ont regagné leur pays d'origine. Quatre cent mille ont au total demandé à partir. Les dirigeants tamouls qualifient cette entreprise de « déportation de masse ». Les Ceylannais occupent-ils les emplois « dégradés » laissés vacants ? Toutes les mesures d'apaisement prises en ce qui concerne la langue, l'éducation, l'emploi n'enlèvent pas aux Tamouls leur complexe de minorité brimée. Il est symptomatique qu'ils aient créé un mouvement politique, le parti fédéral, et qu'un Front tamoul se soit formé pour défendre leur droit d'être Ceylannais à part entière. Le rapporteur du Minority Rights Group de Londres, M. Walter Schwartz, souligne la détérioration des relations communautaires. Il écrit : « Il serait malheureux que les responsables attendent que les bombes explosent et que les prisons se remplissent à nouveau avant de reconnaître que les Tamouls ont besoin de se voir garantir leur place dans l'avenir de l'île. » Les signes d'une tension croissante — notamment des actes de sabotage — sont sensibles.

Membre du parti gouvernemental, le maire de la ville de Jaffna, capitale traditionnelle de la région des Tamouls, a été assassiné récemment par de jeunes nationalistes qui l'accusaient d'être un traître à leur cause. Les autorités ont, d'autre part, saisi un livre « inflammatoire », les Tamouls ont besoin d'une nation. Les Tamouls ont perdu confiance en Colombo depuis qu'en 1972 fut votée une Constitution qui ne leur reconnaît pas le statut de minorité nationale. Jusqu'à maintenant, l'opposition tamoule se manifestait principalement sur le terrain parlementaire et syndical. L'état d'urgence, qui interdit tout mouvement de désobéissance civique, permet au pouvoir de jeter en prison ceux qui ne se contentent pas de l'ordre cinghalais. L'une des plus fortes personnalités tamoules, M. E. Thondaman, président du Ceylon Workers Congress, syndicat des ouvriers des plantations, nous a déclaré : « Le gouvernement prétend faire du socialisme, mais l'état-providence ne profite qu'aux Cinghalais. L'unité nationale est une condition essentielle du développement, et l'unité, cela signifie égalité pour les Tamouls. »

Prochain article :

« LA POLITIQUE
C'EST LE RIZ »

- (1) Cf. « Ceylan, naissance d'une révolution », par J. Decroix, le Monde daté 16-17, 18 et 19 juin 1971, et « The Ceylon Insurrection », par Fred Halliday, dans Exploitation in a Subcontinent, Penguin Book.
- (2) Le Monde du 29 février-1^{er} mars.
- (3) L'expression est utilisée dans le rapport The Tamils of Sri Lanka, publié par le Minority Rights Group, Benjamin Franklin House, 35, Craven Street, Londres, WC2 2 W 5 NG.
- (4) « Ceylan après la révolution bouddhiste », par J. Decroix, le Monde daté 27-28 et 29 janvier 1970.
- (5) Une roupie ceylanaise : 0,25 F.

سكنا في الامل

ASIE

Chine

TOUT EN POURSUIVANT SA CAMPAGNE CONTRE M. TENG HSIAO-PING

La presse étend ses attaques à une « clique » favorable à la « voie capitaliste » et disposant de « grands pouvoirs »

M. et Mme Nixon sont arrivés, dimanche 29 février, à Los Angeles à bord de l'appareil mis à leur disposition par le gouvernement chinois. Remise discrète à l'issue d'une visite de neuf jours en Chine dont les milieux officiels souhaitent que M. Nixon rende compte à Washington d'une manière ou d'une autre.

Selon ses amis, M. Nixon n'envoierait pas de revenir sur la scène politique avant au moins un an. Néanmoins, l'ancien président pourrait, dans un délai relativement court, faire d'autres voyages à l'étranger, et répondre, notamment à une invitation du chah d'Iran.

Pékin. — Le réquisitoire le plus violent, le plus précis aussi à ce jour, contre M. Teng Hsiao-ping a été dressé, dimanche 29 février, par le *Quotidien du peuple*. L'article, signé par deux commentateurs du journal du parti, M. Liang Hsiao et Jen Ming — ce qui en souligne la gravité — ne cite pas nommément le vice-premier ministre, mais il le désigne sans la moindre équivoque. Parmi les propos reprochés à l'individu qui au sein du parti suit la « voie capitaliste » et se révèle « incorrigible », figurent, en effet, les célèbres paroles prononcées, rappelés-les, en juillet 1962 par M. Teng Hsiao-ping : « Blanc ou noir, le bon chat est celui qui attrape les souris ».

Stoffant le dossier d'accusation, les commentateurs du *Quotidien du peuple* remontent aux années antérieures à la libération. « Dès l'époque de la guerre anti-japonaise, écrit-ils, ce personnage a l'intérieur du parti poussé à la coopération entre toutes les classes et préchant le capitalisme ». En 1957, à l'époque du mouvement de généralisation des coopératives paysannes, le même individu aurait « publiquement prétendu qu'il ne fallait plus insister sur la lutte de classes ». Un an plus tard, lors du lancement du « grand bond », en avant, il aurait soutenu le même point de vue, ajoutant que « l'essentiel était la lutte entre les méthodes ». Non seulement pendant la révolution culturelle, il aurait été l'homme de Liu Shao-chi, mais « sa nature capitaliste n'a pas changé » et aujourd'hui encore « il est bien à la ligne révisionniste de Liu Shao-chi et de Lin Biao ».

Le *Quotidien du peuple* ne se limite pas à ce dossier d'accusations personnelles, mais introduit la notion de « clique engagée sur la voie capitaliste et actualisée au pouvoir ». Cette « clique » est accusée d'avoir défendu la pensée et la parole du président Mao pour lancer le mot d'ordre révisionniste « prendre les trois directives comme une » pour mettre sur la route du développement économique national. Cette manœuvre est dénoncée comme l'« écran de fumée » derrière lequel les dirigeants révisionnistes ont lancé une contre-attaque en vue de régler leurs comptes, agissant pour « la bourgeoisie contre le prolétariat ». De nombreuses accusations déjà apparues dans les journaux muraux des universités ou dans de précédents articles sont reprises par les commentateurs du *Quotidien du peuple*, notamment celles d'avoir cherché à « diviser le comité central », d'avoir attaqué le président Mao et sa ligne révolutionnaire, d'avoir semé la discorde entre le parti et les intellectuels, entre les cadres jeunes et d'âge mûr en critiquant l'ascension trop rapide des premiers, d'avoir prôné le recours à l'aide de l'étranger, d'avoir soutenu des méthodes de développement équivalent à des types de modernisation impérialiste ou social-impérialiste, etc.

En Chine, la campagne contre la « déviationisme de droite » se développe. Des affiches dénonçant les « dirigeants engagés sur la voie capitaliste » sont apparues, lundi 1^{er} mars, dans les rues de Pékin, alors que jusqu'à présent elles étaient placardées dans les universités. A Canton, indiquent des voyageurs, certaines affiches critiquent Chou En-lai, qui avait favorisé la réhabilitation de M. Teng Hsiao-ping. Il y aurait eu des rixes entre les auteurs des affiches et des partisans de l'ancien premier ministre.

De notre correspondant

page de l'organe officiel du parti. Ce parallélisme se poursuivra-t-il et le nom de M. Teng Hsiao-ping, apparaît depuis quelques jours sur les journaux muraux, sera-t-il prochainement cité par le *Quotidien du peuple* ? La clarté et la précision de l'article publié dimanche ont été un peu de son importance à cette question. L'essentiel est-il vraiment qu'un nom soit officiellement cité dès lors qu'une ambiguïté ne subsiste plus sur la principale personnalité en cause ?

Deux questions plus graves se posent. La première est de savoir si les accusations vont se préciser contre d'autres personnes que M. Teng Hsiao-ping. Certains responsables régionaux ont déjà été critiqués par des *dazibao* en province, mais le nombre de ceux qui se sont compromis depuis l'automne en cautionnant des formules aujourd'hui condamnées est considérable. On remarquera au

(1) Selon certaines rumeurs, il aurait été nommé ministre de la défense par intérim. En fait, Chine nouvelle l'a seulement présenté samedi comme vice-premier ministre et membre du bureau politique. (N.D.R.)

ALAIN JACOB.

Cambodge

PÉKIN ET HANOI
CONDAMNENT LES « RAIDS AMÉRICAINS »
CONTRE SIEM-REAP

La mystérieuse affaire du bombardement, le 25 février, de Siem-Reap, ville située dans le nord du Cambodge, provoque de nombreuses réactions en Asie (cf. le Monde du 23 février). Les Américains ont, pour leur part, qualifié de « sidende » l'information selon laquelle plusieurs de leurs avions ont attaqué le Cambodge.

La presse de Pékin condamne, lundi 1^{er} mars, « les raids aériens barbares américains » et, citant Radio-Pnom-Penh, écrit que lors d'un meeting tenu dans la capitale du Cambodge, « dix mille représentants des forces armées ont exprimé leur détermination d'écraser tout complet agresseur tirant par l'impérialisme américain et ses laquais ». Hanoi affirme de son côté que les États-Unis et la Thaïlande sont responsables de l'attaque aérienne ; un communiqué du ministère des affaires étrangères ajoute que Washington ne sert que l'association des nations de l'Asie du Sud-Est et pour saper et diviser les forces révolutionnaires de la région » et soutient « les révolutionnaires cambodgiens » vivant en Thaïlande. Radio-Saigon a, pour sa part, diffusé une violente diatribe anti-américaine.

Le premier ministre thaïlandais a affirmé qu'aucun avion américain n'avait décollé de son pays en direction du Cambodge. Pnom-Penh avait affirmé qu'un F-111 avait participé au raid, on fait remarquer à Bangkok qu'aucun avion de ce type n'est basé dans le royaume. (A.F.P.)

Thaïlande

UN MOIS AVANT LES ÉLECTIONS

Le secrétaire général du parti socialiste a été assassiné à Bangkok

De notre correspondant

Bangkok. — La violence qui caractérise de plus en plus la vie politique thaïlandaise, en février, des bombes ont été lancées contre le parti de centre-gauche des Forces nouvelles ; un des assaillants a été tué par ses propres bombes ; un autre, blessé, a été placé sous surveillance à l'hôpital. Le vice-premier ministre, le général Prasanna, a dit que le parti des Forces nouvelles était sans doute l'auteur de l'attentat. Celui-ci a été condamné par le premier ministre, M. Kuriat Prachin, qui est aussi ministre de l'Intérieur. Mais, quelques jours plus tard, c'était au tour d'un responsable étudiant d'être assassiné.

À début de l'année, un député des Forces nouvelles avait été tué de sang-froid. En 1975, un certain nombre de dirigeants paysans de la province septentrionale de Chiang-Mai étaient eux aussi tombés sous les balles de l'armée. Dans le sud, les forces de l'ordre ont été accusées de s'être livrées à plusieurs massacres de civils. La liste ne s'arrête pas là ; elle risque d'allonger encore avant le scrutin prévu pour le 4 avril. À moins que certains militaires, qui ont tenté la semaine dernière de fomenter un coup d'état, ne se décident à le pouvoir comme on le craint dans les autres pays de la région.

PATRICE DE BEER.

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Sud

LE FONDATEUR DU PARTI SOCIALISTE SUD-CORÉEN et son porte-parole ont été respectivement condamnés à six et dix-huit mois de prison par un tribunal de Séoul. M. Kim Chul et Lee Young-Shil ont été reconnus coupables d'avoir violé la loi contre le communisme en fournissant aux journaux le texte de l'acte d'accusation dirigé contre M. Park In-Mok, président du comité exécutif du parti, arrêté pour avoir fait en 1974 des remarques déshonorantes au sujet du président Park. — (A.F.P.)

Finlande

APRÈS DIX-SEPT JOURS DE GRÈVE, les six mille policiers doivent reprendre le travail les 1^{er} et 2^e mars. Ils ont finalement accepté, selon l'accord collectif cadre, d'une augmentation de salaires de l'ordre de 110 marks par mois (environ 130 francs), contre les 1 000 marks revendiqués. En revanche, les revendications concernant notamment les horaires de travail et l'âge de la retraite pourront être réglées à part d'ici le mois de juillet. — (Corresp.)

Islande

LA GRÈVE GÉNÉRALE DE DOUZE JOURS est terminée en Islande, et le travail a repris le 1^{er} mars. Selon un accord cadre, signé le 28 février, les bas salaires seront augmentés, au total, de 30 % et les autres de 25 % en quatre tranches trimestrielles ; l'inflation a été de 43 % en 1975. — (A.F.P.)

Maroc

LE ROY HASSAN II a accueilli le dimanche 29 février l'impératrice d'Iran, a annoncé l'agence M.A.P. La chahbanou est accompagnée du premier ministre iranien, M. Abbas Hoveida, du ministre du plan et des finances, M. Abdolmohid Majidi, et du P.D.R. de la Compagnie pétrolière iranienne, M. Eghbal. — (A.F.P.)

Soudan

LE GOUVERNEMENT SOUDANAIS a accusé, le dimanche 29 février, l'Éthiopie d'avoir violé à plusieurs reprises, depuis mars 1975, l'espace aérien du Soudan, et d'avoir lancé des attaques aériennes contre des biens et des citoyens soudanais, blessant huit personnes dont un enfant. — (A.F.P., Reuters.)

LE SOCIALISME POUR LA FRANCE

500^e mille

Notre monde est à l'épreuve.
Les communistes proposent de remettre la France sur ses pieds.
Le socialisme pour la France, c'est ce rêve utopique ou une réalité pour demain ?
Une voie démocratique au socialisme, le socialisme aux contours de la France, la socialisme et la liberté.
C'est à ces questions que répond ce livre.
Ses idées s'ouvrent sur la vie.

éditions sociales.

1 volume très illustré noir et couleur : 3 F.

cet homme est peut-être chauve.



Elle ne le sait pas.

Les chevelures additionnelles BRIDGECAP ont le même aspect que les cheveux de cet homme. Naturels et brillants. Dans la vie, dans la rue, à la plage... elles ne se remarquent pas.

Depuis la prise d'empreinte jusqu'au montage, (à la main) tout est réalisé dans nos services avec la plus grande précision (au millimètre près) y compris la tresse en cheveux destinée à empêcher ceux de la prothèse de passer en dessous. Les cheveux employés sont absolument naturels jusqu'à dans leurs couleurs.

Nos prothèses sont garanties 1 an.

Les coiffures additionnelles BRIDGECAP, pour hommes et pour femmes, sont vraiment la haute couture de la prothèse. Crédit personnalisé sur demande. Resserrages toutes marques. Un accueil souriant, confidentiel et compétent. Le premier entretien, gratuit, est sans engagement de votre part.

INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGECAP

Tous les jours de 11 h à 20 h et le samedi de 9 h à 13 h.

* Si vous avez seulement des problèmes de cheveux, l'INSTITUT CAPILLAIRE vous propose une gamme de soins appropriés. Pensez-y.

75008 PARIS - 116 bis, Champs-Élysées - (1) 225.59.49
13001 MARSEILLE - 54, rue de Rome - (91) 33.21.50
44000 NANTES - 11, rue Boileau - (40) 71.74.55
35000 RENNES - 25, rue de la Monnaie - (99) 30.16.88

AG-EN-PROVENCE/ANGERS/CLERMONT-FD/LOUVAIN/MAIRIE/MARSEILLE/MONTPELLIER NANTES/NICE/PARIS/RENNES/TOULON/TOURS

MONDIAL MOQUETTE
LE PLUS GRAND SOLDEUR DE MOQUETTE
VOUS PROPOSE

SUPER VELOURS MOQUETTE

BOUCLEE

disponibles en six magnifiques coloris

32,50 F le M²

15 F le M²

GRANDE LARGEUR

APPORTEZ VOS DIMENSIONS

MOQUETTE STRUCTUREE

MOQUETTE DECOREE

ICI EN OFFRE

une qualité exceptionnelle à un PRIX TRÈS BAS

39 F le M²

29 F le M²

IMBATTABLE à Qualité égale

DISPONIBLE EN 5 COLORIS MODERNES

OUVERT :

1^{er} Mar. Mar. Ven. 9 h à 21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h à 20 h.

SAINT-DENIS : 73, rue de la République. Tél. : 820.92.93

BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur - 5^e arr. Pte des Lilas. Tél. : 858.18.45

BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni. Tél. : 605.45.12

CORNIÈRES (N. 10), près Trappes : route du Pont-d'Antenne. Tél. : 461.70.12

FOSSÉS SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fossés. Près gare S.N.C.F. Tél. : 471.03.44

MAISON-ALFORT : 129, rue Jean-Jaurès - R.N. 5. Tél. : 388.44.70

SARCELLES : 28, av. Division-Leclerc - R.N. 16. Tél. : 990.00.77

PARIS 13^e : 40, quai d'Amsterdam. Face gare d'Amsterdam. Tél. : 351.72.38

PARIS 14^e : 50, bd Jourdan. 50 m. Porte d'Orléans. Tél. : 539.38.52

PARIS 18^e : 144, pl. de La Vierge. M^o Colonel-Fabien et J.-Jaurès. Tél. : 203.00.79

PARIS 18^e : 114, rue DAMREMONT. Tél. : 606.05.73

DANS LES CANTONS OÙ LA MAJORITÉ EST ABSENTE

Le P.S. refuse de retirer ses candidats
opposés aux sortants communistes

Le parti socialiste a répondu négativement dimanche 29 février à la proposition de M. Georges Marchais, qui lui avait demandé de retirer ses candidats dans les cantons où l'élu est un communiste et où la majorité ne présente pas de candidat. En échange, le P.C. acceptait de retirer les propres candidats « dans un nombre équivalent de cantons où l'élu actuel est un socialiste » (le Monde du 25 février).

Dans une lettre adressée au P.C. M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., écrit :

DANS LES CABINETS
MINISTÉRIELS

● M. Jean-Louis Berthet, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est nommé conseiller technique au cabinet de M. Jean de Lipkowski, ministre de la coopération.

« Nous retons avec intérêt que vous reteniez pour cette circonstance l'idée d'une candidature commune de nos partis, dès le premier tour. Nous vous remercions que nous l'avions souhaité lors d'élections antérieures afin de donner un caractère exemplaire au combat de l'union de la gauche. »

« Mais votre proposition se présente de façon différente. Outre qu'elle concerne un petit nombre de cantons, elle nous a été soumise alors que la campagne électorale était engagée et les candidatures connues. Elle aboutirait, de ce fait, à interdire au corps électoral toute possibilité de choix. »

« En l'état actuel des choses, il semble donc conforme à l'usage et au pluralisme de nos organisations que les candidats de nos partis affrontent séparément le suffrage universel, à plus forte raison lorsqu'il n'y a aucun risque d'élection d'un candidat de la droite. »

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C., juge « préoccupante », dans une déclaration publiée par l'Humanité lundi 1^{er} mars, la réponse de M. Mitterrand. Après avoir rappelé que la proposition du P.C. « visait à déjouer une manœuvre anticomuniste grossière de la droite », il ajoute : « Le secrétaire du P.S. laisse le champ libre à cette manœuvre en feignant d'ignorer la situation créée dans un certain nombre de cantons où les forces réactionnaires ont décidé de soutenir ouvertement le candidat socialiste contre l'élu communiste sortant. Il s'agit d'essayer de réduire encore la représentation d'un électeur communiste déjà scandalisé par l'impunité des charcutages électoraux de Pompidou. (...) L'attitude du parti socialiste choque tous ceux qui veulent renforcer l'union de la gauche, en faisant une alliance de combat contre les forces réactionnaires. »

M. MITTERRAND : le P.S.
respecte les accords de
l'Union de la gauche.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., s'est rendu, samedi 28 février, à Bruyères-Artois, pour soutenir le candidat socialiste dans un canton dont le titulaire sortant est Mme Denise Lesieur (P.C.F.). M. Raymond Dumont, membre du comité central, secrétaire de la fédération communiste du Pas-de-Calais, a adressé à M. Mitterrand, à cette occasion, une lettre dans laquelle il note : « Permettez-moi, camarade, de vous dire avec gravité et esprit de responsabilité que, en cautionnant de votre présence et de votre autorité l'opération qui consiste à essayer de battre un candidat communiste, vous n'ouvrez pas au nécessaire rassemblement des forces de gauche : vous portez un mauvais coup à l'union. » Dans son allocution, M. Mitterrand s'est contenté de répondre : « Le parti socialiste se comporte dans cette campagne électorale conformément aux accords passés entre les partenaires de l'union de la gauche. » — (Corresp.)

Les GAM appellent à voter pour la gauche

Les Groupes d'action municipale ont tenu, samedi 28 et dimanche 29 février, le douzième rencontre nationale à Gournieux (Oise), la troisième en moins d'un an (le Monde des 27-28 mai et 12 novembre 1975). Le collectif national a été reconduit à l'unanimité. Quatre grands thèmes avaient été retenus pour les débats : information et démocratie locale ; éducation, formation permanente et culture ; les services collectifs ; urbanisme, environnement et cadre de vie. Les textes ainsi élaborés doivent être complétés par les militants de base des GAM, avant d'être soumis, le 10 avril prochain, à la ratification du collectif national.

Pour une campagne
longue et claire

Une longue discussion a été consacrée à la préparation des élections municipales. Elle a opposé les GAM partisans d'une participation active du mouvement à la gestion des communes (comme de celui de Grenoble) à

ceux pour qui, « tout pouvoir étant pépé, il faut se consacrer aux luttes » (GAM de Maurepas). La synthèse des deux positions a été réalisée par un texte dans lequel les GAM estiment que l'accès au pouvoir local peut présenter un intérêt pour eux s'il leur permet d'atteindre leurs objectifs de fond, s'agissant du cadre de vie en particulier. Mais « la façon d'y accéder n'est pas neutre » : les GAM souhaitent participer à des alliances électorales avec l'ensemble des forces de gauche, signataires du programme commun ou non, et « concluant avec la population un contrat public local ». La campagne pour les élections municipales, estiment-ils, doit être longue et claire. Elle s'ouvrira, en ce qui concerne les GAM, lors de leur prochaine rencontre nationale, les 15 et 17 octobre prochain. Aux élections cantonales, ils appellent à voter en faveur des candidats de gauche et constatent que ces élections « sont bien politiques (...) car les conseillers généraux peuvent intervenir dans divers domaines qui intéressent la vie quotidienne », bien qu'ils soient placés « dans la dépendance du pouvoir central et de son représentant le préfet ».

Lundi 1^{er} mars, dans le Nouvel Observateurles chemins
du savoir

le dossier de l'éducation

les parents face au système scolaire
les élèves face à leurs études
les professeurs face à leur condition.

UN GRAND DOSSIER
DU NOUVEL
observateur
QUE CHAQUE FRANÇAIS DOIT LIRE

en vente chez votre marchand de journaux

صلى الله عليه وسلم

La préparation des élections cantonales

POLITIQUE

CORREZE : bataille pour deux majorités présidentielles

GARD : la gauche enracinée

Tulle. — Il faudrait une poussée extraordinaire pour que l'on assiste à un renversement de majorité au conseil général. Ce jugement porté par M. Franchère, député communiste de Tulle, reflète un sentiment très largement partagé en Corrèze. Certes, M. Jacques Chirac, lui-même renouvelable à Meymaz, ne décline la présidence du conseil général qu'avec 17 voix sur 30, et cette faible marge avait laissé espérer à y a quelques mois un renversement de tendance. La gauche, qui à l'élection présidentielle de 1974, avait réuni sur le nom de M. Mitterrand plus de 55,5 % des voix, estimait que l'occasion était venue de confirmer cette primauté dans le département aux élections cantonales. Presque plus personne aujourd'hui n'y croit vraiment. Et M. Franchère a affirmé même : « C'est M. Chirac qui a lui-même fait croire au danger pour utiliser sa victoire comme preuve qu'il est capable de remonter le courant et qu'il pourra de même gagner les législatives en 1978 ».

La marge demeure cependant bien faible, et dans le groupe des quinze cantons soumis cette année à renouvellement, la majorité doit défendre neuf sièges sur les dix-sept qu'elle possède dans l'ensemble du département, alors que les communistes n'en remportent que six sur trois, les socialistes un sur trois, les radicaux de gauche le seul qu'ils possèdent et, enfin, M. Jean Charbonnel, classé dans l'opposition, son propre mandat à Brive-Nord.

La campagne s'est brusquement animée, il y a quelques semaines, lorsque M. Chirac a décidé de venir passer chaque week-end dans son département, mais cela n'a pas provoqué pour autant une mobilisation de la gauche. Communistes et socialistes poursuivent leur action dans chaque canton sans concertation, sans même se rencontrer, l'ambition de chaque représentant de l'union de la gauche étant de distancer l'autre. Ainsi, aucun contact n'a eu lieu entre les responsables des fédérations socialistes et communistes depuis plusieurs semaines, sinon pour régler quelques incidents survenus entre leurs candidats. En fait, comme le dit M. Denisot, secrétaire fédéral du parti socialiste, candidat contre M. Charbonnel, « l'union de la gauche », plus que jamais, est compromise. Les communistes, par ailleurs, ont leur ouverture sur le plan local. L'union du peuple de France est une occasion pour eux de minimiser l'importance du parti socialiste. Les communistes, en attaquant violemment M. Chirac, le valorisent. »

M. Franchère, député communiste, répond — à distance — qu'il ne comprend pas que les maires socialistes reçoivent le premier ministre ou participent à ses réunions — alors que la même accusation est lancée par les socialistes contre certains élus communistes — et il reproche aux socialistes et aux radicaux de gauche de s'être abstenus lors du vote du budget départemental au conseil général, alors que les élus communistes votent contre. Il ajoute : « Nous, nous combattons Jacques Chirac sur tous les terrains et en permanence. »

Les adversaires du premier ministre, qu'ils appartiennent à la gauche ou qu'ils soient inspirés par M. Charbonnel, l'accusent de faire flèche de tout bois. Ils lui reprochent aussi bien d'adresser des lettres personnelles à tous les électeurs que de distribuer généreusement décorations, subventions, bâtiments scolaires et chemins vicinaux, et de ne pas se préoccuper de la santé politique de ses partisans pour qu'ils votent pour lui au conseil général et qu'ils approuvent la politique du président de la République. D'ailleurs, M. Chirac ne cache pas la couleur : les affiches des candidats qu'il soutient portent aussi sa propre photo avec la mention « majorité présidentielle ». Aussi les accusations de M. Charbonnel sont-elles à la fois empreintes de contradiction et d'humour involontaire lorsqu'il affirme : « On assiste à une résurrection de l'état d'U.D.R. accompagnée d'une complicité de la presse locale. Or, il est vrai que le Délégué du Midi n'attaque jamais M. Chirac, si la montagne et Centre-Press, et la propriété est M. Robert Hersant, parlent beaucoup du premier ministre, leur lecture prouve que les autres candidats ne sont pas ignorés pour autant. »

De notre envoyé spécial

Le but de rassembler les « gaullistes de progrès ». Après le refus du maire de Brive, M. Chirac s'est donc réorganisé à soutenir M. François Montali, adjoint de M. Charbonnel à la mairie, doyen des candidats et vieux militant radical traditionnel, cordial et dévoué. Samedi 26 février, M. Chirac a même tenu dans un grand hôtel de Brive une réunion de soutien à laquelle assistaient un millier de Brivistes. Si le premier ministre s'est gardé de toute attaque contre son ancien « compagnon », assurant seulement qu'il est impossible de se situer dans une sorte d'ailleurs introuvable sans s'engager avec les uns ou avec les autres, M. Montali a, en revanche, été applaudi lorsqu'il a proclamé : « M. Charbonnel a choisi la même voie que les communistes, l'opposition. Ces derniers, par le vote de M. Franchère, remarquent simplement : « Nous avons noté avec intérêt que M. Charbonnel n'avait pas appelé à voter pour Giscard. Son évolution prouve qu'il existe une large possibilité de rassembler les opposants au pouvoir. Nous ne voulons pas trahir cette évolution qui nous paraît intéressante. » En revanche, son adversaire socialiste, M. Denecker, ancien militant du P.S.U., se souvient que « M. Charbonnel, entouré de barbouzes, a longtemps incarné l'état d'U.D.R. et pendant quinze ans toutes les énergies de la gauche ont été tendues contre lui. D'ailleurs il n'a toujours pas signé le programme commun. Nous refusons une résurrection de « cartel des non. »

Si l'ambition des socialistes est de dépasser à Brive les communistes au premier tour, celle de la majorité est de contraindre M. Charbonnel à compter avec les voix de M. Montali au second tour s'il veut conserver son siège. Mais, pour cela, il devrait au préalable préciser quelle serait son attitude pour l'élection du président du conseil général. Pour le moment, il demeure prudent en déclarant, comme il l'a fait vendredi 27 février, au cours d'une conférence de presse : « Le moment venu, l'élus, en homme libre et en toute conscience, fera son choix. Il ne s'agit pas d'un plébiscite. Certes, mon choix est intimement lié. Je n'ai pas à le dire aujourd'hui pour tomber dans le piège que voudrait me tendre la majorité présidentielle. »

Plus fondés sont les espoirs de M. Chirac de voir à l'œuvre le siège qu'elle détiend à Brive-Sud, où M. Labrunie, radical de gauche,

ancien maire, a dû renoncer à se présenter. Ici aussi, c'est un adjoint de M. Charbonnel à la mairie, M. Raymond Lacombe, issu du M.R.P., qui porte les couleurs de la majorité présidentielle aux côtés de M. Dignac, radical valaisien, qui posséderait — dit-on — de nombreuses amitiés dans la franc-maçonnerie, influente en Corrèze, et de M. Bardon, candidat indépendant et beau-frère du ministre des finances, M. Fourcade. L'opposition met autant de monde en liste avec M. Boissier, conseiller municipal de Brive, président de l'U.I.P. du Limousin, qui défend les couleurs de M. Charbonnel, avec M. Cattaui, candidat des socialistes et des radicaux de gauche, et surtout avec M. Chaminede, secrétaire de section du parti communiste, qui peut s'appuyer sur deux municipalités communistes de cantons.

Si Brive-Sud peut offrir un siège supplémentaire à la majorité, l'enjeu de la consultation se déroule aussi ailleurs, au chef-lieu du département et dans des cantons plus ruraux.

Au dire des experts départementaux, la majorité devrait conserver les sièges de Brive, de Brive-les-Orques, d'Egletons, où le docteur Crouzet, socialiste, et M. Spinasse, qui se retire de Lubersac, de Mercœur, de Meymaz, où M. Chirac est candidat ; de Meyssac, où le conseiller sortant est M. Charles Beyrac, député suppléant de M. Charbonnel, avec qui il a rompu. Le parti communiste devrait conserver sans grande difficulté les cantons de Tulle-Nord et de Vigoules. A Sellach, face au sortant communiste, la majorité n'a pas prévu de candidat pour laisser plus de chances à M. Vignatier, ancien député suppléant de Jean Montali, jadis maire de Tulle et qui représente bien ces socialistes corréziens dont l'adversaire principal a toujours été le parti communiste. Il y a six ans, M. Vignatier avait été battu de peu par le candidat communiste et, en 1973, M. Franchère (communiste), élu à son tour, avait été battu de peu.

A Sornac, où se trouve le seul siège socialiste renouvelable, M. Bernard Coutaud avait succédé, en 1971 — devant à vingt et un ans le plus jeune conseiller général de France — à son grand-père, décédé, mais il n'avait distancé le candidat communiste que d'une seule voix. Depuis lors, ses positions, beaucoup plus jeunes conseiller général de France, ont été de plus en plus faibles. Dans ce canton, M. Bachellerie, qui court frénétiquement sa chance dans les élections corréziennes, a choisi cette fois-ci l'étiquette des démocrates indépendants de gauche, et il a reçu le soutien du Mouvement des démocrates de M. Robert Mouty, que M. Chirac est venu soutenir et qui a participé de 1955 à la municipalité que dirigeait M. Montali, était responsable du Secours catholique. Il affirme, aujourd'hui dans sa campagne, que l'absence d'un élu municipal tulleux aux délibérations du conseil général « sera préjudiciable à l'avancement des dossiers ».

Si l'on en juge par les visites fréquentes qu'il y effectue, c'est le canton de Saint-Privat qui préoccupe le plus M. Chirac. Le conseiller général sortant U.D.R., le docteur Joseph Barbal, ayant dû subir une grave opération, avait décidé de ne pas se représenter. Mais devant les risques que courait son siège, cédant à l'insistance du premier ministre, il est revenu sur sa décision et s'oppose maintenant à un candidat communiste et au docteur Denis, candidat socialiste et conseiller municipal de Saint-Privat. Dans ce canton catholique et conservateur — où les communistes adressent un appel particulier aux chrétiens — qui est passé à la majorité en 1964, le docteur Barbal bénéficie d'un réel capital de sympathie et c'est l'amitié de M. Chirac qui a permis le classement en zone de montagne de cette région enclavée à la production difficile.

Par la campagne assidue, qu'il mène à travers tout le département, M. Jacques Chirac conduit le combat moins pour son propre réélection à la présidence du conseil général que pour le succès de la nouvelle majorité présidentielle. L'enjeu des élections cantonales — sinon leurs modalités — est en Corrèze bien politique et, sur place, personne n'en doute.

ANDRÉ PASSERON.

La majorité de gauche, qui dispose actuellement de trente-deux sièges sur quarante-trois, est solennellement assurée, et la président du conseil général, M. Gourdon (P.S.), maire de Vauvert, ancien député, qui se représente dans le canton du même nom, n'est pas menacé dans sa circonscription et a toutes les chances de repasser à la tête de l'assemblée départementale.

A Nîmes-I, canton nouveau, un candidat socialiste démocrate, M. Angelo Surlanetto, patronné par M. Hintermann, secrétaire général de la fédération des socialistes démocrates et soutenu par M. Jean-Claude Servan-Schreiber, se présente contre Mme France Schwartz, P.S., et contre un candidat du P.C. Le siège de Nîmes-II, occupé par M. Toudut (U.D.R.), qui ne se représente pas, paraît devoir être pris par un conseiller municipal communiste, M. Testaferri. Un radical de gauche, M. Crac, imprimeur, se présente dans quatre cantons.

DÉFENSE

MALGRÉ LES ACCORDS CONCLUS A LONDRES

La presse américaine continue d'accuser Paris et Bonn de favoriser la prolifération des armes nucléaires

Bien que la France et la République fédérale d'Allemagne soient parmi les six pays qui ont accepté, à la demande des États-Unis, de renforcer et de restreindre les exportations de combustibles nucléaires (le Monde du 31 janvier 1976), la presse américaine continue d'accuser la France et l'Allemagne de favoriser la prolifération des armes nucléaires. Ce lundi 1^{er} mars, le New York Times reprend les accusations portées par certains membres de l'administration Ford qui reprochent à Paris et à Bonn d'avoir refusé à Londres d'abandonner leurs exportations nucléaires de traitement de combustibles nucléaires. « L'administration Ford avait proposé une interdiction de l'exportation des matériaux de traitement de combustibles nucléaires à des pays pris isolément et l'établissement de centres régionaux multinationaux placés sous contrôle international pour le traitement des combustibles. Les autres règles proposées par les États-Unis auraient interdit à des pays clients de stocker et d'accumuler le plutonium et de fabriquer des explosifs nucléaires. Elles cherchaient aussi à obtenir que ces pays placent leur industrie sous contrôle international. » Il est exact que la proposition américaine de centres multinationaux de retraitement n'a pas été retenue, mais ce n'est pas l'opposition de Paris et de Bonn que la difficulté de mettre en œuvre une telle idée qui a fait échouer cette proposition. Les Américains voudraient, semble-t-il, que tous les pays non nucléaires qui achètent des centrales atomiques fassent retraiter leurs combustibles dans des usines mul-

tinatiales. Mais ils n'ont guère fait de propositions quant à la manière dont ces usines pourraient être contrôlées, et comment on pourrait rendre obligatoire l'apport à leurs services. Paris considère que le retraitement dans de telles usines est une idée stupide, mais ne s'oppose pas à la réalisation d'usines régionales si certains pays acceptent de les financer et de les utiliser.

Trois sortes d'usines sous contrôle

Les nouvelles accusations américaines sont d'autant moins fondées que, pour la première fois, la France a accepté de se joindre à des pays signataires du traité de non-prolifération pour appliquer, désormais, à ses exportations nucléaires des règles strictes. Assurées de ces nouvelles garanties, la vente par la France d'une usine pilote de retraitement au Pakistan et une vente d'usines de retraitement et d'enrichissement par l'Allemagne au Brésil viennent d'ailleurs d'être approuvées par l'Agence internationale de l'énergie atomique qui veille au respect du traité de non-prolifération (le Monde du 28 février).

Les accords conclus à Londres entre les pays exportateurs de technologie nucléaire prévoient d'entretenir les garanties et le contrôle appliqués jusqu'à ce que les exportations de combustibles nucléaires à certain nombre de matériaux, et notamment à trois sortes d'usines : les usines d'enrichissement, de retraitement de combustibles et les usines d'eau lourde. Cela afin de multiplier les obstacles que les pays qui seraient tentés d'acheter de telles usines et d'en faire un usage militaire.

Les accords de Londres vont plus loin. Quatre principes seront désormais appliqués aux ventes de combustibles et de matériaux sensibles. Qu'ils soient ou non signataires du traité de non-prolifération, les pays clients devront assurer que les fournitures livrées ne seront pas utilisées pour fabri-

quer des explosifs nucléaires et ils devront soumettre les installations et les matières fissiles au contrôle de l'Agence de Vienne. Ils doivent aussi assurer que les installations de combustibles contre les risques de sabotage et de terrorisme. Ils s'engagent surtout à soumettre au contrôle de l'Agence de Vienne toute installation dérivée ou copiée à partir des installations qu'ils auront achetées à l'étranger. Le contrôle de l'Agence d'Énergie atomique, à son tour, leur exportera le matériel dérivé ou copié.

DOMINIQUE VERGÈSE.

Le conseil municipal de Toulouse, réuni le vendredi 27 février en séance extraordinaire, a élevé à une « pétition protestataire » contre le fait que la revue mensuelle, présidée le 11 juillet par le président de la République, aura lieu au large de Nice et non au large de Toulouse. Une délégation d'élus toulonnais doit se rendre à Tignes afin de demander à M. Valéry Giscard d'Estaing de revenir sur sa décision.

Le centre d'expérimentation nucléaire de la France aux îles de Fangataua, en Polynésie, a été fermé samedi 28 février. Tous les moyens d'essais nucléaires, aériens ou souterrains, sont désormais réunis sur l'atoll voisin de Mururoa. Le commandement a toutefois gardé la possibilité d'utiliser la piste de l'atoll de Fangataua.

M. Bertrand Jullien, animateur du mouvement information pour les droits du soldat, libéré après deux mois d'emprisonnement, a déclaré à Tribune sociale (P.S.U.), à propos de ses interrogatoires au fort de l'Est : « Si un soldat pense, nous lui insufflons ses idées ; si s'exprime, nous lui dictons ses paroles ; si s'organise, nous le manipulons. Ce n'est pas par nouvelles volontés, mais le juge Gollu est montré incapable de le concevoir autrement. »

ANDRÉ PASSERON.

Les élections interviennent alors que la physiologie politique du département de la Moselle est en train de changer profondément. Elles seront marquées par la compétition que se livrent au sein de la majorité présidentielle, gaullistes et centristes, et qui pourra faire le jeu d'une gauche en progrès. L'U.D.R. n'hésite pas, en effet, à présenter des candidats dans plusieurs cantons face à des centristes et communistes auxquels elle reproche d'avoir favorisé l'élection de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber à la présidence de la République. Elle a même, le 6 janvier dernier, la compétition entre le P.S. et le P.C.F. est aussi vive, la poussée de la gauche paraissant s'avancer surtout les socialistes, qui disposent d'une base ouvrière dans la région de Thionville.

Dans six cantons, les résultats serviront de test, car ils ne seront pas sans conséquences pour les élections municipales de 1977.

A Florange, M. Léon Arnaud, maire républicain indépendant, qui avait perdu son siège de député en 1973, face à M. Depietri, P.C., est menacé par M. Jean Frenzel, maire socialiste d'Uckange. A Thionville, trois candidats de la gauche affrontent trois candidats de la majorité. Parmi ces derniers, deux conseillers municipaux de la ville, M.M. Froelger (réformateur) et Deschriver (R.I.) aspirent à la succession du maire, M. Ditsch (centriste), vice-président du conseil général, qui commence à se retirer de la vie politique ; il ne se représente pas dans le canton de Sierck.

La gauche n'est pas mal placée également à Saint-Avold, où la majorité est démunie en raison notamment des rivalités au sein de l'U.D.R. A Pange, M. Joseph Schaff (réf.), maire de Montigny-lès-Metz, ancien député, candidat malheureux aux élections législatives de 1973, est en position difficile. Sa défaite ne manquera pas d'influer sur la préparation des prochaines municipales, et même des législatives.

A Forbach-II, le siège n'aurait pas dû être renouvelé en 1976, mais il est vacant après deux invalidations successives de l'élection de Mme Fritsch, députée réformatrice, qui retrouve son adversaire habituel, M. Bousch, maire de Forbach, ancien sénateur U.D.R. La candidature d'un médecin, M. Barthier, ex U.D.R., vient troubler cet affrontement.

A Metz-III, la campagne des municipales est ouverte par Marie Rausch (U.C.D.P.), sénateur, maire de Metz, ne peut, en effet, se permettre de perdre cette élection face à la gauche en très net progrès (33 % aux élections législatives de 1973 ; 42,9 % aux élections présidentielles de 1974). Il est à noter que l'U.D.R. a renoncé à présenter un de ses candidats contre le maire de Metz, auquel pourtant elle reproche de vouloir abattre le gaullisme dans le département.

A noter que M. René Jager, sénateur centriste, ne se représente pas à Fénétrange.

J.-C. BOURDIER.

Le numéro 5 de
CRITIQUE COMMUNISTE
est paru

Numéro spécial :
CRISE DU STALINISME

Dents Serper :
Le Parti Communiste Français
entre le réformisme et le démar-
ché.

Michel Lequenne :
Sur un prospectif de Trotsky.
Christian Leconte :
Sur la crise du stalinisme.
Dents Serper :
Le Parti Communiste Italien :
un parti « stalinien national ».

Philippe Soler, Alain Kristas :
Où vont les partis communistes
d'Europe occidentale ?

En vente à la Librairie ROUGE,
10, rue de la République, PARIS,
et les librairies progressistes.

POLITIQUE

La polémique entre le ministre de l'Intérieur et le premier secrétaire du P.S.

Le pouvoir accentue son offensive contre les socialistes

(Suite de la première page.)

Son récent voyage et sa prochaine intervention à la télévision exposent le leader socialiste à un feu roulant de critiques et d'attaques dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne sont pas toutes de bon aloi.

M. Chirac joue son jeu avec habileté et utilise un argument qui pourrait n'être pas sans por-

te lorsqu'il souligne que M. Mitterrand converse volontiers avec les dirigeants lyonnais tandis qu'il « refuse de discuter avec les représentants de son pays », mais on ne saurait en revanche ni comprendre ni appeler le comportement de M. Poniatowski.

Il est extravagant que le ministre d'Etat se permette d'évoquer le « devoir de réserve » des fonctionnaires, alors qu'il-même l'avait gravement enfreint pendant la guerre d'Algérie, et a plus récemment méconnu le principe fondamental de la séparation des pouvoirs lorsqu'il s'est permis, le 19 février, de faire connaître son avis sur le drame de Troyes. Si l'état-major, je le prononcerais sûrement le même de moi. Il est d'autre part odieux que M. Poniatowski tente d'utiliser contre M. Mitterrand l'« affaire des fuites », ce qui est une confusion non pas du ministre de l'Intérieur de l'époque, mais de ses détracteurs. M. Mitterrand, en dénonçant les « provocations » répétées dont il est l'objet, dramatisait peut-être un peu lorsqu'il affirmait : « C'est comme cela que le fascisme a commencé en Italie », mais il n'en reste pas moins que l'inquiétant comportement d'un ministre d'Etat ne peut être que l'indice d'un climat politique détestable.

Attaqués sans relâche par la majorité, les socialistes continuent de n'être pas épargnés par leurs partenaires communistes. Ceux-ci reprochent vivement à M. Mitterrand, ce lundi 1^{er} mars, de « laisser le champ libre à la manœuvre » du P.C. qui avait proposé un système de candidatures uniques de la gauche dans les cantons où la majorité ne présente aucun candidat.

Il n'est pas douteux que ce refus risque, lui et la, de faire apparaître comme des élus de la droite « les candidats socialistes qui l'emportent », mais il n'est pas moins certain qu'un P.S. en période d'ascension ne pouvait renoncer à espérer de cœur « à compter ses voix » au premier tour. C'est ce que le P.C.F. lui-même a toujours fait dans toutes les consultations, exception faite des élections présidentielles de 1965 et de 1974.

RAYMOND BARRILLON.

M. Poniatowski : des connivences d'amitié qui transgressent la loi

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a évoqué dimanche 29 février aux députés (Savoie) la déclaration faite la veille par M. Mitterrand, au cours de laquelle le premier secrétaire du P.S. avait expliqué qu'il s'était formé auprès des services compétents avant de se rendre en Algérie (Le Monde du 29 février, 1^{er} mars), et une déclaration de Mme Edith Cresson, membre du secrétariat du P.S., qui aurait indiqué au cours d'une réunion électorale, à Châtelleraut, que des fonctionnaires socialistes du ministère de l'Economie et des Finances auraient fourni des informations à M. Mitterrand.

M. Poniatowski a indiqué : « Je suis stupéfait du cynisme de ces attitudes. Elles sont contraires à l'éthique, aux traditions et aux principes de la loi selon lesquels les fonctionnaires sont tenus à la réserve et au secret des informations qu'ils tiennent. Imaginez, pour chacun de nous, les conséquences d'une délation générale, par les fonctionnaires de documents dont ils ont connaissance au fait de leurs fonctions. Ou bien M. Mitterrand et Mme Cresson affabulent et mentent en cause injuriant des fonctionnaires socialistes. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il s'agit d'un manque de délicatesse. Ou bien M. Mitterrand et Mme Cresson disent la vérité, et il faut bien reconnaître, dans ce cas, qu'il y a des gens qui manquent sérieusement au devoir de leur charge. Mais ce ne serait évidemment pas la première affaire de fuites à laquelle aurait été mêlé le premier secrétaire du parti socialiste. »

Plutôt que de recourir à des connivences d'amitié qui transgressent la loi, il serait préférable que les chefs de l'opposition, François Mitterrand à répondeur dimanche soir à Poitiers : « Nous en sommes à une proposition par jour. En 1923 ou 1924, c'est comme cela que le fascisme a commencé en Italie. Je donne un conseil, devant toutes les propositions que vous faites les oies du Capitole. Cette fois-ci, elles ont trop tardé ! »

Après avoir, à Châtelleraut, Mme Edith Cresson (candidature Mitterrand) et le député de la région de Châtelleraut, M. Poniatowski, a déclaré : « Il est bien évident qu'il existe un très grand nombre de fonctionnaires qui sont socialistes, mais qui sont aussi fonctionnaires. C'est à dire qu'ils ont commencé par M. Michel Rocard, membre de notre secrétariat national, et qu'aujourd'hui nous y a un certain nombre de conseillers économiques qui sont fonctionnaires aussi. C'est grâce à cela que le parti socialiste est devenu crédible sur le plan économique. (...) M. Poniatowski, c'est étonnant, il fait qu'un certain nombre de fonctionnaires sont parti socialiste pour dire qu'ils trahissent le devoir de réserve et que nous sommes une fable de renseignements depuis la

à l'occasion de leurs voyages à l'étranger, acceptent de recevoir une information officielle et complète des problèmes posés. Les affaires de la France sont trop sérieuses pour être traitées à partir d'informations incomplètes et disparates. »

L'AFFAIRE DES FUITES

L'affaire des fuites à laquelle M. Poniatowski fait allusion, date de 1974, lorsque M. Mendès France était président du conseil et M. Mitterrand ministre de l'Intérieur.

Les fuites en cause concernaient les délibérations secrètes du comité de défense nationale, que le teneur était, selon le commissaire de police Jean Dites et son informateur, le journaliste André Barakat, communiqué au parti communiste par certains membres du gouvernement (M. Mitterrand et M. Edgar Faure notamment). L'enquête révéla la réalité des fuites et l'identité de leurs auteurs — René Turpin, collaborateur du secrétaire général permanent de la défense nationale, et Roger Labrousse, fonctionnaire de cet organisme, — condamnés respectivement à quatre et six ans de prison. Elle montra aussi que l'affaire avait été utilisée par le réseau anticomuniste auquel appartenait Vides et André Barakat pour compromettre le gouvernement Mendès France. M. Georges Bidault, qui fut à l'époque l'un des accusateurs de M. Mitterrand, reconnaît qu'il avait été trompé.

M. Mitterrand : laissez piailler les oies du Capitole

François Mitterrand a répondu dimanche soir à Poitiers :

« Nous en sommes à une proposition par jour. En 1923 ou 1924, c'est comme cela que le fascisme a commencé en Italie. Je donne un conseil, devant toutes les propositions que vous faites les oies du Capitole. Cette fois-ci, elles ont trop tardé ! »

Après avoir, à Châtelleraut, Mme Edith Cresson (candidature Mitterrand) et le député de la région de Châtelleraut, M. Poniatowski, a déclaré : « Il est bien évident qu'il existe un très grand nombre de fonctionnaires qui sont socialistes, mais qui sont aussi fonctionnaires. C'est à dire qu'ils ont commencé par M. Michel Rocard, membre de notre secrétariat national, et qu'aujourd'hui nous y a un certain nombre de conseillers économiques qui sont fonctionnaires aussi. C'est grâce à cela que le parti socialiste est devenu crédible sur le plan économique. (...) M. Poniatowski, c'est étonnant, il fait qu'un certain nombre de fonctionnaires sont parti socialiste pour dire qu'ils trahissent le devoir de réserve et que nous sommes une fable de renseignements depuis la

M. ESTIER : contradiction

Enfin, M. Claude Estier, porte-parole du parti socialiste, a indiqué dimanche soir au micro de TF 1 :

« Au déchaînement de la majorité depuis le voyage de François Mitterrand en Algérie, il me paraît que les gros sabots de M. Poniatowski, c'est étonnant, il fait qu'un certain nombre de fonctionnaires sont parti socialiste pour dire qu'ils trahissent le devoir de réserve et que nous sommes une fable de renseignements depuis la

M. Chirac : l'union marxiste est une aventure

M. Jacques Chirac, au cours de la réunion électorale qu'il a présidée à Brive, le samedi 28 février, a notamment déclaré : « La crispation de nos portes, est essentielle que chacun se dégage. Nous avons une opposition structurée et dynamique, articulée autour de l'union marxiste, et qui peut orienter la France dans une direction qui loue le dos au maintien des libertés. Ce pacte de gouvernement est une aventure, une opération électorale, mais ce n'est pas de celle qui doit être traitée les affaires de la France. Vouloir négocier ou pactiser avec le parti communiste est une erreur. On a tout à y perdre et rien à y gagner. »

Faisant allusion au voyage de M. Mitterrand en Algérie, M. Chirac s'est dit « choqué » de son refus de s'informer « de la position de son gouvernement sur un problème essentiel », ajoutant : « Au nom de quelle conception de la démocratie refuse-t-il de discuter avec les représentants de son pays, alors que par deux fois le suffrage universel lui a refusé le droit de diriger le pays ? »

Né à Coblence

Au cours d'une conversation avec les journalistes durant son séjour en Corrèze, M. Chirac a jugé justement « choquant » un article de l'Humanité qui évoquait la naissance à Coblence de M. Valéry Giscard d'Estaing. M. Laurent Salini écrivait en effet dans l'éditorial de l'Humanité du 28 février : « Les hasards de la carrière paternelle ont fait naître M. Giscard d'Estaing à Coblence, il y retourne, semble-t-il, comme quatre-vingt-cinq ans traitent les armées royalistes prêtes à servir contre les soldats de l'an II sous des généraux étrangers. »

La Lettre de la Nation, organe de l'U.D.R., avait relevé cette phrase dans son numéro du 27 février, et avait ajouté :

DANS LA PRESSE

LE FIGARO : une campagne d'accusation en 1974.

En première page, sous la signature de M. Xavier Marchetti, et, en page 6, sous le titre « Poniatowski rappelle l'affaire des fuites », le Figaro ne met pas en doute la responsabilité de l'ancien ministre de l'Intérieur, mais il le dément et dit la vérité dans un bref commentaire au bas de l'article : « Quant aux fuites auxquelles Michel Poniatowski fait allusion, elles s'étaient produites au sein du comité de défense nationale, en 1974, François Mitterrand étant ministre de l'Intérieur sous le gouvernement Mendès France. Une campagne d'accusations avait alors été orchestrée contre lui, tendant à faire croire que le ministre de l'Intérieur traitait des secrets de la défense au parti communiste. Georges Bidault, l'un des procureurs, reconnut publiquement, quelque temps plus tard, qu'on l'avait abusé. »

LIBERATION : des attitudes nerveuses.

« Depuis le voyage présidentiel de Mitterrand à Alger, la majorité d'habitude de droite, a pris des attitudes nerveuses, multipliant les apparitions télévisées pour prouver qu'elle incarne bien le pouvoir. Elles ont une direction politique contrainte à dire « l'Etat, c'est moi ». Comme si cette évidence n'en était plus une. »

AVANT LE DÉBAT TÉLÉVISÉ DE MARDI SOIR

Le plan économique du parti socialiste au cœur du duel Mitterrand-Fourcade

Le face à face télévisé de mardi soir entre MM. Mitterrand et Fourcade sur Antenne 2 durera, en principe, 75 minutes (de 20 h à 21 h 15). Il comprendra successivement trois parties : la situation économique actuelle, le plan de relance du parti socialiste, une conclusion politique. Le programme économique présenté par M. Mitterrand le 27 janvier dernier (1) se trouvera donc au centre du débat, comme il est logique puisque c'est lui qui avait suscité les critiques de M. Fourcade, le 7 février (2), et la réplique en forme de défi — quatre jours plus tard — de M. Mitterrand, qui jugeait non fondés les propos du ministre.

De fait, le ministre de l'économie et des finances, après avoir insisté que le parti socialiste avait « omis de chiffrer » ses propositions, avait lui-même évalué leur coût à quelque 140 milliards, alors que les experts de M. Mitterrand les chiffrèrent à 65 milliards (ou 62, selon la façon de compter). Parallèlement, M. Fourcade affirmait que ces dépenses n'étaient compensées qu'à concurrence de 20 milliards par des recettes, alors que le plan exposé par M. Mitterrand le 27 janvier était couvert à plus de deux tiers par des impôts et un emprunt d'Etat.

Le débat télévisé permettra, espérons-le, une discussion claire sur le sujet. Pour le suivre plus facilement, on trouvera ci-dessous, classées par catégories, le détail des dépenses et des recettes proposées par le P.S. pour relancer l'économie française.

Toutes les dispositions de ce plan ne figurent cependant pas dans le tableau. Pour deux raisons :

1) Certaines des propositions faites pour 1976 n'ont pas d'incidence budgétaire ; elles ne sont donc pas récapitulées dans le tableau. Il en va ainsi de l'interdiction de tout licenciement sans reclassement préalable, du bio-

2) Le plan en trois étapes exposé par M. Mitterrand débordait largement l'année 1976, puisqu'il portait jusqu'en 1980. Parmi les nombreuses réformes de structures qu'il prévoit, figurent les nationalisations inscrites au programme commun de la gauche, une réévaluation des bilans, une politique de restructuration industrielle (assurant le développement prioritaire des secteurs de l'énergie, de l'informatique, de l'électronique, de l'automobile, de la construction mécanique et des machines-outils, des chantiers navals, de l'aéronautique, de la chimie lourde, de la pharmacie et du secteur alimentaire), une incitation à la création d'entreprises nouvelles, une suppression des aides à fonds perdus aux entreprises (qui seraient remplacées par des prises de participation au capital par les collectivités territoriales et la Banque nationale d'investissement à créer), une réforme de la Sécurité sociale (avec fiscalisation partielle et normalisation des médicaments), la mise en œuvre d'une politique de la consommation.

Enfin, l'organisation d'une « nouvelle croissance » constituerait l'objectif de la troisième étape du plan socialiste exposé par M. Mitterrand : nouveaux modes de production, nouvelle répartition du pouvoir (dans l'entreprise, l'Etat, les collectivités locales) dans une perspective d'autogestion, nouveau type d'insertion de l'économie française dans son environnement international.

(1) Le Monde du 28 janvier. (2) Le Monde du 10 février.

65 milliards de dépenses en 1976 dont 24 couverts par l'impôt et 20 par l'emprunt

DÉPENSES	En milliards en 1976
● RELANCE DE LA CONSOMMATION :	
— Minimum vieillesse : à 45 F par jour (au lieu de 22 F).....	14,9
— Retraite : droit à la retraite à soixante ans (cinquante-cinq pour les femmes) pour les travailleurs soumis à des travaux pénibles et ayant exercé un métier salarié pendant quarante ans.....	3,3 (1)
— SMIC : à 1.600 F par mois (au lieu de 1.500 F, budget de l'Etat).....	2,6
— Octroi des deux tiers du SMIC aux jeunes de moins de dix-huit ans à la recherche d'un premier emploi.....	1,1
— Allocations familiales : hausse de 10 % à 15 % (avec rattrapage au 1 ^{er} juillet 1975 et indexation à compter du 1 ^{er} juillet 1976) à la charge de l'Etat.....	2,6
— Impôt sur le revenu : suppression du versement du troisième tiers pour les contribuables déclarant moins de 25.000 F de revenu annuel.....	5
— T.V.A. : suppression de cet impôt, afin d'alléger les prix, sur un certain nombre de produits de première nécessité (5 milliards de moins-values pour le Trésor), compensés pour moitié par un allègement des taxes sur les produits de luxe (+ 2,5 milliards). Perte pour le Trésor au profit des consommateurs.....	2,5
	32
● PROTECTION DE L'ÉPARGNE :	
— Indemnité d'un livret A de Caisse d'épargne par famille (2).....	8,7
● STIMULATION DE L'INVESTISSEMENT :	
— Création d'un Fonds d'équipement régional, dont les crédits seraient employés en fonction des choix des conseils régionaux. Dotation de l'Etat à ce fonds.....	15
— Abaissement de 3 points du taux du crédit bancaire en faveur des investissements créateurs d'emplois.....	—
● CREATION D'EMPLOIS PUBLICS (3) :	
— 150 000 emplois nouveaux en vue d'améliorer la qualité des services publics (40 000 aux P.T.T., 30 000 aux services sociaux, 25 000 à l'éducation nationale, 45 000 dans les collectivités locales, 15 000 dans les autres administrations).....	6,7
— 50 000 emplois d'agents temporaires d'associations locales à but non lucratif (afin de promouvoir de nouvelles activités réservées en priorité aux handicapés de toute nature). Le Fonds d'aide aux collectivités locales créé à cet effet, sur le modèle du fonds correspondant canadien, recevrait de l'Etat.....	2,7
Total des dépenses.....	94
	65,1

GOUVERNEMENT DES DÉPENSES

● RESSOURCES FISCALES :

- Application de la réforme fiscale proposée par le P.S. (notamment taxation des plus-values, impôt annuel sur les fortunes supérieures à 2 millions de francs, taxation de l'héritage en fonction de la fortune de l'héritier, chasse énergétique aux fraudeurs du fisc, réintégration dans le bénéfice imposable des sociétés d'une partie des dépenses publicitaires et des frais généraux).....
- Perception le 15 avril du report d'impôt opéré par le plan gouvernemental de soutien en faveur des sociétés.....
- Récupération sur les interventions économiques.....

● EMPRUNT D'ÉTAT :

- Emprunt à vingt ans couvert pour moitié par les investissements institutionnels (au taux de 5 %) et pour le solde par le public (avec indexation plus un taux de 2,5 %).....

● DÉFICIT BUDGÉTAIRE NON COUVERT PAR L'EMPRUNT :

21,5

(1) Compte tenu d'une modification de l'assiette et d'un relèvement des taux des cotisations.

(2) Le taux d'intérêt en serait supérieur de 1,5 % à celui de la hausse des prix, mesurée par un indice renoué des prix.

(3) Selon M. Mitterrand, la relance économique envisagée par le plan socialiste pourrait entraîner, dans l'année, la création d'une centaine de milliers d'emplois dans le secteur privé d'où le total de 300 000 emplois nouveaux, qu'il a annoncé le 27 janvier.

MM. Defferre et Pontillon mettent en cause l'ambassade des États-Unis à Paris

MM. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, et Robert Pontillon, membre du secrétariat du P.S., ont évoqué, dimanche 29 février, respectivement à Radio-Monté-Carlo et sur Antenne 2, la visite que leur a rendue un diplomate américain en poste à Paris. Le maître de Marseille, qui a développé la même argumentation que M. Pontillon, a expliqué : « Des qu'il a été dans mon bureau, ce diplomate, M. Herman J. Cohen, m'a dit textuellement ceci : « Nous avons vu tout récemment M. Kissinger, et il nous a chargé de vous conseiller d'être très prudent avec les communistes. J'ai alors fait répéter sa phrase deux fois au diplomate, car j'avais peine à croire que j'avais bien entendu. Il m'a répété ses propos et je lui ai alors fait remarquer qu'il s'agissait d'une intrusion absolument intolérable dans les affaires d'un pays et que je n'acceptais aucun de ses conseils. On peut se demander si ces nouvelles manifestations d'un certain impérialisme américain ne sont pas des marques de faiblesse et d'inquiétude moins pour les Français que pour eux-mêmes Américains. »

Une personnalité américaine a, à la suite de cette déclaration, indiqué à l'A.F.P. :

« Un diplomate américain a en effet, rencontré M. Pontillon

pour lui faire part avec précision de ce que le président Ford et M. Henry Kissinger, secrétaire d'Etat américain, avaient dit publiquement à ce sujet. Le diplomate n'avait pas eu le temps de répondre à M. Pontillon ce que M. Kissinger avait dit à M. Mitterrand lors de ses derniers séjours en France. Le maître de Marseille, qui a développé la même argumentation que M. Pontillon, a expliqué : « Des qu'il a été dans mon bureau, ce diplomate, M. Herman J. Cohen, m'a dit textuellement ceci : « Nous avons vu tout récemment M. Kissinger, et il nous a chargé de vous conseiller d'être très prudent avec les communistes. J'ai alors fait répéter sa phrase deux fois au diplomate, car j'avais peine à croire que j'avais bien entendu. Il m'a répété ses propos et je lui ai alors fait remarquer qu'il s'agissait d'une intrusion absolument intolérable dans les affaires d'un pays et que je n'acceptais aucun de ses conseils. On peut se demander si ces nouvelles manifestations d'un certain impérialisme américain ne sont pas des marques de faiblesse et d'inquiétude moins pour les Français que pour eux-mêmes Américains. »

2) A l'occasion d'une « visite de routine » à Marseille, le diplomate américain en avait profité pour faire un discours de courtoisie à M. Gaston Defferre. Au cours de l'entretien, le diplomate américain lui a répété par courtoisie ce qu'il avait dit à M. Pontillon :

3) Les propos tenus par le diplomate américain avaient pour but de souligner à ses interlocuteurs les préoccupations des États-Unis quant aux conséquences que pourrait avoir une participation communiste au gouvernement de son opinion publique, qui ne comprendrait pas que les États-Unis, qui luttent contre le communisme, défendent des pays dirigés par des gouvernements dont l'ancien partie des communistes.

M. Gaston Defferre a commenté cette mise au point en notant : « Cette déclaration est un aveu. Non seulement le diplomate étranger ne s'excuse pas, ne regrette pas les propos tenus, mais il cherche à les utiliser. Tout ceci est révélateur d'un état d'esprit impérialiste dangereux. Il était bon que cet incident éclaire au grand jour de façon que l'opinion française sache à quoi s'en tenir sur la nature des relations que les États-Unis d'Amérique entretiennent avec leurs alliés, sans que les gouvernements en place, et en particulier celui de la France élisent la moindre protestation. »

M. Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire général de l'U.D.R., estime, dans une interview accordée à l'hebdomadaire Jours de France du 1^{er} au 7 mars : « Le socialisme ne s'est jamais manifesté en Europe que sous sa forme social-démocrate. Or, c'est un fait constant, jamais une social-démocratie n'a été capable d'affronter un grand moment de l'histoire. »



(Dessin de KONEJ)

سكرا في الاصل

ÉDUCATION

LE CONGRÈS DU S.N.P.D.E.S. (FEN)

Être à la fois chef d'établissement et syndicaliste

Grenoble. — Au-delà des résolutions sur l'entrée en classe de stricte, la formation des maîtres, l'autonomie et la gestion des établissements, l'examen de diverses questions corporatives, les débats du congrès du Syndicat national du personnel de direction des établissements secondaires (S.N.P.D.E.S., affilié à la Fédération de l'éducation nationale) ont été caractérisés, cette année encore, par l'opposition entre les tenants d'une action syndicale

De notre envoyé spécial

résolue et les partisans d'une activité simplement amicale et corporative.

Les deux cent quatre-vingt congressistes rassemblés à Grenoble du 27 au 29 février ont inlassablement répété que les adhérents de l'organisation avaient mal « digéré » les actions engagées au début de l'année scolaire, parfois

menées ou achevées dans une certaine confusion. Les séquelles de la grève administrative et de l'opération dite « porte ouverte » du mois de novembre dernier ont amené les uns à remettre en cause la direction du syndicat, jugée trop politisée ou trop soumise à la FEN ou à tel de ses syndicats, et les autres à souhaiter

pour l'avenir des attitudes syndicales plus cohérentes et plus fermes que jusqu'à ce jour.

Cette « ligne de fracture », qui n'est pas nouvelle au sein du S.N.P.D.E.S., est apparue cette année plus nette que jamais, le rapport d'activité a été adopté à une très courte majorité et les suffrages permettant de reconduire le bureau national pour un an se sont aussi faits plus rares que les années précédentes.

« Il ne s'agit là que d'une crise de croissance dont il faut que nous sortions », cette affirmation de Mme Josette Richard, secrétaire générale du S.N.P.D.E.S., traduit-elle la réalité du moment, ou bien le syndicat qu'elle dirige est-il durablement enfoncé dans les contradictions et les ambiguïtés dont il pâtit, au dire de ses adhérents, depuis son origine ? On peut se poser la question, au terme d'un congrès qui a mis en lumière la difficulté d'être simultanément un chef d'établissement responsable et un syndicaliste soucieux des intérêts du corps et de la défense du « service public d'enseignement ».

La direction nationale du syndicat a fait l'objet, au moment de la discussion sur le rapport d'activité, de deux types de critiques contradictoires. Après avoir été invitées à mettre fin à une grève administrative relativement dure qu'ils avaient menée parfois pendant près de deux mois, après s'être vu imposer « d'en haut » — par les dirigeants de la FEN — une opération « portes ouvertes » (1) à la préparation de laquelle ils n'avaient pas été associés, certains chefs d'établissement du S.N.P.D.E.S. sont revenus, désabusés, aux positions anticorporatives d'autan ; d'autres en ont conclu, en revanche, que les actions engagées n'ont pas été conduites avec assez de fermeté et se sont achevées sans tenir compte de la volonté d'action d'une partie des professeurs et des principaux. C'est le cas notamment de la section académique du Nord, l'une des deux plus importantes du syndicat, qui rejoignait ainsi dans une opposition momentanée et artificielle les sections de Paris, de Rennes, d'Orléans-Tours, traditionnellement hostiles aux instances du syndicat.

Aussi le rapport d'activité a-t-il obtenu à peine 4 % des suffrages, 40 % se prononçant contre et 15 % s'abstenant. C'est peu en comparaison des pourcentages recueillis lors des précédents congrès : le rapport avait été approuvé par 71 % des votants en 1973, 78 % en 1974 et 77 % en 1975.

Dangereuse autonomie

La réélection du bureau national a d'autre part été acquise par 81 % des suffrages, contre 77 % l'année dernière. L'initiative d'une section, qui avait adressé avant le congrès à tous les syndiqués une lettre dénonçant notamment le « manque de compétence ou de sincérité » de la secrétaire générale, et la tentative de constitution d'une liste d'opposition — comme cela avait été fait en 1973 — sont les indices de ce malaise, qui s'est manifesté durant tout le congrès par des votes incertains. C'est ainsi qu'une résolution qui estimait « inadmissibles les revendications corporatives et les revendications concernant la défense du service public de l'enseignement », tout en accordant, dans l'avenir immédiat, la priorité aux premières, n'a été adoptée après un vote par mandats, que par 7 voix de majorité.

Le S.N.P.D.E.S. s'est déclaré hostile au projet de circulaire ministérielle prévoyant la mise en commun des moyens de gestion des établissements et l'extension du système d'équipes mobiles d'ouvriers professionnels suggérée dès 1969. Le syndicat, qui craint que ces regroupements ne soient un premier pas vers des opérations de « concentration », refuse ce projet, dont la mise en œuvre aboutirait à la nomination de « super-chefs d'établissements ou

de super-intendants » et qui paraît contraire à la notion de « communauté scolaire et humaine » qu'il défend.

La notion d'autonomie des établissements pose aussi le problème de la responsabilité du chef d'établissement, estime le S.N.P.D.E.S. Les réticences sont nombreuses à l'égard d'un terme et d'une notion dont beaucoup voient mal le contenu positif et qui leur paraît plutôt « un piège tendu par le ministre de l'éducation ». Quelques-uns ont même estimé que l'autonomie proposée « possède un relief de privatisation ». Tous refusent d'avancer le projet d'enveloppes pédagogiques, qui permettrait de répartir librement un pourcentage donné d'heures d'enseignement. Enfin, les projets ministériels de réforme

du corps des inspecteurs d'académie inquiètent les chefs d'établissement, qui y voient une menace de restriction de leur propre activité à des tâches administratives et d'abandon progressif de toute la partie pédagogique de leur travail.

Le S.N.P.D.E.S. a pris position en faveur de mesures destinées à compenser « l'hétérogénéité des élèves à l'entrée en système » et a demandé « pour les chefs d'établissement du premier cycle une grande souplesse d'organisation des classes de système, des moyens accrus pour l'organisation d'un soutien, une individualisation de l'enseignement par des effectifs très réduits ». Sur la formation des maîtres, le projet du S.N.P.D.E.S. diffère sensiblement des conceptions de la majorité de la FEN

et rejoignent celle de la minorité Unité et action (où les communistes ont une influence prépondérante). Après avoir réaffirmé son attachement à l'unité de l'enseignement secondaire, le S.N.P.D.E.S., en effet, a émis le vœu d'un « enrégimentement et d'une formation uniformes des professeurs du premier et second cycles, ou niveaux du baccalauréat, plus cinq années d'études incluant une formation pédagogique ».

Les congressistes ont souligné à diverses reprises le manque de concertation entre la FEN et le S.N.P.D.E.S. Si l'appartenance à la FEN ne semble plus devoir être remise en doute, la nature et la fréquence des relations avec les autres syndicats de la FEN et avec les diverses instances de la Fédération sont encore l'objet de

vives discussions. Les assurances de M. André Henry, secrétaire général de la FEN, venu saluer les congressistes au terme de leurs travaux, sur la mise en place de nouvelles structures de liaison furent assorties de réserves et de mises en garde. Au syndicat qui affirmait son originalité et la nécessité d'« affirmer cette originalité à tous les niveaux », M. André Henry devait répliquer : « Si ne peut pas y avoir d'action fédérale décidée par les instances souveraines de la FEN, il n'y a plus de Fédération nationale de syndicats, mais un cartel de syndicats. La FEN doit prendre toute sa place dans les actions à mener ».

Il est clair que les démons de la scission sont éternels et exor-

sés, mais les perspectives d'action intégrées à la stratégie générale de la FEN sont encore incertaines. En témoignent les réticences et les précautions qui accompagnent de part et d'autre la préparation d'actions au sein des conseils d'administration des établissements. Syndicat encore « jeune », syndicat « pas comme les autres » en raison de la mission des chefs d'établissement et des contraintes qui en découlent, le S.N.P.D.E.S. traverse bien une crise. Crise de croissance ou bien crise tout court, congénitale et inguérissable ? Il faudra sans doute encore, admettent ses membres, beaucoup de travail et de réflexion syndicale avant de pouvoir en décider.

MICHEL KAJMAN.

Hausmann/Nation
Parly 2/Vélizy 2/Créteil

Printemps

Julie a choisi sa collection:
le Style Printemps.

La boutique du Style Printemps est ouverte jusqu'au 15 Mars dans les Printemps Hausmann, Nation, Vélizy 2, Parly 2, Créteil.

APPRENEZ L'ANGLAIS

REGENCY

- Le REGENCY est une école liée à un hôtel situé face à la mer.
- Ouvert toute l'année.
- Pas de limite d'âge.
- Classe de 9 élèves en moyenne, 7 heures d'étude par jour.
- Ecole reconnue par le Ministère de l'Éducation de Grande-Bretagne.
- Examen de Cambridge et Chambre de Commerce de Londres.
- Saut, piscine couverte, discothèque.

REGENCY HARBOR, KENT, G.R.
Tél. : 01622 31111
ou Mme BOULLON,
4, rue de la Persévérance,
95-Boulogne (France)
Tél. : 938-36-33 en soirée.

ÉDUCATION

Les protestations contre les réformes du second cycle et de la formation des maîtres

Les principaux syndicats de la Fédération de l'éducation nationale dirigés par la tendance Unité et Action (animés notamment par des enseignants communistes) — ceux des enseignants secondaires et supérieurs, des professeurs d'écoles normales d'instituteurs et d'éducation physique — ont, au cours d'un meeting réuni samedi 28 février, lancé l'offensive

contre les projets de formation des professeurs du ministre de l'éducation, avec l'appui de la C.G.T. A l'occasion des « états généraux des luttes » de l'UNEF (ex-Renouveau), dont les militants ont formé la masse des participants au meeting, ils ont aussi fait adopter un « manifeste pour la formation et le recrutement des maîtres ».

Les « états généraux des luttes » de l'UNEF (ex-Renouveau) : refuser des études qui ne débouchent sur rien

« Des camarades constatent un décalage entre les actions menées et la prise de conscience des étudiants. Mais il ne faut pas croire que s'il n'y a pas de lutte, les camarades se mobilisent, ils tentent. Cela se traduit par des meetings, des manifestations... » Au centre universitaire Jussieu, étudiants de l'université de Toulouse, surtout de province (Toulouse, Aix, Lyon, Grenoble, Bordeaux), se sont réunis samedi 28 février. Ils y étaient invités par l'Union nationale des étudiants de France (UNEF, ex-Renouveau), qui organisait des « états généraux des luttes ».

« Manifestes d'un mouvement naissant : on a rappelé qu'à Toulouse la grève dure depuis cinq semaines, à Aix depuis un mois », mais on a aussi évoqué les difficultés à « diriger les luttes » (Aix) ou à « mobiliser sur des actions concrètes » (Bordeaux), et la nécessité de s'associer avec les autres organisations qui agissent aussi dans les universités.

Dans l'« amphithéâtre » on discutait de la réforme du second cycle, dans l'« amphithéâtre » des instituteurs universitaires de technologie, plus loin des « conditions de vie des étudiants ». Dehors, sur le parvis décoré par toutes sortes de banderoles, des étudiants vendent la « guisse » du

Nord, du mimosa de Nice, des fruits, des gâteaux, des sandwiches, des merguez. Après les « forums », environ cinq mille étudiants, mimosas à la boutonnière, badge à l'effigie — fort peu respectueux — de M. René Haby, ont manifesté à travers le quartier Latin vers le secrétariat d'Etat aux universités, criant ou chantant des slogans divers : « Abrogation du second cycle Soisson », « Abrogation du second cycle des patrons », « Alice, l'es foutue, ta réforme est dans la rue », « Université, oui ! école du patronat, non ! », « Alice, l'es foutue, viens bouffer au resto - U ». Vers 14 heures, les manifestants se sont installés près du secrétariat d'Etat pour un pique-nique d'une demi-heure.

Une autre manifestation, cette fois devant le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, avait rassemblé, le matin, environ six cents étudiants qui protestaient contre la « loi Malraux » sur l'éducation physique et sportive. L'après-midi, près de trois mille cinq cents étudiants se sont à nouveau retrouvés pour un meeting commun avec les syndicats de professeurs affiliés à la FEN : SNEP, SNE-Sup, SNEF et S.N.P.E.N.

« C'est la première fois que étudiants et enseignants de l'enseignement supérieur et du second

degré organisent ensemble une grande campagne de masse inter-syndicale sur la formation et le recrutement des maîtres », a souligné M. René Maurice, président de l'UNEF. Cette lutte inter-syndicale est un gage de succès important pour l'avenir des luttes universitaires.

Celles-ci ont déjà éclaté dans une quinzaine d'universités et trente I.U.T., selon l'UNEF. « Alice Saunier-Selét, a déclaré M. René Maurice, n'a pu malgré les charmes que d'anciens élèves ont déployés pour détourner les étudiants de la lutte. Nous luttons parce que nous en avons assez ! Nous en avons assez d'études qui ne débouchent sur rien à part le chômage, l'armée ou des votes de garage. » Pour le syndicat étudiant, la réforme « vise à faire éclater la cohérence des deux cycles, restreindre l'accès de la maîtrise à une minorité d'étudiants, cloisonner les différentes filières, soumettre le choix des formations et de leur contenu à l'arbitrage du patronat ». Selon le président de l'UNEF, ces « états généraux » ont fait franchir au mouvement revendicatif étudiant « l'étape nationale décisive pour l'avenir de l'action ». Rendez-vous a été pris pour deux journées de « popularisation » les 4 et 5 mars et une journée nationale de grèves et manifestations le 10 mars.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Quatre syndicats de la FEN : un projet rétrograde et obscurantiste

Augmentation du nombre de postes aux concours de recrutement d'enseignants (en particulier pour l'enseignement physique) ; formation de tous les enseignants du second degré (au sens large) en cinq ans d'études à l'université (comportant une maîtrise) ; maintien d'un pré-recrutement de professeurs après la première année d'études supérieures, mais liberté d'accès aux concours de recrutement pour tous les étudiants ; formation des instituteurs en trois ans après le baccalauréat (en attendant de la porter à cinq ans) ; tels sont les principaux points du manifeste présenté samedi par les représentants des quatre syndicats au meeting sur la formation des maîtres, annoncé au cours d'une conférence de presse (le Monde du 23 janvier).

Les syndicats ont aussi affirmé leur « opposition résolue » au projet de M. René Haby, jugé « obscurantiste » et « rétrograde ».

Pour M. Gérard Alaphilippe, secrétaire général adjoint du Syndicat national des enseigne-

ments de second degré (SNEP), le projet du ministre vise notamment à « réduire le coût des dépenses d'éducation », en faisant appel à des « personnels moins qualifiés » : la création du corps de professeurs « brevetés » aboutirait à éliminer progressivement les professeurs certifiés du premier cycle.

En réduisant le nombre de postes aux concours, en ramenant de facto à quatre ans la durée de la formation des professeurs certifiés (« l'année de stage en responsabilité étant en fait une première année d'exercice »), a-t-il déclaré, M. Haby « prend pour cible prioritaire les formations les plus longues, les seules assurées par les universités ».

Mais, selon M. Alaphilippe, cette « offensive de grande envergure » répond à un objectif politique, celui de « modeler le système éducatif aux impératifs du profit-matériel dans la production, de façon à assurer une main-d'œuvre mieux adaptée à une société capitaliste en crise ».

La réduction de la formation scientifique des enseignants correspond à celle du contenu de l'enseignement secondaire. Les syndicalistes ont dénoncé aussi les conceptions pédagogiques du ministre de l'éducation, qui, en retirant aux universités la formation pédagogique des enseignants, veut soumettre celle-ci à une « tutelle administrative et autoritaire », que renforcera aussi la nouvelle politique de recrutement des inspecteurs d'académie (le Monde du 20-21 février).

Les syndicats ont insisté, au contraire, sur la nécessité d'approfondir la formation scientifique des enseignants. « Pour dominer l'explosion des disciplines, il faut avoir réfléchi sur leurs méthodes et connaître tous les points qui sont l'objet de controverses ; sinon l'enseignement s'abîmera, qu'il s'agisse de rhétorique », a déclaré M. Alain Roux, secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement supérieur. « Cela ne contredit pas, a-t-il ajouté, la nécessité d'une formation pédagogique, mais celle-ci ne doit pas être un empirisme aveugle et étroit ».

M. André Allamy, secrétaire confédéral de la C.G.T., a apporté aux quatre syndicats et à l'UNEF le soutien de la C.G.T. : « Les luttes se heurtent, a-t-il dit, à des puissances industrielles et financières, au même pouvoir à leur service, que le combat mené dans tous les domaines par les travailleurs et la classe ouvrière ». Il a invité les participants au meeting à « élargir » leur combat pour lutter contre l'offensive du « capital et du pouvoir », et pour l'avènement d'un gouvernement de gauche. M. Alaphilippe, de son côté, a souligné que le projet syndical sur la formation des maîtres « s'inscrit dans un projet de société radicalement différent », et que « l'on en retrouve les principales axes dans le programme commun des partis de gauche ».

Ce meeting avait été précédé, le samedi matin, d'un bref colloque sur la formation des enseignants, auquel participaient une centaine de personnes, syndicalistes, universitaires en majorité, ainsi que des représentants du parti communiste (M.M. Bontan service, de la C.G.T., de la C.F.D.T. et Cogniot) et du parti socialiste (M. Aron). La majorité des participants ont souligné la nécessité de donner aux universités « la responsabilité des cursus de formation, le choix des matières et le contrôle pédagogique », de défendre l'apport des différentes institutions actuelles de formation des enseignants, et protesté contre l'insuffisance des moyens qui leur sont attribués. Plusieurs ont toutefois affirmé leur volonté de ne pas défendre des « intérêts sectoriels », mais de répondre à une « exigence de qualité », les universités pouvant elles assurer une réflexion sur la pratique et débattre le système pédagogique français, comme l'affirmait M. Alice Prost, vice-président de l'université d'Orléans.

GUY HERZLICH.

APRÈS LE HUITIÈME CONGRÈS DE L'UNCAL

Les comités d'action lycéens veulent rassembler les mécontents du système scolaire

Le huitième congrès de l'Union nationale des comités d'action lycéens (UNCAL) a réuni, samedi 28 et dimanche 29 février à Paris, environ deux cent cinquante délégués représentant les trente mille adhérents que cette organisation affirme regrouper dans sept cents

comités. Le congrès a décidé de renforcer l'influence de l'UNCAL et d'en faire « un syndicat de masse ». M.M. Frédéric Petit et Pierre Laurent ont été respectivement élus président et secrétaire général. M. Fredy Moignan a été élu vice-président.

Samedi, les délégués se sont succédé à la tribune pour rappeler les actions menées depuis le début de l'année scolaire par l'UNCAL. Au lycée Paul-Cézanne, à Aix-en-Provence, neuf cents élèves se sont mis en grève le second jour de la rentrée pour protester contre la surcharge des classes. Au lycée technique de Gennevilliers (Hauts-de-Seine), l'UNCAL s'est battu pour obtenir l'application des règlements de sécurité dans des ateliers insalubres.

Dans d'autres lycées, ses militants ont « envahi » aux échelons d'établissement un droit de réunion qui leur était jusque-là refusé. Des pétitions ont été adressées à l'administration. Ici pour obtenir la construction d'un garage à vélos, là pour demander des conditions d'entretien moins rigoureuses, ailleurs pour protester contre la hausse des transports scolaires.

Au fil de ces interventions s'est précisée l'image syndicale de l'UNCAL. Une image que depuis sa création, en juin 1968, à l'initiative du parti communiste, elle a toujours voulu donner d'elle-même. Mais elle s'est souvent trouvée en porte à faux dans la

mesure où elle a été contrainte, ces dernières années, de « coller » à un mouvement lycéen qui dépassait par sa nature la ligne de conduite qu'elle s'était fixée. Les grandes flambées sans lendemain contre la « loi Debré », la réforme Fontanet ou les projets de M. Haby, sur lesquelles l'influence de l'UNCAL ne fut jamais déterminante, ont essouffé le mouvement lycéen. L'heure semble plus propice aux revendications limitées qu'aux grandes remises en cause.

Journée d'action le 16 mars

L'UNCAL entend profiter de cette conjonction pour renforcer ses effectifs demeurés stables depuis plusieurs années. Les congressistes ont estimé trop contraignantes les conditions actuelles d'adhésion (remise d'une carte insistant notamment sur les « devoirs » du nouvel adhérent). Aucun engagement ne sera désormais exigé des nouveaux membres. « Si un lycéen a constitué une équipe de foot, a expliqué un délégué, et qu'il a envie de jouer au foot, il viendra au

comité. C'est cela l'adhésion à l'UNCAL. » Longement applaudi, un élève d'un lycée de la région parisienne a raconté comment, après une active campagne d'adhésion, son comité était passé en trois jours de cinquante à cent trente-cinq membres, une classe entière ayant notamment décidé d'adhérer. Ce succès, souvent rappelé à la tribune, est une illustration de l'effort que l'UNCAL va demander à ses membres ces prochains mois.

Quelle peut être la valeur d'adhésions reposant sur des bases aussi fragiles ? L'UNCAL ne pose pas la question en ces termes. Elle souhaite avant tout devenir un « syndicat de masse », rassemblant tous les lycéens sans distinction, dès lors que ceux-ci ont à souffrir d'une manière ou d'une autre du système scolaire actuel.

Dans son « appel aux lycéens de France », voté à l'issue du congrès, l'UNCAL a dénoncé la politique du pouvoir en matière d'éducation : « A la rentrée de 1975, la moitié des lycéens arrivés sur le marché du « travail » ont été réduits au chômage. Tout laisse prévoir une aggravation pour la rentrée prochaine. Aujourd'hui, la réforme Haby s'applique déjà localement dans le plus grand silence : suppression de postes de professeurs, plus de sélection, plus de restriction, dévalorisation de certains enseignements ».

Plusieurs étapes marqueront le « bond en avant » que l'UNCAL veut réaliser. Le 16 mars sera organisée une journée nationale d'action « contre l'application de la réforme Haby ». A la rentrée 1976 sera lancée une campagne en faveur de l'élection de délégués de l'UNCAL aux conseils de classe et d'administration des lycées. C'est à cette époque que devrait, en outre, être publié le premier numéro du journal national dont elle souhaite se doter.

BERTRAND LE GENDRE.

ISSEC

INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES

session de printemps

DERNIER DÉLAI POUR LES INSCRIPTIONS : 10 MARS 1976

Rappelons (1) que les cours de l'ISSEC ont lieu en journées complètes (neuf journées à raison d'une tous les quinze jours).

Les programmes portent sur les domaines ci-contre, au choix du participant. Les cours sont donnés par modules de quatre mois. Il y a donc deux sessions par an : octobre et mars. La participation à quatre modules (soit deux ans) et la soutenance d'un mémoire peuvent permettre d'obtenir le Diplôme ISSEC.

(1) « Le Monde » des 16 décembre 1975, 19 janvier et 17 février 1976.

Onze options de perfectionnement :

- Fonction Personnel.
- Fonction Formation.
- Marketing.
- Gestion Comptable - Contrôle de Gestion.
- Gestion Financière.
- Gestion de la Production.
- Initiation à la Gestion.
- Relations Humaines.
- Informatique de Gestion.
- Droit de la Gestion.
- Economie.

M. Fonction

Raison sociale

Adresse

..... Tél.

déclare, sans engagement de sa part, O recevoir la brochure et un dossier de candidature ISSEC, O prendre rendez-vous avec le Centre d'orientation.

ISSEC - 24, rue Hamelin - 75116 PARIS - Tél. : 727-80-20 (M^o Léna)
727-06-20 - 727-05-28
Etablissement d'enseignement privé

Champagne!

Pour fêter le lancement de sa nouvelle ligne Boulogne-Douvres Normandy Ferries offrira le champagne à tous les passagers qui présenteront cette annonce.

Le 8 Avril 1976, Normandy Ferries mettra en service une nouvelle ligne Boulogne-Douvres. Automobilistes, motocyclistes ou... simples piétons, les avantages de cette nouvelle ligne sont nombreux : 3 départs par jour (4 en été). Accès direct au quai d'embarquement.

Le légendaire confort et l'accueil exceptionnel réservé aux passagers des Normandy Ferries. Enfin, le champagne gracieusement offert.

Si vous n'êtes pas pressé, si le charme d'une « mini-croisière » vous tente... Normandy Ferries met à votre disposition deux départs quotidiens (Le Havre-Southampton, 12 h et 23 h) à bord de magnifiques navires ultra confortables pour faire du shopping (free tax), déjeuner ou dîner, danser, écouter de la musique ou... simplement dormir dans une cabine digne d'un ruban bleu Normandy Ferries.

Normandy ferries

M.V. Lion, M.V. Dragon, M.V. Léopard.
Renseignements et réservation toutes agences de voyages.

سكنا من الراحل

Le Monde
LA STAMPA
THE TIMES
DIE WELT

Europa

EUROPE
UNION
OCEAN
EUROPA

Publié simultanément en Allemagne Fédérale, en France, en Grande-Bretagne et en Italie

Nous allons lutter sévèrement contre la corruption et contrôler les prix, mais notre plan de développement ne sera pas révisé, nous déclare le chah d'Iran

BOURRÉE DE COMPLEXES

L'Europe vend mal ses produits agricoles

LE ton change à Téhéran, où un déficit de 2,4 milliards de dollars a été annoncé sur un budget total de 45 milliards. « Nous avons dépensé les yeux grands ouverts, et je ne verse aucune larme sur ces 2 milliards de dollars de déficit », a déclaré le premier ministre iranien, M. Amir Abbas Hoveyda, qui ne semble aucunement s'inquiéter. Mais le souve-

rain iranien, dont on lira l'interview ci-dessous, a déjà pris plusieurs dispositions nouvelles. Le paiement des 100 millions de dollars de la deuxième tranche de l'emprunt de 1,2 milliard de dollars qu'il a accordé à la Grande-Bretagne est reporté : il ne sera réglé que le 30 juin et le 30 septembre, en deux tranches de 200 millions de dollars. Le prix du pétrole iranien a été abaissé, mais

le chah estime que son pays pourrait maintenant essayer de vendre lui-même le brut. Un remaniement gouvernemental est intervenu, touchant notamment le ministère du commerce. Une nouvelle lutte contre la corruption est entamée et les prix seront contrôlés, mais, malgré les récentes difficultés, Téhéran n'a pas l'intention de réviser le Plan.

FACE à un déficit alimentaire mondial qui va s'aggravant, la possession d'excédents agricoles exportables devient un élément de puissance de plus en plus appréciable. Les États-Unis dont la balance commerciale serait déficitaire sans les exportations agricoles, manifestent clairement leur intention de tirer profit de leur position de premier fournisseur agricole mondial dans la vaste négociation qui vient de s'engager entre les pays industrialisés et le tiers-monde.

Une telle recommandation, pour être suivie d'effet, implique une véritable décapitation de la politique extérieure agricole de la C.E.E. Cette évolution des mentalités est nécessaire si l'on veut que la gestion continue des exportations agricoles devienne plus efficace et que, parallèlement, la Communauté réussisse à mettre à profit les possibilités nouvelles offertes par la conclusion d'accords à long terme avec les pays du tiers-monde.

La Communauté des Neuf achète environ deux fois plus de produits agricoles qu'elle n'en vend. Mais pour certains produits-clefs, tels le blé, la poudre de lait et même le sucre, elle dispose en permanence de surplus suffisants pour mettre en œuvre une politique cohérente et délibérée d'exportations. Un tel effort, outre des avantages commerciaux non négligeables, pourrait lui permettre de compléter judicieusement son action en faveur des pays en voie de développement.

Aujourd'hui, une telle politique d'exportation résolue et planifiée n'existe pas. La Communauté est certes présente sur les marchés agricoles extérieurs mais elle suit beaucoup plus la loi du marché qu'elle ne l'orienter. Outre des méthodes de gestion trop pesantes, cette défaillance s'explique par des raisons politiques : les ardeurs de la politique agricole commune, sensibles à l'extrême aux reproches de protectionnisme adressés par les partenaires de la C.E.E., notamment par les États-Unis, éprouvent une étonnante mauvaise conscience dès lors qu'il s'agit de vendre au-delà des frontières de la Communauté.

La crainte de déplaire aux États-Unis ou aux autres gros producteurs agricoles, tels le Canada, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, apparaît comme le sentiment dominant de ceux qui sont chargés de gérer l'Europe verte. Ce travers caractérise l'actuelle Commission plus encore que celles qui l'ont précédée. En mars 1975, en conclusion du débat sur le plan de la politique agricole commune, on insistait sur la nécessité pour la Commu-

Les Canadiens, les Australiens et les Néo-Zélandais se gardent bien de s'engager formellement et, à la première occasion, devant ainsi la Communauté, concluent des contrats importants à des prix inférieurs à ceux qui avaient été convenus. Le résultat est effrayant : les exportations de poudre de lait de la C.E.E. ont chuté de 400.000 tonnes à environ 180.000. Les Neuf se trouvent maintenant à la tête d'un stock de plus d'un million de tonnes dont la résorption coûtera certainement plus cher au Fonds agricole que si des subventions suffisantes avaient été accordées en temps voulu aux négociants.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Le Monde)

(Lire la suite page 21.)

« Majesté, le chah est, comme tous le savez, le quartier général des étrangers à Téhéran. Quand on a connu l'effervescence qui y régnait il y a un an, le calme actuel semble insolite. Est-ce à dire que les hommes d'affaires qui jadis envoyaient aux portes de votre royaume se sont égarés comme une volée de moineaux ? »

« C'était la ruée vers l'or... Beaucoup de gens se sont précipités vers l'Iran, croyant y trouver un pactole sans faille d'effort. Aujourd'hui on se rend compte que ce n'est pas si facile. Nous sommes un pays sérieux, où l'on travaille d'après des plans. Évidemment, cela élimine beaucoup de gens »

« On annonce un déficit de 2,4 milliards de dollars du budget de l'État iranien. Cela va-t-il entraîner un décalage de votre plan de développement ? »

« Non. Il n'y aura pas de révision du plan de développement. Il y aura des ajustements. Et encore, seulement pour certains secteurs. D'ailleurs, ces ajustements consistent simplement à reporter les échéances de certains projets de quelques mois. »

« Quels sont les secteurs qui restent prioritaires ? »

« Toujours l'énergie atomique, l'électricité, la sidérurgie, l'infrastructure du pays. »

« Et où seront les sacrifices ? »

« Il n'y aura que des économies. En vérifiant la validité de certaines demandes, qui ont peut-être été hâtives, et en définissant plus précisément certains objectifs, on évitera des gaspillages. Et puis nous allons lutter sévèrement contre la corruption. Ce pays va devenir un pays propre. Enfin, nous allons contrôler les prix intérieurs et extérieurs. »

« Parmi les firmes qui travaillent en Iran certaines affirment subir des retards de paiement. Comment cela se fait-il ? »

« C'est inexact. Notre déficit, n'a pas une importance fondamentale parce qu'il n'est pas structurel. Il est simplement dû au fait que les pays acheteurs de pétrole ne respectent pas les contrats qu'ils ont vis-à-vis de l'Iran, alors que l'Iran respecte ses engagements vis-à-vis de l'étranger. À partir de maintenant, l'Iran adaptera donc son comportement en fonction du respect ou non de leurs engagements par ses partenaires. »

« Vous pensez à la Grande-Bretagne ? »

« Oui. En particulier. »

« Vous avez aussi passé aux États-Unis d'importantes commandes de destroyers, qui représentent environ 2 milliards de dollars, soit à peu près le déficit du budget de l'État. Est-il exact que ces bateaux soient vendus à l'armée iranienne deux fois plus cher qu'à l'armée américaine ? »

« Non. Ce n'est pas vrai, c'est que les prix ont été multipliés par trois depuis la date des commandes. Et vous dites que nous augmentons les prix du pétrole ! »

« Avez-vous renoncé à certains achats ? »

« Nous avons décommandé certains bateaux. Nos achats ont

diminué en quantité, mais pas en prix. »

« L'Iran consacre 2 milliards de dollars par an soit 27 % de son budget, à ses dépenses militaires. La recherche d'une puissance nationale maxima, qui suppose de telles dépenses, est-elle compatible avec la recherche d'un développement économique national maximum ? »

« Non seulement elle est compatible, mais elle est indispensable. L'une n'est rien sans l'autre. Il n'y a pas de puissance économique qui soit sans puissance militaire. »

« Plus de chances que les autres »

« Comment votre pays peut-il devenir un grand pays industriel et faire que le tapis persan ne soit plus son premier article d'exportation après le pétrole ? »

« Nous exportons déjà des automobiles, des camions, du matériel roulant, des produits textiles, des chaussures, ce qui prouve que nous sommes déjà industrialisés. Nous exportons vers certains pays qui nous envoient et vers certains pays de l'Est, mais nous avons l'intention d'exporter aussi bien vers les pays de l'Europe de l'Ouest. Dans les années qui viennent nous devons arriver à des productions comparables à celles des pays les plus industrialisés dans la sidérurgie, dans la pétrochimie, dans l'électronique, et pour certains biens de consommation. Évidemment, dans l'électronique, nous aurons du mal à concurrencer les Japonais. Mais dans la sidérurgie notre production pourrait être comparable à celle de la France. Dans la pétrochimie nous devons réussir. »

« Quelles chances avez-vous de gagner votre pari de rendre votre pays économiquement autonome, par rapport au pétrole, avant l'épuisement de ses réserves, c'est-à-dire avant vingt à vingt-cinq ans ? »

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rostoukhanlou, déclarait : en 1985...

compatible avec la recherche d'un développement économique national maximum ? »

« Non seulement elle est compatible, mais elle est indispensable. L'une n'est rien sans l'autre. Il n'y a pas de puissance économique qui soit sans puissance militaire. »

« Plus de chances que les autres »

« Comment votre pays peut-il devenir un grand pays industriel et faire que le tapis persan ne soit plus son premier article d'exportation après le pétrole ? »

« Nous exportons déjà des automobiles, des camions, du matériel roulant, des produits textiles, des chaussures, ce qui prouve que nous sommes déjà industrialisés. Nous exportons vers certains pays qui nous envoient et vers certains pays de l'Est, mais nous avons l'intention d'exporter aussi bien vers les pays de l'Europe de l'Ouest. Dans les années qui viennent nous devons arriver à des productions comparables à celles des pays les plus industrialisés dans la sidérurgie, dans la pétrochimie, dans l'électronique, et pour certains biens de consommation. Évidemment, dans l'électronique, nous aurons du mal à concurrencer les Japonais. Mais dans la sidérurgie notre production pourrait être comparable à celle de la France. Dans la pétrochimie nous devons réussir. »

« Quelles chances avez-vous de gagner votre pari de rendre votre pays économiquement autonome, par rapport au pétrole, avant l'épuisement de ses réserves, c'est-à-dire avant vingt à vingt-cinq ans ? »

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rostoukhanlou, déclarait : en 1985...

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rostoukhanlou, déclarait : en 1985...

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rostoukhanlou, déclarait : en 1985...

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rostoukhanlou, déclarait : en 1985...

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rostoukhanlou, déclarait : en 1985...

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rostoukhanlou, déclarait : en 1985...

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rostoukhanlou, déclarait : en 1985...

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rostoukhanlou, déclarait : en 1985...

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rostoukhanlou, déclarait : en 1985...

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rostoukhanlou, déclarait : en 1985...

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rostoukhanlou, déclarait : en 1985...

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rostoukhanlou, déclarait : en 1985...

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rostoukhanlou, déclarait : en 1985...

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rostoukhanlou, déclarait : en 1985...

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rostoukhanlou, déclarait : en 1985...

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rostoukhanlou, déclarait : en 1985...

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rostoukhanlou, déclarait : en 1985...

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rostoukhanlou, déclarait : en 1985...

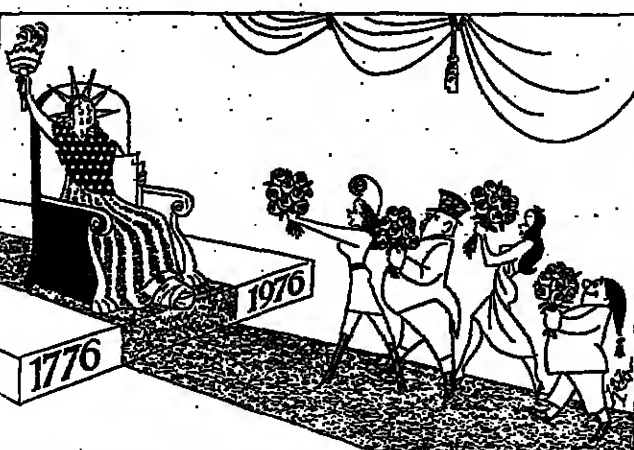
« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rostoukhanlou, déclarait : en 1985...

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »

« Il y a quelques mois, le premier ministre, M. Rostoukhanlou, déclarait : en 1985...

« Plus de chances que les autres. Nos réserves en gaz sont pratiquement inépuisables, nous n'aurons donc pas de problème d'énergie. Et puis, bien sûr, il ne sera plus question d'extraire le pétrole comme source d'énergie, nous le réserverons comme matière première pour la pétrochimie. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan important de construction de centrales nucléaires. »



Le pouvoir nourrit-il son homme ?

MOINS enviables qu'on pourrait le supposer, les traitements des hommes politiques sont généralement inférieurs à ceux des chefs d'entreprise en Europe. Bien que relativement élevés, ils permettent tout juste à certains ministres, ou parlemen-

taires, de faire face aux frais que suppose leur vie publique. Mais les cas varient d'un pays à l'autre. En Allemagne, les chiffres sont importants. Le chef du gouvernement perçoit un revenu mensuel net qui équivaut à 30 400 francs et les ministres jusqu'à 18 925 francs. Mais les syndicats allemands sont partisans de bien traiter les plus hauts responsables de l'État. C'est sans doute à leurs yeux le moyen d'éviter que seuls des hommes riches n'accèdent à ces fonctions, et de les délivrer de tentations.

En France, les membres du gouvernement sont encore assez favorisés, bien que plus modestement. Le premier ministre reçoit un traitement de l'ordre de 25 000 F, les ministres environ 19 500 F, les députés quelque 12 000 F par mois.

Les parlementaires britanniques, quant à eux, savent que ce n'est pas à Westminster qu'on fait fortune. Un député touche quelque 4 300 F par mois, et un ministre environ 14 500 F.

À Rome, enfin, les hommes politiques se plaignent de leur situation : le traitement du président du conseil ne dépasse pas, en principe, 4 700 F par mois, auquel s'ajoute généralement, il est vrai, une indemnité parlementaire de quelque 7 200 F.

(Lire notre dossier page 25.)

La crise et les échanges Est-Ouest

LA crise de l'énergie a donné un coup de fouet aux échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest de l'Europe, alors même que leur rythme de croissance était déjà rapide depuis quelques années. Face à la nécessité de vendre davantage pour payer leur facture pétrolière, les nations occidentales ont encore développé leurs exportations vers les pays du COMECON (1), tandis que ceux-ci entendaient accroître leurs achats de biens d'équipement et d'usines pour répondre aux besoins de leurs industries et de leurs populations. De cette coïncidence d'intérêts, il est notamment résulté, en 1974 et 1975, un net accroissement des ventes des quatre « grands » de la C.E.E. : l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, l'Italie et la France.

Parallèlement, les pays socialistes, surtout l'U.R.S.S. grâce à la hausse du prix des matières premières — dont elle est un important fournisseur — et aussi la Pologne à cause du charbon, ont sensiblement augmenté en 1974 leurs livraisons à l'Ouest. Puis, la recession mondiale fre-

nant leurs exportations et l'inflation majorant le coût de leurs importations, ils ont subi l'an dernier une forte aggravation de leur déficit commercial et de leur endettement à l'égard de l'étranger. Moscou a même enregistré un déséquilibre de ses échanges extérieurs avec l'Ouest. L'accroissement de la dépendance de l'Est-occident à l'égard du monde capitaliste porte en elle-même ses propres limites. Pour le proche avenir le commerce entre les deux camps devrait se ralentir, bien qu'il soit difficile, économiquement et politiquement, pour certains pays socialistes d'aller trop loin sur le chemin de la limitation des achats et de l'austérité. Par ailleurs, l'intégration au sein du COMECON à toutes chances de se renforcer, bien que cet organisme vienne de renouer des contacts avec la C.E.E.

Il serait de toute façon excessif d'attendre des relations commerciales une sensible accélération de la détente. La volonté de puissance, prenant le masque de l'idéologie et s'appuyant sur la force militaire, a plus de poids que l'internationalisme des affaires. L'Est cherche bien à l'Ouest de la technologie et un modèle industriel qu'il n'a pas su inventer ; mais le courant des marchandises et des ingénieurs ne saurait à lui seul entraîner un dégel. — M. B.

(Lire notre dossier pages 24 et 25.)

On the contrary

AFTER « two-speed » Europe, a European directorate ? Such is the notion now mooted in Paris, and up for discussion when the nine heads of Government meet on April Fool's Day next month. Any buyers — beware. Two-speed Europe was not invented by the Tindemans report. With the monetary « snake » shrunk to a D-Mark zone, it already exists. What M. Tindemans hoped was to give the « snake » an economic backbone and a Community label, tempting or scaring other countries into its skin. But it some still see the « snake » as gliding towards monetary union, for many it remains at worst a venomous reptile and at best a pocket souvenir of Bretton-Woods.

Alarmed by two-speed Europe, the EEC Commission saw a similar danger in the advent of Greece. Hence its plan for a pre-entry period — scotched, at least officially, by the Council of Foreign Ministers three weeks ago. And now the Elysee is said to be toying with a new version of General de Gaulle's old concept of a two-tier Community — a « Security Council » Europe run by a rotating élite.

« Realistic » as they seem, all these are utopian efforts to reconcile size and speed. The dangers Europe faces demand swift action : to convince her peoples takes time. But the real remedy is to improve the system, not to dismantle it by turning the exception into the rule. Not two-speed Europe, but help and incentive for the weaker brethren to catch up. Not ephemeral directorates, but a democratic European executive backed by a Parliament worthy of the name.

PANGLOSS.

(Lire notre dossier page 25.)

Sur le devant de la scène

ENTRE LES LIGNES DU RAPPORT TINDEMANS

Des cheveux dans la soupe

BONN

« CONSTRUCTIF et réaliste », tel était le jugement d'un porte-parole du gouvernement de Bonn lorsque le rapport Tindemans fut connu au début de l'année. Aujourd'hui, l'appréciation est moins positive. Car le chancelier fédéral, M. Helmut Schmidt, et le ministre des affaires étrangères allemand, M. Hans-Dietrich Genscher, ont trouvé dans l'intervalle quelques cheveux désagréables dans la soupe européenne du président du conseil de Belgique.

M. Schmidt refuse avant tout deux propositions de M. Tindemans :

1) Certains Etats membres de

la Communauté européenne sont autorisés à attendre provisoirement un degré d'inflation plus élevé que les autres partenaires.

2) Le Fonds monétaire européen doit devenir l'embryon d'une banque centrale européenne, « par exemple par la mise en commun d'une partie des réserves monétaires ».

Aux yeux du chancelier, le premier point aurait pour conséquence, s'il était réalisé, que le développement économique de l'intérieur de la Communauté se poursuivrait dans des directions divergentes au lieu de trouver peu à peu un dénominateur commun.

M. Genscher, lui aussi, est très sceptique sur l'idée d'un développement à deux vitesses. Tous les deux se sont trouvés confortés dans leur refus lorsque récemment à Londres ils rencontrèrent le premier ministre, M. Wilson, et son ministre des affaires étrangères, M. Callaghan.

A vrai dire, il existe entre Britanniques et Allemands une différence fondamentale : M. Wilson rejette une intégration différenciée des partenaires selon qu'ils sont prospères ou économiquement en retard pour la bonne raison que la Grande-Bretagne appartient au second groupe et qu'elle

redoute par conséquent de subir des désavantages. M. Schmidt et Genscher rejettent le plan de M. Tindemans à cause de considérations de principe.

Le chancelier fédéral, voyant, d'autre part, se profiler en arrière-plan de la proposition d'une extension du Fonds monétaire européen l'idée d'une mise en commun des réserves monétaires, s'élève absolument contre cette idée.

Pour Bonn, les paragraphes politiques du rapport Tindemans font moins problèmes. L'urgence formulée d'un centre de décision européen disposant de pouvoirs accrus éveille même

la sympathie. Tout le reste est rédigé de manière si prudente que Bonn n'a aucune raison de la critiquer.

Le chancelier Schmidt défend en tout cas l'opinion suivante : il est absolument nécessaire de discuter du rapport tranquillement. Cette discussion pourrait porter des fruits tout à fait positifs. Puisque la hâte ne s'impose nullement, on est sûr à Bonn que, lors de la prochaine rencontre du Conseil européen en avril à Luxembourg, on ne prendra encore aucune décision sur les conséquences qui devraient être tirées du rapport.

BERND CONRAD.

Des silences très appréciés

LONDRES

QUI aurait imaginé, il y a seulement neuf mois, dans l'ardeur et la passion des débats qui ont précédé le référendum sur l'appartenance au Marché commun, que le rapport Tindemans provoquerait aujourd'hui si peu de remous dans les milieux politiques londoniens ? Ceux-ci, depuis la parution de ce texte, sont restés muets, ce qui prouve au moins deux choses : et l'habileté de son auteur à passer à côté des questions délicates sans les aborder, et la réticence accrue de l'intérêt momentanément porté par les Britanniques aux affaires de la Communauté.

Certes, il y a eu une réaction officielle très favorable. Un coup de chapeau a été donné au premier ministre belge pour son approche des problèmes prag-

matiques (c'est-à-dire quasi britannique) et pour ses conclusions invitant la C.E.S. à concentrer ses efforts dans les domaines où des progrès sont le plus vraisemblables, notamment dans celui de la coopération politique. Mais ce qui a surtout été pris en considération, c'est sans doute tout ce qui avait été omis par M. Tindemans : aucune échéance suggérée, aucune mention concernant les structures fédérales ou confédérales à envisager, aucune procédure évoquée sur la route menant à l'union économique et monétaire.

M. Callaghan a attaqué énergiquement l'idée d'une Europe « à deux vitesses ». On s'est, du reste, étonné à Londres que M. Tindemans n'ait pas appris d'avance des réactions qu'avait

suscitées une proposition similaire de M. Brandt en 1974. Quel est le gouvernement du Royaume-Uni qui pourrait accepter de voir celui-ci relégué au second rang — avec de nouveaux membres tels que la Grèce, et des pays comme l'Irlande ou l'Italie — et son déclin économique ainsi consacré ?

M. Callaghan n'en a pas moins salué le réalisme et la modestie, dont a témoigné M. Tindemans en renonçant à proposer des solutions toutes préparées sur problèmes de l'union économique et monétaire. Réalisme ou manque d'imagination ? Comme on verra. En tout cas, le fait que l'on n'ait pas voulu renouveler l'expérience du rapport Werner a provoqué un grand soulagement à Londres. Quel embarras aurait

suscité une formulation plus originale garantissant des avantages financiers notables au prix de quelque atteinte à la souveraineté nationale ?

Mettre l'accent sur l'importance de la coopération politique paraît parfaitement pertinent aux Britanniques. En partie parce qu'une Europe ne tirant plus d'huile et à la fois dans les rencontres internationales leur paraît une conception plus logique, en partie parce que l'Europe y gagnerait en poids et en autorité dans que la souveraineté des Etats soit vraiment altérée. Il est peu probable, cependant, que l'idée d'imposer un point de vue communautaire unique soit défendue par beaucoup. Quant à vouloir inclure la question de la défense dans la coopération, même au nom de la

sécurité, ce serait là une suggestion extrêmement délicate, voire une provocation.

En ce qui concerne les divers fronts intérieurs, le rapport apparaît comme un salmi. (dis de propositions disparates, mais dans l'ensemble judicieuses. Certaines d'entre elles impliqueraient des amendements au traité de Rome, ce qui les rend difficilement acceptables. Enfin, les inconditionnels de l'Europe sont déçus par l'absence de références à de nouveaux pouvoirs explicites pour le Parlement européen et par la piètre estime dont témoigne implicitement au « coup de fouet » que constituerait l'élection de cette assemblée au suffrage direct.

ROGER BERTHOUD.

La relance des passions

PARIS

LA coïncidence entre la décision d'organiser des élections européennes et la publication du rapport Tindemans a relancé en France le débat européen.

Les Français sont partagés depuis trente ans entre l'espoir de trouver dans l'Europe un nouvel élan et la crainte d'y sombrer dans l'effacement. Aussi l'actuelle relance est-elle d'abord celle des passions et de l'éternelle querelle entre les partisans (gaullistes) de l'« Europe des Etats » et ceux de l'« Europe supranationale ». Cette querelle n'épargne pas le gouvernement.

M. Giscard d'Estaing est très conscient de l'importance du moment : le calendrier du traité de Rome est épuisé, la tutelle américaine sur l'Europe faiblit et la crainte de nouvelles menaces venues de l'Est renait en Europe occidentale. Il faut faire quelque chose : essentiellement, à son avis, il faut doter l'Europe d'« une capacité de décision ». C'est dans cette optique qu'il juge le rapport Tindemans, et, selon les meilleures sources, son jugement est sévère.

Le premier reproche fait au travail du premier ministre belge est de n'avoir pas de ligne directrice. M. Tindemans a voulu plaire ou ne pas trop déplaire à tout le monde et propose une sorte de catalogue de réformes compensées.

Pour le président de la République, en revanche, la ligne est nette. La « capacité de décision » de la Communauté ne peut être renforcée qu'à partir du conseil européen, c'est-à-dire à partir de l'accord des gouvernements. La réunion régulière de ces conseils « au sommet », que le général de Gaulle et Georges Pompidou avaient pu faire accepter de leurs partenaires, est une réussite personnelle de M. Giscard d'Estaing, qui juge que l'efficacité en a été démontrée dès la première année de leur existence. Il estime aussi que le mécanisme des prises de décision serait amélioré par la formation de groupes restreints disposant de responsabilités spécifiques. Le mot de « directive » a été prononcé à ce sujet et a provoqué une levée de bouilliers chez les partenaires de la France.

En tout cas, estime-t-on à Paris, l'équilibre du conseil européen ne doit pas être recherché, comme le fait M. Tindemans, en dotant la Communauté d'un pouvoir politique courant. Pourrait-il être en démocratie l'instance représentative de la Communauté, c'est-à-dire au moins élue par l'Assemblée européenne au suffrage direct ? Le président de la République y paraît tout acquis mais il n'en va pas de même de l'aile gaulliste de sa majorité.

Compte tenu de ces incertitudes, les réactions officielles aux principales novations proposées par M. Tindemans peuvent se résumer ainsi :

● L'élaboration d'une politique étrangère commune par l'alignement « obligatoire » sur les vues de la majorité est jugée impraticable. Elle conduirait la Communauté à une politique « moyenne », c'est-à-dire incertaine. Mieux vaut accentuer la concertation actuelle, qui laisse chacun assumer ses responsabilités ;

● Les échanges de vues régulières sur la défense et la sécurité paraissent souhaitables ;

● La création d'une agence de production d'armements des Neuf risquerait de faire double emploi avec le Groupe européen indépendant pour l'armement créé entre les alliés européens ;

● La suggestion de M. Tindemans de faire l'Europe « à plusieurs vitesses », selon les capacités de chacun, ne soulève pas d'opposition de principe, mais il faudrait se prémunir contre les risques de dislocation et trouver une présentation qui ne choque pas les retardataires ;

● L'élection directe de l'Assemblée européenne ne saurait lui conférer « une fonction législative croissante », comme l'écrit M. Tindemans ;

● L'importance du conseil européen est soulignée par le premier ministre belge, ce qui est apprécié à Paris ;

● M. Tindemans soulève un faux problème — estime-t-on — en demandant que la règle majoritaire devienne « pratique »

courante ». A l'évidence, les Neuf ne peuvent prendre des décisions majoritaires inapplicables au plan national, mais il est souhaitable d'en revenir à l'« arrangement » de 1965 qui réserve l'emploi du « veto » aux questions « très importantes » ;

● Faire investir la Commission par l'Assemblée européenne, comme le propose M. Tindemans, lui conférerait un caractère politique et provoquerait des risques inacceptables de conflit avec le conseil ;

● Il n'est pas déraisonnable de faire participer le président de la Commission au choix de son équipe, mais sous une forme plus souple que celle proposée par M. Tindemans ;

● Les idées de M. Tindemans sur « la dégradation de pouvoir de décision » ne sont pas à rejeter a priori, mais doivent être précisées. Ne pourrait-on en arriver par là à des « groupes restreints » proposés par le président de la République ?

MAURICE DELARUE.

Un nouvel élan mais ensemble

ROME

QUEL devrait être l'avenir de l'Europe pour que les jeunes générations puissent découvrir dans le processus d'intégration la signification d'une réalité supranationale ? Dans les capitales, le débat est centré sur le rapport Tindemans, et nous avons interrogé à son sujet M. Emilio Colombo, ministre du Trésor, qui passe pour le plus européen des hommes politiques italiens. Peu d'entre eux en tout cas ont une aussi longue familiarité avec les institutions de Bruxelles : depuis près de dix ans, il représente l'Italie et défend ses intérêts au conseil des ministres.

Sur les aspects positifs du rapport, l'analyse du ministre du Trésor part d'une considération de principe : l'Europe ou, plus

exactement, les institutions européennes traversent une crise, et on ne la surmontera qu'en parvenant à une union véritable.

Actuellement, l'édifice est inachevé, et si on ne termine pas sa construction, il s'effondrera. L'enthousiasme de naguère est bien tombé, nous dit M. Colombo depuis que, il y a quinze ans, nous commençons à travailler à la construction européenne. Chaque pas que nous faisons suscite une nouvelle tâche. Aujourd'hui, l'activité est devenue bureaucratique et est dépourvue d'aspects nouveaux. Il faut remonter à 1972 pour trouver un temps fort avec l'Union économique et monétaire, la création du « serpent » prévoyant des marges d'oscillation entre les monnaies. L'affaire a dé-

montré une fois de plus que l'on avait tort de trop miser sur les aspects monétaires et pas assez sur les aspects économiques.

« Il faut aujourd'hui donner un nouvel élan, poursuit le ministre, et le rapport Tindemans me semble important parce qu'il dans la première partie, il met l'accent sur la réalisation de l'union politique. C'est une approche pragmatique des différences. Elle traite, en outre, les aspects politiques : l'élection du Parlement européen au suffrage universel, la réintroduction et la mise en valeur du principe majoritaire dans les délibérations du conseil des ministres, la mention enfin des politiques communes que devra mener l'Europe. »

Sur le plan économique, quels

sont les éléments positifs et négatifs ? « Ce qui est positif », nous répond M. Colombo, c'est l'idée d'étendre la gamme des initiatives communes en matière, par exemple, d'énergie et de nouvelles technologies. Jusqu'à présent, la seule politique commune était la politique agricole, et je ne saurais dire quelle puisse se poursuivre sans amendements. » Les situations ont changé. Les pays n'agissent exportateurs de produits agricoles sont devenus importateurs, et le mécanisme des prix ne fonctionne pas très bien. Le problème des structures agricoles reste posé.

Pour ce qui est des éléments négatifs, M. Colombo cite d'abord l'absurde distinction du rapport entre pays entraînants

et pays entraînés de l'Europe à « deux vitesses » : les plus riches et les plus forts, accroissant leur coopération, deviendront toujours plus vigoureux tandis que les autres continueront à rester faibles.

« On bouleversera l'idée originelle de l'Europe », rétorque M. Colombo, qui était de vivre ensemble et de venir à bout ensemble des déséquilibres. »

La façon dont le rapport Tindemans aborde les problèmes équivaut à un pas en arrière. Il faudrait y substituer une autre approche : faisons ensemble des politiques sectorielles en cherchant à dépasser nos diversités par une harmonisation.

NATALE GILO.

Acheter un parc automobile implique l'immobilisation de capitaux importants avec lesquels il y a mieux à faire. Et une gestion rigoureuse. L'amortissement, l'entretien, les réparations, l'assurance, les salaires sont autant de postes difficiles à prévoir. Et à contrôler.

Avec le contrat de location longue durée Locasim, tout devient simple.

Vous choisissez vos voitures dans la gamme Simca-Chrysler-

Matra, vous fixez vous-même la durée (entre 12 et 24 mois) et le kilométrage (entre 20 000 et 60 000 km).

Si vous le désirez, vous prenez l'option entretien qui vous permet sans déboursier un centime de faire entretenir et réparer vos voitures

dans les 2 200 points service du réseau Chrysler-France. Et l'option assurance, prise d'ordre et pour votre compte. Tout cela pour une seule facture mensuelle, toujours égale.

Vous voyez, vous avez mieux à faire que d'acheter vos voitures.

Location longue durée
Locasim
Les services de l'automobile sans les servitudes.

Locasim 30, rue d'Orléans 92200 Neuilly Tél. 747.56.00. FRANCHISE



سكيا في الامم

Communauté européenne

Une «troisième vitesse» ?

Vue du dedans, l'Europe des Neuf ressemble toujours à un sac d'embrouillages. Vue du dehors par certains pays voisins, l'Europe des Neuf paraît une sorte de paradis où l'on brûle d'accéder, en espérant que le purgatoire ne sera pas trop long. Ainsi la Grèce, ayant renvoyé ses colonels, vient de recevoir le «dignus est intrare».

Cela dit, l'économie grecque n'a pas atteint un stade de développement qui facilitera son insertion dans la Communauté. En outre, les exploitants agricoles français et italiens, déjà aux prises entre eux à propos du vin, l'accueilleraient pas avec le sourire, on s'en doute, ce troisième larron, son vin, ses fruits ou son huile d'olive. A cet égard, ce qui est vrai pour la Grèce l'est encore plus pour l'Espagne, qui lorsque aussi avec la faveur que l'on sait du côté du Marché commun. Mais les opérations d'approvisionnement de la Grèce, de l'Espagne et de l'Italie, de toute façon, ne seront pas de simples échanges commerciaux. Pour que, un jour, des liens d'un type nouveau puissent être envisagés, il faudrait que l'Espagne donne d'autres gages d'une évolution vers la démocratie de type occidental avec la restauration complète des libertés de réunion, de presse et syndicales.

Quant au Portugal, la perspective d'une entrée dans le Marché commun est encore beaucoup plus lointaine. Les rapports avec la C.E.E. se bornent aujourd'hui à la mise en œuvre de l'aide d'urgence accordée le 7 octobre 1975 (prêts de la Banque européenne d'investissement à taux très faibles) et à l'ouverture de négociations portant sur des échanges commerciaux, la coopération industrielle, technique, financière et les problèmes de main-d'œuvre. A plus ou moins longue échéance, cette marche vers la «nouvelle frontière» de l'Europe, au Sud, posera de nouveaux et considérables problèmes à la Communauté. Certes, la C.E.E. peut contribuer à stabiliser cette zone où la démocratie est encore si

fragile, en aidant d'abord, puis en acceptant dans son sein ces nouveaux membres. Il y aurait là un acquis politique très important pour l'Occident, de même qu'une ouverture sur l'Afrique, bien préparée déjà avec la convention de Lomé et par les accords que la C.E.E. vient de signer avec les pays du Maghreb (Algérie, Tunisie, Maroc), après deux ans de négociations. Mais, si à trop «charger la barque» de la C.E.E., on finissait par la faire couler ?

Déjà l'Europe des Neuf est écartelée entre deux catégories de pays, disons, pour simplifier, ceux du «serpent» monétaire et les autres. Pour que cette division ne compromette pas la marche en avant de ceux qui le peuvent vers l'Union économique et monétaire, M. Tindemans a proposé, à la suite de M. Willy Brandt, une «Europe à deux vitesses».

Faudrait-il pousser à une «troisième vitesse» pour les pays du Sud, correspondant, si l'on veut, à la zone en voie de développement de l'Europe ? Cette Europe, avec un noyau dur (une «zone mark») et deux cercles concentriques, pourrait-elle encore porter le nom de Communauté ? Sans doute, n'est-il pas normal que celle-ci marche toujours du pas du pays qui va le moins vite, mais le traité de Rome a prévu le cas où les divergences de progrès économiques posent des problèmes : ce sont les clauses de sauvegarde qu'un pays peut invoquer, en des circonstances bien précises, pour éviter que l'application de règles communes lui cause des dommages insupportables. Avant de penser à d'autres échappatoires sophistiquées, ne vaut-il pas mieux penser au bon usage du traité ?

Rien ne serait plus contraire à tout ça à l'esprit communautaire que, pour échapper à leurs devoirs de solidarité, aux transferts indispensables de richesses, les pays les mieux pourvus forment une sorte de «club» pour protéger leur patrimoine. On entend en Europe comme en maroc. «Pour le meilleur et pour le pire».

L'Europe vend mal ses produits agricoles

(Suite de la page 19.)

Notons que la Communauté, contrairement à la Nouvelle-Zélande ou à l'Australie, n'a jamais cru nécessaire, pour améliorer ses chances de vendre ses excédents de poudre, de financer l'implantation d'usines de reconversion du lait dans le tiers-monde — et notamment en Afrique, où les besoins sont considérables.

Cette absence de stratégie industrielle contribue également à la fragilité de la politique commerciale initiée des Neuf. La facilité de celle-ci en 1975 n'a pas amené la Commission à faire preuve de plus de nerf : se souvenant de la réaction négative de l'opinion publique lorsqu'elle avait facilité jadis la vente à bas prix de beurre à l'Union soviétique, elle a longuement hésité à déstabiliser la subvention accordée aux exportateurs de poudre alors que plusieurs pays de l'Est étaient prêts à se porter acheteurs.

Ces tergiversations se sont soldées, semble-t-il, par la perte d'un contrat important vers la Roumanie. Ajoutons que la Commission, n'hésitant pas à parfaire le tableau jusqu'à la caricature, semble s'efforcer maintenant de réactions publiques suscitées aux Etats-Unis par la proposition qu'elle a faite aux Etats membres de rendre obligatoire l'incorporation de poudre de lait dans les aliments du bétail. Une telle opération, qui permettrait d'utiliser 600 000 tonnes de poudre de stock, pourrait se traduire par une diminution de 300 000 tonnes des ventes de soja américain dans la C.E.E. sur un total de 10 millions de tonnes.

C'est là une agression qu'on hésite à commettre. Les performances réalisées sur le front des céréales sont elles aussi, médiocres. Fin 1974, au moment où la flamme des cours assurait encore un commerce prospère, le soja américain parvenait à convaincre M. Lardinois de freiner les exportations de la C.E.E. : «Conservons notre blé engrangé, lui confia-t-il, car il n'est pas

sûr que nous puissions tout fournir les céréales fourragères dont vous avez besoin...» La recommandation fut suivie, si bien que la C.E.E. termina la campagne avec un stock de report de 7,5 millions de tonnes, très supérieur à ses besoins. Là encore, la leçon n'a pas été entendue. A la suite de protestations répétées des Etats-Unis et du Canada, la C.E.E., fin 1975, a provisoirement diminué les subventions accordées aux exportations de maïs et de foin, risquant ainsi de compromettre la percée spectaculaire réalisée sur ces deux marchés par les négociants européens.

Comment ne pas constater enfin que la Communauté est pratiquement absente des importants contrats de céréales qui viennent d'être conclus avec l'O.R.S.S. ? Il serait assurément injuste d'imputer ces échecs à la seule Commission. Les Etats membres, soit qu'ils redoutent les conséquences inflationnistes d'une politique d'exportations dynamiques, soit qu'ils hésitent eux aussi à déplaire aux Américains, ont souvent été responsables du manque d'audace qui caractérise la tactique bruxelloise.

Une voie nouvelle paraît maintenant s'ouvrir à la Communauté : plusieurs pays du tiers-monde sont candidats pour conclure avec elle des accords à long terme de fourniture de produits agricoles. Des requêtes ont déjà été adressées par la Syrie, le Zaïre et le Togo. Cependant, la Communauté, embarassée par la lourdeur de ses procédures et la pusillanimité de ses gouvernements, n'a pas encore été capable de saisir cette chance. C'est avec l'Egypte que l'expérience a été menée de la façon la plus approfondie. Les premiers pourparlers ont eu lieu au mois de mai 1975 ; mais c'est seulement en novembre que les Neuf parvinrent à donner des directives définitives à la Commission.

Entre-temps, par crainte de s'engager dans une politique résolue d'exportations agricoles, ils avaient considérablement réduit la portée du projet. Ces

atermolements ont eu la conséquence qu'ils méritaient : en janvier 1976, les Egyptiens, lassés d'attendre, ont fait savoir que l'arrangement, tel qu'il leur était proposé, ne les intéressait plus. En fait, ils estimaient, non sans raison, que le prix auquel la Communauté se proposait de leur vendre la poudre de lait était trop élevé par rapport à celui, très bas, en vigueur sur le marché mondial.

Deux leçons sont à tirer de ce «pas de clerc».

1) Il apparaît peu opportun de vouloir inclure, comme la Commission l'a fait dans ses tractations avec l'Egypte, des clauses de prix dans les accords à long terme : les pays du tiers-monde avec lesquels on se propose de conclure n'ont aucune raison de payer les produits communautaires au-dessus du prix mondial ; la réaction égyptienne est, à cet égard, significative. De tels accords doivent être exclusivement conçus comme le moyen de pla-

nifier les exportations de la C.E.E. et de stabiliser des courants d'échanges. Ce serait révéler que d'y voir aussi la possibilité de vendre à meilleur compte.

2) Surtout, on peut pronostiquer sans grand risque d'erreur qu'il n'y aura pas d'accords à long terme si les procédures de la Communauté restent aussi longues et lourdes. L'Egypte, l'Iran ou la Syrie, s'ils envoient une délégation en Australie ou au Japon, peuvent compter qu'elle reviendra, quelques jours ou, au plus, quelques semaines plus tard, le contrat en poche. Pour des raisons géopolitiques évidentes, la Communauté bénéficie en Afrique et au Moyen-Orient d'un avantage certain par rapport à ses concurrents. Mais, si elle demeure incapable de répondre rapidement aux demandes qui lui sont présentées, elle lui faudra, une fois de plus, se résigner à additionner les occasions manquées.

PHILIPPE LEMAITRE.

LA C.E.E. DEMAIN

Les préparatifs du premier conseil européen de l'année, qui doit avoir lieu dans un mois, ont déjà commencé. A l'ordre du jour essentiellement, la forme future de la Communauté et de ses institutions.

Au centre des discussions, le rapport sur l'union européenne préparé par M. Léo Tindemans, le premier ministre belge. La question qui prête le plus à controverse concerne la suggestion qui y est faite d'une différenciation entre les membres de la Communauté («Communauté à deux vitesses») qui seraient classés en nations faibles et nations fortes. Il semble peu probable que ce point soit approuvé par les chefs de gouvernement. Une critique sévère de nombre de pays — et du gouvernement britannique notamment — craint que ce qu'ils craignent de voir se transformer en une classification en membres de première et membres de deuxième catégorie, mettra certainement fin à ce projet.

Au cours de ce mois-ci, les gouvernements européens vont également tenter de s'entendre sur les derniers détails du projet communautaire qui vise à instituer d'ici deux ans l'élection directe du Parlement européen. La question la plus délicate qui se pose est celle de la proportionnalité de la représentation de chaque pays. Dans quelle mesure, en effet, l'attribution des sièges à l'assemblée doit-elle refléter l'importance démographique de chaque Etat membre ?

La Grande-Bretagne sera-t-elle en mesure de participer aux premières élections directes de 1978 ? Il semble peu probable que M. Wilson puisse donner à ses homologues européens une réponse précise sur ce point les 1^{er} et 2^{es} avril prochains. Les ministres de l'Agriculture, de leur côté, vont s'efforcer de fixer de nouveaux prix aussi tôt que possible ce mois-ci. Ils n'ont guère plus l'espoir de parvenir à un accord dès le mois de mars, comme ils pensaient encore pouvoir le faire le mois dernier, estimant leurs divergences beaucoup trop fortes pour être réduites dans d'aussi brefs délais.

(PUBLICITE)

CONSEIL REGIONAL DES MONTS GRAMPIAN

DÉSIGNATION DE CONCEPTEURS ET PROMOTEURS

CENTRE D'EXPOSITIONS, DE COMMERCE, DE CONFÉRENCES, D'HOTELLERIE ET DE SPORTS

PONT DE DON, ABERDEEN, ÉCOSSE

Le Conseil Régional des Grampian souhaite étudier la future mise en valeur du terrain de manifestations du Pont de Don, à Aberdeen, Écosse, sous forme de centres d'expositions, de commerce, de conférences, d'hôtellerie et de sports. Ce terrain couvre 19,43 hectares et le Conseil possède 37,23 hectares supplémentaires qui pourraient être disponibles pour une expansion ultérieure. L'exposition européenne «Off Shore» de 1975 s'est tenue sur cet emplacement.

Les consortiums de concepteurs, d'architectes et de promoteurs qui estiment posséder les connaissances, l'expérience et les soutiens financiers nécessaires pour réaliser un tel centre sont invités à soumettre un résumé de leurs propositions pour la réalisation du terrain d'expositions. Ces propositions devront tenir compte de la possibilité que l'exposition européenne «Off Shore» de 1977 se tiende sur cet emplacement. Tous détails devront être fournis sur les membres et les soutiens financiers de chaque consortium.

Après étude des diverses propositions par le Conseil, un consortium sera choisi et il lui sera demandé de préparer à ses frais une étude de faisabilité de la réalisation proposée. A la lumière de cette étude, le Conseil sera peut-être alors prêt à conclure un accord avec le consortium ou à lui consentir un bail de longue durée pour la mise en valeur de l'emplacement.

Un plan indiquant la situation et les dimensions du terrain d'exposition peut être fourni sur demande. Des réunions pour discuter de la formulation des propositions peuvent également être organisées si on le désire.

Les propositions résumées doivent parvenir avant le 24 mars 1974, au :

CHIEF EXECUTIVE GRAMPIAN REGIONAL COUNCIL, WOODHILL HOUSE, ASHROVE ROAD WEST, ABERDEEN, SCOTLAND.

DU 3 AU 12 DÉCEMBRE 1976

2^e FOIRE INTERNATIONALE DE DAKAR

LA PLUS GRANDE MANIFESTATION ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST VOUS OUVRE UN MARCHÉ DE PLUS DE 100 MILLIONS DE CONSOMMATEURS

UN PAYS - UNE RÉGION EN PLEIN DÉVELOPPEMENT

LE SÉNÉGAL S'ÉQUIPE ET SE DÉVELOPPE

Le plan quinquennal fait passer les investissements de 180 à 320 milliards C.F.A. pour la période 1973-1977.

Le SÉNÉGAL importe chaque année une valeur minimum de 40 milliards C.F.A. de biens d'équipement (48 milliards 138 millions C.F.A. en 1974). Le taux moyen de progression de ces importations est de 11,8 % par an.

LES GRANDS PROJETS

- **DAKAR MARINE** : Construction, équipement et exploitation de cales sèches pour la réparation de navires de 300 000 et 500 000 tonnes.
- **COMPLEXE DE KAYAR-ARABENCO** : Construction d'un port minéralier et pétrolier. Raffinerie géante d'une capacité de 2,5 millions de tonnes par an en liaison avec un complexe pétrochimique.
- **Production prévue** : 20 000 tonnes/an d'asphalte ; 270 tonnes/jour d'urée ; 180 tonnes/jour d'ammoniac.
- **ZONE FRANÇAISE INDUSTRIELLE** : Ouverte aux meilleures conditions aux industries essentiellement exportatrices et grandes utilisatrices de main-d'œuvre. Parmi ces industries : les industries textiles (confection, bonneterie) ; les industries du cuir et du plastique (maroquinerie, chaussures) ; les industries de l'électronique (composants, miniaturisation, etc.).
- **NOUVELLE CHAÎNIÈRE** : 5 000 à 6 000 tonnes/an.
- **USINE D'ACIDE PHOSPHORIQUE** : D'une capacité de 400 à 600 tonnes/jour.

LE SÉNÉGAL DÉVELOPPE SES SECTEURS-CLÉS

- **L'AGRICULTURE** : Une vingtaine de projets tendant à améliorer et à diversifier la production. Ce secteur, qui englobe la pêche et l'élevage, recevra plus de 40 milliards C.F.A. d'investissement.
- **L'INDUSTRIE** : Près de 27 milliards sont consacrés à l'industrie et à l'artisanat.
- **L'INDUSTRIE MINIÈRE** : Exploitation d'un nouveau gisement de phosphate de TOBENE (80 millions de tonnes). Exploitation prochaine du gisement de fer de la FALEME.

LE SÉNÉGAL DIVERSIFIE SES PARTENAIRES

Le Sénégal entretient des relations commerciales avec une centaine de pays et a signé des accords commerciaux avec :

- 22 pays d'AFRIQUE
- 6 pays d'ASIE
- 2 pays d'AMÉRIQUE
- 13 pays d'EUROPE

LE SÉNÉGAL S'INTÈGRE À UNE RÉGION ÉCONOMIQUE

L'O.M.V.S. (Organisation de Mise en Valeur du fleuve Sénégal) regroupant la Mauritanie, le Mali et le Sénégal, qui doit réaliser :

- le barrage de MANANTALI : barrage régulateur hydro-électrique de 174 millions de m³ permettant une double culture irriguée de 400 000 hectares, la réalisation d'une usine hydro-électrique de 150 millions de MW ;
- un barrage anti-sel à DIAMA ;
- un port fluvio-maritime à SAINT-LOUIS.

La C.E.A.O. (Communauté Économique de l'Afrique de l'Ouest), regroupant la CÔTE D'IVOIRE, la HAUTE-VOLTA, la MAURITANIE, le NIGER et le SÉNÉGAL, ambitionne de faire de ce marché de 25 millions de consommateurs une seule et même entité économique.

La C.E.D.E.A.O. (Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest), en pleine gestation, qui doit être dans sa phase opérationnelle le plus vaste rassemblement économique du Continent.

UNE RÉGION EN PLEIN DÉVELOPPEMENT

De NOUAKCHOTT à KINSHASA, les plans de développement laissent apparaître les projets les plus ambitieux, et les chantiers s'implantent au rythme des investissements.

Parmi ces projets notons ceux de l'O.M.V.S., étalés sur quarante ans, et qui mobiliseront 800 milliards C.F.A. Cet investissement énorme sera consacré, d'une part, au développement de l'agriculture et de l'exploitation minière et, d'autre part, aux industries liées à l'agriculture.

Le projet créera, pour les pays membres, 232 usines de traitement de produits agricoles (rizières, minoteries, sucreries, conserveries, abattoirs modernes, etc.).

Les conditions d'un transfert de technologie sont réunies grâce à une politique dynamique de formation de cadres techniques spécialisés.

Le premier rendez-vous de Dakar a été un succès. Nous avons accueilli 670 firmes des 5 continents et 500 000 visiteurs.

Plusieurs pays et de nombreuses firmes ont confirmé leur participation au second rendez-vous de Dakar.

Plusieurs groupes professionnels ont manifesté leur désir de participer aux forums, rencontres et colloques qui y sont programmés.

UN PAYS, UNE RÉGION EN PLEIN DÉVELOPPEMENT, DE GRANDS PROJETS.

Pour toute information :

CENTRE INTERNATIONAL D'ÉCHANGES DE DAKAR

Route de l'Aéroport - Boîte Postale 3329. — DAKAR

Téléphone : 511-11 - Telex : 430 SG FIDAK

CALENDRIER

4 FÉVRIER — La Communauté européenne achève une première phase de négociations avec la Syrie, la Jordanie et l'Egypte, pour l'établissement de nouveaux accords de libre échange, de semblables à ceux qui ont été récemment signés avec l'Algérie, la Tunisie et le Maroc.

DU 5 AU 8 FÉVRIER — L'ancien chancelier ouest-allemand, M. Willy Brandt, annonce sa candidature aux premières élections directes au Parlement européen de 1978. A l'issue d'un congrès de trois jours, le Mouvement européen se déclare fermement opposé à la notion d'Europe à deux vitesses envisagée par M. Léo Tindemans dans son rapport sur l'union européenne. Celui-ci estime que son idée a été mal comprise.

9 FÉVRIER — Les ministres des affaires étrangères des Neuf déclament l'ouverture, à brève échéance, des négociations sur l'entrée de la Grèce dans la Communauté, et demandent que ces négociations aboutissent à l'intégration complète de ce pays.

12 FÉVRIER — Le Parlement européen vote une mesure accordant aux neuf millions d'agriculteurs de la Communauté une augmentation de 9,5 % par rapport aux prix minimaux garantis fixés pour leurs produits cette année.

16 FÉVRIER — Les ministres des finances donnent leur accord au prêt de 300 millions d'unités de compte (l'unité de compte équivaut à 1,2 dollar), destiné à l'Irlande, et à celui de 1 milliard à l'Italie, afin d'aider ces deux pays à rétablir l'équilibre de leur balance des paiements.

18 ET 17 FÉVRIER — Le gouvernement français passe outre aux réticences diplomatiques en reconnaissant le mouvement populaire angolais (M.P.L.A.). Cette décision déplaît aux autres membres de la Communauté, qui espèrent pouvoir adopter une position commune.

18 FÉVRIER — La Commission européenne propose une révision de la politique communautaire en matière de pêche, portant sur la mise en place de quotas et la protection des zones côtières pour les pêcheurs locaux.

24 FÉVRIER — La Commission européenne propose une amnistie dans la «guerre du vin» entre la France et l'Italie, grâce à un ensemble de solutions qui sont examinées par les deux gouvernements.

Les clés de la conjoncture

UNE GESTION PLUS SERRÉE

L'Épanouissement des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la collaboration de Cécile-Economiste.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulots de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers sont l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limite à ces notes). Ces appréciations seront obtenues par regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme :

- a) croissance la plus forte possible ;
- b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ;
- c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, équilibre des échanges, degré de sensibilité au marché international limité).

L'ÉVOLUTION des derniers mois fait apparaître une stabilisation des situations économiques des quatre pays européens dans le cadre d'une reprise qui se confirme. L'inflation ne s'accroît plus, voire pour autant régresse : ainsi en Allemagne, après avoir reculé à fin 1975, elle remonte à nouveau en janvier 1976 de 0,8 % et reste à un rythme annuel de l'ordre de 6 %. Contrairement à ce que l'on croit, elle est moins fonction de l'activité (dans la mesure où celle-ci reste raisonnable et les capacités sous-employées) que de la sagesse dans le niveau et la répartition des revenus. Il est réconfortant de noter que les cercles vicieux habituels des salaires et des prix ont tendance à redevenir vertueux.

Ne parlons pas de l'Allemagne, qui nous donne une leçon constante, mais regardons plutôt la Grande-Bretagne, où les excès mêmes ont conduit à une saine réaction, et la France, où le rythme d'augmentation des salaires est revenu à 11 % à la fin de 1975. Parallèlement, le redressement des salaires et des profits est en bonne voie : le soulagement des entreprises à réinvestir est maintenant général, et d'autant plus vif que les réalisations se font toujours attendre. Certes les positions de certains gouvernements, comme

en France, restent encore ambiguës, mais là encore il faut citer en exemple le cas allemand et le revirement anglais.

De même en laissant de côté le traditionnel excédent de l'Allemagne, on peut noter que les déficits de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie restent finalement limités avec des taux de couverture des importations par les exportations proches de 90 %, comme le montre notre graphique. Seul point sur lequel la stabilisation tarde : le chômage. Ce n'est qu'en Allemagne qu'il plafonne, ailleurs il augmente toujours : légèrement en France, fortement en Italie et surtout en Grande-Bretagne, où avec un million quatre cent mille chômeurs il constitue le problème numéro un du gouvernement.

Normalisation fragile

Dans l'ensemble donc c'est une certaine stabilisation économique que l'on constate après les désordres des dernières années. Elle contraste avec les violents remous monétaires qui ont brusquement surgi en janvier, à peine un mois après la rencontre de la Jamaïque, qui laissent espérer plutôt le calme. Deux crises successives, déclenchées l'une par le décrochage de la lire, l'autre par la dévaluation de

fait de la peseta, sont venues rappeler la fragilité de la situation et menacer cette convalescence. Le cas le plus frappant est celui de l'Italie. Voici un pays qui a réussi sans contacts en 1975 un redressement assez spectaculaire, surtout pour ses finances extérieures : la lire était à nouveau crédible, et l'on parlait même de sa rentrée dans le serpent. L'Italie commençait à rembourser une partie de sa dette extérieure de 14 milliards de dollars. L'inflation aussi avait fortement reculé de 20 à 12 %, ce qui renforçait un assainissement qui, bien que relatif, constituait quand même une base de départ valable pour une remontée ultérieure de la pro-

duction. Et subitement la chute du gouvernement a provoqué une crise de confiance : fuite des capitaux, fermeture du marché des changes italiens, recul de plus de 12 % de la lire sur les autres places. Crise un peu absurde qui a mis en évidence la fragilité non seulement de la stabilisation italienne, mais celle du système occidental tout entier, en atteignant par contre-coup toutes les monnaies. En particulier, le franc, dont la bonne tenue a toujours été considérée comme susceptible et artificielle par une partie des opérateurs, on a subi fin janvier les effets, avant d'être attaqué à nouveau début février, à la suite de la dévaluation de la peseta.

réussi à gagner le pari du réajustement sur les prix allemands que comportait sa rentrée dans le serpent, la France se trouve devant un problème difficile. Pas à court terme certes, puisque les réserves de défense du franc existent : réserves abondantes de plus de 20 milliards de dollars pouvant être renforcées par l'utilisation d'emprunts, collaboration et interventions croisées des autres banques centrales, enfin manœuvres des taux d'intérêt en hausse pour la France et éventuellement en baisse pour l'Allemagne. Ces ames ont été effectivement utilisées massivement avec l'appui supplémentaire des autorités monétaires américaines pour calmer les

ÉTATS-UNIS : SITUATION COMPARÉE ET INCIDENCES

(notes et calculs comparables)

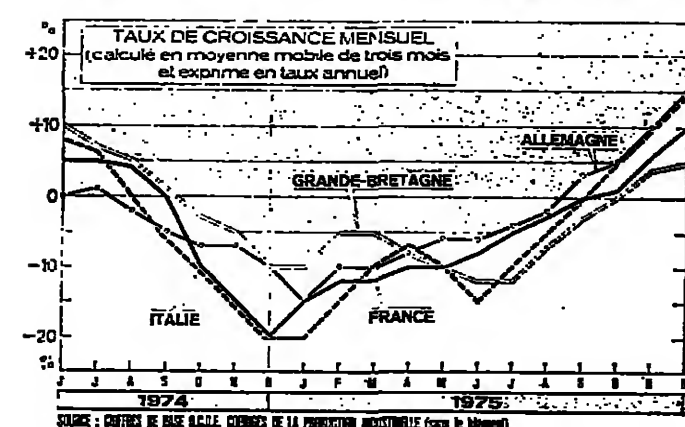
INDICATEUR	NOTES	COMPARAISON
CROISSANCE	+	La progression de l'indice de la production industrielle a été forte en décembre (1,1 % par mois, soit 14 % l'an). Néanmoins, si l'on tient compte de l'évolution moyenne, le rythme reste plus limité, de l'ordre de 10 %, et inférieur à la pointe de 15 à 16 % enregistrée en août, septembre et octobre. Il est à peu près comparable à celui de la France.
PRIX	-	Tout comme dans les quatre pays européens, le rythme d'inflation s'est stabilisé, au cours des mois d'octobre, de novembre et de décembre, à un niveau de l'ordre de 7 %, un peu supérieur à celui de l'Allemagne (6 %), mais inférieur à celui de la France (8 %).
CHOMAGE	-	Fait notable, le taux de chômage par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, a sensiblement reculé de décembre à janvier, passant de 8,3 % à 7,8 %. Rappelons qu'il avait déjà reculé d'octobre (8,7 %) à novembre (8,4 %) et décembre (8,3 %). Ce taux n'est pas comparable à celui des quatre pays européens.
CAPACITÉ PRODUCTION	-	Les bénéfices des entreprises américaines se sont améliorés en moyenne à fin 1975. Mais aucun changement n'apparaît encore pour les investissements. Une enquête récente prévoit, entre 1975 et 1976, une baisse en volume de 5 %.
ECHANGES	++	La balance commerciale continue à être un point fort de l'économie américaine avec un taux de couverture des importations par les exportations de 118 %. L'excédent annuel de 1975 dépassera finalement largement les 10 milliards de dollars et se situera à 12,5 milliards.
INCIDENCES SUR LES QUATRE PAYS	MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES	Le mouvement des taux d'intérêt aux États-Unis est toujours à la baisse, sans effet net sur les investissements, car les entreprises se désolent et assainissent leur situation. Les quatre pays européens, et même la Grande-Bretagne (dont le taux d'escompte est encore descendu de 10 % à 9,5 %), ont suivi la baisse. Néanmoins, à la suite de la récente crise monétaire, l'Italie et la France ont dû faire machine en arrière pour défendre lire et franc.
	ECONOMIQUES	La reprise américaine, qui se poursuit, exerce ses effets sur les reprises des autres pays sur le plan psychologique, mais beaucoup moins sur le plan économique. Les échanges internationaux reprennent, mais pas aussi vite et aussi franchement qu'il le faudrait, pour revenir à une utilisation correcte des capacités productives. Dans ces conditions, la concurrence reste vive, et même parfois anarchique, avec des prix aberrants.

NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	TAUX DE CHÔMAGE	INFLATION	ÉCHANGES	INVESTISSEMENT	SENSIBILITÉ
ALLEMAGNE	++	+	-	+	++	+
FRANCE	+	-	-	-	-	-
ITALIE	+	-	-	-	-	-
GR ^{de} BRETAGNE	+	-	-	-	-	-

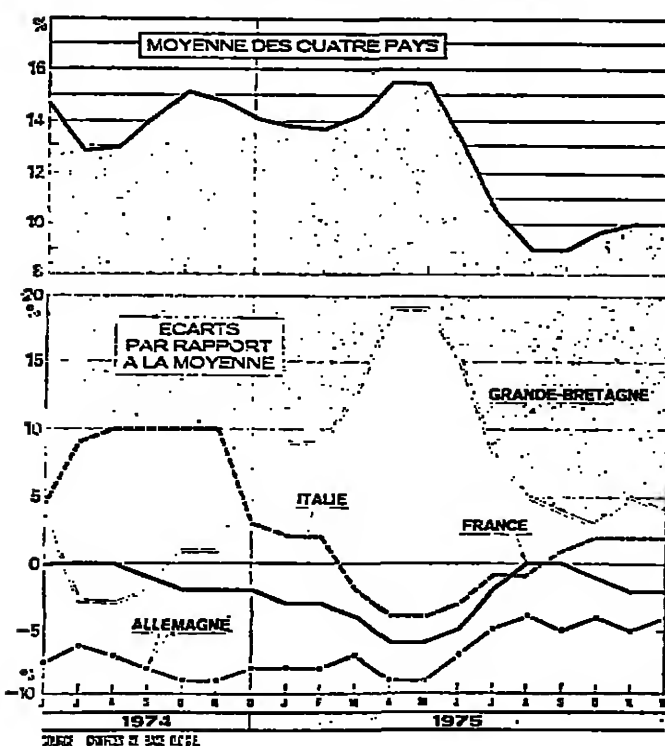
+++ excellent ++ bon + assez bien - médiocre -- mauvais --- très mauvais +++ tendance précédente

I. — TAUX DE CROISSANCE INDUSTRIELLE



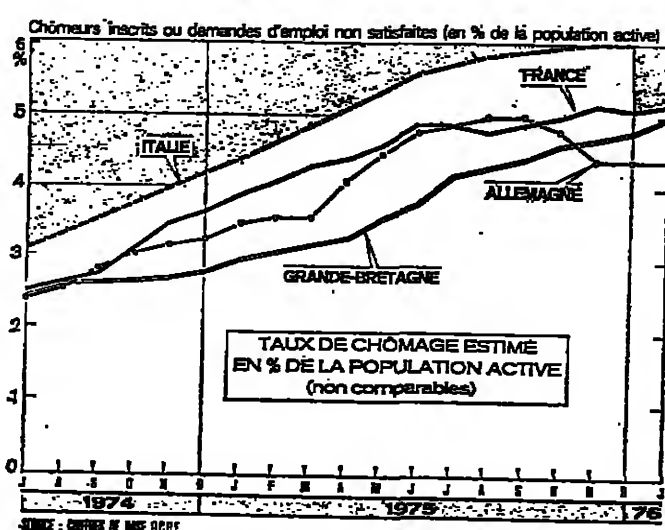
Les productions industrielles font leur remontée en Allemagne (+ 15 %), et en Italie (+ 15 %). En France, la reprise est réelle depuis trois mois, mais moins rapide en dépit de la forte augmentation de décembre (+ 10 %). En Grande-Bretagne, elle ne fait que s'ébaucher (+ 5 %).

II. — ÉVALUATION DES PRIX



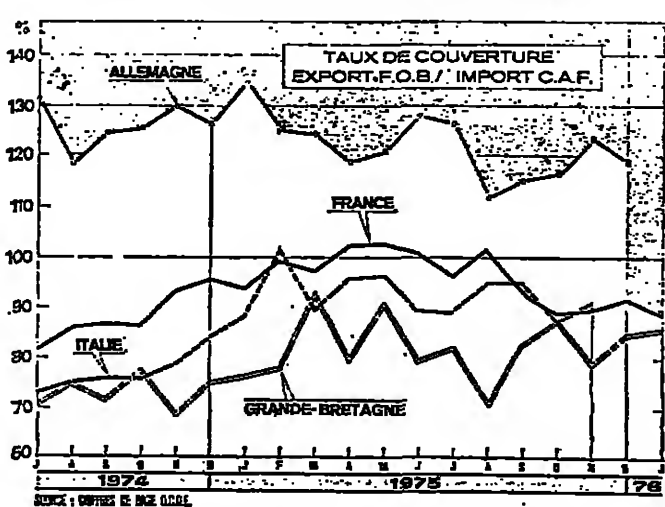
En novembre et en décembre, on note une certaine stabilisation des taux d'inflation : 6 % pour l'Allemagne (dont le taux, après avoir baissé fin 1975, est remonté sensiblement en janvier 1976, probablement pour des causes saisonnières), 8 % pour la France, 12 % pour l'Italie et 14 à 15 % pour la Grande-Bretagne, soit une inflation moyenne pour les quatre pays de 10 %.

III. — NIVEAU DE L'EMPLOI



Le taux de chômage par rapport à la population active (corrigé des variations saisonnières de l'Allemagne) se stabilise ou même recule légèrement en janvier à 4,4 %. En France, après un palier à 5,16 % en novembre et décembre, il remonte un peu en janvier, 5,30 %. En Grande-Bretagne, ce taux s'accroît de 4,8 % à 5 % et passe même à 5,2 % si on tient compte des étudiants chômeurs.

IV. — ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Le taux de couverture des importations C.A.F. par les exportations F.O.P. de l'Allemagne, après avoir progressé d'août jusqu'à novembre, se maintient, en décembre, à un niveau élevé de 120 %. Ceux de la France et de l'Italie, qui avaient paru rétrograder en octobre, remontent en novembre et décembre à des niveaux de l'ordre de 90 %. Mais la fait le plus notable est l'amélioration réalisée par la Grande-Bretagne sur les deux derniers mois avec un taux passant de 78 % à 87 % en janvier 1976.

Le deutchemerk a en sens inverse été poussé à la réévaluation, ce qui ne manque pas de poser des problèmes à une reprise allemande bien engagée mais fondée essentiellement sur les exportations.

Comment rattraper les différences ?

Sans compter les problèmes politiques que soulèverait en Allemagne une telle opération. Mais, indépendamment même de toute considération nationale et en se plaçant sur un plan international, il est souhaitable de conserver, au mieux la stabilité monétaire retrouvée, pour ne pas troubler des échanges internationaux qui, après avoir reculé en 1975 de 5 %, sont depuis peu à nouveau en légère croissance, encore mal assurée. Problème psychologique tout autant qu'économique : il faut éviter toute perturbation pour que la confiance revienne et que l'horizon, qui s'était considérablement rétréci, s'étende de nouveau au-delà des mois et de l'année. C'était un des soucis essentiels de la conférence de Rambouillet et de la réunion de la Jamaïque, même si des pays comme les États-Unis ne l'ont pas partagé complètement pour des raisons politiques. Mais il pose le problème des moyens, compte tenu des disparités d'évolution des différents pays.

En effet, les stabilisations économiques dont nous avons parlé plus haut sont loin de se faire au même niveau, en particulier pour les prix : comme le montre notre graphique, une fois éliminée l'auto-inflation sauvage due à la course échevillée des revenus et des prix (ainsi dans le cas de la Grande-Bretagne ou de l'Italie), chaque pays semble bloqué à une sorte de seuil structurel propre : 5 à 6 % pour l'Allemagne, 6 à 7 % pour les États-Unis, 8 à 9 % pour la France et 12 à 14 % pour l'Italie et la Grande-Bretagne.

Les différences restent quand même considérables, beaucoup plus que dans le temps et, avec le jeu des intérêts composés, s'accroissent au fil des mois. Comment réaliser le rattrapage qui, au bout d'un certain temps, s'impose, sans laisser glisser la monnaie ou la dévaluer ? Comment arriver à une certaine souplesse d'adaptation, tout en conservant le minimum de discipline que doivent imposer des parités fermes, à défaut d'être réellement fixes ?

L'exemple qui illustre fort bien ce problème est celui de la disparité franco-allemande. N'ayant pas

remous. Elles ont permis des résultats appréciables, ce qui constitue un progrès par rapport aux crises antérieures. D'un autre côté, l'Italie ayant depuis peu un nouveau gouvernement et obtenant des prêts de la C.E.E. et du F.M.I. pour consolider la lire et même lui faire rattraper une partie du terrain perdu, ce qui devrait renforcer encore le retour au calme sur les marchés des changes.

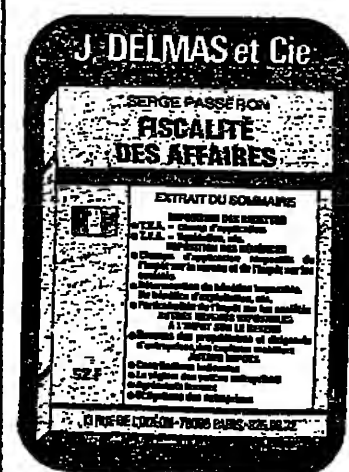
Des parités réalistes

Malheureusement, ceci ne suffit pas pour régler le problème à moyen terme du rattrapage des différences entre pays. Celui-ci ne peut être obtenu que par adaptation progressive et limitation des prix et aussi transitoirement de l'activité.

Ainsi, la discipline d'une monnaie forte comporte des avantages, pour lutter contre l'inflation et payer moins cher le pétrole et les matières premières, mais aussi des inconvénients.

Le principe n'est pas en cause même pour la Grande-Bretagne et l'Italie qui viendront aussi à la restauration de ces disciplines dans la mesure où elles voudront se réintégrer au peloton des pays réellement compétitifs.

Maurice Bommensath.



صندوق الادخار

Où sont les grands magasins les plus efficaces ?

B IEN que vendant des marchandises en provenance du monde entier, les principaux groupes de grands magasins ont pour la plupart limité leur champ d'action aux frontières nationales. Si l'entrée de Marks and Spencer en France se révèle être un succès, ce principe sera sérieusement ébranlé.

Le résultat apparaît dans le tableau 1. Il montre la part prise à l'intérieur de chaque pays, dans le commerce, par les gros détaillants : grands magasins, chaînes de magasins populaires (Woolworth, Monoprix, par exemple) et organismes de vente par correspondance.

Les gros détaillants, et notamment les maisons de vente par correspondance, ont moins d'importance en France qu'en Allemagne ou au Royaume-Uni. Entre 1973 et 1975, cependant, les ventes par correspondance ont plus que doublé leur part de marché en France. En résumé, on peut dire qu'il y a peu de chaînes de magasins populaires en Allemagne, peu de ventes par correspondance en France, quoique cela puisse bien changer, alors qu'en Italie il y a beaucoup de magasins populaires.

En Royaume-Uni, en revanche, les trois formes de ventes s'équilibrent à peu près. Les principaux groupes opérant dans ce domaine sont répertoriés dans le tableau 2, de même que les ventes de détail pour 1974, qui ont été converties en livres sterling au taux moyen annuel. Dans la plupart des cas, les chiffres sont assez inférieurs aux chiffres d'affaires apparaissant dans les rapports annuels des sociétés, car nous n'avons pas tenu compte des activités à l'étranger ni des activités autres que le commerce de détail.

Les détaillants français, cependant, ont des filiales utilisant le nom de la société et se répartissent les services. Les ventes de ces filiales ont été incluses dans ces chiffres.

En France et en Allemagne, les chaînes de magasins populaires appartiennent à des grands magasins. En France, ces chaînes ont dépassé en importance les sociétés mères. Cela ne s'est pas vérifié en Allemagne, où même Kaufhaus ne dépasse pas de beaucoup par la taille le

quart du grand magasin d'origine.

En Royaume-Uni, les chaînes de magasins populaires et les grands magasins sont indépendants. La multiplicité des noms des grands magasins résulte des acquisitions. Antérieurement, de célèbres boutiques telles que Harrod et Selfridges n'ont pas profité de leur réputation pour créer de nouveaux établissements. C'est peut-être pour cela qu'elles ont fini par devenir des filiales de groupes plus importants.

Les « champions »

Quelques-unes des sociétés les plus efficaces ont déjà annoncé leurs résultats pour 1975. Des quatre plus grands magasins allemands, Herten a atteint la plus importante augmentation du chiffre d'affaires et de la surface de vente (10 % et 1,7 % respectivement). Karstadt et Kaufhof ont vu cependant leurs ventes par unité de surface. Les résultats augmentent que, comme en 1973 et en 1974, les ventes des grands magasins n'ont pas suivi le rythme de l'augmentation de la consommation. Au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires de John Lewis a augmenté de 20 %, mais du fait de l'inflation on ne peut le comparer comme un succès en termes réels.

Les lecteurs de cette série d'articles savent que le chiffre d'affaires n'est pas la seule statistique utilisable pour prendre la mesure d'une société. Pour les grands magasins, la valeur ajoutée est l'indicateur le plus utile. Elle mesure le bénéfice que les détaillants appliquent aux marchandises avant de les revendre. Pour les sociétés commerciales, elle atteint 50 % du chiffre d'affaires.

En France, les chiffres des sociétés britanniques sont probablement similaires. Comme n'importe quelle autre société, les groupes de grands magasins font des achats annexes qui entrent dans le chiffre d'affaires, ce qui amène la valeur ajoutée à environ 25 % du chiffre d'affaires.

Dans le tableau 3, nous adoptons deux méthodes d'évaluation de l'efficacité des grands magasins les plus importants. Afin de faciliter les comparaisons entre les pays, elles ont été utilisées après déduction de la taxe à la valeur ajoutée et après exclusion des opérations des filiales. Etant donné le niveau élevé des loyers et des intérêts, les détaillants doivent faire le meilleur usage de leur espace. Les succès se mesurent en ventes par mètre carré. « Quelle » est à l'origine une société de vente par correspondance, elle a maintenant 170 000 mètres carrés de surface de magasins contre 800 000 pour Karstadt ou 450 000 pour La Rinascente. Il n'est donc pas surprenant que cette société atteigne un bon chiffre de ventes au mètre carré.

Les autres magasins allemands arrivent à peu près aux mêmes résultats. Leurs magasins à succursales multiples font de meilleures performances que les magasins mères. Cependant, la supériorité de Marks et Spencer et de Boots sur les magasins allemands ne révèle pas seulement les différences entre leurs opérations. A côté d'eux, les maigres résultats de Woolworth et de The House of Fraser paraissent particulièrement décevants.

Normalement on a tendance à comparer les ventes en termes de vente ou de valeur

ajoutée par employé. Dans le cas des grands magasins, cela n'est pas possible, étant donné le nombre d'employés à temps partiel, dont certains ne travaillent qu'une matinée par semaine. Comme solution nous avons choisi de calculer les ventes par livres de salaires versés. Cela a également l'avantage de corriger les différences de qualité de personnel. Le chiffre le plus frappant dans cette colonne du tableau est celui de Marks et Spencer. La société a avancé à pas de géant sur le chemin de la rentabilité de ses opérations et éliminé les paperasseries inutiles. Le bénéfice qu'elle en retire apparaît dans le rapport ventes/salaires, supérieur de deux tiers à celui des deux autres sociétés, « Quelle » et Neckermann qui, à l'origine, font de la vente par correspondance.

En termes de ventes par employé, Marks et Spencer a, en fait, d'excellents résultats que les autres sociétés. Il serait peut-être utile de souligner le fait qu'il n'est pas question d'exploitation du personnel. La rémunération par employé chez Marks et Spencer est en fait plus élevée que dans n'importe quelle autre société britannique si l'on en juge d'après les statistiques disponibles.

Si l'on met de côté « Quelle » Neckermann et G.D.S. (Great Universal Stores) car ils pratiquent la vente par correspondance, les magasins français viennent en seconde et troisième place de notre rapport ventes/salaires. Les autres magasins au Royaume-Uni et en Allemagne vendent tous pour une valeur de 5 à 7 livres de marchandises pour chaque livre sterling de salaire versé. Les résultats de Boots sont moins bons mais c'est qu'il a été impossible d'isoler la fabrication de la vente. Le chiffre bas pour La Rinascente n'est pas dû à de faibles ventes par employé mais aux coûts de personnel élevés.

Finalement, il est important de savoir où l'on devrait aller pour être bien servi. Si l'on considère le nombre d'employés par mètre carré, ce qui, on l'admettra, donne une indication approximative, les clients pressés devraient aller chez Karstadt ou Woolworth.

et éviter La Rinascente, qui emploie moitié moins de personnes au mètre carré.

Un point sérieux est mis en lumière. L'Italie est un pays relativement pauvre et le chômage y est élevé. On s'attendrait à obtenir un rapport travail/capital élevé et à enregistrer une pléthore de vendeurs prêts à servir les clients. En

fait, des sociétés comme La Rinascente subissent des coûts salariaux élevés et doivent réduire le niveau d'embauche au-dessous de celui qui est pratiqué dans d'autres pays. Le chômage augmentant au Royaume-Uni et ailleurs, nous serions bien de nous souvenir de cette leçon.

JAMES ROTHMAN.

Comparaison entre les gros détaillants

DENOMINATION DES GROUPES	AUTRES ENSEIGNES ET FILIALES	ACTIVITE PRINCIPALE	1974 VENTES AU DETAIL (millions de livres)
Allemagne fédérale			
Karstadt	Kope	G.M. et M.P.	1.170
Kaufhof	Kaufhaus	G.M. et M.P.	1.020
Herten	Schöller	G.M. et M.P.	920
Quelle Group	Schöller	V.C. et G.M.	850
Horten	Mercur, Detala	V.C. et G.M.	380
Neckermann		V.C.	290
Royaume-Uni			
Marks & Spencer	Barberr's, John England, Marshall Ward, Kay & Co., Hector Power, Scotch House, John Temple, Times Furnishing, Wilfray's	M.P. V.C. Habillement et ameublement	723 630
F.W. Woolworth	Woolies	M.P. Pharmacie articles ménagers et M.P.	480 450
Boots	Timothy Whites		
Littlewoods	John Moores	M.P. et V.C. G.M.	340 310
House of Fraser	Army & Navy, Arnott's, Barkers, Blons, Dickens & Jones, D.H. Evans, Harrods		
Sears	Lewis's, Robinson & Cleaver, Saks, Lilley & Shiner, Selfridges	G.M. Chaussures	300
U.S.	Arding & Hobbs, John Collier, John Myers, Richard Shoppe, Timpson, Whiteley	G.M. et habillement	260
Debenhams	Harvey Nichols, Swan & Edgar, Great Fashion, Lotus & Rayne, Caters	G.M. et S. habillement et chaussures	260
John Lewis	Peter Jones, Waitrose	G.M. et S.	240
France			
Au Printemps	Empirex, Jones, Primevère, Primie	M.P. G.M. et S.	870 650 580
Galerias Lafayette	Monoprix, Uniprix, Inno	M.P. et G.M.	
Nouvelles Galeries	S.H.V., Uniprix, Monoprix (1)		
Italie			
Standa		M.P. et S. M.P. et S.	380 310
La Rinascente	UPIM		

G.M. = grands magasins ; M.P. = magasins populaires ; V.C. = vente par correspondance ; S. = supermarchés. (1) Centre des livres donne une relative indication d'importance.
(2) Filiales de S.G.A. - Monoprix.

Ratios de fonctionnement

(filiales et taxes à la valeur ajoutée exclues)

	VENTES par m2 en milliers de livres par an	TOTAL des ventes par livre de salaires
ALLEMAGNE FEDERALE		
Karstadt	1,2	6,0
Kaufhof	1,1	6,3
Herten	1,1	n. c.
Quelle Group	1,7	2,8
Horten	0,9	6,1
Neckermann	1,1	7,8
ROYAUME-UNI (1)		
Marks & Spencer	1,3	12,8
G.D.S.	n. c.	7 approx.
F.W. Woolworth	0,5	6,8
Boots	1,3	5,6
House of Fraser	0,6	6 approx.
FRANCE		
Au Printemps	0,8	7,4
Galerias Lafayette	1,0	n. c.
Nouvelles Galeries	0,8	7,6
ITALIE		
Standa	0,7	n. c.
La Rinascente	0,6	5,4 (2)

(1) Chiffres pour le Royaume-Uni basés sur les ventes et les salaires britanniques.
(2) Basé sur les coûts en personnel.

LA GENERALE DES CARRIERES ET DES MINES SOCIETE D'ETAT B.P. 450 LUBUMBASHI ZAIRE APPEL D'OFFRE INTERNATIONAL DE PREQUALIFICATION.

La Générale des Carrières et des Mines (GECAMINES) envisage d'augmenter de 100.000 tonnes sa production de cuivre. A cet effet, elle construira, entre autres, dans son siège de Lubumbashi, une nouvelle usine pyrometallurgique du type FLASH SMELTING.

Pour le financement partiel de cette installation, la Gécamines a obtenu un prêt :

- * De la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement.
- * De la Lybian Arab Foreign Bank.
- * De la Banque Européenne d'Investissement.

Le présent avis tend à provoquer des demandes de préqualification pour la fourniture d'équipements dont l'achat sera couvert par les deux premières banques citées ci-dessus, à savoir la BIRD et la LAFB. Il s'agit des équipements suivants :

- Des ascenseurs.
- Des tuyauteries pour gaz et liquides avec vannes et autres accessoires, y compris l'isolation.
- Des charpentes métalliques de bâtiment.

Les fournisseurs qui désirent être préqualifiés pour recevoir des demandes d'offre pour un ou plusieurs de ces équipements sont priés de soumettre leur demande en duplicata, avant le 1er avril 1976, à l'adresse suivante :

DAVY POWERGAS LTD, 8 Baker Street, LONDON W1M 1DA, Angleterre. (référence Contrat 1447)

Cette firme a été, en effet, chargée par GECAMINES de l'étude et de l'approvisionnement des équipements. Les demandes en français ou en anglais, d'après la langue

choisie pour la correspondance ultérieure, seront accompagnées des documents suivants :

- liste des équipements qui pourraient être offerts, catalogues techniques ou informations techniques générales, concernant le matériel offert,
- délais demandés pour l'introduction des offres, pour la fourniture des plans après commandes, pour la fabrication,
- liste d'installations (lieu et date de mise en service) où des équipements analogues du fournisseur sont en service,
- liste des composants qui ne sont pas fabriqués par le fournisseur,
- existence éventuelle d'un service après vente et disponibilité de pièces de rechange au Zaire,
- capacité de production, charge actuelle et prévue pour 1976 en pourcentage de la capacité donnée, rapport annuel de dernier exercice et effectif en agents de l'entreprise.

Gécamines se réserve le droit de faire vérifier les déclarations et de rejeter toute demande de préqualification sans donner les raisons. Les fournisseurs retenus seront informés en recevant une demande d'offre.

Les candidats soumissionnaires retenus comme qualifiés en seront informés. Ils pourront être invités lors de la soumission, à verser un dépôt nominal, qui leur sera remboursé lors de la remise d'une offre en bonne et due forme.

Davy Powergas

JEAN ROUX

LA RATIONALISATION

des

CHOIX POLITIQUES

Enfin, une méthode rationnelle de gouvernement :
il existe une science de l'efficacité économique

PEDONE 13, rue Soufflot - PARIS - Tél. 033-05-97

Un volume 228 pages : 35 F.

Dossier

PATIENCE ET LONGUEUR DE TEMPS

« **U**NE seule recette : être connu. » M. Galland, directeur du département « pétrole et chimie » de Creusot-Loire, parle d'expérience. Son groupe a été l'un des premiers à « pénétrer » le marché soviétique en 1955. « L'U.R.S.S. a attendu que l'usine soit livrée, et qu'elle marche, pour nous consulter à nouveau. » Prudence et mise à l'épreuve sont de règle ; les achats soviétiques ont souvent été « à qui le dit »... avec un corollaire pris par les candidats : le sérieux.

« A la différence de certains pays de l'Est (la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, notamment), qui n'hésitent pas à mettre en concurrence une foule d'entreprises — « j'ai vu soixante-quatre sociétés répondre à un seul appel ! », affirme M. Galland — sans même être sûrs de pouvoir financer les projets, l'U.R.S.S. ne lance jamais un appel sans conséquence. « Être consulté, c'est déjà être préqualifié pour concourir à un appel d'offres avec un nombre restreint (deux ou trois) de concurrents. » Sécurité appréciable pour les firmes occidentales. Il faut avoir toutefois le coût des études préliminaires représenté

0,5 % à 1 % de la valeur totale du contrat.

Pour être consulté, il faut être connu. Malheur au chef d'entreprise réticent qui débarque à Moscou sans introduction préalable. Notable des ministères, ignore des centrales d'achat — « sans références, personne ne veut vous recevoir ». — Il se perd, et même il parvient à arracher un entretien, dans les subtilités des normes techniques soviétiques avant même d'avoir pu élaborer le moindre plan. Normes de construction, d'implantation, de sécurité. « Il y a une brochure épaisse comme la main, qui s'appelle « en russe, et qui exige pour se la procurer autant de patience que de russe », affirme la collaboratrice de M. Galland.

Il a fallu près de dix ans d'expérience à Creusot-Loire, entreprise pour maîtriser ces obstacles et se faire un « nom ». Ce qui ne signifie pas ensuite que les contrats se décrochent tout seuls. Première phase : la prospection — feutrée — auprès des ministères concernés. Il faut multiplier les « visites de routine » pour détecter d'abord les besoins, puis pour suggérer, le cas échéant, des projets ou des procédés nouveaux, presque à fonds perdu.

Le « laminage »

Puis, lorsque les ministères soviétiques sont parvenus avec chacun des concurrents à un accord technique (quatre ou cinq mois après le début de la consultation), on passe dans le vif du sujet : l'offre commerciale. La discussion des prix est l'affaire des centrales d'achat, qui ont la responsabilité du budget et le défendant chèrement. La petite histoire de l'ingénierie est riche d'anecdotes : veilles, jauges — ou à l'inverse, fêtes trop arrosées, — guerre des nerfs, rien ne serait épargné aux négociateurs français, qui doivent souvent affronter un nombre trois fois supérieur de négociateurs soviétiques.

C'est le « laminage », disent certains, d'autant plus éprouvant que les centrales d'achat soviétiques des prix pratiqués sur le marché mondial. « Ils connaissent exactement le coût de l'installation avant que nous remettions notre proposition. » Il faut, en outre, compter avec « les japonais de service », toujours consultés, toujours compétitifs, qui parviennent à remettre des prix « jusqu'à 30 à 35 % inférieurs à nos propositions les plus serrées ». Enfin, de plus en plus souvent sont annexées au contrat des clauses permettant de réexporter les produits fabriqués. « Nous, essayons alors de faciliter les rapports entre l'U.R.S.S. et d'éventuels clients occidentaux. C'est un problème.

d'équilibre global, mais nous ne pouvons le résoudre à notre niveau. Ce n'est heureusement pas systématique. »

Une consolation : une fois l'accord conclu, il est scrupuleusement respecté, ce qui est loin d'être partout le cas. « Quand on s'est engagé dans le jeu, l'U.R.S.S. est l'un des meilleurs payeurs du monde. »

Reste un dernier problème, de taille : l'exécution. L'U.R.S.S. assure généralement les travaux de génie civil et le montage de l'usine sous le contrôle du fournisseur occidental. Or elle « n'a pas les moyens nécessaires pour réaliser en même temps le montage et le génie civil de toutes les usines qu'elle commande », estime M. Galland. D'où un système de priorités inscrites dans le plan qui provoque parfois des retards considérables. « Dans certains cas, le matériel livré attend un an et demi — parfois plus — sans que nous sachions quand commencera le montage, ajoute-t-il. Cela coûte cher », et une révision de prix est difficile à arracher.

Au total, il faut, pour réussir en U.R.S.S., de la persévérance, du savoir-faire, un comptable adroit, des commerçants résistants et une « surface financière » suffisante. L'enjeu vaut en moyenne de 500 millions à 2 milliards de francs.

VERONIQUE MAURUS.
(Le Monde)

LA CRISE ET LES ÉCHANGES

Le déficit commercial des pays socialistes à l'égard des quatre « grands » européens a quintuplé en trois ans

ALORS que les économies occidentales souffraient de laugueur et d'inflation, les pays de l'Est européen continuaient d'être soumis à la règle de la croissance. Dès lors, par une sorte d'appel d'air, il devenait naturel pour les entreprises capitalistes de partir à la conquête de nouveaux marchés dans le camp socialiste. D'autant que les systèmes économiques apparaissent complémentaires, l'un ayant besoin des équipements et de la technologie que l'autre pouvait justement lui fournir.

Chaque des quatre grandes puissances industrielles de la Communauté européenne (Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, l'Italie et la France) s'est lancée avec vivacité dans cette rude « chasse » à l'Est. Conséquence de ces efforts : le poids relatif de la R.F.A. (qui reste, de loin, le plus important fournisseur européen des pays de l'Est), puisque ses exportations ont dépassé en 1975 celles des trois autres réunies (ce qui n'était pas le cas en 1973).

De 1973 à 1975, les exportations allemandes vers l'Est ont progressé des deux tiers, alors que les ventes de l'Italie faisaient plus que doubler et que celles de la France augmentaient de 80 %. La Grande-Bretagne enregistrait une performance moins brillante (+ 60 %). Au total, les exportations de ces quatre pays vers les sept États européens membres du Commerce ont augmenté, en trois ans, de plus des trois quarts ; avec la seule U.R.S.S., elles ont plus que doublé.

Les possibilités d'expansion du commerce se heurtent toutefois au déséquilibre de la balance du Commerce. De 1973 à 1975, les pays de l'Est ont progressé deux fois moins vite que leurs achats. Le décalage a surtout été sensible durant l'année 1975, au cours de laquelle les exportations du Commerce ont augmenté près de cinq fois moins que leurs importations. Aussi leur déficit à l'égard des quatre « grands » de l'Europe de l'Ouest a-t-il quintuplé, passant de 500 millions de dollars en 1973 à environ 4 milliards en 1975. Même l'U.R.S.S., dont la balance était équilibrée jusqu'en 1974, a été touchée, enregistrant un déficit de près de 2 milliards de dollars l'an dernier.

Du côté de l'Ouest, c'est évidemment l'Allemagne fédérale qui a connu le plus fort excédent (3 milliards de dollars en 1975), suivie par la France (800 millions) et par l'Italie (400 millions) dont la balance était jusqu'alors déficitaire. La Grande-Bretagne, quant à elle, continuait d'être en déficit, mais plus faiblement qu'auparavant (300 millions en 1975, contre 600 en 1974 et 500 en 1973).

Ce déséquilibre, creusé par la crise, apparaît surtout grave pour les démocraties populaires. L'U.R.S.S., grâce à sa puissance économique et à ses réserves en or jaune et noir, peut sans doute supporter une ou deux mauvaises années et accroître son endettement à l'égard de l'Ouest. Il n'en est pas de même pour ses partenaires beaucoup plus vulnérables aux secousses mondiales, d'autant que la complexité des systèmes de planification rend difficile les adaptations aux modifications rapides du marché international.

Face au déficit, certains d'entre eux ont essayé de mener des politiques de défense des exportations de dumping. Face à un fort accroissement des importations de chaussures de Pologne, de Roumanie et de Tchécoslovaquie, la Grande-Bretagne a, fin 1975, obtenu de ces trois pays une limitation des quantités importées. La plupart se sont efforcés de signer des accords de « compensation », aux termes desquels leurs fournisseurs occidentaux s'engagent à reprendre une partie de la production des usines construites par eux.

Les pays de l'Est, surtout se sont endettés. Ils ont traditionnellement recouru au crédit d'État à l'État que leur accordent plus ou moins généreusement les nations occidentales. Ainsi, en 1974, l'Allemagne fédérale refusait une baisse des taux d'intérêt en dessous du niveau normal du marché. En revanche, la France et la Grande-Bretagne se montraient plus libérales, alors que l'Italie ouvrait à ses clients rivaux d'importantes lignes de crédit. Le bloc socialiste peut aussi obtenir des prêts bancaires à court et moyen termes.

L'endettement nouveau est son apparence en force sur le marché international des capitaux.

Le recours aux seules émissions s'est ainsi accéléré pour atteindre en 1975 environ 1,5 milliard de dollars, soit le quart du montant de ce marché. Une certaine érosion de la parité d'ailleurs se fait jour : selon la revue *Eurépays*, pour la première fois en 1975, à Londres, des banquiers ont demandé à la Pologne de fournir, à l'occasion d'un emprunt, un certain nombre d'informations statistiques.

Un trop grand recours au crédit pourrait entraîner, note cette revue, « une distorsion durable des circuits de financement », et conduire « à envisager un jour, sinon un contingentement des emprunts des pays de l'Est, du moins la fixation d'un ordre de priorité ». En tout état de cause, l'endettement des pays de l'Est, qui aurait dépassé 20 milliards de dollars, sinon davantage, fin de 1975, ne saurait franchir un certain seuil, peut-être lointain pour l'U.R.S.S., mais beaucoup plus proche pour ses alliés.

Des perspectives

peu encourageantes

Dès lors, même si la reprise économique à l'Ouest entraîne un accroissement des exportations du camp socialiste, un ralentissement de ses achats s'inscrit dans les perspectives des prochaines années. Selon une étude récente du *Fudson Institute* pour l'Europe, les perspectives du commerce Est-Ouest « ne sont pas globalement encourageantes ». Le volume de ce commerce qui n'est pas très élevé à l'heure actuelle (5 % des échanges de l'Europe occidentale) ne serait guère plus en 1980. Dans un climat de concurrence plus âpre, les produits de l'Est, moins compé-

titifs, se vendront en outre plus difficilement.

En sens inverse, l'intégration au sein du Commerce, dont les échanges devraient augmenter de moitié en cinq ans, se renforcera sans doute, d'autant que l'U.R.S.S., en majorant le prix de son pétrole (dont tous ses voisins, sauf la Roumanie, sont tributaires), a resserré son emprise. Il n'en reste pas moins que le camp socialiste, effectuant en moyenne le quart de son commerce extérieur avec les pays capitalistes, a besoin de la bonne santé d'un système qu'il condamne : la croissance et l'offre de biens de consommation à l'Est, surtout dans les démocraties populaires, dépendent de l'Ouest, plus facilement qu'avant. En outre, selon certains experts, le commerce avec les pays occidentaux constitue pour le bloc oriental, incapable d'élaborer un modèle de développement original, un moyen d'acquiescer des informations sur le monde extérieur. Il s'agit peut-être d'obtenir de l'« know-how » (savoir que faire) plus que du « know how » (savoir comment).

Les Soviétiques minimisent certes l'importance de cette coopération. Pour le vice-président du Gosplan, le commerce avec l'Ouest, qui représente d'ailleurs moins de 3 % de la production industrielle de l'U.R.S.S., ne constitue pas « une bouée de sauvetage » pour son pays, qui peut se passer de l'aide des « philanthropes » occidentaux. Cependant, il y a, depuis cette déclaration, les déboires des récoltes, et la V^e Plan quinquennal s'est prononcée pour une collaboration plus active avec les pays occidentaux.

L'U.R.S.S. pourrait peut-être, au prix de grands sacrifices, pratiquer le retour à une certaine autarcie. Les échanges Est-Ouest n'en demeurent pas moins importants pour de nombreux secteurs de l'économie soviétique et vieux pour les démocraties populaires. Ils présentent également un intérêt certain pour les firmes et les nations occidentales.

Au-delà de cet aspect mercantile, l'interrogation demeure sur leur impact politique. Pour les uns, comme Soljenitsyne ou les Chinois, ces échanges ne font que renforcer la puissance du régime fonctionnaire hostile à l'Ouest, pour les autres, comme M. Samuel Pisar, l'ouverture sur le large peut entraîner un « gel » des blocs. Cependant, l'académicien soviétique Sakharov n'écrit-il pas : « Je ne partage pas les pronostics exagérément optimistes sur les conséquences géopolitiques de la coopération économique sur la démocratisation de la société soviétique. »

MICHEL BOYER.
(Le Monde)

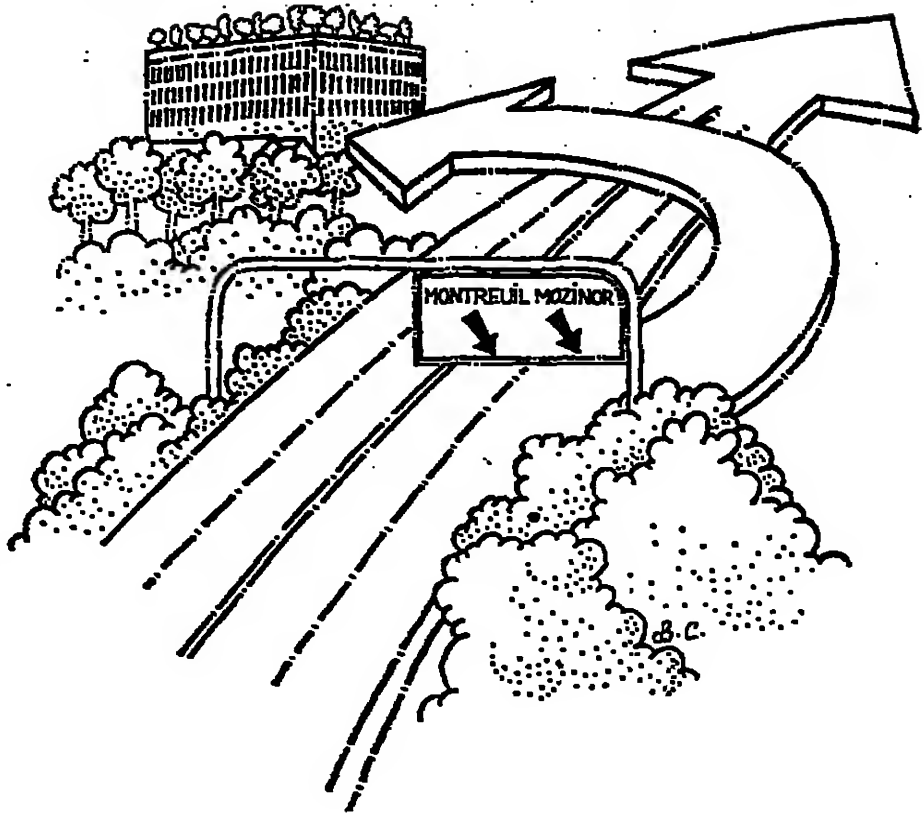
LES SOLDES COMMERCIAUX DES « QUATRE » A L'EGARD DES « SEPT » EN 1975

(en millions de dollars)

	Allemagne fédérale (11 mois de 1975)	Grande-Bretagne (10 mois)	Italie (9 mois)	France (11 mois)
U.R.S.S.	1 420	— 410	190	363
Bulgarie	276	25	43	79
Hongrie	268	39	6	68
Pologne	611	129	88	223
R.D.A.	—	—	0	— 7
Roumanie	233	18	—	26
Tchécoslovaquie	177	— 17	— 3	49
TOTAL	2 945	— 234	314	801
Année 1974 (12 mois)	2 569	— 588	— 237	284
Année 1973 (12 mois)	1 451	— 543	— 453	394

(Source : O.C.D.E.)

DU TEMPS À GAGNER MOZINOR: UNE DESSERT EXCEPTIONNELLE.



Pour travailler au cœur des villes...

MOZINOR est situé sur l'autoroute A3, plus exactement sur la bretelle autoroute B86 (sortie Montreuil-St-Antoine) qui dessert la banlieue Est et Sud-Est. Pour vous, pour votre entreprise, la B86 se continue dans MOZINOR.

Vous y êtes à égale distance d'Orly et de Roissy. A 10 minutes de Garenne. A 30 minutes de la place de l'Opéra.

Ce n'est pas un hasard : MOZINOR, premier ensemble industriel vertical de France est conçu pour s'intégrer à la ville. Sans créer d'embouteillages supplémentaires. Montreuil répond à ce critère. Montreuil, c'est le métro, les lignes de bus, le prolongement de Paris.

Montreuil, c'est aussi l'Est parisien : pour y aller le matin de Paris, pour retourner à Paris le soir, vous roulez à contre-sens de la circulation périphérique.

Faites l'expérience : venez nous voir un matin, à l'heure où les voitures s'agglutinent sur la périphérie Ouest.

Vous mesurerez qu'à MOZINOR on gagne de l'espace, certes, mais aussi du temps.

Pour tous renseignements :
SADEMO - 15, Avenue de la Résistance - 93100 MONTREUIL -
Monsieur MANENQ - Tél. 858.15.60



LE PREMIER ENSEMBLE INDUSTRIEL
A LA VERTICALE DE FRANCE

EUROPE U D E U R O P A

Rédaction : Pierre Drouin, Jacques Grapin (Le Monde), Pierre de Gassanville, Carlo Sartori (La Stampa), John Greig, coordonnateur, David Spazier (The Times), Fritz Wirth, Hans Baumann (Die Welt).

Publité : Michel Gérard (Le Monde), Riccardo di Coraso (La Stampa), Gary Thorne, coordonnateur (The Times), Dietrich Windberg (Die Welt).

Copyright « Le Monde ».

PRÉCISIONS

Dans le « dossier » du dernier numéro d'« Europa » sur les performances des compagnies aériennes, un tableau présentait des comparaisons de coûts de voyages en avion et en train. Comme le texte de l'article le mentionnait, les hypothèses choisies étaient : « Classe touristique » pour l'avion et « wagon-lit » pour le train (et non « couchette 1^{re} classe », comme il était indiqué dans la légende). Précisons qu'il s'agissait de « wagon-lit single ».

Ainsi, pour prendre l'exemple de la relation Paris-Rome, le prix du billet d'avion en classe touristique est de 636 F, et pour le train de 195 F en couchette 2^e classe, de 335 F en wagon-lit 2^e classe, de 440 F en wagon-lit double 1^{re} classe et de 630 F en wagon-lit single 1^{re} classe.

سكيا في الامم

Dossier

EST-OUEST

Le ballet C.E.E.-Comecon

COMMENT vont s'organiser les relations commerciales entre les pays du Comecon et la Communauté? L'aidemémoire transmis sur ce thème, le 16 février à Luxembourg, par M. Weis, vice-président du gouvernement de la République démocratique allemande, à M. Thoen, chef du gouvernement luxembourgeois et président en exercice du conseil des ministres des Neuf, ne permet pas de s'en faire une idée encore très précise. Rédigé de façon souvent ambiguë, on peut déjà deviner qu'il suscitera de la part des Neuf au moins autant de questions que de réponses: il voudrait savoir ce que signifie exactement le texte aux yeux de ceux qui l'ont présenté.

A dire vrai, la première impression est franchement négative. Les pays du Comecon ont mis un an pour reprendre le fil de conversations techniques qu'ils avaient rompues après la visite à Moscou, en février 1974, de M. Weis, le directeur général des relations extérieures de la Commission de Bruxelles. Le dialogue entre les deux parties s'était alors limité à constater qu'on ne parlait pas le même langage. L'U.R.S.S., sachant qu'à partir du 1^{er} janvier 1975, la politique commerciale des Neuf ressortirait de la compétence de la Communauté, souhaitait amorcer une négociation de bloc à bloc entre le Comecon et la C.E.E. — afin, tout à la fois, de redorer le prestige de l'organisation économique intégrée orientale et de raffermir son emprise sur la politique extérieure de ses voisins. La Communauté, au contraire, soulevait que la majorité des démocraties populaires étaient hostiles à une telle orientation, entendait bien ne pas contribuer de manière involontaire au renforcement de l'isolation économique des pays de l'Est. Son objectif, réitéré, elle l'insaisissable, était de parvenir à conclure des accords commerciaux séparés avec chacun des pays de l'Est, quitte à ce que certaines questions d'intérêt commun — statistiques, normes industrielles, — fussent l'objet d'une coopération directe entre les services du Comecon et ceux de Bruxelles.

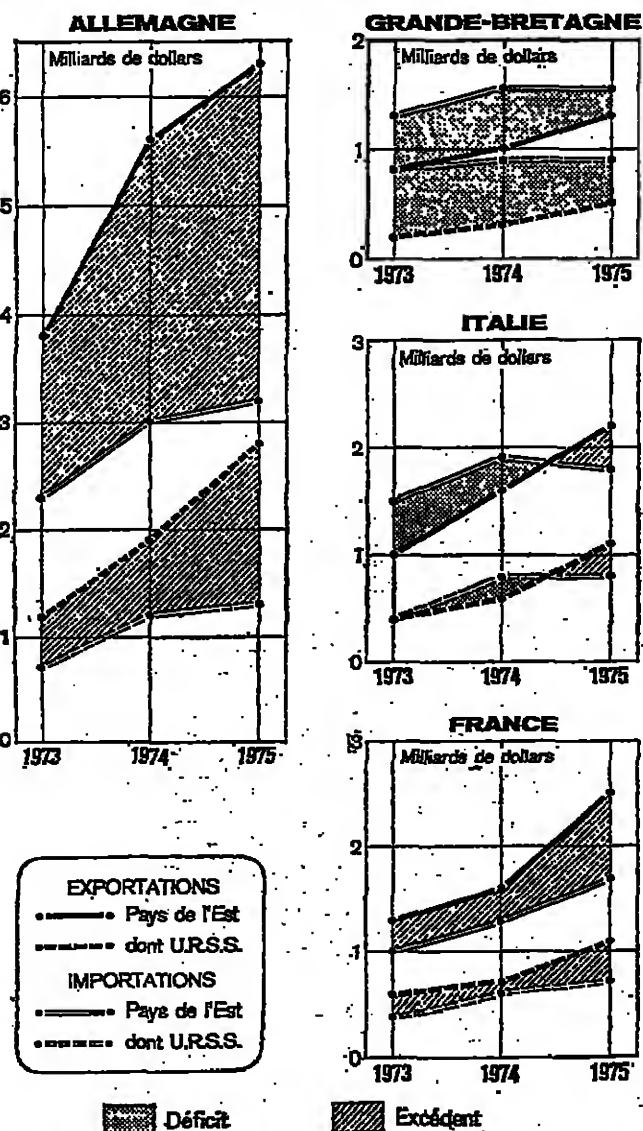
Les pays du Comecon ont longuement délibéré tout au

long de l'année passée de la manière de établir le contact avec la Communauté. L'aidemémoire remis par M. Weis, qui est le résultat de cette intense période de réflexion, révèle que c'est la thèse défendue par les Soviétiques qui l'a été largement remportée. Il y est proposé à la Communauté de négocier avec le Comecon un accord-cadre comportant des dispositions commerciales ambitieuses: élimination des restrictions quantitatives aux échanges, octroi de la clause de la nation la plus favorisée, négociations de conditions de crédit avantageuses, normalisation des échanges agricoles, etc. Les accords bilatéraux pourraient être conclus entre les pays de la C.E.E. et d'autres pays du Comecon. Il admet même que certaines questions pourraient être traitées par la Communauté avec chacune des pays du Comecon pris séparément, mais c'est là une concession délicate si l'essentiel des relations commerciales entre les pays de l'Est et la Communauté doit se trouver désormais régi, comme il est proposé aux Neuf, par l'accord-cadre.

A moins que les pays du Comecon ne donnent eux-mêmes une interprétation plus simple des propositions contenues dans leur aide-mémoire (sa réduction est suffisamment ampigoutique pour permettre de manœuvrer de la sorte), on ne voit guère comment celle-ci pourrait servir de base à un arrangement avec la Communauté. Il reste à savoir dans ces conditions pourquoi les Soviétiques ont pris une initiative qui avait si peu de chance d'aboutir. L'avenir permettra d'y voir plus clair. Vu la manière dont le texte est rédigé, avec des appels de pied aux États membres, peu d'égards pour la Commission de Bruxelles et un manque d'intérêt évident pour les procédures de la Communauté, — on peut se demander si, jouant sur la fragilité de la politique extérieure de certains États membres, ils n'ont pas cherché à diviser les Neuf, ou du moins à séparer les gouvernements membres de la Commission. Même s'il ne faut pas en tirer, la manœuvre, en l'occurrence, paraît très grossière pour avoir une chance de réussir.

Ph. L.
(Le Monde.)

LES EXPORTATIONS DE L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE SONT ÉGALES AU TOTAL DES VENTES DES TROIS AUTRES PAYS



LES DÉCLARATIONS DU CHAH D'IRAN

(Suite de la page 19.)

— Est-ce que la taxation des plus hauts revenus iraniens ne serait pas un moyen parmi d'autres de rééquilibrer le budget?

— Ne croyez pas que le développement de l'Iran se fasse par le seul enrichissement des plus riches. J'ai obligé tous les propriétaires de sociétés à céder 49 % de leur capital d'abord à leurs employés, et ensuite aux paysans. Cet impôt sur le capital est plus important qu'un impôt sur les revenus. Dans une phase de développement industriel comme celle que nous connaissons, une forte taxation des revenus est difficile à doser, et elle peut freiner l'expansion. Je considère que notre taxation est aujourd'hui normale. En matière de participation, j'ai d'ailleurs pris ici et là certaines idées que vous n'avez pas pu appliquer dans vos sociétés démocratiques. Le général de Gaulle n'avait-il pas envisagé une réforme dans ce sens? Il en a été empêché.

— N'allez-vous pas être conduit à encourager plus que par le passé des prises de participation étrangères dans les entreprises nouvelles qui se créent en Iran?

— Non. Dans les secteurs de pointe, où nous souhaitons avoir des investissements de technologie avancée, nous autorisons jusqu'à 35 %. Dans les autres, la limite est inférieure. Environ 25 %.

— Sur les 10 milliards d'engagements que votre pays a pris envers les pays sous-développés, combien ont été réglés?

— Nous avons consacré jusqu'à 6 % de notre P.N.B. à l'aide extérieure, y compris envers des pays industrialisés. J'ai proposé la constitution, dans le cadre de l'O.P.E.P., d'un fonds spécial pour l'aide aux pays pauvres. Il doit

être alimenté automatiquement par un prélèvement de 10 cents sur chaque baril de pétrole vendu. La répartition n'est donc plus bilatérale, mais commune.

— Quel des engagements bilatéraux que vous avez pris?

— Nous les respecterons, mais nous n'en prendrons pas de nouveaux.

— Ne pensez-vous pas que le pétrole iranien est cher, par rapport à celui des pays voisins, et que cela explique sa mévente?

— Nous venons de réviser nos chiffres, pour tenter de nous mettre à parité égale. Mais nous ne pouvons pas savoir quels sont les rabais officieusement consentis par certains producteurs.

— Selon le département américain du Trésor, le surplus disponible de l'Iran, qui était de 10,7 milliards en 1974, est tombé à 2,7 cette année (importations déduites des exportations). Est-ce exact?

— A 2,7 milliards. C'est possible. Je trouve que ça n'est pas si mal.

— Que pensez-vous de l'étude de l'Hudson Institute publiée il y a plusieurs mois, dans la période de l'apogée pétrolière, selon laquelle l'Iran verrait sa balance des paiements en déficit avant deux ans?

— L'Hudson Institute devrait être scrupuleusement en rapport avec les compagnies pétrolières, sinon comment aurait-il pu savoir ce qu'elles allaient faire? Mais tout n'est pas dit, car nous allons maintenant essayer de vendre notre pétrole nous-mêmes.

— Lors de la visite à Téhéran du premier ministre français, M. Jacques Chirac, on a annoncé la signature de contrats importants avec l'Iran. On parlait de 35 mil-

liards de francs. Et puis les firmes françaises se sont dites déçues.

— Tous les contrats qui ont été négociés sont ou seront exécutés.

— Même le métro de Téhéran?

— Probablement oui.

— On n'a jamais caché, en Iran, l'existence de nombreux goulets d'étranglement qui freinent le développement. Quels sont ceux qui ont pu être supprimés ou sont en voie de l'être, et quels sont ceux qui subsistent?

— Il y avait des goulets d'étranglement. Mais rien ne nous semble impossible. Nous venons d'en donner la preuve en décongestionnant nos deux ports les plus importants. Le troisième le sera avant la fin de l'année iranienne, c'est-à-dire en mars. Il nous reste à accélérer le développement de notre réseau de routes, autoroutes et de voies ferrées. Quant aux chauffeurs de camions, nous les avons fait venir de Corée du Sud, des Philippines, du Pakistan et d'ailleurs. Pour le reste, nos écoles professionnelles nous permettront d'assurer la suite.

— Le problème humain semble donc résolu.

— Oui. Les armées du savoir, de la santé et du développement donnent d'excellents résultats.

— Un remaniement gouvernemental vient d'être annoncé à Téhéran, et on parle d'autres changements qui pourraient intervenir. A quelles préoccupations correspondent-ils?

— La préoccupation de résoudre le problème de la corruption avec certaines firmes étrangères.

— 17

— Les accusations et les preuves sont là.

— Comment voyez-vous la future division internationale

du travail et le déroulement des travaux de la conférence dite « Nord-Sud » sur le nouvel ordre économique international?

— Il faut remonter à l'origine, au début des discussions de la CNUCED. Il y a une quinzaine d'années, pour voir que rien n'a été fait jusqu'à la révolution pétrolière. Depuis cette époque, la situation est encore pire pour les pays pauvres, qui doivent payer plus cher à la fois le pétrole et les biens manufacturés dont ils ont besoin. Même s'il ne leur en faut pas beaucoup, ils en souffrent beaucoup. Il est donc indispensable de trouver un équilibre entre les prix des matières premières et ceux des produits manufacturés. Or, pour cela, il faudrait que les pays européens acceptent de travailler davantage.

— Ils travaillent déjà beaucoup.

— En Allemagne; en France, dans une certaine mesure. Mais les autres?

— Mais ce sont surtout les États-Unis qui s'opposent à une solution.

— Oui.

— Vous ne voyez donc pas plus que les autres les solutions vers lesquelles on s'achemine?

— Il y a combien de temps que la première conférence a eu lieu à Paris?

— Presque un an.

— Elle a raté. On vient d'en réunir une autre pour quoi faire?

— Pour constituer des commissions.

— C'est toujours ce qu'on fait quand on ne veut rien faire.

Propos recueillis par
JACQUELINE GRAPIN
(Le Monde.)

La construction et ses risques

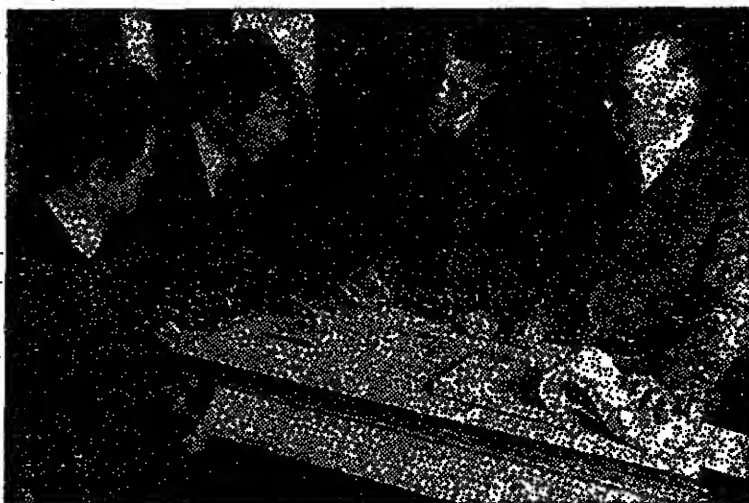
En 1976, peut-on encore se passer de Contrôle Technique?

La loi et les usages concordent sur ce point: à chaque nouvelle construction, le constructeur engage sa responsabilité. Celle-ci est codifiée par le jeu des garanties décennales et biennales. Le risque est tel qu'il doit être couvert par une assurance. C'est à la demande des Compagnies d'Assurances, désireuses de normaliser leurs risques, qu'est né, il y a maintenant près de 50 ans, le contrôle obligatoire des ouvrages. En 1976, est-il encore suffisant dans sa formule traditionnelle?

Le Contrôle Technique en vue de l'assurance décennale. Habituellement cette mission comprend l'examen du terrain et le contrôle des essais géotechniques, la vérification des documents se rapportant au gros œuvre, le contrôle technique de l'exécution de l'ensemble des travaux et les essais mécaniques usuels de résistance des matériaux. Elle est complétée par des rapports destinés aux Compagnies d'Assurances.

Ce type de contrôle ne s'exerce pratiquement qu'au stade de l'exécution des travaux. Il peut ainsi amener le Constructeur à modifier la conception de ses ouvrages et perturber la marche des travaux. Et les constructeurs s'en rendent compte chaque jour davantage. Signe très net de cette évolution, la Socotec leader des Sociétés Françaises de Contrôle, enregistre un nombre croissant de demandes pour un contrôle plus étendu et plus précoce.

Le Contrôle Technique élargi Socotec. Il s'exerce dès le stade de la conception, couvre toute la vie de l'ouvrage et peut s'étendre jusqu'aux équipements. Ainsi compris, le contrôle n'est plus simplement une formalité obligatoire, mais un service complet, apporté par une équipe épousant activement, à tous les niveaux, les préoccupations du Constructeur. C'est ainsi que lors de la mise au point du projet, la Socotec apporte



Le contrôle Socotec: une assistance qui commence dès la conception de l'ouvrage et qui peut s'étendre jusqu'aux équipements.

au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre ses avis sur le terrain et les fondations, sur les dispositions en matière de structure et d'équipement, les matériaux envisagés et les différents procédés de construction. Elle peut jouer un rôle constructif au stade de la préparation du dossier d'appel d'offres et de la consultation des entreprises.

Cette collaboration active se poursuit lors de l'exécution et de la réception des travaux. La construction achevée, la Socotec assure des missions de contrôles périodiques de maintenance qui dépassent largement le cadre des contrôles périodiques réglementaires.

La qualité d'un ouvrage n'est pas seulement celle du gros œuvre.

Il n'est pas inutile d'insister sur ce fait: dans la construction contemporaine, la conformité aux normes de sécurité et de qualité dépend en grande partie du second œuvre et des équipements.

La Socotec, dans le cadre de ses prestations étendues, assure des missions particulières portant sur les points-clés suivants: Sécurité-Incendie-Isolation Acoustique - Sécurité des installations électriques, thermiques et

de gaz - Contrôle des ascenseurs et monte-charges. On le voit, le contrôle traditionnel en vue de l'assurance est largement dépassé. Et c'est un bien, pour le constructeur comme pour l'utilisateur.

Un partenaire proche de vous et de vos problèmes. Socotec vous apporte l'expérience précieuse de la première société de contrôle française, rompue aux techniques du contrôle bâtiment et aux problèmes de sécurité, forte de la compétence de ses 950 ingénieurs spécialisés et de ses 275 techniciens. Quelle que soit la localisation de votre chantier, l'une des 110 agences Socotec se trouve à proximité.

Vous êtes certain d'y trouver l'assistance complète que vous souhaitez. Pour tous renseignements, adressez-vous à l'une de ces agences ou écrivez-nous. Socotec, 17, Place Etienne-Pernet 75738 PARIS CEDEX 15 Tél.: 842.64.00



"Quand le contrôle devient service".



DIRECTEUR GÉNÉRAL

200.000 F

Un groupe européen recherche, pour la filiale française de son secteur pharmaceutique, un Directeur Général dont la mission sera de réaliser les objectifs à court et moyen termes qui lui seront assignés dans le cadre des politiques du secteur. Intégré dans une Direction Régionale Europe Sud, il aura la responsabilité de la gestion journalière de sa filiale consacrée à la fabrication et la vente de spécialités pharmaceutiques. Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, possédant les qualités d'un excellent gestionnaire, doué d'une personnalité de chef et âgé d'au moins 35 ans. Il paraît indispensable qu'il ait exercé en France une fonction à haut niveau de responsabilité dans la branche pharmaceutique pendant au moins 3 ans, de manière à y être bien introduit et à en bien connaître le marché, l'environnement ainsi que les aspects réglementaires. La rémunération annuelle proposée est de l'ordre de 200.000 francs, éventuellement adaptable au niveau de compétence atteint. Des renseignements complémentaires seront fournis au cours d'un entretien strictement confidentiel en nos bureaux à Paris, avec le consultant chargé de cette recherche. Ecrire à Bruxelles. Réf. A/322M

DIRECTEUR COMMERCIAL

180.000 F

Un important groupe régional de distribution par grandes surfaces, à vocation régionale, bien implantée sur la région Nord et menant une politique dynamique, recherche son Directeur Commercial. En liaison étroite avec la Direction Générale, il aura à définir et à faire appliquer la politique commerciale du groupe ainsi que les objectifs et les moyens nécessaires, en concertation avec les responsables des magasins et des centres qu'il supervisera directement. Il coordonnera et dirigera l'action de ces différents responsables qu'il contrôlera et animera dans le cadre de moyens modernes de gestion. Ce poste s'adresse à un candidat de haut niveau, âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure commerciale (HEC - ESSEC...) ayant déjà acquis une expérience réussie d'une Direction Commerciale et de l'animation d'une équipe importante, de préférence dans le domaine de la distribution. Il requiert des qualités affirmées de gestionnaire, d'animateur et de dynamisme. Le salaire de départ, de l'ordre de 180.000 francs, pourra être supérieur en fonction du niveau de compétence atteint. Le champ d'action et les objectifs de développement de la société confèrent à ce poste un intérêt particulier. Les candidatures seront traitées confidentiellement. Ecrire à J.-B. FOURNIER à Croix. Réf. A/428M

SUPERVISEUR MAGASINS BRICOLAGE

120.000 F

Grandes Surfaces — Une société, filiale d'un très important groupe français, spécialisée dans l'exploitation et la franchise de grandes surfaces de bricolage, recherche le Supérieur de ses propres magasins. Sous l'autorité du Directeur Général et en étroite collaboration avec lui, il dirigera, animera et contrôlera l'exploitation de plusieurs magasins qui fonctionnent en centres de profit très autonomes. Sa mission consistera à améliorer les systèmes de gestion en place, à former les Directeurs de magasins, à faire évoluer le concept même de la grande surface de bricolage en s'appuyant sur des études de rentabilité de linéaires, en analysant les procédures d'achats, en dynamisant la vie des magasins avec le soutien des services animation-publicité-aménagement. Il sera responsable devant la Direction Générale, des résultats des magasins placés sous son autorité. Ce poste conviendrait à un cadre, âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, ayant acquis une expérience très solide de la distribution moderne dont celle de la Direction d'une grande surface. Outre des qualités de gestionnaire et d'animateur, le candidat devra faire preuve d'un sens commercial très développé. Une certaine connaissance des produits de bricolage serait appréciée. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera liée aux compétences acquises. Ecrire à R. GARDEUX à Paris. Réf. A/239IM

DIRECTION COMMERCIALE

140.000 F

Produits de Grande Consommation — Une société française en forte expansion (chiffre d'affaires 55 millions de francs) spécialisée dans la production et la distribution d'articles de bureau, recherche pour son siège situé dans une ville agréable de la Vallée du Rhône, un Directeur Commercial France. Répondant devant la Direction Générale et en liaison avec le marketing, il participera à la détermination des objectifs et aura pour mission d'harmoniser et de coordonner la politique de vente au travers des divers canaux de distribution (grossistes, détaillants, libres services...). Il dirigera et contrôlera une équipe d'une trentaine de commerciaux et maintiendra personnellement le contact avec les clients importants. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 34 ans minimum, de formation commerciale supérieure, ayant acquis une solide expérience des circuits traditionnels et modernes de la distribution à un poste de Direction Nationale des ventes de produits de grande consommation. La rémunération annuelle de départ, liée à l'expérience acquise, sera négociée aux environs de 140.000 francs. Ecrire à M. BUHLER à Lyon. Réf. A/3367M

EXPORT SALES MANAGER

120.000 F

Une société française spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits de grande consommation du secteur alimentaire (1 300 personnes - chiffre d'affaires : 250 millions de francs), filiale d'un groupe multinational, leader européen dans son secteur d'activité, recherche un Export Sales Manager, basé à Paris. Dépendant du Directeur Général Commercial, en priorité il aura pour mission de développer les ventes à l'export en créant et animant un réseau couvrant essentiellement le marché européen. Dans un second temps, son action, au niveau international, se fera en étroite liaison avec la Maison-Mère qui lui apportera une assistance fonctionnelle, à la fois méthodologique et technique. Il sera enfin chargé de définir le plan stratégique et les actions marketing appropriées à la pénétration des différents marchés. Ce poste nouvellement créé s'adresse à un cadre export âgé de plus de 32 ans, diplômé d'enseignement supérieur et rompu à toutes les procédures et négociations à l'exportation. Il devra avoir acquis son expérience au sein d'une société dynamique appartenant au secteur des biens de grande consommation. Une pratique courante de l'anglais, et si possible de l'allemand est impérative. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera fonction du niveau de compétence acquis, ainsi que de la valeur humaine du candidat retenu. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/239OM

MARKETING PRODUITS INDUSTRIELS

120.000 F

Une importante société française, spécialisée dans la réalisation et la vente de systèmes de communication, recherche pour son siège en banlieue Sud, un Chef de service Marketing. Rendant compte au Directeur Commercial, il sera responsable de l'élaboration et de la formulation de la stratégie commerciale. Il recommandera des axes de travail au niveau des produits, prix, marchés, distribution et promotion, à partir des analyses et études réalisées sous sa direction. Il assistera l'opérationnel dans la réalisation des programmes et assurera les liaisons internes au niveau du groupe. Ce poste convient à un homme de marketing, âgé de 32 ans minimum, diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, ayant une expérience confirmée du marketing des produits industriels, acquise de préférence dans un domaine de technologie avancée. Une très bonne pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle, de l'ordre de 120.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2352BM

ORGANISATION INDUSTRIELLE-MÉTHODES

90.000 F

Une entreprise française, fabriquant en grande série des produits métallurgiques à base d'alliages cuivreux, filiale d'un puissant groupe de dimension internationale, recherche pour son usine (400 personnes) située au Nord de Lyon, un Ingénieur responsable des méthodes. Rattaché au Directeur de Production et assisté d'une équipe de spécialistes (fonderie, outillage, décolletage, automatisme...), il aura pour mission d'actualiser les gammes opératoires (sur IBM 3), de participer à la définition des procédés de fabrication, d'améliorer l'organisation des ateliers et d'aménager rationnellement les postes de travail. Son action l'amènera à étudier les investissements et à gérer des budgets importants. Ce poste, présentant de réelles perspectives d'évolution, intéresse un ingénieur (AM, ECAM, IDN...) de 30 ans minimum, désirant enrichir son expérience et possédant de solides connaissances techniques et industrielles acquises au sein d'une entreprise métallurgique fabriquant en grande série (automobile, électroménager...). La connaissance de l'anglais est souhaitée. La rémunération, de l'ordre de 90.000 francs, sera liée à l'expérience acquise. Ecrire à M. BUHLER à Lyon. Réf. A/3368M

MAINTENANCE TRAVAUX NEUFS

100.000 F

Lyon — Une société française spécialisée dans l'installation et la maintenance d'appareils mécaniques, électriques et électroniques, intervenant sur l'ensemble du territoire national par l'intermédiaire de 8 centres régionaux, recherche un Ingénieur de Maintenance pour assurer la Direction du centre de Lyon. Rattaché au Directeur d'Exploitation, basé à Paris, il aura pour mission, après une période d'intégration, de gérer l'activité de la société sur 14 départements avec un effectif de 60 professionnels et un parc de 40 véhicules. Il assurera personnellement les relations avec les clients importants, veillera à la qualité et à la rapidité des prestations fournies et développera les activités d'installations nouvelles. Ce poste conviendrait à un ingénieur (AM, ECAM, ou équivalent) âgé de 32 ans minimum, possédant une solide expérience de la gestion et de l'animation d'un service de maintenance et travaux neufs (mécanique, électrique, pneumatique, électronique...) dans une industrie utilisant ces techniques (entreprises de travaux publics, sociétés d'engineering, etc.). Des qualités personnelles de contact et de dynamisme lui permettront d'être rapidement à l'aise dans la fonction. La rémunération annuelle, de l'ordre de 100.000 francs, sera liée à l'expérience et au potentiel du candidat retenu. Ecrire à A. RICHARD à Lyon. Réf. A/3369M

TECHNICAL SALES EXECUTIVES

Worldwide

One of the world's major industrial groups seeks to strengthen its sales organisation by appointing sales executives who, after initial training, will operate from countries with free market economies. Applicants should have a technical qualification and background, preferably including a degree in chemistry, or industrial, mechanical or electrical engineering and 2 or 3 years' sales experience. A willingness to travel frequently and to live in different countries is essential. Fluency in English, a good knowledge of a second language and a basic understanding of Italian is also necessary. A wide range of professional experience can be considered in view of the diversity of the group's products, both from a technical and quality point of view. The use of advanced management systems and techniques and the group's policy of rewarding real personal ability makes these extremely interesting opportunities for young people with potential who are interested in increasing their experience within a dynamic and stimulating environment that can offer rapid career development. Write to Paris address. Réf. B/5525M

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Export

Une société française réputée dans le domaine de la fabrication et la vente de compressors d'air et de gaz, située à une cinquantaine de kilomètres au Nord de Paris, recherche un Ingénieur Technico-Commercial. Rendant compte au Directeur Commercial Export, il assurera la coordination et le développement de l'appui technique des ventes sur les marchés étrangers, et entretiendra pour le compte de la Direction Commerciale Export, les rapports fonctionnels avec les services techniques et logistiques du siège (devis, études, fabrication, après-vente). Il sera également chargé du suivi technique des affaires engagées avec les sociétés d'engineering. Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien âgé de 30 ans au moins, possédant une solide compétence technique acquise dans le domaine des machines alternatives, ainsi que la pratique des relations avec la clientèle. La connaissance des méthodes de travail de l'engineering serait appréciée. Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire. La connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire. Le poste implique quelques voyages de courte durée dans l'année. La rémunération annuelle tiendra compte du niveau et de l'expérience du candidat. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/3363M

RESPONSABLE COMMERCIAL

80.000 F

Electronique Industrielle — La filiale de distribution d'un groupe d'origine britannique bien introduit sur le marché des équipements, composants et accessoires électroniques, recherche son Responsable Commercial. Sous l'autorité du Directeur Général français, il aura la responsabilité de la commercialisation des produits auprès d'une clientèle industrielle très diversifiée, OEM et utilisateurs (télécommunications, traitement des données, automaton, etc.), avec l'aide d'une petite force de vente qu'il devra former et motiver. Il participera à la définition de la stratégie du marketing (définition des cibles, prévisions de vente, publicité, etc.) conduisant à une meilleure pénétration du marché. Ce poste nouveau conviendrait à un jeune candidat, ingénieur en électronique, parlant couramment l'anglais, disposant d'une expérience de 4 à 6 ans dans la vente et le marketing de produits techniques, en particulier électromécaniques et électroniques (composants passifs de préférence). L'expérience préalable de l'animation de vendeurs serait un avantage. Un stage de formation de plusieurs semaines est prévu au sein de la Maison-Mère. La rémunération annuelle de départ sera négociée autour de 80.000 francs. D'exceptionnelles perspectives de promotion s'offrent à un candidat répondant précisément aux exigences du poste. Ecrire à A. JAMET à Paris. Réf. A/2305BM

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à notre client, sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service de Contrôle" indiquant, les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. : 727 35-79

9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-63 - 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

PA-Management Consultants S.A. - Avenue Louise 386 - 1050 Bruxelles - Tél. (322) 648-65-55

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

SPORTS

CROSS-COUNTRY

AU CHAMPIONNAT INTERNATIONAL

Victoire inattendue du Portugais Carlos Lopes

De notre envoyé spécial

Chepstow. — Comme pour mieux marquer leur attachement au passé, les Britanniques ont choisi la petite cité médiévale de Chepstow, tout près de Cardiff, qui bruisait déjà de plaisir dans l'attente d'un certain match de rugby, pour organiser, samedi 28 février, le quatrième championnat international de cross-country. Cela n'a pas empêché le Portugais Carlos Lopes de dominer la

tradition en apportant à son pays une première victoire individuelle extrêmement brillante. Au classement par équipes, la France a obtenu une excellente troisième place. Dans l'épreuve réservée aux juniors, Thierry Watrice s'est classé quatrième, cependant que Joëlle Debrunner a touché au but en sixième position dans la course féminine.

On lui accordera cependant qu'il tint un rôle aussi important que celui auquel aurait pu prétendre Noël Tijou. Privé du concours de son meilleur spécialiste, considérablement ralenti, cette formation française aura, tout compte fait, obtenu un résultat bien supérieur à celui de la vieille troupe fatiguée qui n'avait remporté que huitième l'an dernier.

Au dernier moment, les organisateurs s'étaient résolus à effacer du parcours le tron de 4 mètres de large et de 60 centimètres de profondeur qu'ils avaient fait creuser avant de le remplir consciencieusement à l'aide d'un tuyau d'arrosage. Mais il avait fallu toute la force de persuasion de la plupart des délégations étrangères pour obtenir la suppression de cette réarguterie de l'époque pas si lointaine où l'épreuve s'appelait encore le Cross des nations et où les concurrents ne fréquentaient les hippodromes que de loin en loin. Dame ! Il n'est pas facile de sacrifier à l'évolution générale lorsqu'on a en la haute main sur la spécialité de 1903 à 1973.

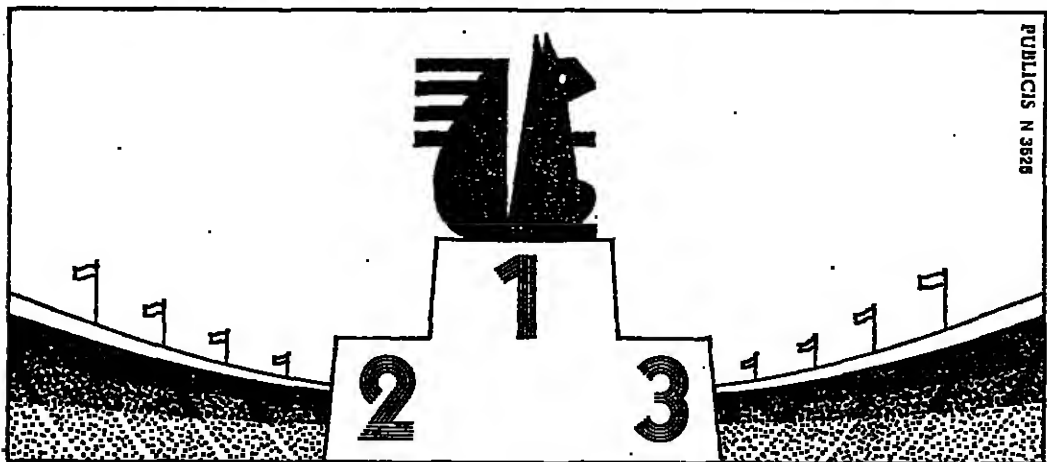
Curieux champ de courses, au demeurant, que celui de Chepstow ! Flottant une piste tracée sur des montagnes russes. En tout cas, un terrain propre à servir les intérêts des coureurs britanniques, toujours étonnés par les difficultés, si d'ailleurs il avait plu. Un soleil printanier et le détour imposé à l'approche d'un trou d'eau où bien des souillers se seraient embourbés dangereusement auraient finalement favorisé les ambitions de Carlos Lopes.

Car, loin de s'apparenter à ces subtilités petites et noueuses qui diraient l'essentiel de leur valeur de leur résistance à la peine, ce Portugais élané et racé a des allures de l'événement à la Corrida de Sao Paulo l'an dernier, brillant vainqueur à Chartres et à Saint-Sébastien cet hiver. Il a déjà couru le 5 000 mètres en 13 min. 33 sec. 8/10, et son entourage le dit capable de parcourir 10 000 mètres en moins

de 28 minutes à la première occasion. Passant sans doute plus de temps à battre la campagne qu'à rester derrière le stilet de la banque qui l'emploie, sa victoire, acquise avec plus de 150 mètres d'avance au terme d'une randonnée de 13 kilomètres, indique suffisamment qu'il est prêt pour de plus grands honneurs. Tout fut joué lorsqu'il accéléra après 4 kilomètres de course. Derrière, on s'employa à limiter les dégâts. L'exercice parut convenir à Jean-Luc Pangham, qui, comme six de ses huit camarades de l'équipe de France, participait pour la première fois à l'épreuve. Professeur de français au C.E.S. de Guilers (Finistère), ce Breton volontaire, qui assure que la course à pied ne sera jamais pour lui qu'un plaisir, s'était préparé minutieusement de longue date, comme on s'organise pour un lointain concours. Bien entendu, il se reprochait à l'arrière d'avoir péché par modestie, et se faisait fort, dans les mêmes circonstances, de progresser de quelques rangs.

Il n'en demeure pas moins qu'il avait lutté jusqu'au bout, sans jamais accepter le fait accompli, et que son comportement, imité par quelques équipiers, permit de gagner une douzaine de places au classement général dans les 50 derniers mètres. Egal à lui-même, Boxberger était arrivé neuvième. Voilà des années que, promis au plus bel avenir, il essaie de faire porter aux autres la responsabilité de vices trop égrégues. Même lorsqu'il proclame des ambitions lapageuses, le cœur n'y est pas, et il est toujours un cran en dessous de ses possibilités.

RAYMOND POINTU.



Partez avec l'Ecureuil aux Jeux Olympiques.

Du 1er au 31 mars, chaque opération positive dans une Caisse d'Epargne Ecureuil donne droit à un bulletin de participation... et chaque bulletin peut gagner : il suffit de le remplir.

300.000 F. de prix dont 13 séjours d'une semaine aux Jeux Olympiques.

Sportifs, attention !

Les gagnants inscrits à un club sportif recevront leur prix majoré de 5%, les licenciés de 10%, les détenteurs d'un titre homologué en 1975 de 15%, les majorations étant cumulables, elles peuvent atteindre 30%. De plus, un tirage spécial permettra aux clubs sportifs cités sur les bulletins, de recevoir des prix en espèces.

(* voyage, hôtel et accès aux stades olympiques).

ATHLÉTISME

LES SEPT SECONDES DE GUY DRUT

Vice-champion olympique à Munich, Guy Drut entend bien devenir champion à part entière dans moins de cinq mois, à Montréal. Ses principaux adversaires, à moins que le Cubain Alejandro Casanovas ne progresse rapidement, seront américains. Ayant déjà pris la mesure de Charles Foster l'an dernier (trois victoires au cours de cinq rencontres en plein air), il avait donc envisagé une tournée aux Etats-Unis qui lui aura permis, lors de compétitions en salle, de marquer un avantage sur Tom Hill.

Sans doute fut-il battu à trois reprises, dans les quatre premières courses auxquelles il participa, par celui auquel il reconnaît plus de qualités qu'à Foster. Mais dans la cinquième, celle qui comptait pour le titre de champion des Etats-Unis, il est arrivé vainqueur en 7 secondes (Le Monde daté 29 février 1976) dans la distance (60 yards, soit 54,86 mètres) de l'avantage qu'il avait pris, dans une course de 110 mètres, et se distingue surtout dans les cinquante derniers mètres. Ses adversaires ne l'ignoraient pas. Ils avaient pu mesurer ainsi ce que Drut avait à leur disposition, et auront dû en tenir compte dans la course décisive.

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE NATIONALE I

*Villeneuve b. Antibes 110-78
Tours b. Nice 105-83
Clermont b. Reims 101-85
Bordeaux b. Metz 118-89
Nantes b. Pau 107-99
Strasbourg b. Dijon 104-88
Orléans b. Châlons 78-64

Classement. — 1. Tours, 72 pts ; 2. Clermont, 63 ; 3. Villeneuve, 61 ; 4. Le Mans, 50 ; 5. Châlons, 53 ; 6. Clermont et Orléans, 52 ; 7. Antibes, 50 ; 8. Lyon, 49.

Escrime

Le challenge Duvet de Fleuret a été enlevé dimanche 28 février par Bernard Talard, dont les plus beaux résultats ont été obtenus sur le champion du monde Noël (5-2) et Pietruska (10-6).

Football

SEIZIÈMES DE FINALE DE LA COUPE DE FRANCE (matchs aller)

Nice b. Bordeaux 1-0
Paris-S.G. b. Lens 3-0
Valenciennes b. Nîmes 3-0
Metz b. Reims 2-0
Lyon b. Brest 2-0
Bordeaux b. Saint-Etienne 2-1
Lille b. Evian Guingamp 2-1
Nantes b. Strasbourg et Bastia 2-2
Nancy b. Evian Guingamp 2-1
Laval b. Toulouse 1-1
Châteaubriant b. Angers 3-1
Dunkerque b. La P. Montparnasse 3-0
Sète b. Meaux 1-0
Troyes et Sochaux 1-1

TRENTES-DEUXIÈMES DE FINALE (matchs à rejouer)

Gazélec Ajaccio b. Bastia 2-0

Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE NATIONALE I

POULE A
A.S.P.T.T. Metz b. Stella 23-17
Paris-S.G. b. ASPTT Toulouse 24-16
St-Luc Nancy et Billy-Mont. 20-20
Verny b. Lorient 18-14
APAS Paris b. Toulouse U.C. 19-18
Classement. — 1. Stella Saint-Nazaire, 23 pts ; 2. P.O.C. 22 ; 3. Metz, 21 ; 4. Evry, 20.

POULE B
St-Martin U.C. b. Gagny 21-14
S.S. Voltaire b. Aitkirch 22-21
Mulhouse b. Saint-Etienne 21-20
ASU Lyon b. Sochaux 22-12
Classement. — 1. S.P. Strasbourg, 23 pts ; 2. Dijon et SMUC, 22 ; 4. Aitkirch et Mulhouse, 20.

Hippisme

Le prix Troytown, disputé le 29 février à Autoul, et réservé au portier, a été remporté par Gat, de l'écuyer Khandra et Porto Rati. Le combiné gagnant est 7-8-10.

Judo

CHAMPIONNAT DE FRANCE PAR CATEGORIES DE POIDS

LEOERS
Finale : Alglat (J.C. Maisons-Alfort) b. Edie Collet (Saint-Laurent-du-Var).
MI-MOYENS
Finale : Patrick Vial (J.C. Maisons-Alfort) b. Gérard Gauthier (A.C.B.).
MOYENS
Finale : Jean-Paul Coche (R.C.F.) b. Guy Aulray (J.C. Maisons-Alfort).
MI-LOUDES
Finale : Jean-Luc Rougé (R.C.F.) b. Farid (J.C. Maisons-Alfort).
LOUDES
Finale : Jean-Pierre Triplet (A.C.B.B.) b. Rémi Berthet (R.C.F.).

FOOTBALL

Les seizièmes de finale de la Coupe de France

Les matches « aller » des 16^{es} de finale de la Coupe de France de football ont marqué la fin de l'aventure pour les « petits » clubs, ceux que l'on appelle les régionaux. Guingamp, battu 2 à 1 sur son terrain par Lille, ne peut guère espérer une victoire au match « retour », pas plus que ne sauraient raisonnablement croire en leurs chances les deux clubs de promotion d'honneur, La Pallade et Meaux, battus respectivement par Dunkerque (3-2) et par Sète (2-0). Il n'empêche que, pour ces clubs, l'accession aux 32^{es} de finale suffirait pour asseoir leur réputation et susciter l'enthousiasme de supporters... ne serait-ce que l'espace d'un dimanche.

Quand Meaux découvre ses footballeurs

Participer aux seizièmes de finale de la Coupe de France c'est une aventure exaltante, presque une épopée pour un club et des joueurs de promotion d'honneur. Même s'ils n'ont plus le lustre de leurs années qui dominèrent le football français à la naissance du professionnalisme dans les années 30, les joueurs étoilés opèrent en deuxième division, soit quatre échelons au-dessus de leurs adversaires mellois. Leur venue avait attiré près de 6 000 spectateurs dont près des deux tiers n'avaient sans doute jamais fréquenté le stade Pierre-Colinet et découvraient ces amateurs mellois parvenus à ce niveau de l'épreuve après avoir déjà éliminé cinq équipes hiérarchiquement supérieures dont Aulnoye et Saint-Quentin qui jouent en troisième division.

Ainsi, dans cette petite ville de 45 000 habitants où le sport est victime de la proximité de la

capitale pour les distractions, le football est devenu l'aspect d'un dimanche le plus d'attraction de la ville. L'occasion était trop belle pour ne pas présenter au public en lever de rideau les quelques trois cent vingt licenciés dont les dix-huit équipes de jeunes qui s'efforcent de constituer par les responsables du club sportif de Meaux.

Cette politique de prospection et d'accueil des jeunes menée depuis deux ou trois ans par l'impulsion d'André Anziani, un instituteur de Châteaufort-Thierry qui entraîne l'équipe première, et de Jean-Pierre Legrand, un typographe du monde responsable des équipes de jeunes et de l'école de football qui regroupe cent soixante le mercredi après-midi, porte déjà ses fruits puisqu'il y a eu Sète, Meaux alignant quatre éléments de vingt ans qui opèrent encore dans l'équipe junior (voir deux salons).

Des efforts coûteux

Si l'on excepte Eric Bourgeois, admis cette année au Centre de formation des jeunes footballeurs de Sochaux d'autres éléments de valeur devraient venir prochainement renforcer l'équipe fanion puisque le club s'honorait la saison dernière de deux internationaux scolaires et compte encore de cette année deux jeunes convoqués à Vichy aux stages nationaux de sélection junior et scolaire.

Les efforts consentis pour l'encadrement, la formation, l'équipement et les déplacements des jeunes footballeurs mellois coûtent toutefois cher à un club de promotion d'honneur dont la moyenne des spectateurs ne dépasse pas quatre cents à cinq cents par match, mais qui bénéficie cependant d'une subvention municipale (45 000 francs). A ce titre, la Coupe de France est une aubaine pour une petite équipe d'amateurs qui parvient à ce niveau de l'épreuve.

La formule des matches aller et retour, critiquable au plan sportif puisqu'elle introduit le calcul et la prudence dans cette épreuve, qui valait surtout par le caractère dramatique des éliminations brutales sur une seule rencontre, permet désormais à chaque équipe d'envisager deux substantielles recettes. A ce niveau de la compétition, chaque club perçoit en effet 30 % de la recette nette (après déduction des taxes, des frais de location du terrain et des frais de déplacement des équipes, des arbitres et des officiels) et son quota sur les 20 % de la recette prélevée sur les matches des seizièmes de finale, et répartis équitablement entre les trente-deux équipes. Ainsi, la seule participation des joueurs mellois aux seizièmes de finale de la Coupe de France permettra au club de percevoir 60 000 francs à 80 000 francs, soit une somme supérieure à celles encaissées durant tout le championnat.

En point de mire

Face à ce public à conquérir, il était d'autre part important, pour les Mellois, de ne pas décevoir. Un arbitre bienveillant, un gardien de but brillant au point de déjouer un pénalty après dix minutes de jeu et des Sète qui se contentèrent de contrôler le match ont permis aux Mellois de faire très bonne figure, en concédant seulement deux buts à Edwige (34^e minute) et à Kasoyan (55^e minute). Une réputation qui n'a pas sans quelques désagréments en championnat, où le club, qui vise l'accession en division d'honneur, sera désormais l'équipe à battre pour tous ses adversaires avides d'un exploit.

GERARD ALBOUY.

A L'HOTEL DROUOT

A DROUOT - RIVE GAUCHE Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France

Mardi

VENTES

S. 14. — Atelier Alfred Dossendy (c.vente) S.G.P. Lorient, Guillon, Buffetaud, Tailleux.
S. 15. — Ameub. M^{me} Bougrard.
S. 16. — Bons meubles M^{me} Pescheteau.

VENTE à CHARTRES (28)

GALERIE DE CHARTRES

DIMANCHE 7 MARS 1976 14 h.
ARMES ANC. AMERICAINES
CIVILES ET REGLEMENTAIRES
paire de pistolets et coffret
M^{me} J. LELIEVRE, C.-P. S. F. Famin
38000 CHARTRES - (37) 36-04-33
Expo. vend. et adm. de 14 h. à 18 h.
et mat. de vente de 10 h. à 11 h. 30

S. 17. — 21h. meub. M^{me} Deurbergue.

سكنا في الامم

OFFRES D'EMPLOI	La Page	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La Page	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	28,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois internationaux



emplois régionaux

CONTROLLER

GUADELOUPE F 110 000
+ voiture + avantages
INDUSTRIE ALIMENTAIRE
La filiale française d'un très important groupe international spécialisé dans la production et commercialisation de farine et d'aliments de bétail (C.A.F. 50 millions, 200 personnes) recherche, à la suite d'une promotion interne, un Contrôleur.
Branche du Directeur Général et dépendant directement de lui, il supervisera 8 personnes et aura l'entière responsabilité des opérations comptables, financières, administratives et fiscales (préparation des états financiers, amélioration des procédures de contrôle interne, contrôle budgétaire, relations avec l'Administration douanière et fiscale de l'île).
Ce poste complet et passionnant requiert un candidat à forte personnalité, ayant une très bonne formation comptable et fiscale, parlant anglais et si possible espagnol. Il aura acquis une expérience d'au moins 5 ans dans un poste opérationnel au sein d'une entreprise de préférence internationale. Le taux de croissance très rapide du groupe offre de réelles chances de développement de carrière.
RÉF. C 3101

Adressez C.V. détaillé, en spécifiant la référence, à G.-C. FULCONIS, Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75755 Paris Cedex 15. Discretion absolue.

Société d'Ingénieurs-Conseils

A vocation internationale recherche

CHEF DE PROJET ADDUCTION D'EAU

POSTE : Direction des études puis des travaux d'adduction d'eau urbaines, dans plusieurs villes d'Afrique-Orientale.
QUALIFICATIONS : Ingénieur diplômé, 10 ans d'expérience, minimum en hydraulique urbaine (captages, adduction, traitement et réseaux de distribution).
Anglais indispensable.
Expériences outre-mer souhaitées.
Capacité réelle d'entièrement étudier sur place avec équipe mixte études-joues.
DURES SEJOURS : 30 mois.
CONDITIONS : Rémunération selon Age et qualification plus indemnités expatriation, voiture, logement, vacances en Europe en cours de séjour.

Adressez C.V. détaillé sous la réf. **RESEAU A PROFILS**, CONSEILS EN RECRUTEMENT, 5 bis, rue Koppler, 75116 PARIS.

Importante Société

négoce Produits Alimentaires recherche pour son siège Abidjan-Côte d'Ivoire

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Rattaché au Directeur Général, il sera responsable de l'ensemble des problèmes comptables et financiers : comptabilité générale et analytique, préparation du bilan et de la consolidation avec la Société mère française, relations avec les banques, etc.
Ce poste implique de préférence des candidats de formation commerciale supérieure à forte dominante comptable et financière, ayant exercé, pendant au moins 5 ans, les fonctions de Chef comptable ou de Responsable administratif.
Le candidat et sa famille doivent accepter de résider en Afrique plusieurs années.
Rémunération : 120.000 F/an + avantages liés à l'expatriation.
Adressez votre C.V. détaillé sous référence 58536 à Havas Contact, 156 bd Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.

AFRIQUE FRANCOPHONE

Société en pleine expansion liée à un groupe de négoce de produits chimiques recherche :

RESPONSABLE FINANÇ./ADMIN.

Le candidat retenu, d'au moins 37 ans, aura une formation comptable D.E.C.S. ou équival, complétée par quelques années d'expérience de la C.G. dans une S.A. de taille moyenne ; il assurera outre la gestion comptable jusqu'au bilan et C.R. mensuelle les relations avec les banques ainsi que la supervision du personnel et de l'administration commerciale (stocks, transit, etc.).
Excellentes conditions (+ logement + 2 mois congés) offertes à un cadre souhaitant des responsabilités réelles et capable de les assumer, ayant déjà de préférence une expérience de l'Afrique.
Envoyer C.V. et réf. **PARIS 75** à T.S. 77, rue la Boétie, 75008 PARIS ou tél. pr. 7-75 au 221-31-07.

Dois le cadre de l'expansion d'une de ses filiales du

CABON

Un important Groupe Français recherche pour le directeur d'un département commercial contrôlant réels nombreux points de vente.

ADJOINT ADMINISTRATIF

AYANT FORMATION COMPTABLE

Expérience de gestion d'un service administratif soumise.
Préférence donnée à un candidat ayant travaillé dans le secteur DE LA DISTRIBUTION EN AFRIQUE.
Le titulaire du poste aura pour principales tâches :
— Centralisation de la comptabilité concurrentielle d'un réseau de 120 magasins ;
— Contrôle et suivi des transports, prix de revient et mouvements des fonds ;
— Comptabilité des stocks.
POSTE EVOLUTIF - RESIDENCE LIBREVILLE.
Envoyer lettre manuscrite et C.V. à n° 44.701.
cabinet leconte 4, rue Armand Courbet 75116 PARIS

INGENIEURS DIPLOMES

2 à 5 ans d'expérience en Ingénierie
Nous sommes un des premiers Groupes français d'Ingénieurs-Conseils. Notre département Ingénierie est chargé d'assurer, dans un pays en voie d'industrialisation, l'organisme responsable du développement des Petites et Moyennes Industries. Pour ces projets, et aussi d'autres missions à l'étranger, nous recrutons :
• 3 INGENIEURS RESPONSABLES DE CONTRATS
• 3 INGENIEURS D'ETUDES (INFRASTRUCTURE, BATIMENT, FLUIDES...)
Vous serez essentiellement chargé :
• d'assurer les responsabilités liées dans toutes les phases de la réalisation de plusieurs projets, jusqu'à l'achèvement des unités produites en usine ;
• d'assurer, à l'occasion de ces interventions, leur formation technique.
Vous résiderez sur place, où vous devrez vous intégrer à notre équipe pluridisciplinaire. Vous serez rattaché au Groupe à Paris et bénéficiez d'avantages financiers, en France et sur place, liés à votre situation familiale.
Adressez votre curriculum-vitae complet avec photographies de 35 mm sous n° 2493 à SPERAR, 12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX (description et réponse rapide assurée).

Wir sind die DEUTSCHE NIEDERLASSUNG eines namhaften - FRANZÖSISCHEN HERSTELLER-UNTERNEHMENS im Bereich der elektronischen Bauelemente-Industrie.

Sie sind ca. 35 JAHRE alt, haben Fachhochschulbildung als "Werkstoff-Ingenieur" und konnten bereits erste Erfahrungen im Vertrieb sammeln. Sie sollten als unser

AUBENDIENST-VERKAUFSLEITER

überdies über gewisse Führungsqualitäten verfügen und - dies ist jedoch nicht Bedingung - französische Sprachkenntnisse besitzen.
Bitte schicken Sie Ihre Bewerbung mit Schriftl. LEBENSlauf, PHOTO und GEBURTSDATUM an n° 44919 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1^{er}).

1) INGENIEUR

GENIE CIVIL formation bâtiment expérience de quelques années.

2) INGENIEUR expérience pratique 10-15 ans. Lignes rapides. Ecr. HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS. Sous référence 5766.

SOCIÉTÉ SÉNÉGALAISE RECHERCHE POUR DAKAR

CANDIDATS
Nationalité sénégalaise. Ayant formation supérieure technique ou commerciale pour **DIRECTION LOCALE** entreprise métallurgique. Séries références morales et professionnelles exigées. Env. C.V. manusc. à **SIEVERTS** BP 289, 75014 PARIS CEDEX 09 sous réf. n° 222, qui transmettra.

AU MOYEN-ORIENT

Recherche pour MOYEN-ORIENT STE FRANÇAISE rech.

INGENIEURS

— MECANIQUE-FLUIDES
— ELECTRICITE
Pr. contrôle et supervision. Une expérience similaire est indispensable.
Envoyer C.V. détaillé à A.M.P. n° 82/MS, 40, rue Olivier-de-Serres, 75115 PARIS, qui transmettra. 9-1000 BRUXELLES, qui transmettra.

emploi internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.
Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

LES MAISONS BRUNO PETIT

TROISIEME CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE MAISONS INDIVIDUELLES

recherchent pour

SAVOIE et BOURGOGNE

JEUNES INGENIEURS

En pratiquant l'organisation, la conduite et la gestion des chantiers, ils se préparent à l'entière responsabilité des travaux.

Ecrire 41, rue des Sorbiers, 92180 MEUDON.

contrôleur de gestion

HAUTE-MARNE

Industrie Mécanique établie dans l'Est de la France, dans le cadre de la Direction Générale de moyens modernes pour une gestion efficace de nos 3 unités de production, nous créons le poste de Contrôleur de gestion.

Rattaché à la Direction Générale il sera chargé :

- de l'étude et de la mise en place d'un système de contrôle de gestion pour l'ensemble de la Société (550 personnes),
- de l'élaboration et du suivi des comptes d'exploitation, des tableaux de bord, du calcul des prix de revient des différentes lignes de production.

Pour réussir dans cette fonction il faut, outre un niveau de formation supérieure (École de Commerce, DECS...), une expérience industrielle d'un minimum 3 années et des qualités de personnalité permettant d'assurer une petite équipe et de communiquer non seulement avec la Direction Générale, mais aussi avec les Directeurs d'Usine, les Chefs d'atelier et le personnel ouvrier. De plus, des aptitudes pédagogiques seraient appréciées.

Du fait pour une vie familiale la campagne et une grande expérience en grand air faciliteraient l'adaptation à la région.

Prenez contact rapidement avec les Conseils de Recrutement d'EUREQUIP sous réf. 40/182 M.

EUREQUIP

19, rue Yves de la Motte, B.P. 30 92420 Vincennes

GUY DEGRENNE S.A.

Leader sur le marché français des plats et couverts en inox massif et développant une politique de marque grand public crée le poste de

Responsable Publicité

Dependant du Directeur Marketing
• il participe à l'élaboration de la politique publicitaire et à la définition du budget.
• il est l'interlocuteur permanent et l'animateur de l'agence de publicité.
• il est chargé de tous les problèmes d'édition, P.L.V. et conditionnement des produits.

Ce poste qui suppose beaucoup de rigueur dans le travail et une grande créativité, conviendrait à un jeune diplômé E.S.C. ayant acquis une première expérience chez un annonceur ou dans une agence.

Lieu de travail : VIRE (Calvados)

Ecrire avec C.V. détaillé et en précisant la rémunération actuelle au 506 10.78

plein emploi 10, rue du Mail Paris 2^e

GRANDE ÉCOLE DE GESTION

recherche

DIRECTEUR DES ÉTUDES

Le candidat :
• Diplômé d'Enseignement Supérieur (Grande École ou Université) ;
• expérience d'un poste à responsabilité en entreprise soumise ;
• goût pour la recherche pédagogique et l'animation de tout le corps professionnel ;
• suivi des études et contact avec les élèves ;
• réflexion sur l'enseignement de la gestion, en liaison avec les entreprises et les autres Grandes Écoles de Gestion.

La fonction :
En étroite collaboration avec le Directeur, il sera chargé de :
• établissement et mise en œuvre des programmes, coordination des enseignements, contrôle ;
• animation de tout le corps professionnel ;
• suivi des études et contact avec les élèves ;
• réflexion sur l'enseignement de la gestion, en liaison avec les entreprises et les autres Grandes Écoles de Gestion.

Nous proposons :
Un salaire à durée déterminée et une rémunération en rapport avec les compétences.

Env. lettre manuscrite expliquant les motivations et C.V. détaillé à JD 438, HAVAS (B.P. 807), 75008 PARIS CEDEX.

La Société FACOM

(1500 personnes en 4 établissements) leader européen de l'équipement à main, poursuit son expansion à NERVICES, objectif : 600 personnes en 1980. Elle vous offre deux postes :

CHEF DU PERSONNEL

Réf. 9143/M
• Chargé de l'ensemble des tâches de gestion administrative et humaine et plus spécialement des problèmes de recrutement, d'intégration, de formation...
• Ce rôle-clé exige une formation supérieure, une grande maturité professionnelle acquise dans un contexte industriel similaire, des connaissances confirmées (évaluation, tests, salaires, problèmes sociaux, juridiques).

CHEF DE FABRICATION

Réf. 9144/M
• Responsable à terme des 4/5 des effectifs, il lui sera confié tous les problèmes de gestion de production avec 3 chefs d'ateliers et les services annexes.
• Il est requis un diplôme d'ingénieur A.M. ou équivalent, l'expérience et le goût des responsabilités de fabrication seront appréciés, des compétences en usinage et une personnalité ouverte aux relations sociales.

A tout candidat d'un C.V. adéquat et détaillé, Hervé LE BAUT adressera une description de la Société et du poste.

BOSSARD SELECTION

12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

Nous sommes un GROUPE INTERNATIONAL diversifié, dont la croissance annuelle en volume est supérieure à 15 % l'an. Nous prévoyons qu'elle sera aussi rapide dans les années à venir.

Pour encadrer cet important développement, nous recherchons des FORTES PERSONNALITÉS, ayant une bonne formation de base (SCIENCES ECO - D.E.C.S. - H.E.C. ou équivalent), âgées 28 ans minimum, sachant travailler en équipe.

POSTES A POURVOIR

DIRECTEUR DES COMPTABILITÉS

(France et étranger)

ADJOINT DIRECTION FINANCIÈRE

au niveau HOLDING

FISCALISTE EUROPE

Si nous prenons chacun notre risque :
• Nous fournissons approche et technique, et un salaire mensuel de départ de 5.000 à 10.000 F, suivant candidat.
• Vous travaillerez en RESPONSABLE.

Résidence : METROPOLE LILLOISE

Env. C.V. lettre manuscrite et photo sous n° 8.324 à « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75001 Paris (9^e), qui transmettra.

Importante Société,

Région Sud-Frédérice, employant environ 1000 personnes en marche continue, Recherche du fait d'un prochain départ en retraite (2 ans) son futur

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Le poste dépend de la Direction Générale et comprend notamment :
• L'élaboration avec la Direction Générale de la politique personnelle de la Société et son application.
• La gestion des problèmes de personnel.
• Les discussions et négociations sociales.
• Les relations avec les administrations concernées (Direction de la Main-d'Œuvre, Sécurité Sociale, etc.).

Le Candidat, âgé de 35 ans au moins, devra avoir eu une expérience identique de plusieurs années comme directeur ou chef du personnel, ou à la rigueur comme adjoint d'une telle fonction, mais dans une grande entreprise.

Le lieu de résidence est Quimper.

Les candidats devront adresser leur C.V. détaillé avec photo, sous réf. 39132, à Havas Contact, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

STRAFOR
LEADER EUROPEEN
(350 millions de CA consolidé)
renforce ses services
ANALYSE DE GESTION
et offre
DEBUTS DE CARRIERES
à
2 JEUNES DIPLOMÉS
X, Mines,
HEC, ECP, INSEAD...
débutants, ou possédant de 1 à 2 ans
d'expérience, pour fonctions de
**Contrôleurs
de Gestion**
d'un ou plusieurs Centres de Profits.
Ils travailleront à STRASBOURG une structure
d'accueil et pourront évoluer au sein du Groupe
Forges de Strasbourg
Les dossiers de candidatures
seront traités confidentiellement par
DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

**Société d'importance nationale
spécialisée en équipements
électriques industriels
recherche**
INGÉNIEURS
• De Vente
(introductions en rég. parisienne souhaitées).
SPECIALISTES et TECHNICIENS (C.E.T.
NIQUEMENT et COMMERCIALEMENT) en :
• Equipements électriques.
• Régulation.
• Chauffage-ventilation-climatisation.
• Equipements de levage.
(alternatif et continu).
Les 3 derniers postes sont à pourvoir dans diffé-
rentes régions et particulièrement dans l'EST.
Les C.V. détaillés, précisant le ou les postes
convoités sont à adresser sous le n° 44.353 à :
CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

**cadre ou ingénieur
position 2**
SEP
SOCIÉTÉ EUROPÉENNE
DE PROPULSION
ETABLISSEMENT DE VERNON
recherche cadre ou ingénieur position 2,
formation électromécanicien.
• Enquêtes dans le domaine de la gestion
technique.
• Audit - Evaluation des fournisseurs
• Statistiques diverses
• Déplacements étrangers
• Langue anglaise requise.
Adresser curriculum vitae et prétentions en
présentant référence 152 à :
SEP, Service du Personnel - B.P. N° 802
27207 VERNON.

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ
recherche
Pour DEVELOPPEMENT
ÉTUDES ACTIVITÉ NOUVELLE
INGÉNIEUR
ORIGINE GRANDE ÉCOLE
AYANT CINQ ANS OU PLUS D'EXPERIENCE
DANS SOCIÉTÉ ENGINEERING
GENIE CHIMIQUE
AGE SOUSCRIT : 35 ANS MINIMUM
CONNAISSANCE ANGLAIS EXIGÉE
RESIDENCE BORD DE MER ATLANTIQUE
Ecrire avec C.V., photo attachée et prétentions à
n° 88.850 - PUBLIALE - B.P. 133-02, 75002 PARIS,
CEDEX 02, qui transmettra.

DIRECTEUR D'USINE
CHATEAUXROUX 100 000 F +
La filiale française d'un groupe important, spécialisée
dans l'étude et la réalisation de matériels électroméca-
niques de haute technicité, cherche un cadre de direction
(petites et moyennes séries) et veut en confier la gestion
à un
INGÉNIEUR A.M. ou équivalent
de 35 ans minimum, ayant une solide expérience de la
direction d'usines, de préférence dans des entreprises
d'automatisme et une bonne connaissance de la langue
anglaise.
Les ingénieurs inté-
ressés envoient leur
dossier de candida-
ture sous référence
5710, à destination
sur l'enveloppe à :
Elisabeth FRENCH
127, av. Mozart
75018 Paris
qui les transmettra à la
plus grande direction

Notre entreprise est le n° 1 du matériel d'ensem-
blage scientifique. Taux d'expansion 30 %
par an. Nous voulons être le n° 1 avant 5 ans.
Nous cherchons pour notre équipe COMMERCIALE
DEUX CHEFS DE PRODUITS
chargés de la publicité, des prix, de la vente d'une
ligne de produits.
— Un pour les appareils de physique.
— Un pour le matériel de biologie.
1) Absolu la compétition commerciale - Imagi-
nativité, dynamisme.
2) Expérience ou formation COMMERCIALE (école
Commerciale, Sc. Eco., etc.).
3) Bonne culture scientifique (ingénieur ou math.
supér. ou C.B.B.G. ou biologie, agronomie, etc.).
Domicile à EVREUX - 100 kilomètres de PARIS.
Ecrire avec curriculum vitae et photo à 84 JEUILLIN
B.P. 510 - 27009 EVREUX.

ALSACE
Importante Société
Industrielle Française
(900 personnes CA 130 MFHT.)
recherche
**INGÉNIEUR
DEVELOPPEMENT**
• Maturité d'un homme de 35 ans environ ;
• Formation ingénieur (AM ou équivalent) ;
• Expérience de préférence en Recherche,
Développement ;
• Connaissances des plastiques,
fabrication de moules appréciables ;
• Imagination, sens du réel, bon sens ;
• Allemand indispensable, Anglais souhaité ;
• Rétribution à la mesure d'un poste de
haut niveau ;
• Résidence dans le Bas-Rhin, à 1 h de Strasbourg.
Pour tous renseignements complémentaires,
écrire sous Réf. 72019 K
➔ ORES SEGE TLAK de Robertau
67000 STRASBOURG

METZ
recherche : Collaborateur haut niveau
pour occuper le poste de
DIRECTEUR FINANCIER
Il devra :
— être titulaire d'un diplôme supérieur ;
— avoir suffisamment de pratique pour diriger
la comptabilité générale et analytique d'une
entreprise industrielle de moyenne importance ;
— posséder des connaissances approfondies des
régimes fiscaux et sociaux ;
— avoir une expérience de traitement
mécanographique ;
— pouvoir fournir d'excellentes références profes-
sionnelles et morales.
Adr. C.V. détaillée et une photo récente sous n° 812,
HAVAS STRASBOURG.

**INGÉNIEUR
DES VENTES**
90.000 F et +
Les caractéristiques de nos machines toutes les qualités et des dynamiques
commerciales permettent à notre société, filiale d'un très important groupe suisse,
d'occuper sur le marché mondial une des premières places. D'un niveau
technique très élevé, nos équipements, ayant le sens de la sécurité, ne vous offrent
pas seulement la possibilité de travailler sur l'industrie textile, mais ils
interviennent sur la demande de nos clients étrangers afin d'élaborer les projets
techniques et commerciaux. Il s'agit de travailler sur des équipements, dans la durée
sur une d'une période de 10 ans.
La production de nos machines est internationale. La connaissance d'une
deuxième langue (anglais ou italien) sera appréciée, compte tenu de l'extension
que nous aurons sur le poste.
Résidence : Région lyonnaise.
Documentation sur poste avant 1^{er} entretien
➔ FRANCE
RUE 54, rue des Palais Éclairés 75010 PARIS
APPRECIATION PROFESSIONNELLE RÉMISE AU CANDIDAT

Importante Société française
de Produits Antiparasitaires Agricoles
recherche
INGÉNIEUR AGRONOME
ou
diplômé d'école d'agriculture
pour une fonction commerciale et technique
autonome.
Il aura la responsabilité des objectifs
et l'animation d'un ou plusieurs délégués
techniques et commerciaux.
La rémunération ne sera pas inférieure
à 65 000 F annuels avec frais et voiture
fournie.
Ecrire C.A.B. GATIER, Service H,
32 rue Barrière 69008 LYON.
Réponse assurée et motivée.
Cabinet Gatier

Dans le cadre de son expansion
IMPORTANTE SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE
recherche
SON RESPONSABLE FORMATION
(Réf. 06)
intégrer au Département Développement du
Personnel il sera chargé de la conception
des actions de formation et de leur mise en
œuvre.
De formation supérieure ou de niveau équi-
valent le candidat idéal aura une expérience
de 3 ou 4 ans dans une unité opération-
nelle, dans le domaine de la formation et
du développement du personnel.
Poste à pourvoir à NANTES.
Adresser C.V. et prétentions en précisant
la référence à No 44.540 Contesse Publicité
20 av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui tr.

PAYS DE LOIRE
Entreprise en évolution constante - doublement
de sa production en 2 ans - âge moyen de l'ensem-
blage de 40 ans - 400 personnes - 100
millions C.A. - leader dans sa branche - recherche
CHEF COMPTABLE
Ce poste conviendrait à une personne jeune,
de formation solide (B.P., B.T.S., D.U.T., E.S.C.A.E.,
...) ayant déjà quelques années de pratique. L'expé-
rience d'un poste de Chef Comptable dans une P.M.E.
serait très appréciée.
Cette personne, sous l'autorité du
Directeur Administratif et Financier, devra être capable
de prendre immédiatement et en propre la responsa-
bilité d'un poste de Chef Comptable Général (5 personnes)
et de s'y imposer tant par ses compétences que par ses
qualités humaines.
Ecrire avec curriculum vitae détaillé, photo
et prétentions, sous référence 196, à :
CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL
3, bd René Levesneur, 72000 LE MANS,
qui garantira la discrétion la plus absolue.

SFENA VIERNE (900 personnes)
CHATELERAULT
recherche un
**ANALYSTE
ORGANIQUE**
PROFIL SOUHAITÉ :
• Formation L.V.T., B.T.S. informatique ou niveau
équivalent ;
• Deux à trois ans d'expérience en gestion de pro-
duction ;
• Nationalité française exigée.
NOUS LUI OFFRONS :
• Une situation stable au sein d'une entreprise
en développement constant ;
• Un salaire et des avantages sociaux intéressants.
Envoyer C.V. et prétentions à M. J. ANDREAN
SOFRA - 50, rue de Flandre - 75019 Paris.

**administratif
et financier** 90 000 +
L'équipe dirigeante d'une entreprise leader dans le tra-
vail de montage pour l'industrie à multiples applications,
recherche pour STRASBOURG (97) un collaborateur de
haut niveau pour lui confier la gestion financière de son
service. Il devra être en plus un spécialiste de comp-
tabilité analytique, maîtriser les différents budgets et rendre
compte périodiquement de la situation de l'entreprise aux
dirigeants. Il se verra également confier la direction des
personnel.
L'entreprise souhaite s'attacher à une personne ayant une
expérience effective acquise en milieu scolaire, capable
d'appréhender la responsabilité de son poste et de l'extension
de certains travaux. La connaissance de la langue
allemande est indispensable.
Adresser lettre manuscrite + C.V. et photo récente sous
n° 72418 à :
CONSEIL EN RECRUTEMENT
CNPQ 65, av. des Vignes 67080 Strasbourg

Promoteur d'importance Nationale
recherche son
CHEF DES VENTES LANGUEDOC
rattaché au Directeur commercial.
Il aura la responsabilité de concevoir et d'appliquer,
après approbation, la politique commerciale de sa
région (objectifs, budgets, animation de la force
de vente).
IL FAUT :
— avoir une expérience réussie dans un poste
identique ;
— être diplômé d'une grande école ;
— être prêt à résider dans le Languedoc ;
— être disponible rapidement.
NOUS OFFRONS :
— La sécurité d'un bon salaire ;
— Un job passionnant et évolutif ;
— 72.000 à 88.000 F + frais.
Envoyer curriculum vitae et photo à PROMOGIM,
9, avenue de Friedland - 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ FROMAGERIE NORMANDE
100 kilomètres PARIS,
offre poste de
Directeur Technique
gestion usine 200 personnes.
Il devra être bon technicien fromager et avoir
exercé un poste équivalent.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo
et prétentions, sous référence YVES
(à mentionner sur l'enveloppe) à
EMPLOIS ET CARRIERES
30 rue Vernet 75008 PARIS

S. A. T. I.
Première filiale française du groupe S.I.G.O.S.
RECHERCHE :
• Un responsable technico-commercial pour son
atelier de soie ;
• Des ingénieurs commerciaux ;
• Des analystes-programmeurs.
Ces postes sont à pourvoir à TOURS.
Adresser curriculum vitae et photo, à : S.A.T.I.
« Le Girandier » - 37170 CHAMBRAY.

**Nous prions instamment nos
annonceurs d'avoir l'obligeance
de répondre à toutes les lettres
qu'ils reçoivent et de restituer aux
intéressés les documents qui leur
ont été confiés.**

**Ingénieur
technico-
commercial
chimie**
Filiale d'un Groupe Chimique Européen,
nous vous proposons de prendre la
responsabilité de ce poste situé dans
l'Est de la France.
Votre première expérience commerciale
et vos connaissances approfondies en
chimie minérale vous seront nécessaires
pour développer nos ventes de produits
et matériaux dans une clientèle industrielle
(Sidérurgie, Pétrochimie...)
Un stage de formation (3 mois minimum)
vous sera assuré.
La connaissance de l'Allemand serait
appréciée.
Envoyez sous réf. M578 à HENKEL
FRANCE D.R.H. - B.P. 119
92220 BAGNEUX.

CATERPILLAR FRANCE S.A.
GRENOBLE
recherche
ANALYSTE BUDGET
Le candidat retenu aura :
• Une formation Grande École avec option
comptabilité et gestion.
• Une pratique courante de l'anglais parlé
et écrit.
Il devra être déchargé des oblig. militaires.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions,
Service du Personnel, B.P. 65,
Centre de tr. 38041 GRENOBLE CEDEX.

Société Internationale
recherche
pour région Nord et Est de Paris - résidence
Beauvais, Compiègne ou grande banlieue Nord
INGÉNIEUR DES VENTES
formation mécano. ou électro-mécan.
Au moins 5 ans d'expérience de la vente.
Voiture fournie - Poste exigeant 50 % d'absence
de son domicile.
Adr. C.V. dt. ss le n° 3.316 à « Le Monde » Publ.,
5, rue des Italiens, 75437 Paris-9^e, qui transmettra.

gouv NANCY
Forge - Traitement des métaux
Pièces d'usage agricoles
Outils agricoles et d'entreprises
**Ingenieur
responsable de la qualité**
Vous recevrez les demandes du marché, proposer les
types d'une politique de qualité, traduire cette poli-
tique en actions de qualité, contrôler la mise en œuvre
et produire enfin et participer activement au perfection-
nement des méthodes de contrôle de la qualité. Chef
d'un service rattaché à la Direction Générale, vous
exercerez les responsabilités dans l'entreprise, sur
un service commercial aux productions industrielles, 25
ans au moins, vous avez une solide expérience en
mécanisme et traitement thermique, et un réel char-
isme vers une démarche marketing, réponses et
directionnelles à 25 heures par semaine, C.V. et photo
à réf. 2/4920 à Mme Bernis.

bernard julhiot psycom
53, avenue Charles de Gaulle 92200 Nanterre
Cdt. compt. en expens. rech.
une dipl. D.E.C.S. pr. m. m. m. m.
départ. rég. région SUD-EST.
Etre C.V. et photo, photo à
S.E.G. 35, cours de la Libération
38100 GRENOBLE.

**STRASBOURG
UN INGÉNIEUR
DE RÉALISATION**
E.C.P., A.M., E.N.S.I., ou simi-
l. 3 à 5 ans d'expérience.
Anglais ou Allemand
couramment parlé.
MISSION : Réalisation d'installations
d'industrialisation pour les
nos clients : industries alimen-
taires, chimie, Engineering
(mise au point de dossiers
techniques, gestion générale
d'activités, suivi de fabrica-
tions, montage et mise en route,
réception).
Une expérience du FROID
industriel, ou du génie
chimique, pétrochimique,
alimentaire ou du chauffage
industriel, de la climatisation,
des cryostatiques de mécanique
des fluides et de thermodyna-
mique sont souhaitées.
Déplacements :
Env. 25 % du temps de travail.
Adr. C.V. dt. sous réf. 642 à
SELETC
Conseil en Recrutement
67009 Strasbourg Cedex.

UN CADRE COMMERCIAL
Niveau H.E.C. Sup. de Ca.
Minimum 30 ans pour
REGION BORDEAUX
Il sera le Patron d'un secteur
ou il devra prouver :
— Une expérience certaine
« sur le terrain »
— Une bonne expérience
de gestionnaire.
Veuillez adresser votre C.V. dt.
et manuscrit avec prétentions
annexées et photo à n° 1474
PUBLIFOP 100, rue de Ri-
che, PARIS-20, qui transmettra.

**IMPORTANT GROUPE
DE PRÉVOYANCE**
recherche pour son service
**RELATIONS
EXTERIEURES**
UN CADRE
pour région Nord
avec résidence L.I.L.E.
Hormis 25 ans minimum.
Etudes universitaires.
Esprit d'initiative.
Stage Paris formation rémunérée.
Adresser C.V. manuscrit et photo
à 44.717, CONTEXTE Publicité
20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

150 000 F

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIETE D'ETUDES ET DE REALISATIONS D'ENSEMBLES INDUSTRIELS EN TRES FORTE EXPANSION CHERCHE

DES INGENIEURS QUALITE

POUR PRENDRE LA RESPONSABILITE D'UNE EQUIPE D'INGENIEURS ET DE TECHNICIENS CHARGES DE LA SURVEILLANCE DES FOURNITURES

Nous leur demandons :
- une formation ENSAM, INSA, ... ou équivalent,
- au moins 5 ans d'expérience industrielle,
- des connaissances en soudage et essais non destructifs.

Nous leur proposons une stabilité d'emploi mais aussi des possibilités d'évolution de carrière dans un secteur technologique de pointe.

Ecrivez à No 44.441 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

PROMO-INFORMATIQUE recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX	INGENIEURS TECHNIQUE COMMERCIAUX	JEUNES ANALYSTES PROGRAMMEURS	INGENIEURS INFORMATIENS
Réf. 01 Il est demandé : - Formation Ingénieur ou Licence de Sciences ; - Expérience Informatique de Gestion ; - Expérience de l'approvisionnement commercial et de la négociation dans une Société de Services ; - Possibilité de déplacements ; - Age 25 ans minimum.	Réf. 02 Il est demandé : - Formation Ingénieur ou Licence de Sciences ; - Expérience Informatique de Gestion, niveau Chef de projet ; - Aptitude à la communication et goût de la responsabilité ; - Possibilité de déplacements ; - Age 25 ans minimum.	Réf. 03 Il est demandé : - Formation IUT ou équivalent ; - Expérience analyse-programmation 1 à 2 ans ; - (Informatique de gestion) ; - Connaissance COBOL ; - Déplacement des obligations militaires ; - Age 23 ans minimum.	Réf. 04 Il est demandé : - Formation Ingénieur ou Licence de Sciences ; - Expérience Ingénieur Systèmes ; - Aptitude et goût pour la rédaction et la mise à jour des documents techniques ; - Possibilité de déplacements de courte durée.
Il est proposé : - Diffusion de produits et services appuyant sur des techniques nouvelles dans marchés sensibles ; - Salaire fixe élevé - intéressement aux résultats ; - Affectation : secteurs Ouest et Sud-Ouest.	Il est proposé : - Participation, animation, coordination et développement de contacts de produits ou de services ; - Salaire adapté au niveau ; - Affectation : secteurs Nord-Est, Ouest, S-Ouest.	Il est proposé : - Réalisation de travaux informatiques, à l'aide d'outils (O.P. et matériel) automatisés ; - Analyse et la programmation ; - Salaire adapté au niveau ; - Lieu de travail habituel : Paris.	Il est proposé : - Participation à l'élaboration et à la mise à jour de documents techniques ; - Implantation de logiciels ; - Salaire adapté au niveau ; - Lieu de travail habituel : Paris.

Pour tous ces postes :
- Une formation à la méthode et aux logiciels d'analyse et de programmation PARM sera assurée.
- Une connaissance et une expérience du télétravail et de la base de données sont souhaitées.

Envoyer C.V. en précisant la référence du poste demandé à :
PROMO-INFORMATIQUE, 9, rue Richemont - 75006 PARIS.

digital

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
recherche pour son département
"SYSTEMES SPECIAUX"

1 INGENIEUR PROJETS HARDWARE

parlant couramment l'Anglais et ayant 3 à 4 ans d'expérience dans les domaines suivants :

- étude et réalisation d'interfaces (périphériques, mémoires, systèmes multiprocesseurs)
- structure d'entrées - sorties de mini-ordinateurs,
- programmation assembleur.

Adressez rapidement votre dossier complet sous réf. CSS/1 à :
DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
Direction du Personnel
18, rue Saarinen - Centre Silié
94533 Rungis

digital

ANDRÉ BECKMANN S.A.
recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

- 2 ans expérience sur mini en temps réel ;
- Expérience gestion soustraite ;
- Connaissance T 1000 appréciée ;
- Evolution possible vers l'organisation et la gestion.

Adressez C.V., photo et prêt à : P. BECKMANN, 12, rue Rougemont, 75006 PARIS.

P.M.E. implantée région parisienne
traitant pour le compte de S.A. multinationales.
80.000 heures par mois de travaux mécano-soudure, petite et grosse mécanique très bien équipée.

COLLABORATEUR

haut niveau, très introduit milieu international des affaires, pouvant apporter licences fabrication, commercialisation possible.
Discrétion assurée.

Envoyer C.V. et références à S.N.F.P., 63, rue Pierre-Berlin - FONTAINE.

La renommée internationale de notre compagnie provient de sa spécialisation dans la recherche, la production et la diffusion de produits d'avant-garde étudiés pour l'entretien industriel et l'assainissement des municipalités, collectivités, industries, artisans, etc.

Tribunaux de notre rapide expansion en France, nous recherchons :

DES CADRES DE VENTE

HOMMES DE VALEUR ou D'EXPERIENCE

Volontaires, ambitieux, enthousiastes, capables de s'intégrer et de s'épanouir pleinement au sein d'une force de vente dynamique.

Il devra suivre un stage de formation sur le terrain pour découvrir de nouveaux horizons et la philosophie de notre compagnie.

NOUS OFFRONS :

- Sécurité cadre ;
- Prime importante ;
- Participation aux bénéfices ;
- Voiture de fonction ;
- Remboursement des frais réels.

Langues étrangères souhaitées : Allemand, anglais.

Résidence souhaitée : région parisienne.

Si vous répondez au profil des hommes que nous recherchons :

Ecrivez à : NATIONAL CHEMSEARCH
Direction du Personnel, 11-13, rue Becot-Mélon
92190 - SURSENE.

OFUP OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE
recherche

DELEGUES COMMERCIAUX
PARIS - STRASBOURG - BORDEAUX
LYON - LILLE - TOULOUSE

Hommes ou femmes (25 ans environ) pour participer à sa campagne de promotion de la presse économique dans les entreprises.

Le candidat

- devra prouver ses goûts et ses aptitudes pour la vente d'abonnements.
- devra posséder une bonne connaissance de la presse écrite, une solide culture générale et être de formation supérieure (Diplôme de deuxième cycle exigé, anglais souhaité).

La rémunération
est élevée en fonction des résultats statutaire, congés payés.
Disponibilité immédiate.
Résident à PARIS même (pour les postes de PARIS) et dans les villes citées pour les postes de PROVINCE.

Adressez votre candidature à :
L'OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE
Service des Députés commerciaux
15, rue Tiphaine 75015 PARIS
Joindre C.V. + Photo

chef de personnel
BEAUVAIS

LE CREDIT AGRICOLE DE L'OISE (700 personnes) recherche son **CHEF DE PERSONNEL** - 30 ans minimum -

Il sera responsable avec une équipe de 7 personnes :
• du recrutement, • de l'intégration et de l'administration du Personnel, • de la gestion des carrières, • de la gestion de la formation.

Une expérience de plusieurs années à ce poste similaire ou comme Adjoint est indispensable, ainsi qu'une excellente maîtrise de la législation sociale.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo en indiquant références, sous réf. 112/M (réponses et discussion assurées) au :

Groupe Opéra Sélection
8, rue de la Michodière - 75002 PARIS

INSTRUMENTS S.A.

JOBIN YVON
Département Physique

INGENIEUR ou TECHNICIEN SUPERIEUR

POUR SERVICE APRES-VENTE

POUR SPECTRO-DICHROMETRE-RAMAN LASER

Le candidat, âgé de 20 ans minimum, devra :
- être bilingue anglais (écrit, parlé) ;
- être diplômé en électronique ;
- avoir quelques années d'expérience dans l'industrie électronique ou engineering ;
- expérience sur SPECTROMETRES souhaitée.

Le candidat sera intégré à notre organisation européenne de SERVICE APRES-VENTE et devra effectuer de nombreux déplacements.

Un stage de formation sera donné à notre usine de LONGJumeau (91).

SALAIRE ET AVANTAGES INTERESSANTS.

Les candidats devront envoyer leur C.V. à :
INSTRUMENTS S.A. Division JOBIN YVON,
16-18, rue du Canal à LONGJumeau (91180)
ou téléphoner à M. DANTIER, au 900-34-83.

directeur général

Agence de Publicité PARIS

Le projet d'une petite mais solide et très active agence de publicité spécialisée dans la publicité directe, souhaite confier la responsabilité et le développement de cette société à un homme compétent et motivé.

Cette agence (effectif actuel : 10 personnes) bénéficie d'une situation exceptionnelle qui lui permet de faire face à un développement rapide qui pourrait s'effectuer sous bien des voiles de la publicité directe et de la V.P.C. que dans celle de la publicité générale.

Une très bonne connaissance de la presse et des relations avec les médias sont des atouts pour un bon travail.

Il faut un homme de caractère, très au fait de la publicité directe et des méthodes modernes de publicité générale. Il doit être un bon gestionnaire, et tout cela doit être une de ses grandes qualités. L'anglais semble indispensable et une expérience antérieure de direction est souhaitable.

Un statut, sa rémunération et ses avantages seront à la mesure de ses capacités et de ses résultats.

Adressez lettre manuscrite et C.V. sous réf. 282/M à I.C.A. qui transmettra.

DÉTAIL INOX

COLLABORATEUR COMMERCIAL

ayant bonnes connaissances de l'acier inoxydable. Le personnel recherché complètera l'organisation actuelle de notre bureau de Paris. Des contacts avec la clientèle sont à prévoir sur Paris et dans l'Ouest et le Nord de la France. Discrétion assurée.

Adressez C.V., manuscrit, photo et références à :
DIRECTION GÉNÉRALE DÉTAIL-INOX
B.P. 177 - 73104 AUL-LES-BAINS

GENERAL FOODS FRANCE

Usine de MONTREUIL - 93

vous offre une possibilité de carrière intéressante comme

INDUSTRIAL ENGINEER

Ce poste implique une activité de conseil, de planning et de réalisation d'un nombre important de projets associés à des programmes d'investissements et de réduction de coûts.

Usage courant de la langue anglaise souhaité et expérience appréciée dans le domaine des études méthodes.

Ecrire avec C.V. et références à J.C. Lefebvre, 263, rue de Rouen, 93106 MONTREUIL.

Le Groupe DELALANDE

(C.A. 350 M.F.)

Recherche pour sa DIVISION PARFUMERIE & COSMETIQUE

un CHEF de PRODUIT

5 ans minimum d'expérience dans les produits de grande consommation (marketing, publicité, distribution en grande surface)

Adressez candidature et C.V. (et indiquer rémunération souhaitée) au Directeur Développement & Recherche COPAREL

26 Rue Henri Régault, 92400 COURBEVOIE

La DISI Sp.A.

Spécialisée dans la vente d'instruments scientifiques dans le domaine de l'analyse et du diagnostic médical (chimie, cardiologie et médecine nucléaire, etc.)

general manager

À qui serait confiée, en pleine autonomie, l'organisation totale de la nouvelle société française. Nous ferons confiance, pour assurer cette responsabilité, à une personnalité de formation supérieure et qui posséderait :

- un background commercial et l'habileté pour la gestion des différents services d'une entreprise,
- une parfaite connaissance du marché national par l'utilisation des instruments scientifiques médicaux (chimie, cardiologie, etc.),
- une expérience d'un minimum de 5 ans dans un poste de responsabilité dans un domaine similaire,
- la connaissance de l'anglais, parlé et écrit.

Le poste est à PARIS. La rémunération intéressante sera étudiée en fonction de l'expérience et des qualités du candidat sélectionné et pourra également être complétée par une participation aux bénéfices.

Les candidats pourront avoir lieu à Rome ou à Paris.

Envoyer curriculum vitae détaillé en se référant à SR.F.680 M.A. ORGA S.p.A. Via Arcellina, 2 - 00187 ROMA (ITALIA).

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Piacards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,85
EXCLUSIVITES	32,00	37,96
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

offres d'emploi

Société spécialisée
TRAVAIL DE LA TÔLE
recherche

technico commercial

Pour prospecter et négocier sur la région parisienne des marchés de sous-traitance en pliage, formage, perforation, mécano-soudure... Nous souhaitons la candidature d'ingénieurs ou D.U.T. ou B.T.S. ayant acquis une solide expérience de vente de produits industriels.

Pour obtenir inf. compl. écrire sous référence 5134 B

egor 5, rue Meyerbeer 75005 - Paris

offres d'emploi

Filiale d'un des plus importants groupes européens en électro-ménager et cuisines complètes

ADJOINT A DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

Personnalité brillante, négociateur convaincant. Age 30 ans maximum. Formation supérieure type E.S.C., E.S.S.C., ou équivalente. Maîtrise de l'anglais et des techniques de gestion par ordinateur. Connaissances certaines de comptabilité. Le candidat partagera son temps en : 50 % en déplacement dans nos différentes Agences régionales ; 50 % dans l'Etat et d'ici quelques temps à Paris. Contrôle de l'application des données administratives et comptables dans les Agences. Adresser votre dossier de candidature comprenant : lettre manuscrite + CV + prétentions + photo. Discret. Réponse assurée. **FRANÇOIS CORRELLI (RAZ)** 14, rue d'Alsace, 75005 PARIS

offres d'emploi

Acceptez-vous de relever le défi ? NOUS SOMMES LA JEUNE DIVISION FRANÇAISE "PHOTOCOPIEURS" D'UN GROUPE INTERNATIONAL PUISSANT. Nos produits sont évolués techniquement, notre réseau de revendeurs est bien implanté. Nous voulons donner le pouvoir à un

directeur commercial

capable de conduire notre développement et, à terme, de diriger la division (CA prévisionnel 1976 : 10 MF). Issu de la profession, il a nécessairement l'expérience de la vente directe et des revendeurs. Il est aujourd'hui directeur régional ou, pourquoi pas, chef de produit dans une belle affaire et se sent d'attaque. Il travaille sans difficulté en anglais. Ecrire à Mme M.-C. TESSIER es réf. 3017 LM.

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

offres d'emploi

UN FABRICANT DE MATÉRIEL ÉLECTROMÉCANIQUE ET ÉLECTRONIQUE 60 km Nord de PARIS recherche pour renforcer son équipe de vente :

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Chargé de la prospection et de la vente de petit matériel électromécanique et électronique simple. Formation souhaitée : A.M., C.N.A.M. ou équiv. Secteur d'activité : région parisienne. Envoyer C.V. sous numéro 4481, CONTESSÉ P. 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmet.

offres d'emploi

Assistante de gestion commerciale

Bilingue. Vous travaillez directement avec le Directeur de l'Administration des ventes et votre fonction est avant tout orientée vers la gestion administrative. Vous contrôlez et analysez les données informatiques concernant les commandes et les stocks. Les synthèses chiffrées que vous faites vous mettent en contact avec les responsables de département (finances, ventes, marketing...). Vous êtes amenée à travailler fréquemment avec l'étranger, pour cela l'anglais est indispensable. Vous avez une formation I.U.T. ou équivalente. Vous n'avez pas nécessairement une expérience professionnelle. Vous pouvez évoluer vers des fonctions de plus en plus importantes. Réponse et discrétion assurées à titre gratuit. Env. lettre man. C.V., photo, et réf. A 4821 à Mme Barthe.

bernard juliet psycom 83, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

ANALYSTES

Un important groupe de RETRAITE et PREVOYANCE (2.000 personnes)

ORGANISATION ET INFORMATIQUE

Un service qui s'agrandit en fonction des chantiers en cours et des projets envisagés vous propose de les aider à développer de nouvelles applications au sein d'une équipe jeune pourvue de moyens modernes (370-158 - Réseau télé-sélecteur national). Formation supérieure exigée. Env. lettre man. C.V., photo, et réf. A 4831 à : CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Juriste d'entreprise

Nous sommes un important groupe industriel : CA supérieur à 3 milliards - 15.000 personnes. Le responsable de notre service juridique recherche un juriste d'entreprise pour le second et prendra en charge plus particulièrement le droit des contrats en France et à l'étranger, et le droit des sociétés filiales. Ce poste conviendrait à un juriste de formation supérieure, 35 ans minimum, spécialiste du droit commercial, ayant acquis par son expérience professionnelle, antérieure, une habitude de la négociation et de la rédaction des contrats et une bonne pratique du droit des sociétés et du droit de la propriété industrielle. Adresser CV, sous réf. VAL (à mentionner sur enveloppe) à EMPLOIS ET CARRIÈRES.

EMPLOIS - CARRIÈRES

30 rue Vernet 75008 PARIS

FABRICANT - DISTRIBUTEUR DE PAPIER de table européenne - Siège social : PARIS

recherche : POUR DEVELOPPER SES VENTES SUR LES MARCHÉS ÉTRANGERS

CADRE - EXPORT

Ce poste convient à un homme ayant une bonne formation commerciale et l'expérience de la vente de produits industriels à l'exportation. Anglais courant. Connaissance du milieu papeterie appréciée. Env. lettre man. C.V., photo et prétent. à n° 44833 CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Nous recherchons pour SECONDER un PRÉSIDENT de Fédération Nationale de SYNDICATS PROFESSIONNELS une

Secrétaire Générale

37 ans minimum, I.E.P. Licence en DROIT ou équivalent, possédant expérience Juridique et Fiscale, habitude des relations avec Organisations Professionnelles et Administrations, et goût des contacts humains. Rémunération annuelle de l'ordre de 50.000F. Les dossiers de candidatures - sous Réf. M 1153 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par **DEVELOPPEMENT** 10 rue de la Paix, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ INGÉNIERIE (Filière Groupe Américain)

assurant bureau d'études et entreprises générale ayant de nombreux projets à l'étranger, recherche :

ADJOINT A DIRECTEUR FINANCIER

35 ans minimum. Niveau expertise comptable 10 années environ d'expérience dans affaire industrielle de préférence T.P. ou Ingénierie. Il assurera : Comptabilité générale et analytique, contrôle budgétaire, trésorerie, consolidation des comptes des diverses sociétés du groupe. Relations avec fournisseurs et banques. Durant les absences fréquentes du Directeur, il a la responsabilité entière des publications administratives et financières de la société. Connaissances des techniques comptables - sociales utiles. ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE. Poste de responsabilité. Rémunération élevée. Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 2180

CORT 65, av. Kléber, Paris (16^e) Discret. Réponse assurée.

STEIN INDUSTRIE, 1^{er} constructeur français de chaudières

siège VELIZY recherche :

ingénieur exportation

ANGLAIS COURANT 30 ANS MIN.

Diplômé d'une grande école et ayant impérativement une connaissance actuelle des aspects commerciaux, techniques et administratifs des affaires d'exportation de biens d'équipement lourds, thermiques de préférence et une expérience de la négociation des contrats. Il devra diriger le chef de département exportation - fréquents déplacements. Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information Carrière **SVP.11.11** 57 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera en outre tous les renseignements utiles. Référence 746 65, avenue de Wagram 75017 PARIS

RESPONSABLE DE L'EXPORTATION

Nous produisons une gamme de prêt-à-porter féminin de renom international.

Nous sommes déjà implantés à Pézenas, car nous y réalisons 60 % de notre chiffre d'affaires. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons le RESPONSABLE DE L'EXPORTATION qui sera chargé de développer la structure existante. Il devra répondre aux critères suivants :

- âge, 30 ans minimum ;
- expérience et succès prouvés dans poste similaire ;
- allemand et anglais indispensables ;
- disponible pour de fréquents déplacements ;
- goût du travail d'équipe.

La rémunération de départ sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Envoyer C.V. + photo sous référence 5134 à **PUBLIPARIS**, 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS DE GRANDS ENSEMBLES INDUSTRIELS

recherche

INGÉNIEUR Centrale-Mines-Arts et Métiers

spécialisation mécanique ou électromécanique. Il sera chargé de l'étude et de la réalisation de dispositifs d'examen non destructifs. Pour cette fonction, une expérience industrielle de 3 à 4 années acquises dans l'aéronautique ou le nucléaire serait souhaitée. Il est offert à un candidat de valeur de réelles possibilités d'évolution. Ecrire M. GIRARD 8, square de la Dordogne - 75017 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT ÉDITEUR PARIS cherche pour compléter

DIRECTION LITTÉRAIRE,

COLLABORATEUR capable d'assurer la définition, la création et le développement de nouvelles collections d'ouvrages pour la JEUNESSE et de LITTÉRATURE GÉNÉRALE.

Convaincant à l'écrit, jeune, dynamique, esprit créatif, possédant de solides connaissances littéraires, littéraires et pédagogiques. Anglais courant, allemand si possible. Expérience dans fonctions proches appréciée. Adresser lettre manuscrite, C.V. complet, prétentions, tous renseignements utiles et photo récente à **HAVAS CONTACT**, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, réf. n° 47212.

IMMOBILIER

Établissement financier recherche pour son service

RESPONSABLE BUREAU D'ÉTUDES

- Pour prévoir le plan de charges, l'ordonnement, les propositions de budgets, les objectifs quantitatifs et qualitatifs pour les bureaux.
- Organiser les procédures internes.
- Superviser le contrôle technique des travaux (construction + entretien).
- Secourir le chef de service.

Lui-même encadrera 6 cadres et 12 agents. Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 5.628 à **COFAP**, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui transmet.

ICL (France)

Nous recrutons plusieurs

ingénieurs commerciaux

chargés de la vente de nos ordinateurs de gestion et en particulier du 2903. Nous souhaitons accueillir :

- de jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur.
- ayant déjà si possible une expérience informatique.
- se connaissant du goût pour les contacts à haut niveau.

Veillez adresser lettre avec CV, photo et prétentions au préalable la région de France où vous souhaitez être affecté, à P. GUERIN - ICL France 16, Cours Albert 1^{er} 75008 Paris

DIRECTEUR COMMERCIAL

Industrie Alimentaire Ville Universitaire - Ouest 150.000 FF +

Notre client, un des plus importants groupes français de l'industrie alimentaire recherche son Directeur Commercial. Il participera à l'élaboration de la politique commerciale et en assurera l'application. Il dirigera une force de vente nombreuse et fortement structurée (3 directions des ventes, 4 directions régionales, 50 attachés commerciaux) réalisant un chiffre d'affaires de près de 350 millions de francs. Le candidat retenu, âgé de 35 ans minimum, justifiera d'une expérience notablement réussie de la vente de produits de grande consommation, de la maîtrise des circuits de grande distribution, de la pratique de l'animation et de la gestion d'un réseau de vente important, de la négociation à un niveau élevé. Ce groupe en pleine expansion offre de larges perspectives d'évolution pour un homme compétent capable de communiquer à tous les niveaux de direction. Ecrire à M. Michel Sayer - 6, avenue de la République 75008 PARIS, sous la référence M 623. Toutes les candidatures seront examinées avec la plus grande confidentialité.

BANQUE PRIVEE

Filiale Groupe International recherche pour son service CREDITS-ENGAGEMENTS

gradé (e)

Responsable administratif d'un Groupe - mise en place crédits accordés. - prise de garanties simples - établissement déclarations d'utilisation - relations avec les différents services internes. Ce poste nécessite : - personnalité affirmée et sens des relations - niveau B.P. de Banque minimum - expérience dans Service engagements - esprit d'initiative et d'organisation. Envoyer CV détaillé, photo et salaire brut annuel désiré sous référence 4616 à :

Q7 organisation et publicité 24, rue de Valenciennes 75004 PARIS

Société MULTINATIONALE LEADER de SA BRANCHE

recherche

Un DIRECTEUR 130.000 F

Pour son département

Publicité et Promotion des Ventes

Diplômé d'ÉTUDES SUPÉRIEURES 35 ans environ - dynamique

Expérience dans le secteur des Produits industriels. Env. lettre manuscrite, C.V., photo, prét. n° 44.483, CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

TROIS INGÉNIEURS COORDINATEURS D'AFFAIRES AU SEIN DU DÉPARTEMENT ÉLECTRICITÉ

Vous êtes déjà coordinateur d'affaires ou vous souhaitez le devenir. De plus, vous désirez valoriser votre expérience de cinq à sept années dans une société à technologie de pointe. Ingénieur ou constructeur mécanicien, nous vous proposons d'assurer les interfaces entre nos sections "Électricité", nos services "réalisations", nos fournisseurs et nos clients. Pour ces fonctions que nous créons et qui s'adressent à des ingénieurs position II de préférence, une connaissance des centrales thermiques ou nucléaires serait appréciée. Ecrire M. DELAVAL 40, rue Vauvargues - 75018 PARIS, qui transmettra.

سكيا من الامال

PERREUX. Tél. : 324-57-00.

JUSTICE

LES RESPONSABILITÉS DANS LA CATASTROPHE DE VIERZY

Peines d'emprisonnement avec sursis requises contre huit des neuf inculpés

Après six jours de débats au procès de la catastrophe du tunnel de Vierzy, M. Henri Collignon, substitut du procureur général de la cour d'appel d'Amiens, a requis, samedi 28 février, devant le tribunal correctionnel de Soissons, des peines avec sursis allant de trois mois à trois ans d'emprisonnement assorties d'amendes de 2 000 F à 3 000 F (1) contre huit des neuf inculpés sept directeurs ou chefs de service de la S.N.C.F. et un directeur de chantier d'une entreprise de travaux publics. Il s'est, d'autre part, prononcé pour la relaxe du dernier inculpé, M. Pierre Houllia, contrôleur des ouvrages d'art à la S.N.C.F., qui avait pris diverses mesures de précaution avant l'accident.

« Négligences », « inertie incompréhensible », « excès de confiance », c'est en ces termes que, dans un réquisitoire de trois heures, M. Collignon a qualifié les erreurs et les fautes qu'il reproche aux inculpés et à la S.N.C.F.

Après avoir reconnu que « les pires circonstances se trouvaient réunies le 16 juin 1972 pour faire d'un simple incident, une catastrophe (...) d'une telle ampleur », le procureur n'en a pas moins affirmé qu'« il est apparu, dès le premier jour, que la responsabilité de la catastrophe ne pouvait qu'incomber à la S.N.C.F. tant sur le plan civil que pénal ». Il a également admis que les poursuites engagées contre les prévenus reposaient en partie sur des rapports d'expertise « contradictoires ». Il n'a pas éludé les critiques que l'on pouvait faire à l'encontre de ces documents, que les propositions de ses experts au cours des débats avaient rendues souvent évidentes.

Le représentant du ministère public a noté qu'une grande part des conclusions de ces experts ne reposaient que sur des « hypothèses » et que certains calculs ou observations semblaient relativement imprécis. Mais il a fait remarquer que l'accusation ne s'en tenait pas à ces seuls rapports et que celle-ci, même si les causes exactes de l'effondrement du tunnel n'étaient pas établies, pouvait être maintenue, au regard de nombreux autres documents et témoignages révélant que « le tunnel s'était dans un assez bon état que ne le soutenaient les inculpés ».

Rappelant les graves dommages que l'ouvrage avait subi au cours de trois guerres et les multiples incidents constatés lors des dernières années, M. Collignon a déclaré que le souterrain était dans un état de dégradation suffisamment alarmant pour que des mesures autres que celles qui ont été prises soient décidées.

« Il a souligné, sur ce point, que les (...) Contre M. Charles Farnaud, M. Léopold Lécuyer, M. Robert Bouchillon et Jean Pélissier, le procureur a demandé une peine de trois à dix-huit mois d'emprisonnement assorties d'amendes de 2 000 F à 3 000 F ; contre M. Étienne Chambon et Robert Gaillet, deux à trois ans d'emprisonnement assorties d'amendes de 2 000 F à 3 000 F ; contre M. Jacques Bourgeois et Alain Bonnettaud (seul inculpé n'ayant pas été employé de la S.N.C.F.), trois à six mois d'emprisonnement et 2 000 francs d'amende. Toutes ces peines peuvent être assorties de sursis.

« Un amalgame simpliste »

Dans une longue plaidoirie, M. Jean Gallot, avocat de la S.N.C.F., qui défendait cinq des prévenus, n'a pas manqué de reprocher à l'accusation, comme il l'avait fait précédemment au cours de l'instruction, que cette dernière s'était référée à des expertises non seulement contradictoires mais inconciliables ; il a constaté que certains des experts dont les observations étaient les plus défavorables à l'égard de la défense avaient écrit lors de leur conclusion que dans cette affaire on avait voulu « faire le procès non pas d'hommes mais d'une institution et d'un système et dénoncer une sorte de responsabilité collective diffuse », alors que la loi impose le principe de la responsabilité personnelle.

L'avocat a aussi rappelé que la S.N.C.F. avait aussitôt après l'accident de Vierzy reconnu sa responsabilité civile et que la Compagnie avait déjà versé à titre d'indemnités aux victimes ou à leurs ayants droit près de 11 millions de francs.

FRANCIS CORNU.

APRÈS L'ARRESTATION DE PATRICK HENRY

Nous croyons indispensable de dénoncer les déclarations de MM. Poniatowski et Lecanuet

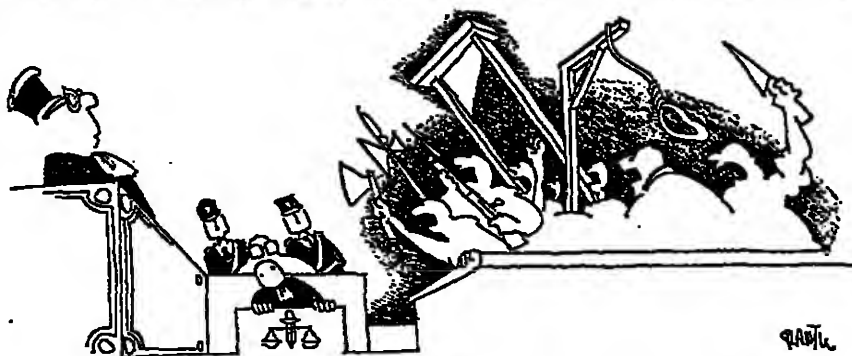
estiment cent quatre-vingt-quatorze élèves de l'école nationale de la magistrature

Cent quatre-vingt-quatorze élèves de l'école nationale de la magistrature ont pris une décision — envisageant publiquement l'application de la peine de mort. Ils trouvaient ainsi la sévérité de la justice en alimentant les appels au lynchage réitérés d'une partie de la presse, de la radio et de la télévision. C'était nier l'indépendance et l'utilité même des magistrats et futurs jurés qui seraient appelés à juger de l'avenir.

« Nous ne sous-estimons pas un seul instant la gravité que représente la mesure d'un enfant, déclaré par le ministre de la Justice — avant même qu'une information n'ait permis d'établir l'entière exactitude des faits reprochés à l'inculpé, avant même qu'une juridiction de jugement ne soit constituée, n'ait délibéré et pris une décision — envisageant publiquement l'application de la peine de mort. Ils trouvaient ainsi la sévérité de la justice en alimentant les appels au lynchage réitérés d'une partie de la presse, de la radio et de la télévision. C'était nier l'indépendance et l'utilité même des magistrats et futurs jurés qui seraient appelés à juger de l'avenir.

tions avancées par le barreau de Troyes, nous dénonçons également le refus du bâtonnier d'assurer la défense de l'inculpé sous la pression de l'opinion publique — alors que la défense doit être assurée quelle que soit la gravité du crime commis. »

Enfin, conclut le communiqué, « il importe que les responsables de l'information prennent conscience de la responsabilité qui leur incombe dans la « montée de la violence » lorsque certains prononcent le retour à une justice prioritaire. Ils créent ainsi un climat d'insécurité collective propre à renforcer des mesures policières et répressives disproportionnées et à l'importance réelle de la criminalité, et, en cela, dangereuses pour les libertés. »



(Dessin de PLANTU.)

Le rapt de Christophe Mérieux

QUATRE PARENTS DE LOUIS GUILLAUMONT ONT ÉTÉ INCARCÉRÉS

Quatre personnes, des proches parents de Louis Guillaumont, le jeune homme arrêté pour participation à l'enlèvement de Christophe Mérieux, ont été appréhendées, inculpées de rapt collectif et incarcérées à Lyon samedi 28 février. Il s'agit, en premier lieu, de Mme Gilberte Guillaumont, épouse de Louis Guillaumont, qui a été arrêtée dans le cabaret qu'elle exploite rue Saint-Roch, à Paris. Les policiers ont retrouvé, dans son appartement, 100 000 F en billets qui provenaient de la rançon.

Les trois autres inculpés ont été arrêtés à Bédarides (Vaucluse) : M. Albert Novel, cinquante ans, beau-frère de Louis Guillaumont ; son épouse Denise Novel et sa belle-mère, Mme Chavanny. La famille Novel, aux prises avec des difficultés financières, aurait reçu de l'argent de Louis Guillaumont.

En marge du rapt de M. Hazan

LE CAISSIER D'UNE SUCCURSALE DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS EST ÉCROUÉ POUR VOL ET ABUS DE CONFIANCE

L'enquête menée après le rapt de M. Louis Hazan, réalisé le 31 décembre 1975 au siège de la société Phonogram, a permis de découvrir en parallèle l'existence d'une vaste affaire de détournement de fonds. En janvier et février, par M. Philippe Lagette, caissier principal de la succursale de la Caisse d'épargne de Paris, située 62 rue Soufflot, Paris-IV.

Celui-ci était surveillé en effet depuis que les policiers avaient découvert au domicile de M. Daniel Lécuyer, l'un des principaux auteurs du commandement chargé d'enlever M. Hazan, une carte de visite de M. Lagette, son ami, sur laquelle figuraient les références d'une adresse à Paris, de la succursale de la Caisse d'épargne de la rue Soufflot, établissement où, en juin 1975, une agression commise par un malfaiteur, qui réussit à s'emparer de 150 000 francs en tenant le personnel en respect.

Or M. Lagette, qui était en congé au moment de cette agression, a prétendu, le 16 février dernier, être à son tour tombé en face d'un bandit qui le contraignait à lui remettre les 150 000 francs contenus dans le coffre.

Questionné, M. Lagette a reconnu qu'il avait en réalité détourné, depuis quelques semaines, 72 500 francs au préjudice de la Caisse d'épargne et qu'il s'était approprié les 150 000 francs restant dans le coffre, le 23 février, avant de tenter de faire croire à une agression. Il vient d'être écroué sur mandat de M. Jean Sablayrolles, juge d'instruction, qui a inculpé de vol et d'abus de confiance.

L'inculpé a indiqué aux enquêteurs qu'il avait détourné ces fonds, à l'insu de son épouse, pour acheter un terrain de 2 000 francs et un autre de 200 francs derrière une vieille carcasse de camion à Saint-Maur, dans le Val-de-Marne.

M. BADINTER DÉFENDRA LE MEURTRIER PRÉSUMÉ

Patrick Henry, meurtrier présumé de Philippe Bertrand, a décidé de choisir M. Badinter, avocat à la cour de Paris, pour assurer sa défense, conjointement avec M. Robert Bouchillon, bâtonnier à Charente (Haute-Marne) ; celui-ci s'était commis d'office sur la demande de l'inculpé quelques jours après son arrestation.

Les mesures en faveur de la sécurité

LE SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE ET LE SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE CRITIQUENT LES DÉCISIONS DU CONSEIL DES MINISTRES

Commentant les décisions prises lors du dernier conseil des ministres, le Syndicat des avocats de France et le Syndicat de la magistrature dénoncent dans un communiqué commun « la nouvelle étape qui tend à être franchie sur le plan de l'atténuation aux libertés publiques ». Les deux syndicats s'élèvent contre :

- « La duplicité du pouvoir, qui, d'une part, crée une commission sur les libertés publiques et, d'autre part, prend des mesures concrètes restrictives de ces mêmes libertés ; »
- « La légalisation de la fouille arbitraire des véhicules automobiles, pratique jusqu'à présent illégale, qui est une menace pour les libertés individuelles, syndicales et politiques des citoyens ; »
- « Le principe de la peine automatique, attentat fondamental au droit de la défense et de l'équité envers les juges, caractérisé également par l'atténuation progressive des magistrats de l'exécution de la peine. »

Enfin, les deux syndicats constatent que « ces atteintes sont portées au nom de la « doctrine » de la sécurité », qui exploite la peur artificiellement entretenue dans l'esprit des Français. »

« A la suite de l'inculpation de deux externes de l'hôtel-Dieu de Marseille, après le décès, en janvier 1975, d'un homme victime d'une hémorragie digestive, et qui avait été admis à l'hôpital (le Monde du 5 février), les étudiants hospitaliers de Marseille protestent et refusent d'assurer plus longtemps leurs fonctions. Ils exigent « un non-lieu pour les inculpés, une déclaration publique du directeur général de l'Assistance publique les concernant et l'ouverture de négociations pour l'abolition d'un statut de l'étudiant hospitalier ». Ils ont décidé de boycotter le prochain choix de stages hospitaliers. De son côté, l'Association nationale des étudiants en médecine de France, dans un communiqué, apporte son soutien aux deux inculpés.

A Lyon

UN COLLOQUE « JUSTICE, POLICE ET NATION » EST PERTURBÉ PAR LE PARTI DES FORCES NOUVELLES

Des membres du Parti des forces nouvelles (P.F.N.) ont troublé, dimanche 28 février, le colloque organisé depuis la veille à Lyon par Chronique sociale, sur le thème « Justice, Police, Nation ». Au moment où M. François-Victor Colombet, ancien président du Syndicat de la magistrature, allait prendre la parole, des cris ont été lancés dans sa direction sans l'atteindre.

Dans un tract laissé sur place, les manifestants déclarent notamment « l'entreprise de subversion qui, après avoir commencé les fonctionnaires incompétents, gangrène aussi la justice ». Le P.F.N. réclame également « des sanctions justes et méritées contre les fonctionnaires incompétents ».

Au cours de ce colloque auquel assistaient des psychologues, des éducateurs, des représentants du Syndicat des avocats de France, des commissaires de police, du Syndicat de la magistrature, M. Colombet a estimé que la crise actuelle de la justice est parallèle à la crise de la société et due pour partie à un régime qui « après s'être servi du corps judiciaire pour régler ses problèmes, notamment le phénomène colonial, l'avait ensuite méprisé ».

« La cour d'appel de Lyon a, vendredi 27 février, la condamnation prononcée contre M. Paul Chauvin, ancien président-directeur général de la Compagnie industrielle et commerciale de la Loire, par le tribunal correctionnel de Saint-Étienne. M. Chauvin, qui était poursuivi pour une fraude fiscale portant sur 10 millions de francs, a été condamné à quinze mois de prison, dont quinze avec sursis, et 100 000 francs d'amende. En correctionnelle, M. Chauvin avait été condamné à six mois de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende (le Monde du 5 février 1975).

A la cour d'appel de Paris

UN FRANC SYMBOLIQUE POUR UNE « CHARGE BUREAUCRATIQUE »

La première chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. André Prad, vient de réduire à 1 franc symbolique la condamnation à 15 000 francs de dommages et intérêts, prononcée le 26 février 1975 par la première chambre civile du tribunal de Paris à l'encontre de l'hebdomadaire Pariscope et d'un certain nombre de collaborateurs, M. Pascal Jardin, qui est aussi l'auteur de plusieurs romans.

Cette condamnation sanctionnait des expressions injurieuses au journal le Figaro, et parues dans un article de M. Jardin publié le 24 avril 1974 par Pariscope sous le titre de « Chauvet le détecteur ».

Après avoir entendu M. Gilles Dreyfus et M. Léo Matarasso pour M. Jardin et Pariscope, ainsi que M. Jean Gallot pour M. Chauvet, la cour a rendu un arrêt où il est notamment déclaré : « Les critiques qui se reconnaissent le droit de juger — même sévèrement — l'œuvre d'autrui peuvent s'attendre à être eux-mêmes critiqués. Néanmoins, Pascal Jardin a outrepassé le droit de critique et a employé des expressions injurieuses à l'égard de Louis Chauvet ; toutefois, le pamphlet de Pascal Jardin revêt un caractère extrême, allant jusqu'à l'insulte et relevant ainsi de la pure bouffonnerie. Toutefois, même des expressions injurieuses employées par des journalistes et auteurs ne peuvent être considérées comme une atteinte à la liberté d'expression. »

« Homonymie. — M. Christian Pierre, substitut à la direction des services judiciaires du ministère de la justice, nous indique qu'il n'est pas l'un des fondateurs de la « boutique de droit » de Justice et Socialisme (le Monde du 18 février), dont la création avait été annoncée lors d'une conférence de presse à laquelle assistait notamment M. Christian Pierre, secrétaire de la fédération de Paris du parti socialiste.

DES CITERNES TRANSPORTANT DES PRODUITS TOXIQUES REVENAIENT CHARGÉES D'HUILE OU DE VIN

Cinq associations de consommateurs attaquent

Le président-directeur général de la SORETRA, société de transports routiers, commerciale jeudi 4 mars devant le tribunal de grande instance de Metz. Il est accusé par cinq associations de défense des consommateurs, qui se sont portées partie civile, d'avoir transporté alternativement dans ses camions-citernes des produits toxiques (arsenic et acrylate de méthyle) et des déchets alimentaires (viens et huiles alimentaires), en infraction à l'article 6187 du code de la santé publique.

De 1972 à 1975, une dizaine de camions appartenant à la société auraient, selon l'accusation, transporté chaque semaine vers l'Italie des produits chimiques toxiques et ramené des vins italiens et des huiles d'arachide, de soja et de maïs pour une marque d'huile renommée.

Le principal témoin à charge est un ancien chauffeur de la SORETRA, qui a volontairement menti à la justice, nous indique qu'il n'est pas l'un des fondateurs de la « boutique de droit » de Justice et Socialisme (le Monde du 18 février), dont la création avait été annoncée lors d'une conférence de presse à laquelle assistait notamment M. Christian Pierre, secrétaire de la fédération de Paris du parti socialiste.

SOCIÉTÉ

BRÈVE « OCCUPATION » DU FUTUR REFUGE POUR FEMMES BATTUES

Plusieurs dizaines de femmes ont « occupé », samedi matin 28 février, l'ancien foyer pour mères célibataires du Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine). Il s'agissait de protester contre les lenteurs de l'administration des finances à confier ce bâtiment, inutilisé depuis deux ans, à l'association S.O.S. Femmes alternatives (1), qui voudrait, avec l'accord de Mme Françoise Giroud, en faire un centre d'accueil pour femmes battues. Après quatre heures d'occupation, la police est intervenue en début d'après-midi pour déloger les habitantes. Il n'y a eu ni incidents ni vérifications d'identité.

Depuis plusieurs mois, les féministes de la Ligue du droit des femmes ont lancé une campagne sur le thème des femmes battues. Elles étaient notamment intervenues en novembre 1975 auprès de Mme Françoise Giroud, qui leur avait promis de mettre à leur disposition un local suffisamment vaste pour permettre de créer un refuge pour les femmes victimes de violence et leurs enfants.

« Les informations de la Samaritaine. — M. Alain Verrier, juge d'instruction à Paris, a été chargé d'une information contre X... pour homicides et blessures par imprudence après la mort par asphyxie de trois ouvriers dans un magasin de la Samaritaine (le Monde du 26 février). Le syndicat du commerce C.F.D.T. a annoncé, pour sa part, qu'il s'est porté partie civile et qu'il a constitué une commission d'enquête.

« Les informations de la Samaritaine. — M. Alain Verrier, juge d'instruction à Paris, a été chargé d'une information contre X... pour homicides et blessures par imprudence après la mort par asphyxie de trois ouvriers dans un magasin de la Samaritaine (le Monde du 26 février). Le syndicat du commerce C.F.D.T. a annoncé, pour sa part, qu'il s'est porté partie civile et qu'il a constitué une commission d'enquête.

« Les informations de la Samaritaine. — M. Alain Verrier, juge d'instruction à Paris, a été chargé d'une information contre X... pour homicides et blessures par imprudence après la mort par asphyxie de trois ouvriers dans un magasin de la Samaritaine (le Monde du 26 février). Le syndicat du commerce C.F.D.T. a annoncé, pour sa part, qu'il s'est porté partie civile et qu'il a constitué une commission d'enquête.

Le Monde de l'éducation

numéro de mars

LES LYCÉES : LA RÉSIGNATION

De Paris à Limoux, de Rennes à Mulhouse, c'est la même affirmation : « Ici on travaille ». Finie la « crise lycéenne » ? Apparemment oui. Pour les potaches d'aujourd'hui moi 68 est aussi loin que la bouteille de la Merne. Mais ce calme cache bien des insatisfactions. Pour beaucoup d'enseignants et d'élèves, le lycée est devenu un mal nécessaire devant lequel on se résigne, mais dont on ne saisit plus la raison d'être. Une enquête qui repose en grande partie sur les nombreux témoignages envoyés au « Monde de l'éducation » par des professeurs et des lycéens.

L'ORTHOGRAPHE

Le dossier que nous avons publié dans notre numéro de janvier a provoqué des réactions nombreuses et considérables. Nos lecteurs ont la parole.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Grande-Bretagne : comment concilier la totale autonomie des établissements avec une certaine harmonisation nationale ? Suisse : les universités autonomes veulent bien recevoir de l'argent du gouvernement, mais refusent le contrôle de la « bureaucratie fédérale ». Sénégal : pourquoi ce pays est le seul à avoir maintenu un enseignement obligatoire du latin en sixième.

VIE DE LA CLASSE

Un Américain « professeur de poésie » dans les écoles. Nouveaux manuels. Le créole et l'enseignement du français à la Réunion. La « publicité clandestine » d'E.D.F. pour les centrales nucléaires. Les émissions éducatives à la radio et la télévision.

LOISIRS

Artisanat : l'atelier des Trois soleils à Lyon. Théâtre : le dernier spectacle de la Pomme verte. Sports : les petits karatékas. Promenades : des adresses d'usines ou de chantiers à visiter.

UNIVERSITÉS ET GRANDES ÉCOLES

La réforme du deuxième cycle : qu'est-ce qui va changer ? Des linguistes dans la montagne. Les programmes de la radio universitaire.

FORMATION CONTINUE

Illich fait école à I.B.M. France. Les « missionnaires des villes nouvelles ».

INFORMATIONS PRATIQUES

Les métiers des enchères. Comment changer d'école en cours d'année ?

LES LIVRES et LES REVUES

Le n° : 5 F - Abonnements (11 n° par an) France : 50 F - Étranger (voie normale) : 68 F

La région parisienne

9 800 000 « PARISIENS »

Bousculade à la périphérie

La région parisienne est sans doute celle qui a le plus changé au cours des dernières années, ne serait-ce que par son extension — que pour ce qui concerne le volume et la répartition de sa population. Le dernier bulletin d'information de la préfecture de la région parisienne publié à ce propos la première analyse du recensement de 1975. On peut en tirer trois enseignements.

● La région parisienne ne croît guère plus vite que les autres régions.

Entre 1968 et 1975, la population de la région parisienne est passée de 8 597 000 à 9 800 000 habitants : 3 millions de plus. Mais son rythme de croissance s'est beaucoup amoindri : il devient comparable à celui des autres régions françaises. Il était, par exemple, de + 2,02 % (comparé à 0,84 % pour la France entière) entre 1968 et 1975 ; il n'a plus été que de 0,82 % (comparé à 0,79 % pour la France) entre 1968 et 1975.

Conclusion de la préfecture : « La région parisienne occupe maintenant une place moyenne par rapport aux autres régions françaises. »

Phénomène plus remarquable et tout à fait nouveau : au cours des

3) La grande couronne (Essonne, Val-d'Oise, Seine-et-Marne et Yvelines), a dû accueillir une population très importante (+ 110 000 habitants par an).

● Succès des villes nouvelles et urbanisation des campagnes.

Entre 1968 et 1975, la population des cinq villes nouvelles a augmenté deux fois plus que celle de l'ensemble des départements de la grande couronne où elles sont situées.

Malgré le phénomène le plus notable dans cette grande couronne est l'extension de la population des communes rurales qui ne sont ni des villes ni des agglomérations secondaires. Les spécialistes disent que l'on assiste à la « périurbanisation » de la région à une « urbanisation des espaces ruraux ».

Le préfet de la région parisienne, M. Lucien Lanier, tire lui-même les premiers enseignements de ces premières analyses. Un mot de satisfaction : « Un des objectifs essentiels de la politique d'aménagement du territoire est en voie d'être atteint : obtenir un meilleur équilibre entre la croissance de la région parisienne et celle du reste de la France. » Une source d'inquiétude : « Il demeure

LES CINQ VILLES NOUVELLES

	Population (1)	Evolution (2)
Evry	59 738 (3 339)	+ 55,2 %
Saint-Quentin-en-Yvelines	96 584 (31 625)	+ 123,3 %
Cergy-Pontoise	53 501 (15 093)	+ 52,6 %
Marne-la-Vallée	89 532 (4 283)	+ 17,7 %
Meudon-Séna	98 762 (19 267)	+ 43,3 %
Toutes villes nouvelles	421 129	+ 32,2 %

(1) Population en 1975. Entre parenthèses le chiffre de la population dans le périmètre d'étude de la ville nouvelle, c'est-à-dire compte non tenu de l'ensemble des communes concernées par cette ville nouvelle.

(2) Evolution entre 1968 et 1975.

dernières années, les Parisiens ont été plus nombreux à quitter la région parisienne que les provinciaux à venir s'y installer.

● Moins d'habitants au centre, davantage à la périphérie.

Un examen de l'évolution de la population par grandes zones géographiques donne les résultats suivants :

1) La ville de Paris (2 290 000 habitants en 1975), a perdu environ 43 000 habitants par an entre 1968 et 1975, 500 000 en vingt ans, l'équivalent de la population de la ville de Lyon.

2) Dans la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne) on note une augmentation modérée de la population : + 20 500 habitants par an au lieu de 66 000 entre 1968 et 1975.

Indispensable de maîtriser et d'ordonner la croissance de l'agglomération, c'est-à-dire éviter un développement du centre et un accroissement anarchique de la périphérie.

Cela dit, ces réflexions purement démographiques doivent être complétées par une étude précise des évolutions économiques de la région parisienne telles que les ont par exemple décelées les travaux préparatoires du Plan. Ils montrent par exemple que la diminution des emplois de production dans l'ensemble de la région et la forte concentration des emplois tertiaires ont fortement accru les déséquilibres, obligé à des déplacements de plus en plus nombreux et longs, bref, nettement augmenté les difficultés des Parisiens surtout des plus éloignés du centre de la capitale.

* La Région parisienne n° 20, 21, 22, rue de la République, Paris, Cédex 15. Tél. : 567-50-00.

180 projets pour l'aménagement de La Villette

Un concours d'idées pour l'aménagement des 54 hectares du secteur de La Villette a été lancé le jeudi 23 janvier par le préfet de Paris, M. Jean Tautou. L'Atelier parisien d'urbanisme (APUR), qui dépend de la préfecture de Paris, est l'organisateur de ce concours.

Les inscriptions sont closes ce lundi 1^{er} mars à minuit. Les projets devront être remis à l'APUR avant le 24 mai. Le jugement devra être rendu le 28 juin. En déclarant dans « le Monde » du 17 février que ce concours prévoyait trop d'immeubles et pas assez d'espaces

varts, M. Bernard Lafay, président du Conseil de Paris, a ouvert une polémique qu'a prolongée M. Galy-Dejean, conseiller de Paris (« le Monde » du 24 février). M. Pierre-Yves Ligen, directeur de l'APUR, et M. Philippe Saint-Marc nous donnent ci-dessous leur point de vue.

Espaces verts ou immeubles : le choix n'est pas fait

« Quel accueil a-t-il été réservé au concours d'idées ? »

— Pour apprécier l'accueil fait au concours, je crois que l'on dispose d'un critère très simple : celui du nombre des inscriptions. Sur un terrain de cette taille, et à l'heure actuelle, dépasse cent quatre-vingt. Compte tenu de l'habituelle vague de candidatures que l'on enregistre dans les dernières heures qui précèdent la clôture, je pense que, en définitive, nous serons au-delà du chiffre de deux cents participants potentiels. J'ajoute qu'aucune condition de nationalité n'étant posée, et sans que l'on ait cherché, par un effort particulier de prospection et de propagande, à donner au concours un caractère très international, les équipes étrangères représentent un peu plus de 10 % de ce chiffre, sans compter, naturellement, les nombreux cas d'association de professionnels français et étrangers.

mière fois dans l'histoire de l'urbanisme de Paris, en tout cas depuis des décennies, qu'un concours de ce type est organisé sur un terrain de cette taille. Et comme il n'existe pas beaucoup d'autres zones pareilles dimension à l'intérieur de la capitale, sans doute cette consultation a-t-elle des chances de mériter très longtemps cette appréciation. Et je m'en donne un peu, alors que cela a été souhaité si souvent, réclamer avec tant d'insistance de la part de la municipalité, de constater qu'au moment où une expérience de cette nature est tentée, sur une aussi vaste échelle, pour une opération aussi importante, ce caractère profondément novateur et exceptionnel paraît parfois

être à peine perçu, mentionné, reconnu.

« Quel qu'il en soit, le sondage des organisateurs du concours a été de donner le maximum de portée et d'intérêt au grand débat d'idées ouvert par ce moyen sur cet aménagement. Comme celui-ci, sur une telle surface, présente un caractère complexe, puisqu'il comprend, par exemple, un parc, mais aussi un quartier nouveau, il a été jugé indispensable de ne pas contraindre le jury à un verdict unique et trop global. Grâce à la décomposition du concours en trois thèmes faisant chacun l'objet d'un jugement séparé, doté d'un ensemble de récompenses du même montant, il lui est possible par exemple de distinguer plutôt les qualités d'urbaniste de l'un, de paysagiste de l'autre, d'architecte du troisième.

chiffres de chaque composante de l'opération future, tels qu'ils sont indiqués aux concurrents, résultent des études qui ont été conduites par le commissaire à l'aménagement du secteur de La Villette et qui ont fait l'objet d'une communication et d'un débat au Conseil de Paris, en juin 1975.

« Mais, compte tenu des observations formulées par cette assemblée, par exemple en ce qui concerne la réalisation d'un hôpital ou la taille de l'espace vert par rapport aux emprises construites, les principaux éléments du programme ont été formulés sous la forme soit d'un maximum, soit d'un minimum, ce qui laisse à l'évidence une large marge de proposition aux participants. C'est ainsi, par exemple, que l'emprise du parc en surface franche de pleine terre est fixée au minimum à 15 hectares, tandis qu'un maximum de 400 000 mètres carrés est fixé, et que les surfaces des activités secondaires de 7 hectares au maximum, celles des logements de 400 000 mètres carrés au maximum, dont 125 000 en première phase, etc.

« Dans ces conditions, je pense que les débats et les choix qu'évoque la formulation du concours trouvent au contraire dans ce cadre le cadre naturel dans lequel ils doivent s'exprimer. A l'intérieur toutefois de seuils quantitatifs et qualitatifs raisonnables, qu'il est du rôle de la collectivité publique de définir au préalable.

Des polémiques

— Trop de bureaux et de logements, pas assez d'espaces verts. L'aménagement du secteur de La Villette, tel qu'il est organisé, suscite des polémiques. Qu'en pensez-vous ?

— Un concours d'idées en matière d'urbanisme a pour objet de recueillir et de confronter le plus grand nombre possible de suggestions et de propositions sur l'organisation et le traitement d'un espace déterminé. Mais ce n'est tout de même pas par le biais de cette procédure qu'il convient de définir ce que la collectivité publique veut faire de son sol, à quel usage, à quelles fonctions elle entend le destiner. Cela relève de sa responsabilité, c'est-à-dire, en l'occurrence, de celle de l'Etat, en tant que propriétaire du terrain, et de la ville sur le territoire de laquelle il se situe et qui ne peut donc manquer d'être associée à la définition de son aménagement.

« Mais, à l'inverse, il est bien évident, que pour donner toute

sa portée à la consultation, si les concurrents ne doivent pas concourir sur une feuille blanche, ils ne doivent pas non plus être ensermés dans un corps de prescriptions leur interdisant en fait toute imagination et toute innovation.

« Tel est l'équilibre délicat que cherche à trouver le programme du concours de La Villette, ce qui explique d'ailleurs qu'il soit tantôt critiqué parce qu'il est trop imprécis, tantôt parce qu'il est insuffisamment « ouvert ». Les orientations d'urbanisme et les

Un jury tripartite

— Comment seront jugés les projets ?

— Un jury de composition tripartite (un tiers Conseil de Paris, un tiers administration de l'Etat et de la Ville, un tiers personnes qualifiées) et présidé par le préfet de Paris se réunira dans les jours suivant le dépôt des pro-

jets dont la date limite a été fixée au 24 mai — ce qui laisse aux concurrents douze semaines de travail pour établir un dossier assez léger, puisqu'il s'agit d'un concours d'idées. Le jugement surviendra, au plus tard le 28 juin. Je tiens à souligner que la structure du jury reflète bien le caractère particulier de cette consultation : à l'inverse de ce qui peut se passer, par exemple pour un projet ponctuel d'architecture, il n'était pas concevable, pour une opération d'urbanisme de cette ampleur, de donner aux seuls « hommes de l'art » une part prédominante, si ce n'est exclusive, dans la formulation d'un choix — ainsi que certains organismes professionnels l'auraient peut-être souhaité. Mais il convenait d'associer, à part égale pour en décider le propriétaire du terrain, la collectivité locale intéressée, qui représente la population, et, à travers certaines personnalités, les « compétences » en matière d'aménagement urbain et paysager.

— Après le 28 juin que va-t-il se passer ?

— Une fois le jugement du jury établi, il faudra naturellement en faire part au Conseil de Paris dans son ensemble. Par ailleurs, le public parisien sera informé par le moyen d'une large exposition de tous les projets présentés que l'APUR, organisateur du concours, s'engage à mettre en place. Pour le reste, vous savez qu'un concours d'idées n'a pas pour but l'attribution aux lauréats d'une mission opérationnelle, mais qui se traduit pour ceux-ci par la remise de prix (une somme totale de 700 000 F est mise à la disposition du jury), accompagnée de l'assurance, ainsi qu'il est dit au règlement du concours de La Villette, que « dans le cas où l'un des plans » soumis au concours ou l'une des idées originales proposées serait « retenue pour être mise en œuvre », son auteur serait associé par l'aménageur aux études ultérieures et, éventuellement, à leur réalisation.

« A part cette dernière indication que l'on omet fréquemment de rappeler, il n'y a rien d'original dans le système retenu. Telle est la règle pour tous les concours d'idées, qu'ils se déroulent à Paris ou à l'étranger. C'est donc à l'organisme d'aménagement qui sera mis en place pour entreprendre effectivement l'opération de La Villette qu'il appartiendra, sur le fondement des résultats du concours, d'établir un projet définitif qui sera, le moment venu, soumis à l'approbation des autorités compétentes pour en décider. »

Propos recueillis par JEAN PERRIN.

Humanisme ou matérialisme

par PHILIPPE SAINT-MARC (*)

PARIS dépérit pour c'être coupé de la nature. Les espaces verts y sont aujourd'hui le besoin le plus vital et le moins satisfait, l'équipement collectif le plus soigné, mais aussi le plus rare, source de la joie de vivre, mais cible privilégiée des manœuvres du béton.

Parcs et jardins, intensément fréquentés — le square du Temple, au cœur de Paris, reçoit chaque année quatre-vingt mille visiteurs à l'hectare — sont l'investissement public qui donne le plus de joie aux plus faibles, la seule richesse des « exclus » : personnes âgées, infirmes, malades, enfants, pauvres, tous ceux qui, faute d'argent ou de santé, ne peuvent s'évader pendant le week-end.

La verdure est aussi l'arme la plus efficace contre la montée des quatre grands fléaux qui, sinon, feront exacerber la civilisation citadine : pollution de l'air, bruit, isolement, angoisse.

Les espaces verts sont les seuls refuges contre les nuisances urbaines, les seules oasis d'air pur et de silence. Le bois de Boulogne a motivé moins de fumée et deux tiers de moins d'anhydride sulfureux que le seizième arrondissement. Dans le jar-

din du Luxembourg, le bruit est cinq fois moins fort que dans les rues voisines.

L'espace vert joue également un rôle sociologique capital. Les jardins unissent une ville. Foyers d'amitiés, lieux de jeux, de rencontres et d'échanges, ils sont des « creusets » de la vie communautaire. Mais aussi havres de repos, de promenade, d'inspiration, où le citadin retrouve ce contact vital avec la nature sans lequel il se révolte ou s'effondre.

Paris étouffe par son extrême pénurie en parcs et en jardins publics : moins de 1,5 m² par habitant. Or une chance extraordinaire s'offre à nous : l'aménagement des abattoirs désaffectés de La Villette, 55 hectares appartenant à l'Etat dans cette zone nord-est de Paris, et scandaleusement déshéritée en espaces verts.

Demain, nous pouvons changer la vie des habitants de La Chapelle, Pantin, Aubervilliers, Pré-Saint-Gervais, ces centaines de milliers de victimes de toutes les nuisances urbaines, en faisant surgir sur La Villette le plus beau parc de Paris. Seul

il réunirait les charmes de la verdure et de l'eau, traversé par le canal Saint-Denis et le canal de l'Ourcq, dont la rencontre forme un plan d'eau remarquable qui peut devenir l'un des alpes parisiens les plus originaux.

Sur ces 55 hectares, les bâtiments datant de Napoléon III et couvrant une dizaine d'hectares devraient être conservés pour une animation culturelle — déjà remarquablement entreprise depuis deux ans. — 5 hectares seraient affectés à la construction de cinq cents H.L.M. Resterait 40 hectares pour un vaste parc, plus étendu que le parc Montsouris et le jardin du Luxembourg réunis.

Depuis un siècle, aucun grand espace vert n'a été réalisé dans Paris. En créant cette magnifique réserve de nature — et en dehors des « beaux quartiers », — M. Giscard d'Estaing affirmerait spectaculairement sa volonté d'un « nouvel urbanisme » au service d'un idéal humaniste.

Gigantisme et profits

Hélas, le projet d'aménagement présenté par la préfecture de Paris est une banale version de cet urbanisme pompéien plus dévastateur que deux guerres mondiales : gigantisme et profits ; une masse énorme de béton aggravant encore l'enfermement dans la capitale la plus surpeuplée du monde : 400 000 m² de logements, 150 000 m² de bureaux et d'équipements, 100 000 m² de locaux industriels, des tours atteignant 37 mètres.

Le parc, limité à 15 hectares, serait totalement saturé par la fréquentation des usagers de ces nouveaux bâtiments : quinze mille habitants et dix mille employés. Il n'en résulterait donc aucune amélioration pour les prolétaires en espaces verts du nord-est de Paris. Situation d'autant plus scandaleuse que le grand parc coïnciderait pour l'essentiel avec l'urbanisation massive se payant fort cher : plus de 400 millions de NF pour les gros travaux d'infrastructure.

Humanisme ou matérialisme ? L'opération de La Villette est à la croisée des chemins. Et son destin préfigure le nouvel avenir de Paris.

(*) Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, auteur de « Socialisation de la nature » (Stock éd.).

APPARTEMENTS - MAISONS - USINES - BUREAUX

CONTRE LE VOL

cette menace permanente

le nouveau radar hyperfréquences DI 50 d'ALARME 2000

une supériorité technologique sans concurrence

- sirène d'alarme intégrée
- portable, léger, peu encombrant
- fonctionne sur piles (autonomie 2 ans) sans branchement ni installation
- dissimulable, indéchiffrable, il traverse placards, meubles et cloisons
- rayon de protection réglable de 2 à 30 mètres

ÉCONOMIQUE ET FIABLE
LE DI 50 EST
À L'AVANT-GARDE
DE LA TECHNIQUE MONDIALE

POUR VOTRE SÉCURITÉ VOUS DEVEZ EN SAVOIR PLUS

Remplissez et renvoyer ce bon à :
ALARME 2000 Dép. 199
8, rue Guéin 75016 PARIS

Je désire sans engagement de ma part plus amples informations sur le DI 50.

NOM _____
PRÉNOM _____
CITY _____
VILLE _____

AVIS DE CONCOURS

Le Ministère de la Justice, recrute

120 SURVEILLANTS

pour ses établissements pénitentiaires
Postes à pourvoir à PARIS

Concours les : 3 avril, 6 mai et 10 juin.

Ouverts aux personnes de nationalité française, âgées de 21 à 35 ans, libérées des obligations militaires.

- Niveau requis : Certificat d'Études Primaires
- Salaire de départ : 2.000 F. environ
- Promotion interne possible.

Pour tous renseignements, écrire à Pierre LICHOU S.A.,
sous référence 6711 10, rue de Louvois - 75003 Paris cédex
02 qui transmettra.

سكس في الاول

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

A PROPOS DE...

LA FERMETURE DE LIGNES DE LA S.N.C.F.

Le rail des pauvres

Répondant à une question écrite de M. André Tourné, député communiste des Pyrénées-Orientales, le secrétaire d'Etat aux transports donne dans le Journal officiel du 28 février, le décompte des lignes ferroviaires supprimées par la S.N.C.F.

Depuis 1960, la S.N.C.F. a fermé au trafic voyageurs 4 738 kilomètres de lignes et au trafic marchandises 3 180 kilomètres. Pour les voyageurs, sur 4 221 kilomètres un « transfert » sur des services routiers a été organisé ; il en a été de même pour 970 kilomètres de lignes fermées au trafic des marchandises.

C'est en 1969 et 1970 qu'ont été décidées la plus grande nombre de fermetures. C'était l'époque où la S.N.C.F. était sollicitée de jouer à fond le jeu de la rentabilité. Les choses ont bien changé aujourd'hui. Comme le rappelle le secrétaire d'Etat, « le gouvernement, conformément aux directives du premier ministre de juillet 1974, visant à lutter contre la dévitalisation des bourgs et des campagnes, n'envisage pas dans l'immédiat d'autoriser la S.N.C.F. à procéder à de nouvelles fermetures de lignes concernant les services omnibus voyageurs ».

« En matière de services marchandises, est-il encore précisé, le conseil d'administration de la S.N.C.F., en vertu de l'article 6 de son cahier des charges, a le devoir de décider pour ne plus desservir certaines portions de lignes. Les fermetures ne pouvant toutefois intervenir que pour les lignes à très faible trafic et lorsqu'elles entraînent pas d'inconvénients notables pour les utilisateurs locaux ».

On ne peut qu'applaudir à de telles décisions en regrettant toutefois qu'elles n'aient souvent qu'un aspect négatif. Il est bien que la S.N.C.F. conserve son capital ; il serait encore mieux qu'elle cherche à en tirer le meilleur profit en améliorant les conditions de desserte et le confort des voyageurs sur les lignes dites pauvres. Celles-ci n'ont guère de chance de devenir plus rentables ou moins déficitaires que et le chemin de fer y devient plus attrayant ou moins rebutant.

SELON UN RAPPORT D'EXPERTS

L'axe Rhin-Rhône serait la seule zone apte au développement de l'industrie lourde

De notre correspondant

Lyon. — Pour les responsables de la société d'études CERLIC (1), qui ont présenté leur rapport jeudi 26 février, à Lyon, à la demande de l'Association mer du Nord-Méditerranée et du « Grand Delta », la réalisation de la liaison fluviale Rhin-Rhône ne consiste pas à creuser un canal, mais à achever un axe « plurimodal » de transport. L'idée de techniciens sans doute, mais concept intéressant cependant. Sous ce terme, les spécialistes désignent la juxtaposition sur la même tracé de plusieurs modes de transport : rail, route, air, conduites diverses et canal. Le canal Rhin-Rhône sera donc l'un des éléments de cette colonne vertébrale, avec les voies de Strasbourg, Mulhouse, Belfort-Montbéliard, Besançon, Dole, Chalon, Mâcon, Lyon et un chapelet dans la basse vallée du Rhône.

Quels seront les effets sur les économies régionales, notamment de l'achèvement de cet axe ? Les résultats sont d'un optimisme qui finit par rendre les chiffres un peu suspects.

FAITS ET PROJETS

Transports

● MANIFESTATION ANTI-CONCORDE A NEW-YORK. — Environ cinq cents automobilistes résidant dans le quartier de Queens ont, dimanche 26 février, sillonné au ralenti et en actionnant leur klaxon les routes d'accès à l'aéroport J.-F. Kennedy de New-York. Ils voulaient ainsi protester contre une éventuelle autorisation donnée à Concorde d'atterrir dans cette dernière ville. (Corresp.)

Urbanisme

● LA PARTICIPATION A LA VIE DE LA CITE. — « S'agit-il de la volonté d'une expression commune, et pour traduire la volonté de la démocratie locale », les représentants des groupements d'associations de quartiers, l'Union des comités d'intérêts locaux (UCLIL) pour Lyon, le Comité de liaison des unions de quartiers (CLUQ) pour Grenoble, la Plate-forme des comités parisiens de participation à l'urbanisme et à la vie de la société pour Paris, la Confédération générale des comités d'intérêts de quartiers (CICQ) pour Marseille se sont réunis à Marseille le 26 février pour « fêter les bases d'un statut de la participation » et préparer un colloque national à Paris en mai prochain.

● UN BOULEVARD RENE-CASSIN A NICE. — Le conseil municipal de Nice a décidé de donner le nom de boulevard René-Cassin à l'une des grandes artères de la périphérie nicoise, la route de Marseille. Le célèbre juriste, décédé la semaine dernière à Paris, avait été la plus grande partie de son enfance à Nice et fit ses études secondaires au lycée de la ville.

Les compagnies aériennes belge luxembourgeoise et néerlandaise devraient fusionner

estime un rapport international

De notre correspondant

Bruxelles. — Pour survivre, les trois compagnies aériennes de Benelux, Sabena (Belgique), K.L.M. (Pays-Bas) et Luxair (Luxembourg) doivent prendre des mesures urgentes, mais une fusion complète des trois sociétés serait une solution valable. C'est la conclusion du rapport demandé par les ministères des communications ou des transports des trois pays au Bureau international McKinsey.

Cette étude a été présentée le 27 février au gouvernement belge et à la Sabena. Les conclusions se fondent essentiellement sur les prévisions des résultats des trois compagnies pour les cinq prochaines années. Au total, sur déficit en 1980, les trois sociétés encaisseront 115 millions de francs belges (13 millions de francs français), alors qu'il était de 2170 millions (280 millions de francs français) en 1974 et de 2545 millions (280 millions de francs français) en 1975.

L'étude suggère une première série d'économies que chacune des trois compagnies pourrait réaliser de manière autonome,

mais estime que cela ne suffirait pas et que les trois sociétés doivent trouver des formes de coopération plus étroites. Des accords de réciprocité pourraient d'abord être conclus pour des périodes limitées ; des pools seraient créés sur les principaux réseaux internationaux ; un programme d'entretien pour les moteurs serait réalisé en commun.

McKinsey propose une autre formule de coopération : plus poussée : des horaires communs, des organisations commerciales et une exploitation conjointe pour les réseaux non européens, sans l'Atlantique nord.

Ces deux formules, explique le rapport McKinsey, pourraient réduire les problèmes de la K.L.M. et de la Luxair, mais elles ne seraient pas suffisantes pour sauver la Sabena. C'est pourquoi le Bureau international estime que seule l'intégration complète constituerait une solution pour la compagnie belge. Les trois gouvernements vont maintenant étudier le rapport.

PIERRE DE VOS.

ENVIRONNEMENT

Tension entre chasseurs en Côte-d'Or

De notre correspondant

Dijon. — Le calme semble revenu en forêt de Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or) après les saccages qui ont eu lieu samedi 21 février entre chasseurs à tir et membres d'un équipage de chasse à courre. Avec à leur tête M. Maurice Chiffon, président de la Fédération départementale des chasseurs, près de quatre cents chasseurs appartenant à sept sociétés de la région châtillonnaise étaient venus manifester leur mécontentement lors d'une chasse organisée au Val-de-Choux, par le Puy-avant-Bourgeois.

Les chasseurs à tir accusent les chasseurs à courre d'être les responsables de la disparition du gibier dans la région. Ils leur reprochent en outre les « privilèges » dont ils bénéficient, notamment en ce qui concerne la période de la chasse qui va du 15 septembre au 15 avril et qui se déroule deux fois par semaine. Les chasseurs à tir, qui ont commencé à chasser qu'à partir du 15 octobre jusqu'au 15 février, voulaient que la chasse à courre ait lieu une fois seulement par semaine.

Les chasseurs à courre estiment que la loi est de leur côté et déclarent : « Les exigences des chasseurs à courre », les accusant à leur tour de « porter la responsabilité de la disparition du gibier ».

Après une entrevue sans résultat avec M. Pierre Morel, maire de Châtillon-sur-Seine, le conseil d'administration des chasseurs à courre, M. Chiffon avait promis de revenir en compagnie des chasseurs mécontents le samedi 28 février. Cependant, par un arrêté rendu public le 27 février, le préfet de la Côte-d'Or interdisait tout rassemblement en forêt de Châtillon, estimant que « l'apport des armes, des chiens, un nouvel affrontement était à redouter en plus de la présence de nombreux visiteurs et de la présence de nombreux habitants qui pourraient être inquiétés ».

Malgré cette interdiction, une centaine de chasseurs étaient au rendez-vous, mais l'affrontement

n'a pas eu lieu. En effet, « dans un souci d'apaisement », les chasseurs à courre avaient annulé leur partie de chasse.

Toutefois, à l'indignation des chasseurs M. Chiffon, si la chasse à courre reprend la semaine prochaine, il faudra revenir pour l'empêcher. » — Ch. M.

A la foire à la sauvagine de Chalon-sur-Saône

PREMIERE MANIFESTATION ANTI-CHASSEURS

La traditionnelle foire « à la sauvagine », qui se tient à Chalon-sur-Saône depuis l'époque de Charles Quint, a connu sa première manifestation. Vendredi 27 février, une centaine de personnes appartenant à une trentaine de sociétés opposées à la chasse (B.O.C.) ont défilé entre les stands, entravant ainsi la vente des peaux. Manifestants se sont particulièrement amusés du fait que l'on trouvait aux étalages des peaux de blaireaux, de renards et de chats sauvages à toutes espèces qu'ils estiment en voie d'extinction en France. Aux cris de « Chalon capitale du crime », les membres des associations, qui venaient de Paris, d'Annecy, de Grenoble et de Dijon, ont défilé à travers la ville.

Les discussions ont été très vives avec les pécheurs et les fourreurs, mais aucun incident grave n'est survenu. Une défilation des manifestants a été reçue par le maire de Chalon, M. Roger Lagrange, à qui ils ont remis la fermeture de la foire. — J.-J. E.

(1) R.O.C. 21, rue d'Aboukir, 75002 Paris.

● M. GRANET : DES PARCS NATIONAUX EN MGR. — Au cours d'un voyage dans le Var, M. Paul Granet, secrétaire d'Etat à l'environnement, a annoncé la création avant la fin de l'année du parc national des Baux-de-Provence, Porquerolles et les fonds avoisinants.

D'autres parcs du même genre sont envisagés aux Baux-Chasse (Manche), aux Sept-Ries (Côte-du-Nord) et à l'île Dumey (Côte-Atlantique).

● BERNARD ELIE.

VILLE NOUVELLE DE MELUN-SÉNART : QUARTIER DE PLESSIS-LA-FORÊT

Consultations d'urbanisme et d'architecture

L'établissement Public d'Aménagement de la ville nouvelle de MELUN-SÉNART va procéder à l'attribution de 2 programmes de logements (500 et 250 logements) et d'équipement.

Des consultations restrictives seront organisées début avril 1976, en vue de désigner les équipes de constructeurs.

Avant de choisir les équipes appelées à concourir, l'E.P.A.M.S. invite les maîtres d'ouvrage et architectes intéressés à se faire connaître en communiquant un dossier d'agencement avant le 20 mars 1976.

● Logements : les candidatures devront être présentées sous la forme d'équipes maître d'ouvrage-architectes.

● Equipements : l'E.P.A.M.S. étant le maître d'ouvrage, cette partie de l'étude ne s'adresse qu'aux architectes.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'E.P.A.M.S. de MELUN-SÉNART, La Grange-la-Prévoise, 77110 SAILLY-LEZ-MELUN. Tél. 03-03-22. Service Architecture et Urbanisme (M.M. LEFEBVRE et ZANDFOS).

ÉCONOMIE

ÉNERGIE

M. Simonet plaide en faveur d'un prix minimum pour le pétrole importé

« Le prix minimum de sauvegarde pour le pétrole importé agit davantage comme un frein qu'un stimulant », a déclaré M. Simonet, vice-président de la commission des Communautés européennes chargée des questions énergétiques, au cours du déjeuner organisé en son honneur, vendredi 7 février, par l'Association des journalistes économiques et financiers.

« Ce n'est pas un stimulant », a-t-il expliqué, parce que, par exemple, les explorations pétrolières en mer du Nord ou le programme nucléaire français ont été décidés sans lui. Mais il

pourrait agir comme un frein en évitant à la Communauté européenne d'avoir à manifester la volonté politique d'énergie commune.

Evitant ensuite le dialogue Nord-Sud, M. Simonet a déclaré : « Pour les pays développés, il s'agit de conserver au commerce international ce caractère de moteur de croissance qu'il a été au dix-neuvième siècle et au cours des vingt-cinq dernières années. Pour les pays en voie de développement, il s'agit de transporter la théorie de la lutte des classes en plan de nation. Les points de vue sont donc très opposés et c'est pourquoi le dialogue sera long et dur. »

A L'ÉTRANGER

Le gouvernement danois rétablit la T.V.A. à 15%

De notre correspondante

Copenhague. — La T.V.A., qui avait été ramenée de 15 % à 9,25 % en septembre, dans le cadre d'un vaste plan de relance mis sur pied par le gouvernement minoritaire social-démocrate d'Anders, reviendra, le 1^{er} mars, à son niveau ancien, bien que les partis d'extrême gauche et les syndicats aient beaucoup insisté pour que ce rétablissement n'ait pas lieu — au moins pour le moment — soulignant qu'il ne pouvait qu'avoir une influence néfaste sur les prix et sur l'inflation.

La baisse de la T.V.A., dont le taux est le même pour toutes les marchandises et pour les services, n'a pas, durant les cinq mois où elle a été appliquée, donné les effets escomptés par ceux qui l'avaient préconisée. Elle n'a ni réduit le chômage, qui a eu plutôt tendance à augmenter, ni stimulé la production, ni les exportations, qui ont stagné. Bien

plus, elle a eu pour conséquence négative de surfer de façon inquiétante les importations, les consommateurs ayant consacré leurs ressources supplémentaires à l'achat de produits étrangers.

En décembre, la balance commerciale danoise a enregistré le déficit record de 3 milliards de couronnes (environ 2,5 milliards de francs). Pour 1975, ce déficit a atteint 9,6 milliards de couronnes (7 milliards de francs).

Face au retour à l'austérité, les Danois se sont, les derniers jours de février, précipités sur toutes les marchandises à leur portée, montrant une prédilection pour les biens de consommation les plus coûteux. Presque partout, les ménages ont constitué des stocks de produits alimentaires et textiles, et dans les magasins, certains objets courants sont venus à manquer.

CAMILLE OLSEN.

AFFAIRES

LES PLACEMENTS DE L'OPEP AUX ÉTATS-UNIS ET EN GRANDE-BRETAGNE ONT FORTEMENT DIMINUÉ EN 1975

Washington (A.F.P.). — Les engagements des membres de l'O.P.E.P. dans les pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.) en faveur des pays en voie de développement ont fortement augmenté en 1975, tandis que leurs placements aux États-Unis et en Grande-Bretagne ont fortement diminué.

Selon ces chiffres, publiés en annexe d'une déposition du secrétaire général adjoint au Trésor chargé des affaires internationales, M. Gerald Parsky, les pays de l'O.P.E.P. ont disposé en 1975 de 42 milliards de dollars utilisables à l'étranger, au lieu de 30 milliards en 1974. Sur ce total, 8,5 milliards de dollars sont allés aux pays en voie de développement, contre 4 milliards en 1974, et 4 milliards sont allés aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Les placements aux États-Unis ont, par contre, tombé de 11,25 à 6,25 milliards, tandis que les placements sur le marché de l'eurodollar sont tombés de 22,5 à 7 milliards de dollars.

Selon les statistiques de la trésorerie, les placements au

Royaume-Uni (autres que sur le marché de l'eurodollar), ont très fortement diminué, se chiffrant à 280 millions de dollars au lieu de 7,5 milliards de dollars en 1974. Les investissements dans les autres pays industrialisés ont, en revanche, augmenté et sont passés de 5,5 à 7 milliards de dollars.

Selon la trésorerie, le surplus exportable des membres de l'O.P.E.P. (y compris l'aide à l'étranger) sera de 40 milliards de dollars en 1976. M. Parsky a chiffré à 24 milliards de dollars celui de l'Arabie Saoudite (au lieu de 21 milliards l'an dernier), à 12 milliards au lieu de 7 milliards celui du Koweït, et à 4,8 milliards au lieu de 4,3 milliards celui d'Abou-Dhabi.

● L'ABSORPTION DE SA FILIALE LA GÉNÉRALE ALIMENTAIRE VA PERMETTRE À LA GÉNÉRALE OCCIDENTALE DE RESTRUCTURER SA PARTICIPATION DANS L'ALIMENTATION.

Le groupe franco-britannique Générale occidentale, animé par M. James Goldsmith, et dont le siège est à Paris, après avoir racheté, en 1972 et en 1973, à la Compagnie du Nord (groupe Richelieu), contrôle de la société Générale alimentaire, va lancer vraisemblablement une offre publique d'échange sur les actions de cette dernière, afin d'en détenir, si possible, l'intégralité du capital. Cette opération donnerait le signal d'une vaste restructuration des intérêts de la Générale occidentale dans l'alimentation, où elle tient la troisième place en Europe après Nestlé et Unilever, avec un chiffre d'affaires de 15 millions de francs environ.

Le pivot de ces participations est la société britannique Cavenham, qui, outre ses acquisitions en Grande-Bretagne (Bovril, etc.), a pris une place non négligeable dans la distribution aux États-Unis par deux opérations successives : achat en 1972 de la chaîne Allied Suppliers, et en 1973-1974, d'une autre chaîne, Grand Union, avec un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de dollars.

Il est fort probable que la Générale occidentale veuille apporter la Générale alimentaire à sa filiale à 89 %, Cavenham, dont elle pourrait alors prendre le contrôle majoritaire, recouvrant ainsi son empire sur son empire franco-anglais-américain.

● ERATUM. — C'est par erreur que nous avons écrit que la société SECIM avait signé un important contrat avec la Corée du Nord (le Monde daté 29 février-1^{er} mars). C'est de la Corée du Sud qu'il s'agissait.

VIENDE PARAITRE

la chimie dans le monde : 1975, les faits marquants

une grande enquête :

la chimie française

300 USINES

implantations - moyens consommations-productions et les

300 PRINCIPAUX FOURNISSEURS

produits - procédés matériels - services...

650 PAGES

Le commander votre numéro SPECIAL USINES et s'ajoute 55 F.

Je désire recevoir une documentation gratuite sur votre revue

nom et adresse :

retourner à : INFORMATIONS CHIMIE S, rue Jules Lafontaine - 75009 Paris

Tél. 874.58.70 - télex : edicete 650 898 J



55 Francs

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

Paysans-travailleurs : attaque sur trois fronts

« Créer un syndicat de classe et de masse », telle est la principale décision du premier Conseil national des associations paysans-travailleurs qui s'est réuni, vendredi 26 et samedi 27 février, à Polisy. Cette instance, qui regroupe les délégués de quelque vingt associations départementales, se réunira désormais dans l'intervalle des congrès pour donner des consignes au collectif national qui élève tous les mois afin de coordonner les activités du mouvement.

Le conseil national a décidé d'élargir la base du mouvement « pour offrir une alternative crédible, face au syndicalisme unitaire et corporatiste qui défend l'exploitation familiale et non pas le travailleur ». Dans cette perspective, les paysans-travailleurs, qui se définissent comme des paysans moyens, modernisés et endettés, n'ont pas d'alliance syndicale avec les autres syndicats desiliaires, mais la participation à des luttes communes marquant les revendications particulières. L'action du mouvement va se développer essentiellement dans trois secteurs :

● **PROBLÈME FONCIER** : il s'agit d'éviter le démantèlement des exploitations qui sert principalement l'agrandissement des propriétaires voisins. Les pay-

sans-travailleurs souhaitent favoriser l'installation des jeunes et ils vont étudier les moyens collectifs à mettre en œuvre pour supporter le financement des achats de terres.

● **L'INTÉGRATION** des paysans : fréquemment, dans les élevages hors-sol, porcs, volailles, vaches, — des firmes privées ou des coopératives fournissent, par contrat, à un exploitant qui se trouve ainsi « intégré » les souches animales et les aliments. Or, dans plusieurs régions, des accidents financiers de l'intégrateur, ou des difficultés sanitaires des élevages, se sont soldés par la faillite de l'éleveur. Les paysans-travailleurs poursuivent des actions contre les « intégrateurs » afin, d'une part, que la rémunération du travail soit assurée à l'exploitant et, d'autre part, que les firmes ou coopératives supportent les frais des pertes d'animaux provoquées par la mauvaise qualité des aliments.

● **LE PAIEMENT DU LAIT** : pour que l'éleveur puisse obtenir le paiement des heures de traite — « un salaire », disent les paysans-travailleurs — et encourir les investissements, il faudrait que le prix des cinquante mille premiers litres produits soit de 1,05 F par litre dans les départements de l'Ouest. — A. G.

UN COMMANDO DE VITICULTEURS DÉTRUIT QUATRE-VINGTS CUVES DES ÉTABLISSEMENTS RAMEL

Une centaine de viticulteurs ont envahi ce lundi 1^{er} mars à 3 heures du matin les entrepôts des établissements Rameil, négociants

en vins à Meximieux (Ain). Ils ont brisé à coups de hache les vannes de quatre-vingts cuves, dont le contenu s'est répandu dans les entrepôts. En outre le « commando » a crevé les pneus et cassé les pare-brise de vingt et un camions-citernes.

Les viticulteurs sont venus à bord de deux autocars immatriculés dans l'Hérault. — (A.F.P.)

Les vignerons du Midi reprochent aux établissements Rameil d'être l'un des plus gros importateurs de vins italiens.

● **RECTIFICATIF**. — Dans l'article « L'économie en trompe-l'œil », il fallait lire, page 20, dans les éditions du 29 février 1^{er} mars : « Tout ce qui abaisse le coût de production, tout ce qui améliore la compétitivité de la firme est finalement créateur d'emplois ici ou ailleurs. Alfred Sauvy a très justement démontré, avec l'emportement qu'on lui connaît et encore dans son dernier livre, l'hérésie qui consiste à croire qu'on facilitera l'emploi en ralentissant le rythme de la substitution du capital au travail. »

● **RETOURNE SON UNITÉ**. — Le président de la Confédération générale des cadres s'est félicité, samedi 28 février, à Metz, que son organisation ait « retrouvé son unité, qui se manifeste dans le congrès extraordinaire de Versailles, le 6 mars prochain. »

M. Charpentier a ajouté que « si des responsables gouvernementaux ont pu espérer, en raison de l'écroulement de la C.G.C., prendre des mesures contraires aux intérêts de l'encadrement, il est temps qu'ils modifient leur point de vue. Le gouvernement doit dire s'il veut enfin comprendre les problèmes des cadres ou s'il préfère les voir reprendre leurs manifestations. »

★ Prix de vente, 10 F. B.P. 128, 75000 Paris Cedex 20.

● **LA C.F.D.T. EST CONDAMNÉE**. — Le tribunal correctionnel de Rouen a condamné, vendredi 27 février, par le tribunal correctionnel de Rouen à 500 francs d'amende et à verser 1 000 francs de dommages et intérêts à M. Sanson, délégué F.O. de la coopérative laitière de Haute-Normandie.

Les faits remontent à l'automne 1975. À la suite d'un conflit qui avait éclaté en avril 1975 dans les rangs de ce groupe laitier, le syndicat C.F.D.T. de l'entreprise, la fédération de l'agriculture C.F.D.T. et l'union régionale avaient publié un dossier pour faire connaître les raisons sociales, économiques et politiques de ce conflit qui a agité les campagnes et les usines de Seine-Maritime pendant plusieurs semaines. Dans cette plaquette intitulée : « Le conflit Nova-C.L.E.N. », une affaire de gros sous ? Une agression contre les syndicats ? Un enjeu politique ? Les patrons paysans veulent-ils la guerre ? », la C.F.D.T. retraçait ce

qu'avait été, selon elle, l'action de la section F.O. de l'entreprise. Documents à l'appui, elle avançait que M. Sanson avait démissionné de la C.F.D.T. obtenu une promotion, puis créé la section F.O. En outre, plusieurs commentateurs à caractère polémique sur l'attitude de cette section pendant la durée du conflit, avaient motivé une double plainte, celle de M. Sanson qui réclamait 50 000 francs de dommages et intérêts et celle de la fédération F.O. de l'agriculture, qui demandait le franco symbolique.

S'il a bien reconnu qu'il y avait eu diffamation envers M. Sanson, le juge a estimé la plainte de la fédération irrecevable et l'a condamnée aux dépens, suivant en cela l'argumentation de l'avocat de la C.F.D.T. selon lequel les faits incriminés ne relèveraient que de la polémique entre organisations rivales.

An cours d'une conférence de presse, la C.F.D.T. a fait remarquer que le Syndicat F.O. ne contestait pas les faits relatés dans le dossier, mais seulement les commentaires. Elle a également fait mention d'initiatives patronales en Haute-Normandie qui favorisent la création de sections syndicales rivales pour contrôler la C.F.D.T. dans divers établissements.

La C.F.D.T. estime aussi avoir été l'objet de manœuvres visant à diminuer sa représentativité aux élections à la chambre d'agriculture. En effet, la liste des électeurs d'une des usines du groupe C.L.E.N. n'a pas été transmise en temps utile à la préfecture par le maire de la commune de Royville (Seine-Maritime). Dans cette liste elle figurait le candidat de la C.F.D.T., qui n'a pas pu de ce fait être présenté. Il se trouve, coïncidence malheureuse, que le maire de la commune est salarié de la C.L.E.N. et adhérent à F.O.

JACQUES GRALL

SYNDICATS

EN HAUTE-NORMANDIE

Un délégué C.F.D.T. est condamné pour diffamation envers un délégué F.O.

De notre correspondant

Rouen. — M. André Thiolent, secrétaire de l'union régionale C.F.D.T. de Haute-Normandie, a été condamné, vendredi 27 février, par le tribunal correctionnel de Rouen à 500 francs d'amende et à verser 1 000 francs de dommages et intérêts à M. Sanson, délégué F.O. de la coopérative laitière de Haute-Normandie.

Les faits remontent à l'automne 1975. À la suite d'un conflit qui avait éclaté en avril 1975 dans les rangs de ce groupe laitier, le syndicat C.F.D.T. de l'entreprise, la fédération de l'agriculture C.F.D.T. et l'union régionale avaient publié un dossier pour faire connaître les raisons sociales, économiques et politiques de ce conflit qui a agité les campagnes et les usines de Seine-Maritime pendant plusieurs semaines. Dans cette plaquette intitulée : « Le conflit Nova-C.L.E.N. », une affaire de gros sous ? Une agression contre les syndicats ? Un enjeu politique ? Les patrons paysans veulent-ils la guerre ? », la C.F.D.T. retraçait ce

qu'avait été, selon elle, l'action de la section F.O. de l'entreprise. Documents à l'appui, elle avançait que M. Sanson avait démissionné de la C.F.D.T. obtenu une promotion, puis créé la section F.O. En outre, plusieurs commentateurs à caractère polémique sur l'attitude de cette section pendant la durée du conflit, avaient motivé une double plainte, celle de M. Sanson qui réclamait 50 000 francs de dommages et intérêts et celle de la fédération F.O. de l'agriculture, qui demandait le franco symbolique.

S'il a bien reconnu qu'il y avait eu diffamation envers M. Sanson, le juge a estimé la plainte de la fédération irrecevable et l'a condamnée aux dépens, suivant en cela l'argumentation de l'avocat de la C.F.D.T. selon lequel les faits incriminés ne relèveraient que de la polémique entre organisations rivales.

An cours d'une conférence de presse, la C.F.D.T. a fait remarquer que le Syndicat F.O. ne contestait pas les faits relatés dans le dossier, mais seulement les commentaires. Elle a également fait mention d'initiatives patronales en Haute-Normandie qui favorisent la création de sections syndicales rivales pour contrôler la C.F.D.T. dans divers établissements.

La C.F.D.T. estime aussi avoir été l'objet de manœuvres visant à diminuer sa représentativité aux élections à la chambre d'agriculture. En effet, la liste des électeurs d'une des usines du groupe C.L.E.N. n'a pas été transmise en temps utile à la préfecture par le maire de la commune de Royville (Seine-Maritime). Dans cette liste elle figurait le candidat de la C.F.D.T., qui n'a pas pu de ce fait être présenté. Il se trouve, coïncidence malheureuse, que le maire de la commune est salarié de la C.L.E.N. et adhérent à F.O.

JACQUES GRALL

● **M. CHARPENTIER : LA C.G.C. A RETROUVÉ SON UNITÉ**. — Le président de la Confédération générale des cadres s'est félicité, samedi 28 février, à Metz, que son organisation ait « retrouvé son unité, qui se manifeste dans le congrès extraordinaire de Versailles, le 6 mars prochain. »

M. Charpentier a ajouté que « si des responsables gouvernementaux ont pu espérer, en raison de l'écroulement de la C.G.C., prendre des mesures contraires aux intérêts de l'encadrement, il est temps qu'ils modifient leur point de vue. Le gouvernement doit dire s'il veut enfin comprendre les problèmes des cadres ou s'il préfère les voir reprendre leurs manifestations. »

★ Prix de vente, 10 F. B.P. 128, 75000 Paris Cedex 20.

● **LA C.F.D.T. EST CONDAMNÉE**. — Le tribunal correctionnel de Rouen a condamné, vendredi 27 février, par le tribunal correctionnel de Rouen à 500 francs d'amende et à verser 1 000 francs de dommages et intérêts à M. Sanson, délégué F.O. de la coopérative laitière de Haute-Normandie.

Les faits remontent à l'automne 1975. À la suite d'un conflit qui avait éclaté en avril 1975 dans les rangs de ce groupe laitier, le syndicat C.F.D.T. de l'entreprise, la fédération de l'agriculture C.F.D.T. et l'union régionale avaient publié un dossier pour faire connaître les raisons sociales, économiques et politiques de ce conflit qui a agité les campagnes et les usines de Seine-Maritime pendant plusieurs semaines. Dans cette plaquette intitulée : « Le conflit Nova-C.L.E.N. », une affaire de gros sous ? Une agression contre les syndicats ? Un enjeu politique ? Les patrons paysans veulent-ils la guerre ? », la C.F.D.T. retraçait ce

qu'avait été, selon elle, l'action de la section F.O. de l'entreprise. Documents à l'appui, elle avançait que M. Sanson avait démissionné de la C.F.D.T. obtenu une promotion, puis créé la section F.O. En outre, plusieurs commentateurs à caractère polémique sur l'attitude de cette section pendant la durée du conflit, avaient motivé une double plainte, celle de M. Sanson qui réclamait 50 000 francs de dommages et intérêts et celle de la fédération F.O. de l'agriculture, qui demandait le franco symbolique.

S'il a bien reconnu qu'il y avait eu diffamation envers M. Sanson, le juge a estimé la plainte de la fédération irrecevable et l'a condamnée aux dépens, suivant en cela l'argumentation de l'avocat de la C.F.D.T. selon lequel les faits incriminés ne relèveraient que de la polémique entre organisations rivales.

An cours d'une conférence de presse, la C.F.D.T. a fait remarquer que le Syndicat F.O. ne contestait pas les faits relatés dans le dossier, mais seulement les commentaires. Elle a également fait mention d'initiatives patronales en Haute-Normandie qui favorisent la création de sections syndicales rivales pour contrôler la C.F.D.T. dans divers établissements.

La C.F.D.T. estime aussi avoir été l'objet de manœuvres visant à diminuer sa représentativité aux élections à la chambre d'agriculture. En effet, la liste des électeurs d'une des usines du groupe C.L.E.N. n'a pas été transmise en temps utile à la préfecture par le maire de la commune de Royville (Seine-Maritime). Dans cette liste elle figurait le candidat de la C.F.D.T., qui n'a pas pu de ce fait être présenté. Il se trouve, coïncidence malheureuse, que le maire de la commune est salarié de la C.L.E.N. et adhérent à F.O.

JACQUES GRALL

● **M. CHARPENTIER : LA C.G.C. A RETROUVÉ SON UNITÉ**. — Le président de la Confédération générale des cadres s'est félicité, samedi 28 février, à Metz, que son organisation ait « retrouvé son unité, qui se manifeste dans le congrès extraordinaire de Versailles, le 6 mars prochain. »

M. Charpentier a ajouté que « si des responsables gouvernementaux ont pu espérer, en raison de l'écroulement de la C.G.C., prendre des mesures contraires aux intérêts de l'encadrement, il est temps qu'ils modifient leur point de vue. Le gouvernement doit dire s'il veut enfin comprendre les problèmes des cadres ou s'il préfère les voir reprendre leurs manifestations. »

★ Prix de vente, 10 F. B.P. 128, 75000 Paris Cedex 20.

● **LA C.F.D.T. EST CONDAMNÉE**. — Le tribunal correctionnel de Rouen a condamné, vendredi 27 février, par le tribunal correctionnel de Rouen à 500 francs d'amende et à verser 1 000 francs de dommages et intérêts à M. Sanson, délégué F.O. de la coopérative laitière de Haute-Normandie.

Les faits remontent à l'automne 1975. À la suite d'un conflit qui avait éclaté en avril 1975 dans les rangs de ce groupe laitier, le syndicat C.F.D.T. de l'entreprise, la fédération de l'agriculture C.F.D.T. et l'union régionale avaient publié un dossier pour faire connaître les raisons sociales, économiques et politiques de ce conflit qui a agité les campagnes et les usines de Seine-Maritime pendant plusieurs semaines. Dans cette plaquette intitulée : « Le conflit Nova-C.L.E.N. », une affaire de gros sous ? Une agression contre les syndicats ? Un enjeu politique ? Les patrons paysans veulent-ils la guerre ? », la C.F.D.T. retraçait ce

qu'avait été, selon elle, l'action de la section F.O. de l'entreprise. Documents à l'appui, elle avançait que M. Sanson avait démissionné de la C.F.D.T. obtenu une promotion, puis créé la section F.O. En outre, plusieurs commentateurs à caractère polémique sur l'attitude de cette section pendant la durée du conflit, avaient motivé une double plainte, celle de M. Sanson qui réclamait 50 000 francs de dommages et intérêts et celle de la fédération F.O. de l'agriculture, qui demandait le franco symbolique.

S'il a bien reconnu qu'il y avait eu diffamation envers M. Sanson, le juge a estimé la plainte de la fédération irrecevable et l'a condamnée aux dépens, suivant en cela l'argumentation de l'avocat de la C.F.D.T. selon lequel les faits incriminés ne relèveraient que de la polémique entre organisations rivales.

An cours d'une conférence de presse, la C.F.D.T. a fait remarquer que le Syndicat F.O. ne contestait pas les faits relatés dans le dossier, mais seulement les commentaires. Elle a également fait mention d'initiatives patronales en Haute-Normandie qui favorisent la création de sections syndicales rivales pour contrôler la C.F.D.T. dans divers établissements.

La C.F.D.T. estime aussi avoir été l'objet de manœuvres visant à diminuer sa représentativité aux élections à la chambre d'agriculture. En effet, la liste des électeurs d'une des usines du groupe C.L.E.N. n'a pas été transmise en temps utile à la préfecture par le maire de la commune de Royville (Seine-Maritime). Dans cette liste elle figurait le candidat de la C.F.D.T., qui n'a pas pu de ce fait être présenté. Il se trouve, coïncidence malheureuse, que le maire de la commune est salarié de la C.L.E.N. et adhérent à F.O.

JACQUES GRALL

FAITS ET CHIFFRES

● **M. ANDRÉ BERGERON**, secrétaire général de Forces ouvrières, s'est élevé, au cours d'une réunion tenue samedi 28 février à Cherbourg, contre « la lenteur des négociations pour le renouvellement des grands contrats de la fonction publique du secteur nationalisé ».

Selon M. Bergeron, le gouvernement en est responsable. « Ce jeu à deux faces », a-t-il ajouté, « est à l'origine du mouvement de grève beaucoup plus rapidement sans « la position intransigeante de l'entreprise (...) et le refus de la communauté urbaine, pendant deux semaines, de mettre son poids dans la balance ». — (Corresp.)

● **LES EBOUEURS DE BREST** ont repris le travail ce lundi 1^{er} mars, après avoir obtenu une « prime de panier » journalière de 12,69 francs. Ils étaient en grève depuis le 10 février. Selon la C.F.D.T., qui était à l'origine du mouvement, le conflit aurait pu être réglé beaucoup plus rapidement sans « la position intransigeante de l'entreprise (...) et le refus de la communauté urbaine, pendant deux semaines, de mettre son poids dans la balance ». — (Corresp.)

● **UN AN D'OCCUPATION DE L'USINE GRIFFET À MABEUILLE**. — Les grévistes ont tenté, lundi 1^{er} mars, à l'occasion de cet anniversaire, de placer deux barrages, avec des grues, à l'entrée et à la sortie de l'autoroute. Quelques incidents se sont produits avec les forces de l'ordre, qui ont chargé les engins. Deux ouvriers ont été appréhendés puis relâchés.

● **M. SEGUY : LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE « LA PLUS ANTI-NATIONALE DEPUIS PÉTAÏN »**. — Critiquant l'action du président de la République et du premier ministre, M. Georges Seguy, secrétaire général de la C.G.T., a déclaré samedi 28 février, à Sarcelles (Vaucluse) : « Au vingt et unième mois de ce gouvernement, sa politique économique et sociale est la plus anti-nationale que l'on connaisse depuis Pétain. » M. Seguy a, d'autre part, reproché

à la FEN et à F.O. d'avoir « capitulé devant les forces du pouvoir ». — (Corresp.)

● **LES EBOUEURS DE BREST** ont repris le travail ce lundi 1^{er} mars, après avoir obtenu une « prime de panier » journalière de 12,69 francs. Ils étaient en grève depuis le 10 février. Selon la C.F.D.T., qui était à l'origine du mouvement, le conflit aurait pu être réglé beaucoup plus rapidement sans « la position intransigeante de l'entreprise (...) et le refus de la communauté urbaine, pendant deux semaines, de mettre son poids dans la balance ». — (Corresp.)

● **UN AN D'OCCUPATION DE L'USINE GRIFFET À MABEUILLE**. — Les grévistes ont tenté, lundi 1^{er} mars, à l'occasion de cet anniversaire, de placer deux barrages, avec des grues, à l'entrée et à la sortie de l'autoroute. Quelques incidents se sont produits avec les forces de l'ordre, qui ont chargé les engins. Deux ouvriers ont été appréhendés puis relâchés.

● **M. SEGUY : LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE « LA PLUS ANTI-NATIONALE DEPUIS PÉTAÏN »**. — Critiquant l'action du président de la République et du premier ministre, M. Georges Seguy, secrétaire général de la C.G.T., a déclaré samedi 28 février, à Sarcelles (Vaucluse) : « Au vingt et unième mois de ce gouvernement, sa politique économique et sociale est la plus anti-nationale que l'on connaisse depuis Pétain. » M. Seguy a, d'autre part, reproché

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

La Caisse nationale de crédit agricole a, au cours du 1^{er} mars 1976, un emprunt obligataire d'une durée de quinze ans, amortissable en dix séries égales de 1982 à 1991. Les souscriptions sont libérables, soit en numéraire, soit par échange des titres C.N.C.A. 5,75 % 1985 ou 5,75 % 1990. Les titres, d'un nominal de F 1 000, sont remis et remboursés au pair. Le taux d'intérêt nominal est de 10,20 %, soit un coupon de F 102 payable le 13 mars de chaque année et pour la première fois le 13 mars 1977. Le taux de rendement actuariel brut à l'émission est de 10,15 % pour les souscripteurs en numéraire. Ce taux est porté à 10,33 % pour les porteurs de titres 5,75 % 1985 et 5,75 % 1990. L'émission en numéraire sera close sans préavis. L'émission par voie d'échange se poursuivra jusqu'au 19 mars 1976.

ÉMISSION DU 8^e EMPRUNT GROUPE DES QUATRE SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DE L'EST DE LA FRANCE

310 000 000 DE FRANCS - 10,20 %
Garanti par l'État
Taux de rendement actuariel brut : 10,20 %

Cet emprunt, d'une durée de quinze ans, est représenté par 310 000 obligations de F 1 000, émises au pair et amortissables en treize ans après deux années de différé.

Le service de l'emprunt sera assuré conjointement par les S.D.R. de l'Est de la France pour les montants respectifs suivants :

CENTREST S.D.R. de Bourgogne et de Franche-Comté	F 127 000 000
LODEX S.D.R. de Lorraine	F 70 500 000
SADE S.D.R. de Alsace	F 70 500 000
CEMPREX S.D.R. Champagne-Ardenne	F 30 000 000

L'admission à la Cote officielle de la Bourse de Nancy sera demandée. Souscriptions reçues dans les banques.

B.A.L.O. du 23 février 1976.

Via C.O.B. n° 76-25 du 17 février 1976.

EST

BANQUE DUPONT

Banque L. Dupont et Cie et Banque Journal et Cie réunies

Au cours de sa séance du 25 février 1976, le conseil d'administration sous la présidence de M. Jean Roquette a arrêté les comptes de l'exercice 1975.

Le bilan se totalise à F 2 663 954 174 contre F 2 584 648 106 l'année précédente et fait apparaître un bénéfice net de F 5 357 132,07 contre F 4 333 322,85 en 1974. Il en résulte une augmentation de l'ensemble des fonds de F 788 220,22, montant de la provision pour investissement devenue disponible pour l'exercice 1976.

Le conseil propose à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (impôt payé au Trésor).

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 avril 1976 la distribution d'un dividende unitaire porté de 11 F à 12 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2 F (

